
ANNÉE 2017



**RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS**

DECEMBRE

Délibérations

Séance du 18 décembre 2017

SOMMAIRE

N°	OBJET	Page
298	Décision modificative n° 3/2017 – budget principal Ville	1
299	Ouverture anticipée de crédits d'investissement – Exercice 2018 - Budget Principal	4
300	Autorisation donnée au Maire de transiger dans le cadre d'un litige opposant la Ville à Madame Pauline Thérèse MARTINETTI	8
301	Budget primitif 2018 - régie avec autonomie financière du port de plaisance	13
302	Admission en non valeur de produits irrécouvrables Régie avec autonomie financière du port Charles-Ornano	21
303	Attribution de l'indemnité de conseil au Trésorier Municipal, Trésorier du Grand Ajaccio - Régie avec autonomie financière du port Charles-Ornano	24
304	Modification du tableau des emplois budgétaires pour Procéder aux changements de filière, aux nominations suite à réussite à concours et afin de permettre les avancements de grade et de Promotion Interne des agents de la Ville	27
305	Dénomination de voies et espaces publics communaux.	34
306	Acquisition à l'euro symbolique de la voie privée, ouverte à la circulation publique, traversant les parcelles cadastrées section C n° 326, 340, 341, 342 et 344, en vue de son transfert dans le domaine public communal.	41
307	Prise à bail emphytéotique par la Ville d'Ajaccio du bâtiment dénommé « Foyer Notre Dame » cadastré section BE n° 339 situé lieu dit Route St Joseph, appartenant au Département de la Corse du Sud.	45
308	Convention d'occupation au profit de la Ville d'une partie de la parcelle cadastrée section BP n° 330 propriété des copropriétaires de la Résidence Empire.	48
309	Convention de mise à disposition gratuite au profit de la société anonyme ENGIE, de deux terrains communaux d'une superficie respective de 5 hectares 26 centiares et de 97 ares 78 centiares, sis Saint Antoine, Commune d'AJACCIO.	51
310	Acquisition à l'euro symbolique d'un ensemble immobilier bâti et non bâti appartenant au Département de Corse du Sud afin d'y édifier une école maternelle.	54
311	Création de la société publique locale M3E Approbation des statuts et désignation des administrateurs.	58
312	Modification de la délibération N°2017/ 178 en date du 31 juillet 2017 concernant l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec volet «copropriétés dégradées» Ville d'Ajaccio : Quartier des Cannes-2018 – 2022 : Modification du plan de financement global de l'opération faisant suite aux participations des partenaires financiers.	64

N°	OBJET	Page
313	Acquisition d'une prestation d'étude de faisabilité d'une chaudière biomasse sur le Groupe Scolaire Saint Jean.	69
314	Création du Centre intercommunal d'action sociale	72
315	Accueil de 8 jeunes en mission de service civique au sein des services municipaux en 2018	75
316	Renouvellement de la convention de l'Association des Amis du Palais Fesch	78
317	Acceptation du fonds de concours Patinoire 2017	81
318	Complément à la délibération n°2017/277 relative aux festivités de Noël 2017	83

Décisions Municipales

Décembre 2017

SOMMAIRE

N°	OBJET	Page
200	Edition d'un catalogue scientifique relatif à l'exposition temporaire hivernale du Palais Fesch en partenariat avec le FRAC de Corse, intitulée : « Naturel pas Naturel » Suivi éditorial, réalisation et impression d'un ouvrage scientifique relatif à l'exposition temporaire hivernale du Palais Fesch en partenariat avec le FRAC de Corse, intitulée : « Naturel pas Naturel »	87
201	ASSURANCE TOUS RISQUES DES ŒUVRES D'ART A DESTINATION DE L'EXPOSITION TEMPORAIRE DU PALAIS FESCH-MUSEE DES BEAUX-ARTS EN PARTENARIAT AVEC LE FRAC DE CORSE Exposition "Naturel pas Naturel" HIVER 2017/2018	89
202	Transport intra et extra muros des enfants des Accueils de loisirs municipaux maternels	91
203	MAPA Fourniture, installation, mise en fonctionnement et supervision de bornes digitales tactiles en réseau	93
204	Portant modification de la décision attributive de concession contrat n° 380 au plan S-78 d'une superficie de 2 m ² cimetière communal Nouveau d'une durée perpétuelle	94
205	Mise a disposition et gestion de gobelets recyclables pour le marché de noël de la ville d'Ajaccio 2017	95
206	Décision de classement sans suite d'une procédure de marché public Marché subséquent n°1621MS05 Relatif à l'accord cadre transport des œuvres d'art Manutention et transport d'œuvres d'art du palais Fesch-musée des beaux-arts dans le cadre de la campagne de restauration d'œuvres 2017-2018	97
207	Avenant n°1 au marché 17/003 Impression du magazine d'information "Ajaccio en Mag' " et du supplément culture pour la Ville d'Ajaccio	99
208	Conception, fourniture et pose de systèmes de mise en lumière extérieure de 3 monuments de la Ville d'Ajaccio : la fontaine du Premier Consul, le monument Napoléon et ses frères et l'église St Roch Lot n°3 : Conception, location et pose de systèmes de mise en lumière de l'Église Saint Roch	101
209	Convention d'occupation de locaux scolaires avec l'Association « FALEP 2A»	103
210	Convention d'occupation de locaux scolaires avec l'ADPEP 2A	104
211	Avenant n°2 au marché 15/009 Achat de denrées alimentaires pour le service de restauration et la direction de la petite enfance de la Ville d'Ajaccio Lot 7 - Produits laitiers bio	105
212	Portant modification de la décision attributive de concession contrat n°380 au plan S-78 d'une superficie de 2 m ² cimetière communal Nouveau d'une durée perpétuelle	107
213	ACCORD CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC ET FEUX TRICOLORES Marché subséquent n°1569MS01 Travaux d'éclairage public - rue des Magnolias	108
214	Portant fixation des tarifs d'occupation commerciale du domaine public au titre des l'année 2018	110
215	Portant prise à bail par la Ville d'un local Situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 21 rue Méditerranée, d'une superficie de 700 m ² , Appartenant à la SCI Pietralba représentée par Monsieur ORAZZI Jean Claude	115

Arrêtés Municipaux

DECEMBRE 2017

SOMMAIRE

N°	OBJET	PAGE
4159	Portant stationnement interdit temporaire, les dimanches 03, 10 décembre 2017, à partir de 15h00 et ce jusqu'à 00h00, boulevard Louis Campi	117
4161	Portant ouverture au public des structures installées place d'Austerlitz à Ajaccio, à l'occasion de la manifestation dénommée "NATALE PA I PATRIOTTI", du 14 au 18 décembre 2017	119
4162	Licence de taxi SARL Taxi du Gozzi	120
4163	Portant prorogation de l'arrêté municipal n°17-3889 en date du 11 octobre 2017, portant stationnement interdit, rue Vincent de Moro Giafferi, rue Pierre Bonardi, portant circulation interdite, rue Vincent de Moro Giafferi, rue Pierre Bonardi	121
4164	Portant prorogation de l'arrêté municipal n°17-3574 en date du 30 août 2017, portant stationnement interdit, portant circulation interdite, à compter du mercredi 13 décembre 2017 et ce jusqu'au vendredi 22 décembre 2017, rue Pierre Bonardi	123
4165	Portant suppression du repos dominical dans les commerces de détails de la commune d'Ajaccio pour l'année 2018 pris en application des dispositions de l'article L.3132-6 du code du travail	125
4166	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 au 15 décembre 2017, marché de Noël 2017, espace de vente collectif, vente d bijoux artisanaux et produits de bien-être	126
4167	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 au 15 décembre 2017, marché de Noël 2017, espace de vente collectif, vente de vêtements	128
4168	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 au 15 décembre 2017, marché de Noël 2017, espace de vente collectif, vente d'accessoires de mode	130
4169	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 au 15 décembre 2017, marché de Noël 2017, espace de vente collectif, vente de produits de bouche pâtisserie et confiserie	132
4170	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 au 15 décembre 2017, marché de Noël 2017, espace de vente collectif, vente et exposition de créations de bijoux	134
4171	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 au 15 décembre 2017, marché de Noël 2017, espace de vente collectif, vente et exposition de tirages d'art	136
4172	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 au 15 décembre 2017, marché de Noël 2017, espace de vente collectif, vente et exposition de créations de maroquinerie	138
4173	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 au 15 décembre 2017, marché de Noël 2017, espace de vente collectif, vente et exposition de créations en corail végétal	140

N°	OBJET	PAGE
4174	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 au 15 décembre 2017, marché de Noël 2017, espace de vente collectif, vente de produits et accessoires	142
4175	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 02 décembre 2017 au 12 janvier 2018, place Miot, pêche aux canards	144
4176	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 décembre 2017 au 06 janvier 2018, place de Gaulle, vente et cuisson de châtaignes grillées	146
4177	Portant modification de la composition de la commission administrative paritaire de catégorie C	148
4178	Portant modification de la composition du comité technique	151
4179	Portant modification de la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	153
4180	Autorisant M. Spano Patrice représentant légal de la SARL Sapaya à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L.3334-2 du code de santé publique	155
4181	Autorisant Mme Giorgi Vanina représentant légal de la SARL Andagio à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L.3334-2 du code de la santé publique	156
4182	Autorisant M. Moretti Jean-François représentant légal de FC AFA/PERI entreprises à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L3334-2 du code de la santé publique	157
4183	Autorisant Mme M. Griscelli Christophe à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L3334-2 du code de la santé publique	158
4184	Autorisant Mme Bonnant Marie-Hélène à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L3334-2 du code de la santé publique	159
4185	Autorisant Mme M. Padovani François à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L3334-2 du code de la santé publique	160
4186	Autorisant Mme Santoni Angelica, représentant légal du domaine de Tremica à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L3334-2 du code de la santé publique	161
4187	Autorisant Mme Serreri Amélie à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L3334-2 du code de la santé publique	162
4188	Autorisant M. Sinapi Cédric représentant légal d'Ipanema Futevolei à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L3334-2 du code de la santé publique	163
4189	Autorisant M. Vladrighi Hervé représentant légal de la SARL FLHV à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L3334-2 du code de la santé publique	164

N°	OBJET	PAGE
4190	Autorisant M. Vivoni Christophe, représentant légal de DOGS, à ouvrir un débit de boissons temporaire, à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L.3334-2 du code de la santé publique	165
4203	Portant circulation interdite, rue des trois Marie, le samedi 16 décembre 2017 de 17h20 à fin de l'évènement	166
4204	Portant stationnement interdit, le jeudi 14 décembre 2017 de 12h00 à 17h00, traverse des Cannes	167
4207	Portant stationnement interdit, portant autorisation temporaire de stationnement, à compter du 12 décembre 2017, 16h00 et ce jusqu'au 15 décembre 2017, 16h00 inclus, avenue du Docteur Ramaroni	169
4209	Portant création d'une régie de recettes temporaire pour la patinoire du marché de Noël	171
4210	Portant nomination d'un régisseur titulaire et d'un mandataire suppléant auprès de la régie de recettes temporaire pour la patinoire du marché de Noël	173
4242	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal ci-après, canal de la Gravona, lieu dit Cardo, parcelles cadastrées section B n°259, 262, 264, 266, 267, 270, 631, 633, 635, 819, 1134 et 1136	175
4242BIS	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 16 décembre 2017 au 22 décembre 2017, marché de Noël 2017- espace de vente collectif, mise en valeurs des activités artisanales	176
4243	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 au 15 décembre 2017, marché de Noël-espace de vente collectif, objets divers en bois	178
4245	Portant abrogation de l'arrêté municipal n°17-3267 en date du 26 juillet 2017, portant emplacement réservé temporaire , pour l'hôtel Castel Vecchio, à compter du 6 décembre 2017 et ce jusqu'au 31 décembre 2018, rue Paul Colonna d'Istria	180
4246	Portant stationnement interdit, avenue de Paris, cours Grandval, à compter du dimanche 07 janvier 2018 à 22h00 jusqu'au mardi 16 janvier 2018 à 12h00	182
4247	Parade des chars de Noël, portant stationnement interdit, parking de la gare, portant circulation stoppée, avenue Jean Jérôme Levie, cours Napoléon, avenue du 1er Consul, avenue Antoine Serafini, quai de la République, rue Cardinal Fesch, place Abbaticci, le samedi 16 décembre 2017	183
4248	Portant mise en œuvre de mesures provisoires dans l'intérêt de la sécurité publique, relative à l'interdiction d'accès au littoral et de baignade, sur l'ensemble du littoral de la commune	185
4250	Modifiant l'arrêté municipal n°17-4063, portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public, place de Gaulle, manège MAGIC CIRCUS du 09 décembre 2017 au 06 janvier 2018	186
4251	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public le dimanche 17 décembre 2017, place Foch, de 16h00 à 20h00, fête de Hannouka	188

N°	OBJET	PAGE
4256	Portant abrogation de l'arrêté municipal n°2008/2279, portant institution d' un couloir bus dit "site propre", route territoriale n°20	190
4257	Portant stationnement interdit, portant circulation interdite, portant déviation de circulation, rue Paul Colonna d'Istria, le vendredi 18 mai 2018	191
4260	Portant stationnement interdit, portant restriction de circulation, portant limitation de vitesse à 30 km/h, à compter du lundi 08 janvier 2018, avenue Colonel Colonna d'Ornano	192
4261	Portant interdiction d'accès à la tour de la Parata	194
4262	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'exercice d'une activité commerciale ambulante "chez Kalou rôtisserie traiteur", bd Pascal Rossini parking, fabrication et vente de sandwiches	195
4263	Rapportant les mesures provisoires et d'urgence dans l'intérêt de la sécurité publique relatives l'interdiction d'accès au littoral et de baignade: Sur l'ensemble du littoral de la commune	197
4265	Portant restriction de circulation, à compter du 13 décembre 2017 jusqu'au 15 février 2018 au plus tard, rue François Pietri	198
4266	Portant stationnement interdit, à compter du mercredi 13 décembre 2017, et ce jusqu'au 15 mars 2018 au plis tard, rue Jean Lluís	199
4269	Portant fermeture provisoire et évacuation de l'appartement 4ème étage porte de gauche, sis 13 rue du Cardinal Fesch, parcelle cadastrée section n° BX 235, 20000 Ajaccio	200
4274	Modification de l'arrêté municipal n°2015-194, portant délégation d'une partie des fonctions du maire, placement d'office des malades mentaux	202
4275	Modification de l'arrêté municipal n°2015-181, portant délégation des parties d'une fonction du maire, à Monsieur Jean-Pierre Aresu-12ème adjoint au maire, fédération des cités Napoléoniennes, mise en valeur du patrimoine Napoléonien de la Ville	204
4276	Modification de l'arrêté municipal n°2015-180 portant délégation des fonctions du maire à Madame Marie-Ange Biancamaria, 11ème adjoint au maire, nautisme et plaisance	205
4277	Modification de l'arrêté municipal n°2015-182, portant délégation d'une partie des fonctions du maire à Madame Caroline Corticchiato, 13ème adjoint au maire, développement social, CIAS	206
4278	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public et d'exercice d'une activité commerciale non sédentaire sur le marché central d'Ajaccio, M. Andreani Luc	207
4279	Fermeture du stade Jean Nicoli, Vignetta, les 16 et 17 décembre 2017	209
4281	Portant institution d'emplacements réservés "arrêt minutes", stationnement réservé à 30 minutes sur 6 emplacements, boulevard Albert 1er	210

N°	OBJET	PAGE
4284	"Travaux de nuit", portant stationnement interdit, portant restriction de circulation, portant limitation de vitesse à 30 km/h à compter du lundi 18 décembre 2017 à 19h00 jusqu'au samedi 23 décembre 2017 à 07h00, rue Achille Peretti	212
4286	Portant stationnement interdit, à compter du 20 décembre 2017 et, ce, jusqu'au 25 décembre 2017 au plus tard, rue Comte Bacciochi	213
4287	Portant rue barrée, le mardi 19 décembre 2017 à partir de 07h30, et ce, jusqu'à 11h00, rue Roi de Rome	215
4288	Portant autorisation d'une enseigne "CARPE DIEM"	216
4289	Portant retrait de l'arrêté municipal n°2017/3921 du 18 octobre 2017	217
4293	Portant modificatif de composition de la commission communale pour l'accessibilité	219
4294	Portant stationnement interdit, portant restriction de circulation, portant limitation de vitesse à 30 km/h, à compter du mardi 02 janvier 2018 jusqu'au samedi 13 janvier 2018 au plus tard, avenue Colonel Colonna d'Ornano	221
4295	Portant stationnement interdit, portant restriction de circulation, portant limitation de vitesse à 30 km/h, rue Gabriel Peri, boulevard Sylvestre Marcaggi, rue Miss Campbell, boulevard Fred Scamaroni, rue Colomba, à compter du mardi 02 janvier 2018 jusqu'au jeudi 08 mars 2018 au plus tard	222
4296	Portant stationnement interdit, portant restriction de circulation, portant limitation de vitesse à 30 km/h, à compter du mardi 02 janvier 2018 jusqu'au vendredi 23 mars 2018 au plus tard. chemin du Loretto. rue des Romarins	224
4297	Portant stationnement interdit, portant restriction de circulation, portant limitation de vitesse à 30 km/h, à compter du lundi 08 janvier 2018 jusqu'au vendredi 09 mars 2018 au plus tard, avenue Eugène Macchini	226
4298	Portant stationnement interdit, portant restriction de circulation, portant limitation de vitesse à 30 km/h, à compter du lundi 8 janvier 2018 jusqu'au vendredi 09 mars 2018 au plus tard, boulevard Pascal Rossini	227
4299	Portant prorogation de l'Arrêté municipal n°2017-3938 en date du 20 octobre 2017, portant stationnement interdit, portant neutralisation de deux voies de circulation, portant restriction de circulation, portant limitation de vitesse à 30 km/h, à compter du jeudi 11 janvier 2018 et ce jusqu'au jeudi 15 mars 2018 au plus tard, rue François Pietri	229
4300	Portant stationnement interdit, portant neutralisation d'une voie de circulation, portant limitation de vitesse à 30 km/h, rue de Candia, portant route barrée, portant stationnement interdit, portant déviation de circulation, avenue Maréchal Lyautey, à compter du lundi 08 janvier 2018, jusqu'au jeudi 15 février 2018 au plus tard	231

N°	OBJET	PAGE
4301	Portant stationnement interdit, portant restriction de circulation, portant limitation de vitesse à 30km/h, rue de Candia, à compter du vendredi 16 février 2018 jusqu'au jeudi 08 mars 2018 au plus tard	233
4302	Portant autorisation d'occupation du domaine public pour la vente de coquillages, port Charles Ornano Ajaccio, du 22/12/2017 au 24/12/2017 et du 29/12/2017 au 31/12/2017	235
4303	Portant autorisation d'occupation du domaine public pour la vente de coquillages, sur le marché Abbatucci, du 22/12/2017 au 24/12/2017 et du 29/12/2017 au 31/12/2017	237
4304	Portant autorisation d'occupation du domaine public pour la vente de coquillages, à côté de la station Paoletti la Rocade, du 22/12/2017 au 24/12/2017 et du 29/12/2017 au 31/12/2017	239
4305	Portant interdiction de stationnement, à compter du 09 janvier 2018, 06h30, et ce, jusqu'au 12 janvier 2018 19h00, boulevard roi Jérôme	241
4306	Portant stationnement interdit, portant rue barrée, portant déviation, à compter du lundi 08 janvier 2018 jusqu'au lundi 12 novembre 2018, rue des Cannes, traverse des Cannes, rue Jean Chiappe	242
4307	Portant stationnement interdit, portant rue barrée, portant déviation, à compter du lundi 08 janvier 2018 jusqu'au lundi 16 avril 2018, rue Paul Giacobi	244
4308	Portant neutralisation de deux voies de circulation, portant création d'emplacements de stationnements provisoires, à compter du lundi 8 janvier 2018 jusqu'au lundi 16 avril 2018, avenue Maréchal Juin	246
4309	Ordonnant l'hébergement provisoire et d'urgence dans l'intérêt de la sécurité publique	248
4310	Portant clôture de la régie de recettes billetterie cinéma	250
4311	Portant clôture de la régie de recettes relative à la billetterie spectacles, abonnements spectacles et carte Ajaccio culture à l'Espace Diamant	251
4312	Portant création de la régie d'avance et de recettes de la billetterie du théâtre municipal	253
4313	Portant nomination d'un régisseur titulaire et de mandataires pour la régie d'avance et de recettes de la billetterie du théâtre municipal	255
4320	Portant stationnement interdit, le mardi 2 janvier 2018 de 06h00 à 23h00, cours Grandval	257
4321	Portant rue barrée, à compter du jeudi 4 janvier 2018 jusqu'au vendredi 5 janvier 2018, rue Pozzo di Borgo	258

N°	OBJET	PAGE
4341	Portant mise en œuvre de mesures provisoires et d'urgences dans l'intérêt de la salubrité et santé publique, relatives à l'interdiction de baignade et de pêche: Sur le littoral entre Saint Joseph et le ricanto(y compris les plages du lazaret et de Tahiti-Ricanto)	260
4342	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public relative à l'installation d'une emprise commerciale, bar la Concorde, 61 cours Napoléon 20000 Ajaccio	261
4343	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du lundi 29 janvier au mercredi 14 février 2018, place Miot, salon habillement	264
4344	Portant fermeture provisoire et évacuation de l'appartement rez- de- chaussée porte de gauche, sis résidence le Amandiers Bâtiment A3 avenue du Colonel Biancamaria, parcelle cadastrée section n° BO 519, 2090 Ajaccio	266
4345	Portant ouverture au public des structures installées dans le site des jardins de l'hôtel de région à Ajaccio à l'occasion de la session d'investiture du président de la collectivité unique le 02 janvier 2018	268
4346	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour la vente d'oursins, rond point croix d'Alexandre bas d'Alata Ajaccio, du vendredi au dimanche, du 22/12/2017 au 15/04/2018	270
4347	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour la vente d'oursins, rond point de la rocade, du vendredi au dimanche, du 15/12/2017 au 15/04/2018	272
4348	Abrogeant l'arrêté municipal n°17-1117 et portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public et d'exercice d'une activité commerciale non sédentaire sur le marché central d'Ajaccio. Mme Texier Catherine	274
4349	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public et d'exercice d'une activité commerciale non sédentaire sur le marché central d'Ajaccio, M. Dell'Abate Fabrice	276
4350	Portant stationnement interdit, portant circulation interdite aux véhicules de tonnage supérieurs à 3,5 tonnes, portant restriction de circulation, portant limitation de vitesse à 30 km/h, à compter du 02 janvier 2018 au plus tard, rue François Maglioli	278
4351	Portant opposition au transfert de pouvoir de police "spéciale" du maire au président de la communauté d'agglomération du pays Ajaccien	279
	Arrêtés municipaux Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire	
AT121	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT02A00417A0101, magasin Cuisinella, route du Finosello, 20090 Ajaccio	280

N°	OBJET	PAGE
AT122	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT02A00417A0099, cabinet de Kinésithérapeute, 1 rue Sebastiani, 20000 Ajaccio	282
AT123	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT02A00417A0097, Café Burger, 14 cours Grandval, 20000 Ajaccio	284
AT124	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT02A00417A0100, agence immobilière "Colomba Immobilier" 20000 Ajaccio	286
AT125	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT02A00417A0102, restaurant le Cinécita café, 2 avenue Antoine Serafini, 20000 Ajaccio	288
AT126	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT02A00417A0096, cabinet médical "centre Orsini "chemin d'Acqualonga 20167 Mezzavia	290
AT127	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT02A00417A0092, centre de beauté "l'atelier du sourcil" 51 cours Napoléon 20000 Ajaccio	292
AT128	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT02A00417A0105, maison d'accueil spécialisée "l'Albizzia", chemin de Candia 20090 Ajaccio	294
AT129	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT02A00417A0106, magasin de bijoux le "Dolce Vita", 53 rue Fesch 20000 Ajaccio	296
AT130	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT02A00417A0098, magasin GO SPORT centre commercial la Rocade Mezzavia, 20167 Ajaccio	298
AT131	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT02A00417A0010, CRA (centre ressource autismes), immeuble les pingouins, résidence Parc Azur, avenue Maréchal Juin, 20000 Ajaccio	300
AT132	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT 02A00417A0095, établissement existant, centre commercial La Rocade Mezzavia, 20167 Mezzavia	302
AT133	Portant refus d'autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT 02A00415A0158, école Supérieure du Professorat et de l'Education, 1 boulevard Albert 1er, 20000 Ajaccio	304

N°	OBJET	PAGE
AT134	Portant refus d'autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT 02A00415A0152, école primaire Bonafedi, 3 boulevard Alfonse Landry, 20000 Ajaccio	306
AT135	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, AT 02A00416A0053, atelier TISEC du LEP Jules Antonini sis avenue du docteur Noël Franchini. 20090 Aiaccio	308



Séance du 18 décembre 2017

Délibérations Municipales



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI Adjointes au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHİ, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, Conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHİ, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_298-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Affichage : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre.

Délibération N°2017/298

Décision modificative n° 3/2017 – budget principal Ville

M. le maire expose à l'assemblée :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de Décision Modificative n° 3 du budget principal de la Ville pour l'année 2017. Cette décision modificative présentée est un budget d'ajustements indispensables à l'achèvement de l'exercice pour l'ensemble des dépenses et recettes de fonctionnement.

Ce projet se décompose comme suit :

- En recettes et en dépenses de fonctionnement	115 000.00 €
- En recettes et en dépenses d'investissement	0.00 €
Total	115 000.00 €

Les inscriptions concernent :

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Intitulés		Montants	Intitulés		Montants
Chap.012	<i>Frais de personnel</i>	115 000.00	Chap. 73	<i>Droit de mutation</i>	115 000 .00
Total Dépenses		115 000.00 €	Total Recettes		115 000.00 €

Cette décision modificative n° 3 enregistre des compléments de crédits au sein du chapitre 012. Les charges de personnel sont revalorisées de 115 000 €. Cette enveloppe supplémentaire découle principalement de charges non définitives lors de l'élaboration du budget primitif 2017 et de charges non répétitives qui sont généralement inscrites lors d'une décision modificative.

L'équilibre budgétaire est apporté par l'actualisation des recettes perçues au titre des taxes additionnelles aux droits de mutation. Cette taxe, dont tous les paramètres (taux, conditions d'exonérations) sont fixés par l'Etat, est assise sur les mutations à titre onéreux. Elle est directement dépendante de l'activité du marché immobilier ce qui nous avait conduit à des estimations très prudentes lors du vote du budget primitif de l'exercice 2017.

Tels sont les principaux éléments de la décision modificative n° 3 du budget principal de la Ville que je vous demande de bien vouloir approuver.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

TRANSMIS AU CONSEIL MUNICIPAL POUR EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

**Où l'exposé de Stéphane Sbraggia, adjoint délégué
Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu le Code des collectivités territoriales et plus particulièrement son article L 1612-1;
Vu, le vote du budget primitif 2017,

Vu les votes des décisions modificatives n° 1 et 2 de l'exercice 2017,
Vu l'avis de la commission des finances,
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

ADOpte

Par 33 voix pour

1 abstention(Mme Grimaldi d'Esdra)

4 voix contre (M. Luciani, M. Ciabrini, M. Bastelica, M. Simonpietri)

La proposition de décision modificative n° 3 de l'année 2017 du budget principal Ville tel que précisé :

↳ En Recettes de fonctionnement: Chapitre 73 à hauteur de : 115 000 €.

↳ En Dépenses de fonctionnement : Chapitre 012 à hauteur de : 115 000 €.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)



POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

Laurent MARCANGELI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHI, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_299-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Affichage : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017
Délibération N°2017/299

Ouverture anticipée de crédits d'investissement Exercice
2018 Budget Principal

M. le maire expose à l'assemblée :

L'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, le Maire peut, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption.

Pour information le total des crédits ouverts au budget principal exercice 2017, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette s'élevait à 23 785 064.14 €. Le montant maximum pour lequel le conseil municipal peut autoriser le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, avant le vote du budget s'établit au quart des crédits votés en 2017, soit 5 946 266.04 €

En conséquence, je propose au Conseil Municipal d'ouvrir dès à présent, au budget primitif 2018 divers crédits d'investissement indispensables à la réalisation d'opérations dont le financement est inscrit au projet de budget 2018.

Le total de ces propositions sur le budget général représente 2 360 000 € et figure au tableau ci-dessous.

Article	Chap.	Intitulés	crédit
20422	204	Subvention Aide au bâti	20 000
2031	20	Etudes levés topographiques	40 000
2031	20	Etudes Géotechnique	10 000
2031	20	Etudes Divers de voirie	10 000
2031	20	Etude Hydromaréthermie	5 000
2031	20	Etude PCRT Feux tricolores	50 000
2031	20	Etude Musée Napoléonien	50 000
2051	20	logiciels informatique	30 000
2138	21	Acquisition Bâtiment Aspretto	115 000
2158	21	Matériel contrôle accès (bornes)	10 000
2158	21	Acquisition matériel crèches	5 000
2158	21	Acquisition matériel sportif	5 000
2158	21	Acquisition matériel outillage Div. Sv Tech	84 000
2158	21	Acquisition matériel Sv administratifs	3 000
2158	21	Acquisition matériel Sv formation	10 500
21578	21	Acquisition mobilier urbain	30 000
21578	21	Matériel signalisation de voirie	10 000
2182	21	Acquisition véhicules programme 2018	20 000
2183	21	Matériel et logiciels informatiques	90 000
2184	21	Acquisition mobilier matériel de bureau	20 000
2184	21	Acquisition mobilier CTM	10 000
2313	23	Travaux divers bâtiments communaux	50 000

2313	23	Travaux dans les écoles	200 000
2313	23	Travaux Espace Diamant	10 000
2313	23	Travaux Bâtiment Elisa	100 000
2313	23	Travaux Bibliothèque patrimoniale	50 000
2315	23	Travaux bornes contrôles d'accès	15 000
2315	23	Travaux vidéo surveillance	15 000
2315	23	Travaux Stade de Vignetta (opération ITI)	200 000
2315	23	Aire de jeux stade du Stiletto (opération ITI)	190 500
2315	23	Installation poteaux incendie	20 000
2315	23	Travaux plages	5 000
2315	23	Installation sanisettes	60 000
2315	23	Murs de soutènement - confortement talus	50 000
2315	23	Travaux Eclairage public	60 000
2315	23	Travaux feux tricolores	5 000
2315	23	Effondrements de chaussées et travaux divers	100 000
2315	23	Divers travaux de voirie	80 000
2315	23	Programme Voirie Enrobés	100 000
2315	23	Programme Voirie Trottoirs	100 000
2315	23	Travaux adressage	2 000
2315	23	Aménagement aires de jeux	20 000
2315	23	Travaux espaces verts	50 000
2315	23	Travaux espaces verts Parc Berthault	200 000
2315	23	Travaux espaces verts Parc des Milelli	20 000
4541	45	travaux pour compte de tiers	30 000
Total			2 360 000

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

De décider de l'ouverture anticipée de crédits d'investissement sur l'exercice 2018

D'approuver le détail des propositions d'ouvertures de crédits figurant au tableau ;

D'autoriser le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite de 2 360 000 € avant le vote du budget primitif 2018.

De dire que les crédits seront prévus au budget primitif de l'exercice 2018

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

TRANSMIS AU CONSEIL MUNICIPAL POUR EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

**Où l'exposé de Monsieur Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué
et après en avoir délibéré,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le budget primitif de l'exercice 2017 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre.2017 ;

DECIDE

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

L'ouverture anticipée de crédits d'investissement sur l'exercice 2018 ;

APPROUVE

Le détail des propositions d'ouvertures de crédits figurant au tableau ;

AUTORISE

Le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite de 2 360 000 € avant le vote du budget primitif 2018 ;

DIT

Que les crédits seront prévus au budget primitif de l'exercice 2018 ;

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE



Laurent MARCANGELI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHİ, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHİ, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_300-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Affichage : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre.2017

Délibération N°2017/300

Autorisation donnée au Maire de transiger dans le cadre
d'un litige opposant la Ville à Madame Pauline Thérèse
MARTINETTI

M. le maire expose à l'assemblée :

Mme Pauline Thérèse MARTINETTI, est propriétaire de plusieurs locaux sis 5, avenue maréchal Lyautey pour une superficie totale de 74 m² occupés par le service électricité de la Ville depuis le 1^{er} juillet 2008.

Ces locaux sont composés de 3 lots à usage de garage (lot 1 : deux locaux d'une superficie de 37 m², lot 2 : un local d'une superficie de 18.50 m², lot 3 : un local d'une superficie de 18.50 m²).

Cette occupation a été actée par décision municipale n°2009/96 du 04 juin 2009 portant prise à bail desdits locaux pour un montant de 5000 € annuel.

Par ailleurs, Mme Pauline Thérèse MARTINETTI était titulaire depuis le 1^{er} janvier 2007, d'une convention de longue durée des locaux réalisés sur les terre-pleins du domaine public maritime.

Or, sur une période comprise entre le mois de janvier 2008 et le 5 juin 2014, la redevance d'occupation due à la Ville n'a pas été versée.

Celle-ci avait donc décidé de ne plus payer le loyer annuel d'un montant de 5000 € pour l'occupation desdits locaux.

Or, le bail du 04 juin 2009 expirant le 31 décembre suivant sans tacite reconduction, la Ville s'est retrouvée occupante sans droits ni titres des locaux sans toutefois verser un quelconque contrepartie financière permettant ainsi un enrichissement sans cause de la Commune.

Cette occupation sans titre a perduré jusqu'au 31 mai 2017 date de la remise des clés à Mme Martinetti, soit 7 ans et 5 mois et pour un montant total de 37 083 €.

Concomitamment, par conclusion le 11 juillet 2014, d'un avenant n°1 à la convention d'occupation longue durée, la Commune d'Ajaccio et la Régie du Port de Plaisance ont consenti à la substitution du titulaire (Mme Pauline Thérèse MARTINETTI), aux conditions de la convention initiale et pour la durée restant à courir, à la condition expresse, que la SARL Avitaillement maritime Martinetti s'engage à régler les redevances échues et non payées pour cette occupation par Madame Pauline Thérèse MARTINETTI en sus des loyers à échoir.

C'est dans ce cadre que la somme de 83 207.24 € a été payée au bénéfice de la Ville d'Ajaccio le 11 juillet 2014 lors de la substitution de la convention d'avitaillement au profit de la SARL Avitaillement maritime Martinetti représentant la période (janvier 2008 au 5 juin 2014).

Lors de plusieurs réunions avec les services de la Ville, Madame Pauline Thérèse MARTINETTI a de nouveau demandé un règlement définitif de la prise en charge des loyers des locaux sis 5, avenue maréchal Lyautey qui étaient occupés par le service électricité sans contrepartie financière pendant la période comprise entre le premier janvier 2010 et le 31 mai 2017, par voie transactionnelle prenant la forme d'un protocole d'accord.

Pour éviter un recours contentieux qui générerait des frais supplémentaires pour les deux parties, celles-ci se sont rapprochées et ont entendu conclure un protocole transactionnel dans les termes ci-après mentionnés, en application des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Il a été ainsi acté que :

- La Commune d'Ajaccio a quitté les lieux en mai 2017 et a remis les clés le 31 Madame Martinetti.
- depuis le 1er janvier 2010, la Ville ne paie plus la location des garages, soit 7 ans et 5 mois pour mai 2017 à un montant total de 37 083 €.

Face à cette situation, les parties, soucieuses d'éviter des procédures contentieuses longues et coûteuses pour les deniers publics tout en permettant le paiement à Madame Pauline Thérèse MARTINETTI de l'indemnité due au titre de l'occupation de plusieurs locaux pour une superficie totale de 74 m² sis 5, avenue maréchal Lyautey pendant la période comprise entre le premier janvier 2010 et le 31 mai 2017, se sont rapprochées et ont convenu de procéder à un règlement amiable de leur différend par la signature du présent protocole d'accord transactionnel (ci-après « Protocole »).

Le règlement amiable de ce litige se résout par le versement d'un montant de 30 000 euros TTC correspondant au règlement amiable de l'indemnisation du préjudice subi par l'occupation sans contrepartie financière de plusieurs locaux pour une superficie totale de 74 m² sis 5, avenue maréchal Lyautey pendant la période comprise entre le premier janvier 2010 et le 31 mai 2017, et sera effectué dans un délai maximum de 60 jours à compter de la signature du présent protocole, par mandat administratif au compte bancaire ouvert au nom de Madame Pauline Thérèse MARTINETTI.

En conséquence, Madame Pauline Thérèse MARTINETTI renonce à l'exercice d'un recours indemnitaire devant les tribunaux compétents sur la base du préjudice subi par l'occupation sans contrepartie financière de plusieurs locaux par le service électricité de la Commune d'Ajaccio sis 5, avenue maréchal Lyautey à Ajaccio.

Les Parties ont expressément convenu que le présent protocole d'accord règle leur différend au titre du préjudice subi par l'occupation sans contrepartie financière de plusieurs locaux par le service électricité de la Commune d'Ajaccio sis 5, avenue maréchal Lyautey à Ajaccio..

Pour conclure, il est demandé au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur le principe de cette transaction, d'autoriser le Maire à mener la négociation avec Madame Pauline Thérèse MARTINETTI et à signer le projet de protocole d'accord transactionnel ci-joint.

Il est précisé que les sommes nécessaires sont inscrites au Budget de l'exercice 2017 au Chapitre Article du budget principal, en section fonctionnement.

CONSIDERANT :

Que la Ville d'Ajaccio reconnaît s'être enrichie aux dépens de Madame Pauline Thérèse MARTINETTI du fait de ses impayés ;

Que les parties souhaitent un règlement amiable par la signature du protocole d'accord transactionnel ;

Que le règlement amiable de ce litige se résout par le versement d'un montant de (30 000 euros TTC) correspondant au règlement amiable de l'indemnisation du préjudice subi par l'enrichissement sans cause de la Mairie par l'occupation sans contrepartie financière de plusieurs locaux par le service électricité de la Commune d'Ajaccio sis 5, avenue maréchal Lyautey à Ajaccio pendant la période comprise entre le premier janvier 2010 et le 31 mai 2017.

Qu'en conséquence, Madame Pauline Thérèse MARTINETTI renonce en contrepartie du règlement amiable de l'indemnisation du préjudice subi par l'enrichissement sans cause de la Mairie par l'occupation sans contrepartie financière de plusieurs locaux par le service électricité de la Commune d'Ajaccio sis 5, avenue maréchal Lyautey à Ajaccio pendant la période comprise entre le premier janvier 2010 et le 31 mai 2017.à l'exercice d'un recours devant les tribunaux compétents;

Que les sommes nécessaires sont inscrites au Budget de l'exercice 2017 au Chapitre 011 Article 6132 du budget principal, en section fonctionnement ;

IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL :

D'adopter le principe d'une transaction pour purger tout litige avec Madame Pauline Thérèse MARTINETTI;

D'autoriser Monsieur le maire à transiger avec Madame Pauline Thérèse MARTINETTI;

TRANSMIS AU CONSEIL MUNICIPAL POUR EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

Où l'exposé de Monsieur Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué
et après en avoir délibéré,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 2044 et 2052 du Code Civil.

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

CONSIDERANT :

Que la Ville d'Ajaccio reconnaît s'être enrichie aux dépens de Madame Pauline Thérèse MARTINETTI du fait de ses impayés ;

Que les parties souhaitent un règlement amiable par la signature du protocole d'accord transactionnel ;

Que le règlement amiable de ce litige se résout par le versement d'un montant de (30 000 euros TTC) correspondant au règlement amiable de l'indemnisation du préjudice subi par l'enrichissement sans cause de la Mairie par l'occupation sans contrepartie financière de plusieurs locaux par le service électricité de la Commune d'Ajaccio sis 5, avenue maréchal Lyautey à Ajaccio pendant la période comprise entre le premier janvier 2010 et le 31 mai 2017.

Qu'en conséquence, Madame Pauline Thérèse MARTINETTI renonce en contrepartie du règlement amiable de l'indemnisation du préjudice subi par l'enrichissement sans cause de la Mairie par l'occupation sans contrepartie financière de plusieurs locaux par le service électricité de la Commune d'Ajaccio sis 5, avenue maréchal Lyautey à Ajaccio pendant la période comprise entre le premier janvier 2010 et le 31 mai 2017.à l'exercice d'un recours devant les tribunaux compétents;

Que les sommes nécessaires sont inscrites au Budget de l'exercice 2017 au Chapitre 011 Article 6132 du budget principal, en section fonctionnement ;

ADOpte

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

Le principe d'une transaction pour purger tout litige avec Madame Pauline Thérèse MARTINETTI

Autorise le Maire

À transiger avec Madame Pauline Thérèse MARTINETTI;

À signer le protocole d'accord transactionnel.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.

(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME



LE MAIRE

Laurent Marcangeli
Laurent MARCANGELI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHI, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_301-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Publication : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017.
Délibération N°2017/301

Budget primitif 2018
Régie avec autonomie financière
Port de plaisance
Rapport de présentation

M. le maire expose à l'assemblée:

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet de budget primitif de la régie avec autonomie financière du port de plaisance pour l'exercice 2018.

Ce budget est complètement indépendant de celui de la commune. Les Ajacciens n'apportent aucune contribution au budget du port. C'est un budget équilibré de façon autonome par les usagers du port (plaisanciers permanents et de passage, commerçants) et par les services divers annexes utilisés par les plaisanciers.

Ce projet de budget s'élève à la somme de **2 544 743.00 €** se décomposant comme suit :

- Section fonctionnement : **2 200 000.00 €**
- Section investissement : **344 743.00 €**

A) La répartition par chapitres en section fonctionnement est la suivante :

Section Fonctionnement					
Dépenses			Recettes		
Intitulés		Montants	Intitulés		Montants
Chap. 011	Charges à caractère Général	1 005 317.00	Chap. 70	Ventes, Prestations de services	1 690 000.00
Chap. 012	Charges de personnel	720 000.00	Chap. 75	Autres produits de gestion courante	505 000.00
Chap. 65	Autres charges de gestion	23 000.00			
Chap. 66	Charges financières	86 940.00			
Chap. 67	Charges exceptionnelles	10 000.00			
Chap. 68	Dotations aux provisions	10 000.00	Chap. 78	Reprise sur provisions	5 000.00
Total Dépenses réelles		1 855 257.00	Total Recettes réelles		2 200 000.00
Chap. 042	Virement et opérations d'ordre	344 743.00	Chap. 042	Opérations d'ordre	0.00
Total Dépenses		2 200 000.00	Total Recettes		2 200 000.00

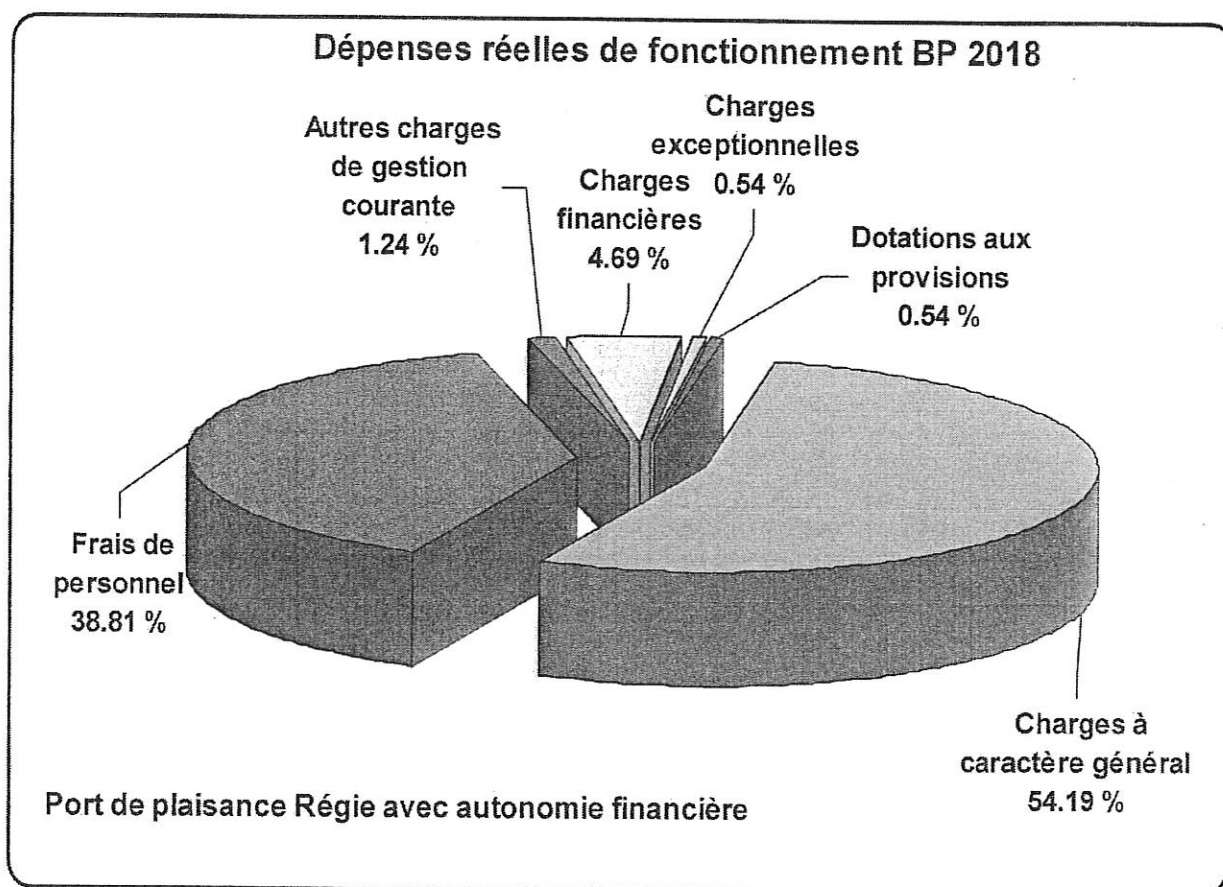
A-1 Dépenses de fonctionnement :

Les principales dépenses réelles de fonctionnement concernent :

- **Au chapitre 011 :** ce chapitre retrace les charges liées à la maintenance et à l'entretien des pannes flottantes, du matériel et des bâtiments, les frais de collecte des huiles usagées, les

consommations d'eau, d'électricité et de téléphone ainsi que les diverses taxes foncières et impôts et taxes pour un montant global de 1 005 317 €.

- **Au chapitre 012** : les charges de personnel totalisent 720 000 € pour l'exercice 2018.
- **Au chapitre 66** : ce chapitre enregistre le paiement des intérêts des emprunts pour un montant prévisionnel de 86 940 €.



A-2 Recettes de fonctionnement :

Le financement de la section est assuré principalement par :

- **Au chapitre 70** : Sont comptabilisées au sein de ce chapitre les redevances pour taxes d'amarrages (contrats annuels, passages et hivernages) et les recettes d'activités annexes pour un montant global de 1 690 000 €.
- **Au chapitre 75** : Ce chapitre, totalisant 505 000 €, concerne les redevances d'occupation des immeubles et des concessions.

La revalorisation des tarifications applicables à compter du 1^{er} janvier 2018 a été adoptée par le Conseil Municipal lors sa séance du 6 novembre 2017. (Cf. délibération 2017/252).

B) La répartition en section d'investissement est la suivante :

Section Investissement					
Dépenses			Recettes		
Intitulés		Montants	Intitulés		Montants
Chap. 16	Emprunts et dettes	284 000.00			
Chap. 21	Installations et acquisitions de matériel	10 000.00			
Chap. 23	Travaux de bâtiment et matériels techniques	50 743.00			
Total Dépenses réelles		344 743.00	Total Recettes réelles		0.00
Chap. 040	Opérations d'ordre	0.00	Chap. 040	Virement et opérations d'ordre	344 743.00
Total Dépenses		344 743.00	Total Recettes		344 743.00

B-1 Dépenses d'investissement :



Les principales dépenses d'investissement sont :

- **Le chapitre 16** concerne le remboursement en capital des emprunts pour 284 000 €.
- **Les chapitres 21 et 23** totalisent 60 743 € ; Ces montants sont dédiés à l'acquisition de divers équipements et à des travaux pour l'aménagement des bâtiments et l'amélioration des installations techniques portuaires.

B-2 Recettes d'investissement :

Les opérations d'ordre de section à section (amortissements et provisions) pour 344 743 € sont les ressources exclusives nécessaires à l'équilibre de la section d'investissement.

C) L'endettement est le suivant :

Organismes prêteurs	Montants empruntés	Capital restant dû au 01/01/2018	Nombre d'emprunts
 Caisse Epargne	261 878.82 €	72 160.19 €	1
 SFIL-CAFFIL	2 964 597.66 €	2 482 571.04 €	1
	3 226 476.48 €	2 554 731.23 €	2

Détail des emprunts de la régie du port :

Prêteurs	Montant initial	Année de réalisation	Durée résiduelle	Capital restant dû	CBC
Caisse d'Epargne	261 878.82 €	2011	2 ans	72 160.19 €	A-1
SFIL-CAFFIL	2 964 597.66 €	2015	12 ans	2 482 571.04 €	A-1
TOTAUX	3 226 476.48 €			2 554 731.23 €	

Dettes par prêteur



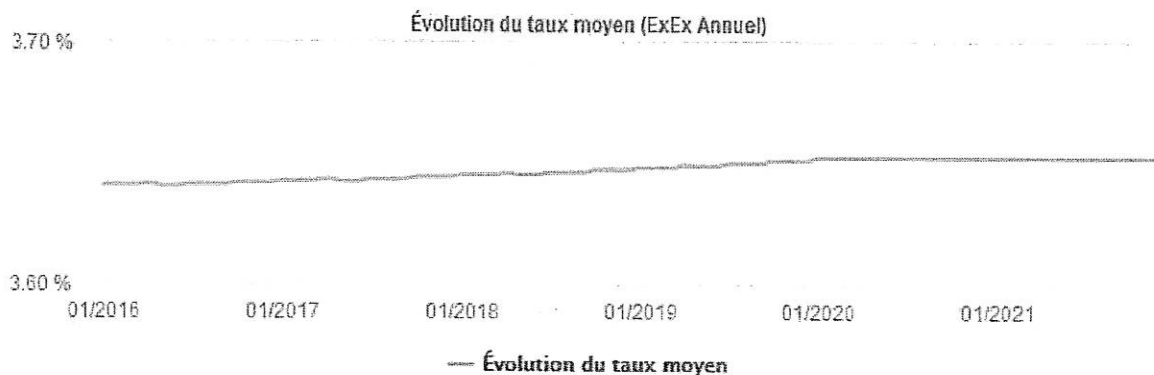
La synthèse de la dette de la régie du port de plaisance pour l'exercice 2018 est la suivante :

Capital restant dû	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne
2 554 731.23 €	3.65 %	12 ans	4 ans 9 mois

Le montant du flux de la dette prévu est de 376 185.66 € ; il se répartit de la façon suivante :

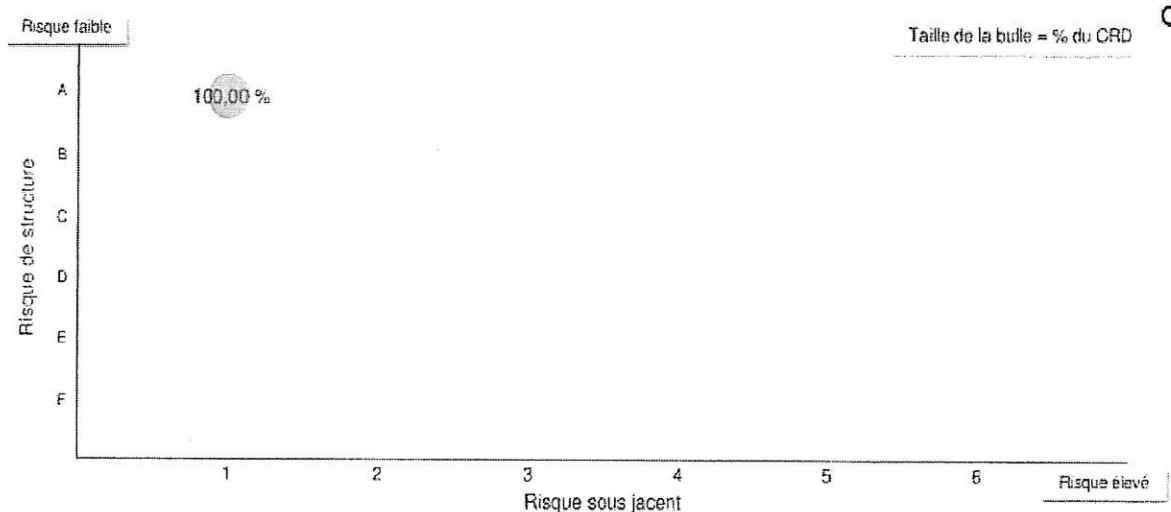
Montant du capital à rembourser : 283 597.35 € Montant des intérêts à payer : 92 588.31 €

Suite au refinancement de l'emprunt indexé sur l'Eur/Chf intervenu en 2015, l'évolution des taux pour les années à venir a été fixée dans sa totalité jusqu'à épuration de la dette.



Et la dette selon la charte de bonne conduite sera donc sans risque jusqu'à son terme.

Dette selon la charte de bonne conduite



Tels sont les principaux éléments du budget primitif 2018 de la régie du port de plaisance que je vous demande de bien vouloir approuver.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

**Où l'exposé de Mme. Marie-Ange Biancamaria, adjointe déléguée
Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

ADOPTÉ

Par 33 voix pour

5 abstentions (M. Luciani, M. Ciabrini, Mme Grimaldi d'Esdra, M. Bastestelica, Mme Simonpietri).

Le budget primitif 2018 de la régie du port de plaisance tel que présenté ci-après :

BP 2018 - BUDGET PORT DE PLAISANCE**Dépenses de la section d'investissement (propositions nouvelles)**

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
16	Dettes et emprunts	284 000.00	33		5
21	Immobilisations corporelles	10 000.00	33		5
23	Immobilisations en cours	50 743.00	33		5
Total des dépenses d'investissement		344 743.00			

Recettes de la section d'investissement (propositions nouvelles)

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
040/15	Opérations d'ordre/Provisions	198 633.00	33		5
040/48	Opérations d'ordre/Charges à repartir	146 110.00	33		5
Total des recettes d'investissement		344 743.00			

Dépenses de la section de fonctionnement (propositions nouvelles)

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
011	Charges à caractère général	1 005 317.00	33		5
012	Charges de personnel et assimilés	720 000.00	33		5
65	Charges de gestion courante	23 000.00	33		5
66	Charges financières	86 940.00	33		5
67	Charges exceptionnelles	10 000.00	33		5
68	Dotations aux provisions	10 000.00	33		5
042	Opérations d'ordre	344 743.00	33		5
Total des dépenses de fonctionnement		2 200 000.00			

Recettes de la section de fonctionnement (propositions nouvelles)

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
70	Produits des services et du domaine	1 690 000.00	33		5
73	Impôts et taxes diverses	505 000.00	33		5
78	Reprise sur provisions	5 000.00	33		5
Total des recettes de fonctionnement		2 200 000.00			

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)



POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

Laurent MARCANGELI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHI, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_302-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Publication : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017.

Délibération N°2017/302

**Admission en non valeur de produits irrécouvrables
Régie avec autonomie financière du port Charles-Ornano**

M. le maire expose à l'assemblée :

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, le Receveur des Finances de la Ville d'Ajaccio propose l'admission en non-valeur d'un certain nombre de créances détenues par la régie du port sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies malgré les diligences réglementaires engagées par ses soins pour en assurer le recouvrement.

Les recettes à admettre en non-valeur concernent le budget du port ; elles portent sur plusieurs années et leur montant ressort à : **3 217.07 € hors taxes.**

Les crédits sont prévus au budget primitif 2017 de la régie à autonomie financière du port, chapitre 65, article 6541.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'approuver la demande d'admission en non valeur des titres de recettes pour un montant de 3 217.07 € hors taxes.

D'autoriser Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à cette décision.

Les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 65 du budget primitif 2017 de la régie à autonomie financière du port Charles-Ornano, article 6541.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

TRANSMIS AU CONSEIL MUNICIPAL POUR EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï l'exposé de Mme Marie-Ange Biancamaria, adjointe déléguée
Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,
Vu le budget primitif 2017 de la régie à autonomie financière du port Charles-Ornano,
Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du port Charles-Ornano en date du 6 novembre 2017,
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017,

DECIDE

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

D'approuver la demande d'admission en non valeur des titres de recettes pour un montant de 3 217.07 € hors taxes.

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à cette décision.

DIT

Que les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 65 du budget primitif 2017 de la régie à autonomie financière du port Charles-Ornano, article 6541.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE



Laurent MARCANGELI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHİ, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHİ, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_303-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Publication : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/303

**Attribution de l'indemnité de conseil au Trésorier
Municipal, Trésorier du Grand Ajaccio - Régie avec
autonomie financière du port Charles-Ornano**

M. le maire expose à l'assemblée :

L'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 fixe les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil susceptible d'être allouée au comptable du Trésor exerçant les fonctions de Trésorier municipal et l'autorise à fournir aux collectivités territoriales des prestations d'assistance en matière budgétaire, financière et comptable.

Du 1er janvier 2017 au 31 mars 2017, Madame Nathalie SKRZYNSKI a assuré les fonctions de Trésorier du Grand Ajaccio par intérim.

Depuis le 1er avril 2017, Monsieur Régis BERNARD occupe le poste de Trésorier du Grand Ajaccio.

Mme SKRZYNSKI et M. BERNARD remplissent les conditions pour percevoir l'indemnité de conseil.

Les crédits sont prévus au budget primitif 2017 de la régie à autonomie financière du port, chapitre 011, article 6225, ligne de crédit 7372.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'autoriser Monsieur le Maire à accorder l'indemnité de conseil à

- Madame Nathalie SKRZYNSKI Trésorier du Grand Ajaccio par intérim, pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 mars 2017,
- Monsieur Régis BERNARD, Trésorier du Grand Ajaccio, à compter du 1^{er} avril 2017 et jusqu'à la fin de ses fonctions.

D'autoriser Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à cette attribution.

Les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 011 du budget primitif 2017 de la régie à autonomie financière du port Charles-Ornano, article 6225, ligne de crédit 7372.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

TRANSMIS AU CONSEIL MUNICIPAL POUR EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

Ouï l'exposé de Mme Marie-Ange BIANCAMARIA, adjointe déléguée

Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,

Vu le budget primitif 2017 de la régie à autonomie financière du port Charles-Ornano,

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du port Charles-Ornano en date du 6 novembre 2017,

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017,

DECIDE

A L'unanimité de ses membres présents et représentés

D'autoriser Monsieur le maire à accorder l'indemnité de conseil à

- Madame Nathalie SKRZYNSKI Trésorier du Grand Ajaccio par intérim, pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 mars 2017,

- Monsieur Régis BERNARD, Trésorier du Grand Ajaccio, à compter du 1^{er} avril 2017 et jusqu'à la fin de ses fonctions.

AUTORISE

Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à cette attribution.

DIT

Que les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 011 du budget primitif 2017 de la régie à autonomie financière du port Charles-Ornano, article 6225, ligne de crédit 7372.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)



POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

Laurent MARCANGELI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICH, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICH, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_304-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Affichage : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/304

**Modification du tableau des emplois budgétaires pour
Procéder aux changements de filière, aux nominations
suite à réussite à concours et afin de permettre les
avancements de grade et de Promotion Interne des
agents de la Ville**

M. le maire expose à l'assemblée :

Afin de permettre les changements de filière demandés par les agents, les nominations suite à réussite à concours et les avancements de grade et de promotion interne des agents de la VILLE, il est nécessaire de modifier le tableau des emplois budgétaires comme suit :

CATEGORIE A : 1 poste

Suppression de	Temps de travail
1 poste de Médecin Territorial 1 ^{ère} Classe	Temps complet

CATEGORIE B : 16 postes

Suppression de	Temps de travail
3 postes d'Assistant Socio éducatif	Temps complet
2 postes de Rédacteur principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
1 poste d'Animateur Territorial	Temps complet
1 poste de Technicien Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
9 postes de Rédacteur Territorial	Temps complet

CATEGORIE C : 163 postes

Suppression de	Temps de travail
5 postes d'Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
19 postes d'Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
15 postes d'Agent de Maîtrise	Temps complet
21 postes d'Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
12 postes d'Adjoint Administratif	Temps complet
8 postes de Technicien Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
14 postes d'Adjoint Technique	Temps complet
8 postes d'Adjoint d'Animation Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
8 postes d'Adjoint du Patrimoine Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
25 postes d'ASTEM Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
19 postes d'Auxiliaire Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
3 postes de Gardien Brigadier de PM	Temps complet
4 postes d'Agent Social	Temps complet
2 postes d'Adjoint d'Animation Territorial	Temps complet

CATEGORIE A : 3 postes

Création de	Temps de travail
2 postes d'Attaché Principal	Temps complet
1 poste de Médecin Hors Classe	Temps complet

CATEGORIE B : 11 postes

Création de	Temps de travail
1 poste d'Educateur des APS Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
1 poste de Technicien Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
9 postes de Rédacteur Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet

CATEGORIE C : 166 postes

Création de	Temps de travail
3 postes d'Adjoint Technique Territorial	Temps complet
24 postes d'Agent de Maitrise	Temps complet
15 postes d'Agent de Maitrise Principal	Temps complet
21 postes d'Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
12 postes d'Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
8 postes de Technicien Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
16 postes d'Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
8 postes d'Adjoint d'Animation Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
8 postes d'Adjoint du Patrimoine Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
25 postes d'ASTEM Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
18 postes d'Auxiliaire Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
3 postes de Brigadier Chef Principal	Temps complet
3 postes d'Auxiliaires de Puériculture	Temps complet
2 postes d'Adjoint d'Animation Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier **180** emplois budgétaires à temps complet afin de permettre les changements de filière, les nominations suite à réussite à concours et les avancements de grade et de promotion interne des agents de la Ville.

CONSIDÉRANT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, pour l'exercice 2017, chapitre 012,

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'AUTORISER Monsieur le Maire à modifier le tableau des emplois budgétaires à temps complet comme suit :

CATEGORIE A : 1 poste

Suppression de	Temps de travail
1 poste de Médecin Territorial 1 ^{ère} Classe	Temps complet

CATEGORIE B : 16 postes

Suppression de	Temps de travail
3 postes d'Assistant Socio éducatif	Temps complet
2 postes de Rédacteur principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
1 poste d'Animateur Territorial	Temps complet
1 poste de Technicien Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
9 postes de Rédacteur Territorial	Temps complet

CATEGORIE C : 163 postes

Suppression de	Temps de travail
5 postes d'Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
19 postes d'Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
15 postes d'Agent de Maîtrise	Temps complet
21 postes d'Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
12 postes d'Adjoint Administratif	Temps complet
8 postes de Technicien Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
14 postes d'Adjoint Technique	Temps complet
8 postes d'Adjoint d'Animation Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
8 postes d'Adjoint du Patrimoine Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
25 postes d'ASTEM Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
19 postes d'Auxiliaire Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
3 postes de Gardien Brigadier de PM	Temps complet
4 postes d'Agent Social	Temps complet
2 postes d'Adjoint d'Animation Territorial	Temps complet

CATEGORIE A : 3 postes

Création de	Temps de travail
2 postes d'Attaché Principal	Temps complet
1 poste de Médecin Hors Classe	Temps complet

CATEGORIE B : 11 postes

Création de	Temps de travail
1 poste d'Educateur des APS Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
1 poste de Technicien Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
9 postes de Rédacteur Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet

CATEGORIE C : 166 postes

Création de	Temps de travail
3 postes d'Adjoint Technique Territorial	Temps complet
24 postes d'Agent de Maitrise	Temps complet
15 postes d'Agent de Maitrise Principal	Temps complet
21 postes d'Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
12 postes d'Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
8 postes de Technicien Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
16 postes d'Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
8 postes d'Adjoint d'Animation Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
8 postes d'Adjoint du Patrimoine Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
25 postes d'ASTEM Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
18 postes d'Auxiliaire Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
3 postes de Brigadier Chef Principal	Temps complet
3 postes d'Auxiliaires de Puériculture	Temps complet
2 postes d'Adjoint d'Animation Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

TRANSMIS AU CONSEIL MUNICIPAL POUR EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

**Où l'exposé de Monsieur Stéphane SBRAGGIA, Adjoint Délégué,
et après en avoir délibéré,**

VV le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

VU, la loi 84.53 Modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier 180 emplois budgétaires à temps complet afin de permettre les changements de filière, les nominations suite à réussite à concours et les avancements de grade et de promotion interne des agents de la VILLE.

CONSIDÉRANT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, pour l'exercice 2017, chapitre 012,

CONSIDÉRANT qu'il revient au Conseil Municipal d'autoriser la suppression et la création d'emplois budgétaires,

VU, l'avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale en date du

AUTORISE

A L'unanimité de ses membres présents ou représentés

M. le Maire à modifier le tableau des emplois budgétaires comme suit :

CATEGORIE A : 1 poste

Suppression de	Temps de travail
1 poste de Médecin Territorial 1 ^{ère} Classe	Temps complet

CATEGORIE B : 16 postes

Suppression de	Temps de travail
3 postes d'Assistant Socio éducatif	Temps complet
2 postes de Rédacteur principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
1 poste d'Animateur Territorial	Temps complet
1 poste de Technicien Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
9 postes de Rédacteur Territorial	Temps complet

CATEGORIE C : 163 postes

Suppression de	Temps de travail
5 postes d'Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
19 postes d'Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
15 postes d'Agent de Maîtrise	Temps complet
21 postes d'Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
12 postes d'Adjoint Administratif	Temps complet
8 postes de Technicien Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
14 postes d'Adjoint Technique	Temps complet
8 postes d'Adjoint d'Animation Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
8 postes d'Adjoint du Patrimoine Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
25 postes d'ASTEM Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
19 postes d'Auxiliaire Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
3 postes de Gardien Brigadier de PM	Temps complet
4 postes d'Agent Social	Temps complet
2 postes d'Adjoint d'Animation Territorial	Temps complet

CATEGORIE A : 3 postes

Création de	Temps de travail
-------------	------------------

2 postes d'Attaché Principal	Temps complet
1 poste de Médecin Hors Classe	Temps complet

CATEGORIE B : 11 postes

Création de	Temps de travail
1 poste d'Educateur des APS Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
1 poste de Technicien Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
9 postes de Rédacteur Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet

CATEGORIE C : 166 postes

Création de	Temps de travail
3 postes d'Adjoint Technique Territorial	Temps complet
24 postes d'Agent de Maitrise	Temps complet
15 postes d'Agent de Maitrise Principal	Temps complet
21 postes d'Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
12 postes d'Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
8 postes de Technicien Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
16 postes d'Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet
8 postes d'Adjoint d'Animation Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
8 postes d'Adjoint du Patrimoine Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
25 postes d'ASTEM Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
18 postes d'Auxiliaire Principal 1 ^{ère} Classe	Temps complet
3 postes de Brigadier Chef Principal	Temps complet
3 postes d'Auxiliaires de Puériculture	Temps complet
2 postes d'Adjoint d'Animation Principal 2 ^{ème} Classe	Temps complet

DIT

Que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Ville, Exercice 2017, chapitre 012.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)



POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

Laurent MARCANGELI

Page 7 sur 7



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICH, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICH, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_305-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Publication : 19/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/305

Dénomination de voies et espaces publics communaux

M. le maire expose à l'assemblée :

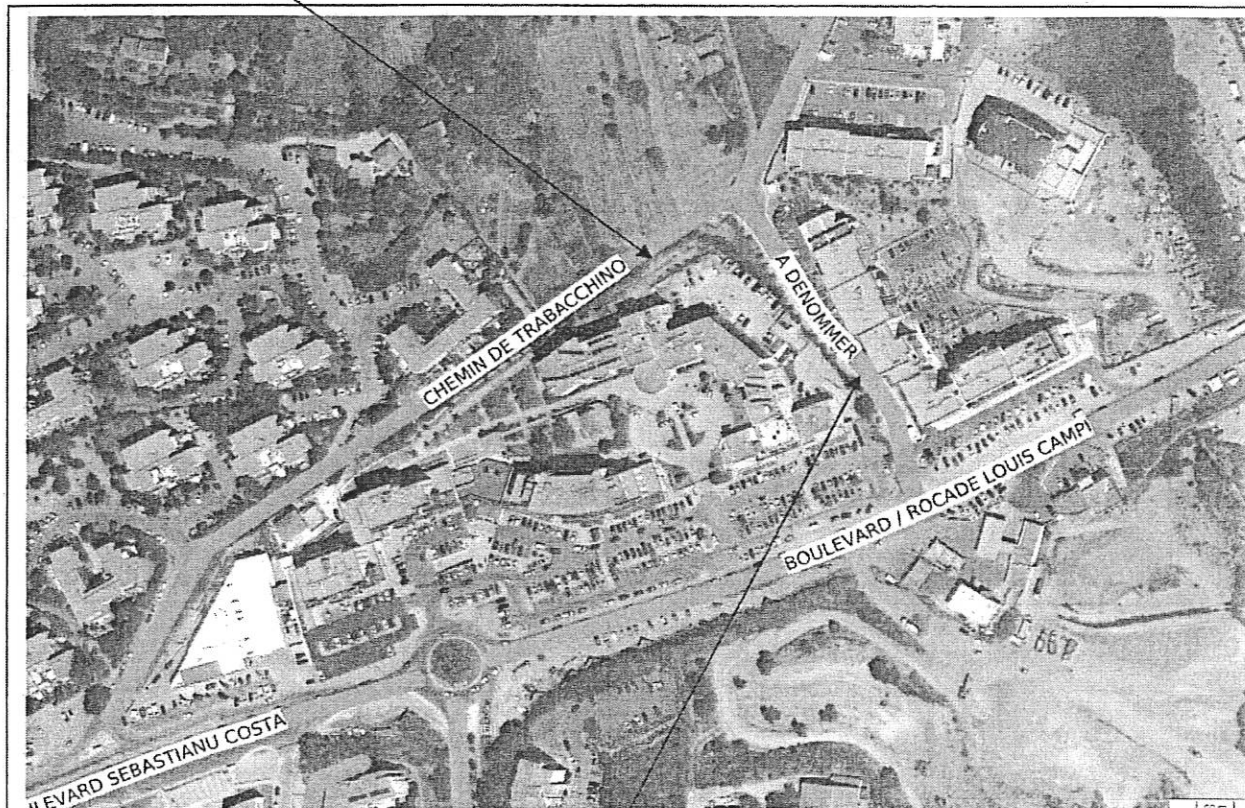
Lors de la réunion du 28 novembre 2017, la commission patrimoine historique et dénominations des rues et places a examiné le projet de dénomination des voies et places proposé par la Direction Générale Adjointe proximité et services à la population.

Après examen et débats, les membres de la commission ont émis un avis favorable aux 5 propositions suivantes :

<u>Projet 1</u> : Dénomination du chemin de TRABACCHINO	Page 2
<u>Projet 2</u> : Dénomination de la traverse du chemin de TRABACCHINO	Page 2
<u>Projet 3</u> : Nouvelle dénomination de la rue Saint-Antoine quartier du vazzio	Page 3
<u>Projet 4</u> : Dénomination de la future place du Préfet Claude ERIGNAC	Page 4
<u>Projet 5</u> : Dénomination du jardin du Parc Berthault	Page 5

Projet 1 : Dénomination du chemin de TRABACCHINO

Proposition : Chemin de trabacchino - camminu di trabacchinu

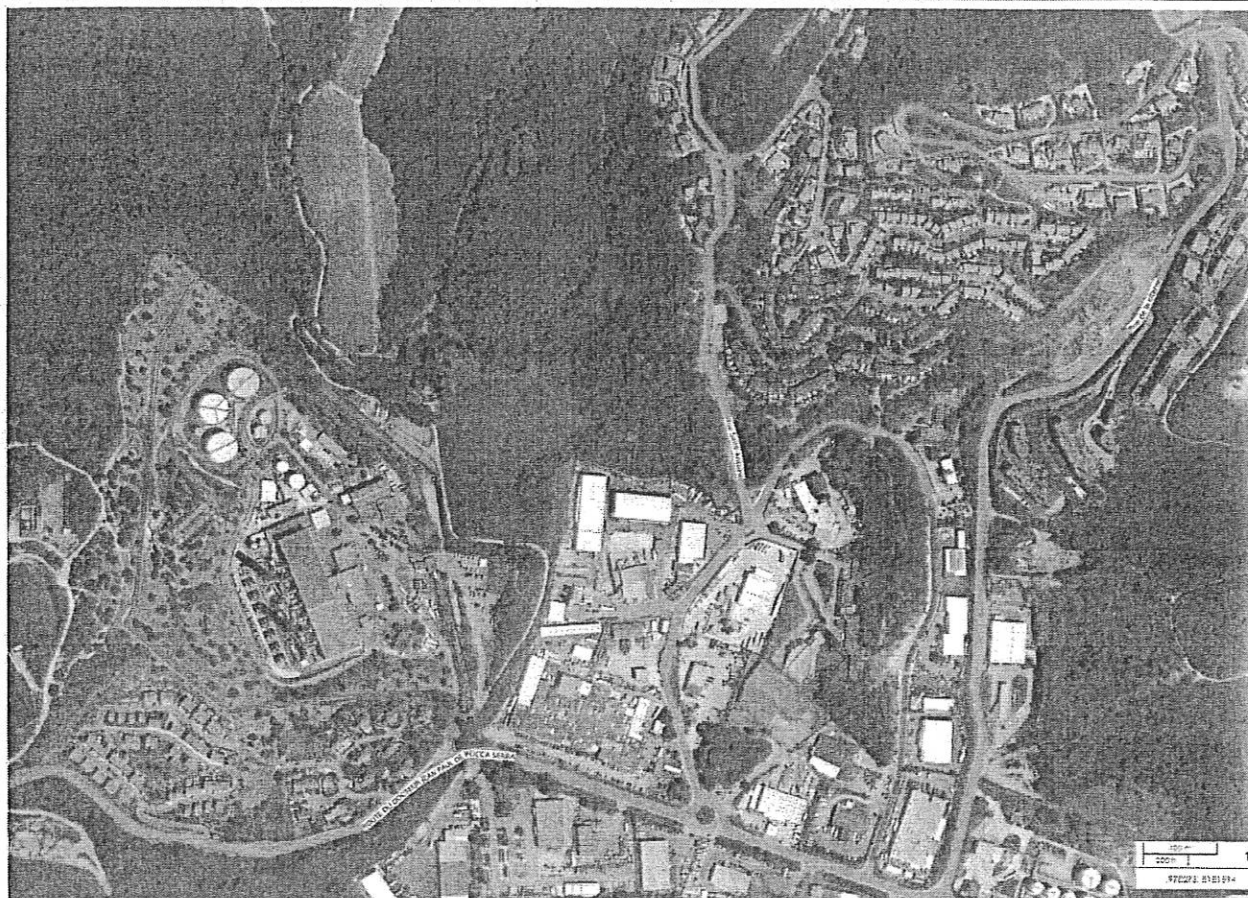


Projet 2 : Dénomination de la traverse

Proposition : Rue de la semence - Stretta di a sumentu

Projet 3 : Nouvelle dénomination de la rue Saint-Antoine en raison de plusieurs rues portant un nom avoisinant

Proposition : Rue de la vigne – Stretta di a vigna



Projet 4 : Dénomination de la future place du Préfet Claude ERIGNAC

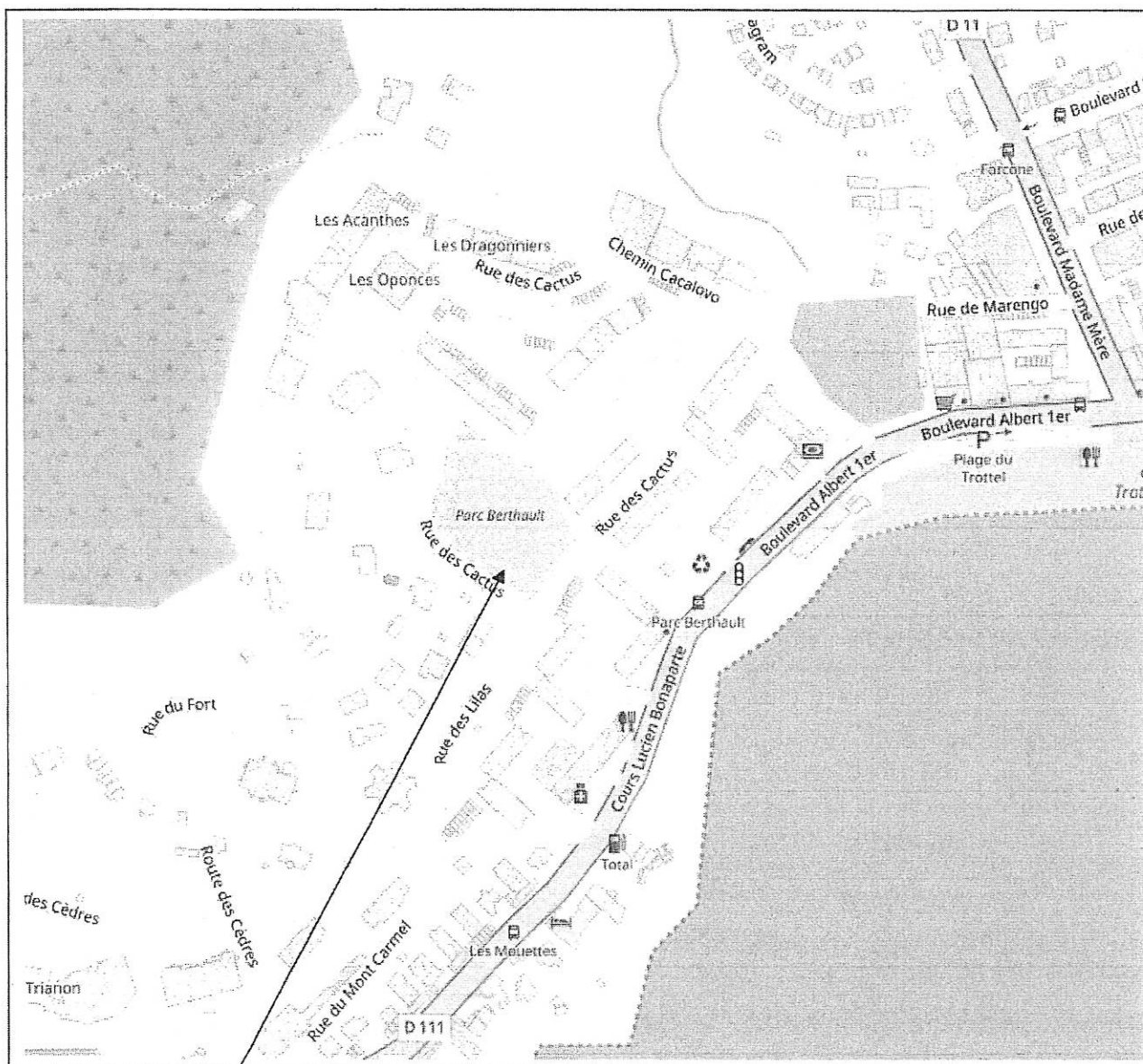
Proposition : Place Préfet Claude Erignac - Piazza di u Prifettu Claude Erignac



Emplacement de la place

Projet 5 : Dénomination du Jardin du Parc Berthault

Proposition : Parc Armand Bertault – Parcu Armand Bertault



Emplacement du jardin

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'ADOPTER les dénominations des voies et place précédemment citées et situées :

- ✓ Chemin de trabacchino - camminu di trabacchinu
- ✓ Rue de la semence - Stretta di a sumentu
- ✓ Rue de la vigne – Stretta di a vigna
- ✓ Place Préfet Claude Erignac - Piazza di u Prifettu Claude Erignac
- ✓ Parc Armand Bertault – Parcu Armand Bertault

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

**LE CONSEIL MUNICIPAL
Où l'exposé de son Président,
Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

ADOpte

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

Les dénominations pour les voies et place précédemment citées et situées :

- ✓ Chemin de trabacchino - camminu di trabacchinu
- ✓ Rue de la semence - Stretta di a sumentu
- ✓ Rue de la vigne – Stretta di a vigna
- ✓ Place Préfet Claude Erignac - Piazza di u Prifettu Claude Erignac
- ✓ Parc Armand Bertault – Parcu Armand Bertault

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)



POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

Laurent MARCANGELI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHİ, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHİ, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_306-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Affichage : 18/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/306

Acquisition à l'euro symbolique de la voie privée, ouverte à la circulation publique, traversant les parcelles cadastrées section C n° 326, 340, 341, 342 et 344, en vue de son transfert dans le domaine public communal.

M. le maire expose à l'assemblée :

Par courrier du 18 octobre 2016, l'indivision FUSTIER DE NERVAUX, représentée par Monsieur Olivier DE NERVAUX, appelait l'attention de la Ville sur la nécessité de procéder à une régularisation foncière.

Pour information, au cours des années 1990, la propriétaire des parcelles cadastrées section C n°326, 340, 341, 342 et 344 avait répondu positivement à la demande de la Ville d'autoriser le passage sur sa propriété d'une voie permettant de relier le chemin de MOZZO au lotissement dénommé les Barraques.

La voie a ainsi été construite par la Ville sur les parcelles précitées. La procédure n'a cependant jamais été finalisée par une cession des emprises foncières correspondantes à ladite voie.

A ce jour :

- la présente voirie est ouverte à la circulation publique,
- Son entretien effectif est assuré par la Commune

Situation géographique

La voie a pour origine la Route de MOZZO, anciennement dénommée chemin de MOZZO et le lotissement les Barraques.

Caractéristiques de la voie

Cette voie traverse les parcelles privées appartenant à l'indivision FUSTIER DE NERVAUX, cadastrées :

- section C n° 326, sur une surface de 9a 79ca,
- section C n° 340, sur une surface de 8a 22ca,
- section C n°341 sur une surface de 3a 60 ca,
- section C n°342 sur une surface de 10a 09ca,
- section C n°344 sur une surface de 5a 25ca.

A cet effet, un géomètre expert de la société AGEX a établi un projet de divisions parcellaires (ci-annexé).

Ladite voie présente un linéaire de 330 m environ.

Pour la Commune cette voie présente un intérêt conséquent en termes de liaison et de desserte du lotissement existant.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'approuver l'acquisition à l'euro symbolique de la voie privée ouverte à la circulation publique, traversant les parcelles cadastrées section C n° 326, 340, 341, 342 et 344 et le classement de celle-ci dans le domaine public communal.

D'autoriser Monsieur le maire à signer l'acte d'acquisition et tous autres actes et documents se rapportant à cette affaire.

De décider que la voie privée ouverte à la circulation publique, traversant les parcelles cadastrées section C n° 326, 340, 341, 342 et 344 sera transférée dans le domaine public communal après signature de l'acte notarié constatant le transfert de propriété à la commune.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL
Où l'exposé de son Président
Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu la demande d'avis domanial adressée à France Domaine le 14 Novembre 2017 ;
Vu la réponse de France Domaine par courrier électronique en date du 4 Décembre 2017 ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

CONSIDERANT que cette voie présente un intérêt conséquent en termes de liaison et de desserte du lotissement existant.

CONSIDERANT que les délibérations concernant le classement ou le déclassement des voies sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

CONSIDERANT que le classement de la voie n'est pas de nature à modifier les conditions de desserte.

APPROUVE
A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

L'acquisition à l'euro symbolique de la voie privée ouverte à la circulation publique, traversant les parcelles cadastrées section C n° 326, 340, 341, 342 et 344 et le classement de celle-ci dans le domaine public communal.

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition et tous autres actes et documents se rapportant à cette affaire.

DECIDE

Que la voie privée ouverte à la circulation publique, traversant les parcelles cadastrées section C n° 326, 340, 341, 342 et 344 sera transférée dans le domaine public communal après signature de l'acte notarié constatant le transfert de propriété à la commune.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)



POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

Laurent MARCANGEL



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHI, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_307-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Affichage : 18/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/307

Prise à bail emphytéotique par la Ville d'AJACCIO du bâtiment dénommé «Foyer Notre Dame» Cadastéré section BE n° 339 situé lieudit Route St Joseph, appartenant au Département de la Corse du Sud.

Page 1 sur 3

M. le maire expose à l'assemblée :

Le Département de la Corse du Sud, propriétaire d'un bâtiment susceptible de répondre aux besoins des Services Municipaux en matière de locaux à usage de bureaux administratifs, propose la passation d'un bail emphytéotique pour une durée de 30 ans à dater du 1er janvier 2018.

Il s'agit d'un bâtiment situé sur la parcelle cadastrée section BE n°339, sis lieudit Route St Joseph, anciennement à usage d'hébergement pour personnes âgées et communément dénommé « Foyer Notre Dame », élevé de trois étages sur rez-de-chaussée avec parking et jardin d'agrément, se décomposant de la façon suivante :

- un rez-de-chaussée d'une surface approximative de 483,59 m²,
- un premier étage d'une surface approximative de 435,15 m²,
- un deuxième étage d'une surface approximative de 255,61 m²,
- un troisième étage d'une surface approximative de 289,27 m²

Par courrier du 20 novembre 2017, France Domaine a informé la Collectivité Départementale que la valeur locative annuelle de ce complexe pouvait être fixée à la somme de quarante-quatre mille euros (44.000 €).

Par ailleurs, en cas de signature de ce bail emphytéotique, la Ville consentira au profit du Département de la Corse-du-Sud, ou de la Collectivité de Corse, au plus tard le 30 juin 2018, une mise à disposition à titre gratuit du rez-de-chaussée de ce bâtiment pour une durée équivalente audit bail emphytéotique.

En conséquence, il conviendrait de se prononcer sur la passation du bail emphytéotique qui concrétisera les engagements pris et sera reçu en la forme administrative,

IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL

D'approuver la conclusion d'un bail emphytéotique au profit de la Ville, portant sur le bâtiment dénommé « Foyer Notre Dame », cadastré section BE n° 339, situé lieudit Route St Joseph, consentie pour une durée de 30 années, moyennant un loyer annuel d'un montant quarante-quatre mille euros (44.000 €).

D'autoriser Monsieur le Maire à signer le bail emphytéotique et tous documents s'y afférents.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

**LE CONSEIL MUNICIPAL
OUI l'exposé de son Président,
Et après en avoir délibéré,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu, l'avis de France Domaine du 20 novembre 2017;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

CONSIDERANT, les besoins des Services Municipaux en matière de locaux à usage de bureaux administratifs,

CONSIDERANT, que la conclusion d'un bail emphytéotique permettrait d'assurer la continuité du service public tout en suscitant des possibilités de valorisation importantes de ce bâtiment pour la Ville.

APPROUVE

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

La conclusion d'un bail emphytéotique au profit de la Ville, portant sur le bâtiment dénommé « Foyer Notre Dame », cadastré section BE n° 339, situé lieudit Route St Joseph, consentie pour une durée de 30 années, moyennant un loyer annuel d'un montant quarante-quatre mille euros (44.000 €).

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer le bail emphytéotique, et tous documents y afférents.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

 **POUR EXTRAIT CONFORME**
LE MAIRE
Laurent MARCANGELI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHI, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_308-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Affichage : 18/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/308

Convention d'occupation au profit de la Ville d'une partie de la parcelle cadastrée section BP n° 330 propriété des copropriétaires de la Résidence Empire.

M. le maire expose à l'assemblée :

Dans le cadre du projet de création d'un ANTIQUARIUM mettant en valeur les vestiges du Baptistère San GHJUVA, la Ville d'Ajaccio a prévu sur son emprise foncière de recréer un passage de 3 m de large entre le Boulevard Dominique Paoli et la Rue Antoine SOLLACARO (ex Rue Comte De MARBEUF), afin de favoriser la continuité piétonne et de rendre visible les vestiges pour les piétons.

La réalisation de cet ouvrage nécessite, le temps des travaux, d'étendre la surface occupée par la Ville à la parcelle voisine. La copropriété la Résidence Empire, représentée par Monsieur MARIANI syndicat des copropriétaires et Madame NIVAGIONNI représentant l'agence Ajaccio Immobilier syndic des copropriétaires consent une mise à disposition temporaire de 2 années, d'une bande d'environ 1.50 mètre au nu du mur séparatif à la Ville.

La parcelle section BP n° 330, propriété des copropriétaires de la Résidence Empire est impactée en partie par le projet.

A cet effet, la passation d'une convention d'occupation est nécessaire.

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Occupation d'une bande de 1. 50 mètres, soit une superficie (7m²),
- Les agents des services de la Ville et les entreprises missionnées par la Ville dans le cadre des travaux pourront le temps des travaux occuper la bande de terrain,
- La Commune pourra accéder à ces ouvrages,
- La Commune aura la pleine et entière jouissance de l'occupation,
- L'occupation est consentie à titre gratuit,
- La Commune, au terme de la convention procédera à la réhabilitation de l'espace et du mur séparatif, conformément à la réglementation en vigueur et à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France,
- La Commune prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait,
- La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties pour une durée de deux années (2 ans). Si les travaux nécessitent une durée plus longue, la convention devra faire l'objet d'un avenant. A cet effet, la Commune devra en informer la copropriété, et ce trois mois avant le terme de la dite convention.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation correspondante.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL
Où l'exposé de son Président
Et après en avoir délibéré

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

Considérant, que le projet de création d'un ANTIQUARIUM mettant en valeur les vestiges du Baptistère San GHJUVA nécessite le temps des travaux, la passation d'une convention d'occupation.

AUTORISE
A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

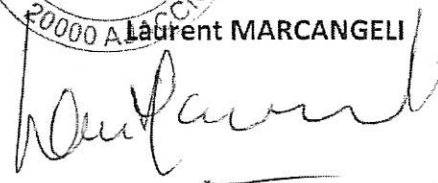
Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation correspondante.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)



LE MAIRE

Laurent MARCANGELI




REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHİ, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHİ, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_309-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Affichage : 18/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/309

Convention de mise à disposition gratuite au profit de la société anonyme ENGIE, de deux terrains communaux d'une superficie respective de 5 hectares 26 centiares et de 97 ares 78 centiares, sis Saint Antoine, Commune d'AJACCIO.

M. le maire expose à l'assemblée :

La société anonyme ENGIE, exploitant de l'installation de stockage et vaporisation de GPL de la station de LORETTO Ajaccio ENGIE.

Dans ce cadre, suivant arrêtés du 27 septembre 2016 N°16-1855 portant approbation du PPRT de l'établissement ENGIE couvrant le territoire de la commune d'Ajaccio, et N°16-1856 portant sur les modifications apportées par la société ENGIE aux installations du centre de stockage et de distribution GPL qu'elle exploite à Ajaccio, au lieu-dit LORETTO ; ENGIE est enjoint par la Préfecture de Corse du Sud, de réaliser des travaux en vue de respecter les prescriptions du PPRT de 2010. La nouvelle station devra être mise en service au plus tard le 26 septembre 2021, soit dans un délai de 5 ans à compter de la publication de l'arrêté susmentionné.

A cette fin, La société anonyme ENGIE a lancé un appel d'offres dans le courant de l'année 2016 afin de sélectionner un contractant EPC qui sera en charge de concevoir et réaliser une nouvelle installation de stockage et vaporisation de gaz propane sur un terrain mitoyen de celui de la station actuellement en exploitation.

Pour la bonne réalisation de ces travaux, la société anonyme ENGIE a besoin de disposer d'une zone de concassage en vue de valoriser 7000 m3 de matériaux extraits et réutilisés dans le cadre de la construction, ainsi qu'une zone de stockage supplémentaire en vue de stocker 40000 m3 de matériaux extraits et non réutilisés pour la construction, de même que 7000 m3 de remblais paysagers à titre de dépôt provisoire.

A ce titre, la société anonyme ENGIE sollicite la mise à disposition par la Ville de deux parcelles de terrain en la forme conventionnelle.

Afin de répondre à ce besoin, des terrains communaux sis vallon de Saint Antoine ont été identifiés. Cependant, il a été nécessaire que le Conseil Municipal par délibération n° 2017/288 adopte l'engagement d'une procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme.

Suite à l'approbation de cette procédure, la Ville mettra à disposition de la société anonyme ENGIE, gratuitement, deux terrains correspondant à la zone I et la zone II de stockage :

- La zone I d'une superficie de 5 hectares 26 centiares est située sur les parcelles cadastrées Section D n° 4 en partie, 311 en partie, 313 en partie, 322 en partie, 325 en partie, 354 en partie.
- La zone II d'une superficie de 97 ares 78 centiares est située sur la parcelle cadastrée Section D n°47 en partie.

La convention de mise à disposition prendra fin automatiquement à la date du 31 décembre 2022. Concernant la Zone 1, à l'issue du délai de 3 ans suivant notification de l'autorisation de disposition des terrains selon la rubrique ICPE : 2517 Transit de déchets inertes, les terrains seront repris en gestion par la Ville d'Ajaccio qui fera son affaire des éventuels matériaux stockés encore évacués.

Concernant la Zone 2, au terme de la convention, les terrains seront remis à disposition de la Ville libre de toute occupation.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

**LE CONSEIL MUNICIPAL
Où l'exposé de son Président
Et après en avoir délibéré**

Vu, le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

Considérant, que la réalisation d'une nouvelle installation de stockage et vaporisation de gaz propane sur un terrain mitoyen de celui de la station actuellement en exploitation revêt un intérêt général conséquent en matière de sécurité et de développement de la Ville d'Ajaccio.

Considérant, qu'il est nécessaire de mettre à disposition au profit de la société anonyme ENGIE deux parcelles de terrain, et ce afin de disposer d'une zone de concassage en vue de valoriser 7000 m3 de matériaux extraits et réutilisés dans le cadre de la construction, ainsi qu'une zone de stockage supplémentaire en vue de stocker 40000 m3 de matériaux extraits et non réutilisés pour la construction, de même que 7000 m3 de remblais paysagers à titre de dépôt provisoire.

**AUTORISE
A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

Monsieur le maire à signer la convention correspondante.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)**


Laurent MARCANGELI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICH, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICH, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_310-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Affichage : 18/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/310

Acquisition à l'euro symbolique d'un ensemble immobilier bâti et non bâti appartenant au Département de Corse du Sud afin d'y édifier une école maternelle.

Page 1 sur 4

M. le maire expose à l'assemblée :

Par délibération n° 2014/268 en date du 29 septembre 2014, le Conseil Municipal a approuvé le principe de désannexion des écoles annexes ainsi que la création de deux écoles communales à l'issu du processus de désannexion, et dit que ces écoles seront créées dans les locaux de l'établissement Charles BONAFEDI pour l'école élémentaire et dans les ALGECOS pour l'école maternelle dans l'attente de la construction du futur groupe scolaire.

L'école annexe maternelle, située cours Général Leclerc, comptabilise actuellement 4 classes dans des locaux propriétés du Conseil Départemental et pour partie intégrées dans un bâtiment regroupant les services de la collectivité (locaux administratifs).

Les locaux de l'école Bonafedi dite annexe élémentaire sont situés à l'angle du boulevard Rossini et de l'Avenue Adolphe Landry.

Ces bâtiments relativement anciens et vétustes abritent 9 classes.

Par délibération n° 2017/205 en date du 25 septembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé le projet de construction d'un groupe scolaire regroupant l'école annexe maternelle et l'école annexe élémentaire Bonafedi ainsi qu'un équipement sportif adéquat (plateau de sport et petit gymnase) en lieux et place des structures modulaires existantes et mobilisant les emprises nécessaires au projet (9 classes élémentaires, 5 classes maternelles et des locaux annexes, surface totale requise de 2350 m² environ) sur le site de l'ex IUFM, propriétés du Département.

Par délibération n°2017/1605 en date du 21 novembre 2017, la Commission Permanente du Conseil Départemental de Corse du Sud approuvé la cession à l'euro symbolique des biens, propriétés du Département de la Corse du Sud suivants et permettant la réalisation du projet de la Ville, ci-dessus présenté :

I) Un bâtiment à usage d'école primaire élevé de deux étages sur sous-sol et rez-de-chaussée, comprenant, à savoir :

- au sous-sol, deux locaux séparés à usage de toilettes garçons et filles, et un vide sanitaire ;
- au rez-de-chaussée, un hall d'entrée et quatre salles de classe dont deux sont desservies par une coursive extérieure ;
- au premier étage, un palier avec toilettes et réserve et quatre salles de classe dont deux sont desservies par une coursive et un escalier extérieurs ;
- au deuxième étage, trois salles de classe dont deux sont desservies par une coursive et un escalier extérieurs ;

Ledit bâtiment est cadastré Section CD parcelle n° 474 (issue de la division de la parcelle cadastrée Section CD n°222), lieudit Boulevard Albert 1^{er} d'une Surface 00 ha 44 a 53 ca.

II°) Une parcelle de terre :

Cadastrée Section CD n°476 (issue de la division de la parcelle cadastrée CD n°223) sis Avenue Adolphe Landry d'une surface 05 a 59 ca.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'approuver l'acquisition à l'euro symbolique des biens suivants, propriétés du Département de la Corse du Sud :

I°) Un bâtiment à usage d'école primaire élevé de deux étages sur sous-sol et rez-de-chaussée, comprenant, à savoir :

- au sous-sol, deux locaux séparés à usage de toilettes garçons et filles, et un vide sanitaire ;
- au rez-de-chaussée, un hall d'entrée et quatre salles de classe dont deux sont desservies par une coursive extérieure ;
- au premier étage, un palier avec toilettes et réserve et quatre salles de classe dont deux sont desservies par une coursive et un escalier extérieurs ;
- au deuxième étage, trois salles de classe dont deux sont desservies par une coursive et un escalier extérieurs ;
- ledit bâtiment cadastré Section CD N° 474, lieu dit Boulevard Albert 1^{er}, d'une surface de 00 ha 44 a 53 ca.

II°) Une parcelle de terre :

Cadastrée Section CD n°476 (issue de la division de la parcelle cadastrée CD n°223) sis Avenue Adolphe Landry d'une surface 05 a 59 ca.

D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition en la forme administrative et tous autres actes et documents se rapportant à cette affaire.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL Où l'exposé de son Président Et après en avoir délibéré

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
Vu la délibération n°2017/1605 en date 21 novembre 2017 de la Commission permanente du Conseil Départemental de la Corse du Sud ;
Vu les délibérations du Conseil Municipal n° 2014/268 en date du 29 septembre 2014 et n° 2017/205 en date du 25 septembre 2017 ;
Vu l'avis de France Domaine du 26 Octobre 2017 ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

CONSIDERANT

L'intérêt pour la commune de réaliser un nouveau groupe scolaire sis quartier Albert 1er, que les biens cédés par le Conseil Départemental de la Corse du Sud répondent à cet objectif,

APPROUVE A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

L'acquisition à l'euro symbolique des biens suivants, propriétés du Département de la Corse du Sud :

I°) Un bâtiment à usage d'école primaire élevé de deux étages sur sous-sol et rez-de-chaussée, comprenant, à savoir :

- au sous-sol, deux locaux séparés à usage de toilettes garçons et filles, et un vide sanitaire ;
- au rez-de-chaussée, un hall d'entrée et quatre salles de classe dont deux sont desservies par une coursive extérieure ;

- au premier étage, un palier avec toilettes et réserve et quatre salles de classe dont deux sont desservies par une coursive et un escalier extérieurs ;
- au deuxième étage, trois salles de classe dont deux sont desservies par une coursive et un escalier extérieurs ;
- ledit bâtiment cadastré Section CD N° 474, lieu dit Boulevard Albert 1^{er}, d'une surface de 00 ha 44 a 53 ca.

II°) Une parcelle de terre :

Cadastrée Section CD n°476 (issue de la division de la parcelle cadastrée CD n°223) sis Avenue Adolphe Landry d'une surface 05 a 59 ca.

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition en la forme administrative et tous autres actes et documents se rapportant à cette affaire.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.

(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE
Laurent MARCANGELI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHİ, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHİ, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_311-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Affichage : 18/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/311

**Création de la société publique locale M3E / statuts
/désignation des administrateurs**

M. le maire expose à l'assemblée :

Dans le cadre de sa compétence développement économique la CAPA a créé en 2015, la Mission Entrepreneur, Entreprise, Emploi (M3E). Guichet unique du créateur et chef d'entreprise, celle-ci a 3 domaines d'intervention :

1/ L'Animation:

- Accueil et information du public
- Accueil et animation des clubs d'entreprise
- Organisation des rencontres de réseaux
- Mise en synergie des acteurs locaux
- Animation des zones d'activités
- Centre de ressources
- Mutualisation de locaux

2/ La production d'outils:

- Guide du nouvel arrivant (tout public)
- Qui fait Quoi (guide professionnel)
- Bourse de l'immobilier professionnel
- Recueil des informations diffusées dans le cadre des informations collectives

3/ L'immobilier d'entreprise:

La M3E, conformément à son plan d'actions, a ouvert en novembre 2016, un service de pépinière et un hôtel d'entreprises sur la plateforme « Castellani ». Cette pépinière/hôtel d'entreprises de la M3E, incluant un espace de co-working et un service de location de salles de réunions et de bureaux, constitue un service public industriel et commercial soumis de plein droit à la TVA. Sur ce dernier point, le SPIC est, jusqu'au 31 décembre 2017, une régie autonome sans personnalité morale. La gestion sous forme de régie autonome a présenté sur l'exercice 2017 quelques avantages :

- Maîtrise totale de la gestion,
- Affichage politique,
- Procédure de création rapide (délibération en conseil communautaire),

mais surtout de nombreux inconvénients:

- Collectivité en contact direct avec les entreprises hébergées pour la gestion = absence d'« écran »,
- Absence de mutualisation avec la gestion d'autres structures (partenariat plus difficile),
- Accès limité à des réseaux d'envergure nationale,
- Risque financier et technique assuré par la collectivité,
- Lourdeur administrative et comptable,
- Manque de réactivité dans l'exploitation du service.

La consultation lancée auprès du cabinet SARTORIO - LONQUEUE - SAGALOVITSCH et Associés a permis de proposer une alternative à la régie autonome sans personnalité morale. Ainsi,

l'affermage pourrait avoir un intérêt dans la mesure où le fermier supporterait seul le risque de gestion sur la partie immobilier d'entreprise. Il faut à ce stade noter que ce volet de la délégation comporte de nombreuses obligations imposées par la CAPA (tarifs aidés, expertise etc...). L'ensemble de ces obligations de service public laisse à penser que peu de délégataires (cela est encore plus vrai sur la plateforme de Castellani) se positionneraient. Aussi, le cabinet retient un autre mode de gestion comme alternative : la SPL.

La SPL M3E :

Le projet de statut de la SPL figure en annexe du présent rapport.

Celui-ci définit précisément l'objet de la SPL M3E. Parmi les actions qui seront engagées pour le compte de la ville, on note :

Dans le cadre de la stratégie d'appui au développement commercial adopté lors du précédent conseil municipal, la Ville s'est notamment engagée à créer un observatoire des locaux vacants. Au titre de l'animation économique, la CAPA a créé en 2016 une bourse des locaux qui réalise, sur un site unique, un inventaire de l'offre locative en terme de bureaux. Son extension est prévue afin d'intégrer l'offre de locaux commerciaux qui auront été recensés.

La redynamisation de l'activité commerciale et artisanale locale constitue un enjeu majeur pour la municipalité d'Ajaccio. A ce titre, elle a construit une stratégie communale d'appui qui s'insère à la fois dans le projet de territoire de la CAPA mais aussi dans le projet urbain « Ajaccio 2030 » ; La ville a d'ores et déjà engagé de nombreuses actions préliminaires parmi lesquelles la réalisation d'un diagnostic partagé et la participation à un programme de coopération transfrontalière avec le projet « Compétitivité et Innovation des villes Portuaires » dont elle est le chef de file.

Ces actions réalisées, en relation avec l'ensemble des partenaires de la Ville qu'ils soient institutionnels ou privés, ont amorcé un véritable travail collectif au service de la redynamisation du centre-ville. Le cadre juridique adapté à cette pluralité d'acteurs pourrait être un Office du Commerce et de l'Artisanat. La SPL M3E, dont la fonction première est la mise en œuvre de stratégies commerciales et au-delà économiques, contribuera activement à la simplification du parcours du chef d'entreprise à fortiori du commerçant. Ainsi, toutes les informations à destination des commerçants et artisans relatives aux démarches administratives et réglementaires (DIA, Autorisation de travaux, charte commerciale etc...) seront relayées par la SPL.

Le capital de la SPL doit être détenu en totalité par des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale, en associant au minimum deux actionnaires.

Eu égard à la définition de l'intérêt communautaire en matière de politique locale du commerce, telle qu'elle a été exposée lors du conseil municipal du 27 novembre 2017, la ville d'Ajaccio reste compétente en matière de développement commercial justifiant sa participation à la SPL M3E.

Le capital de la SPL est fixé à 700 000 € et réparti entre les actionnaires ainsi :

- Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien : 490 000€
- Ville d'Ajaccio : 210 000€

Le capital :

La valeur des actions a été fixée au prix nominal unitaire de 1000€. Le nombre total d'actions a été arrêté à 700. Les apports en numéraire sont libérables à 50 % au moment de la création de la SPL. La libération du surplus intervenant en une ou plusieurs fois dans un délai ne pouvant excéder cinq ans.

Le conseil d'administration :

Il est proposé un conseil d'administration composé de 5 membres, répartis entre les actionnaires à proportion de leur participation au capital soit :

- Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien : 4
- Ville d'Ajaccio : 1

Aussi, il convient de désigner le représentant de la Ville d'Ajaccio au sein du conseil d'administration de la SPL M3E ainsi que le représentant permanent à l'assemblée générale.

Le principe est le vote au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une représentation (article L.2121-21 du CGCT, applicable par renvoi à l'article L.5211-1 du CGCT). Toutefois, il convient de souligner que le conseil municipal peut, en application du quatrième alinéa de l'article L.2121-21 du CGCT, décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementation prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Etant également précisé que si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Il est rappelé que les personnes publiques doivent exercer un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, par le biais notamment du conseil d'administration de la SPL qui prend des décisions stratégiques.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'approuver les statuts de la société publique locale, dénommée M3E, annexés à la présente convention,

D'approuver la participation de la Ville d'Ajaccio au capital de la SPL,

De fixer à 210 000€ (deux cent dix mille euros) la participation de la Ville d'Ajaccio au capital de la SPL correspondant à la souscription de 210 actions de 1000 euros chacune,

D'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et à signer tout document ou acte se rapportant à cette affaire,

De désigner en tant que représentant de la Ville d'Ajaccio, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil d'administration de la société publique locale (SPL) M3E :

Madame Annie SICH

De désigner Madame Annie SICH en tant que représentant permanent à l'assemblée générale de la SPL M3E pour la durée du mandat en cours,

D'autoriser :

- a) les représentants au sein du conseil d'administration à occuper la fonction de président du conseil d'administration et à accepter toute fonction qui pourrait leur

- être confiée à ce titre, ainsi que toutes autres fonctions ou tous mandats spéciaux qui leur seraient confiés par le président du conseil d'administration,
- b) le représentant au sein de l'assemblée générale à donner pouvoir pour le représenter, en tant que de besoin et au cas par cas, à un autre actionnaire.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

**Où l'exposé de Mme Santoni-Brunelli, conseillère municipale,
Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu le code de Commerce,
Vu la d'orientation 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu la loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la présentation de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;
Vu, la loi 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;
Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
Vu la loi 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

APPROUVE

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

Les statuts de la société publique locale, dénommée M3E, annexés à la présente convention,

APPROUVE

La participation de la Ville d'Ajaccio au capital de la SPL,

FIXE

À 210 000€ (deux cent dix mille euros) la participation de la Ville d'Ajaccio au capital de la SPL correspondant à la souscription de 210 actions de 1000 euros chacune,

AUTORISE

Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et à signer tout document ou acte se rapportant à cette affaire,

DESIGNE

Madame Annie SICHI en tant que représentant de la Ville d'Ajaccio, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil d'administration de la société publique locale (SPL) M3E,

DESIGNE


Madame Annie SICH I en tant que représentant permanent à l'assemblée générale de la SPL M3E pour la durée du mandat en cours,

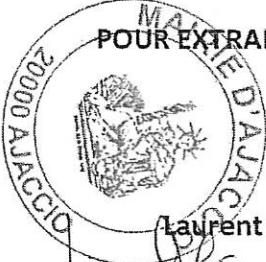
AUTORISE

- o le représentant au sein du conseil d'administration à occuper la fonction de président du conseil d'administration et à accepter toute fonction qui pourrait leur être confiée à ce titre, ainsi que toutes autres fonctions ou tous mandats spéciaux qui leur seraient confiés par le président du conseil d'administration,
- o le représentant au sein de l'assemblée générale à donner pouvoir pour le représenter, en tant que de besoin et au cas par cas, à un autre actionnaire.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Laurent MARCANGELI






REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICH, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICH, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Séance du lundi 18 décembre 2017
Délibération N°2017/312

Modification de la délibération N°2017/ 178 en date du 31 juillet 2017 concernant l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec volet « copropriétés dégradées » Ville d'Ajaccio : Quartier des Cannes 2018 – 2022. Modification du plan de financement de l'opération après confirmation des participations financières des partenaires institutionnels

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_312-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Affichage : 18/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



M. le maire expose à l'assemblée :

Dans le cadre du **Programme National de rénovation Urbaine (PRU)**, la Ville d'Ajaccio s'est engagée depuis plusieurs années dans une démarche de **réhabilitation et de rénovation urbaines des quartiers sensibles des Cannes et des Salines**. En partenariat avec l'ANRU et d'autres partenaires financiers, le Programme de Rénovation Urbaine (PRU) est en cours de réalisation dans un objectif d'améliorer durablement la qualité de vie des habitants.

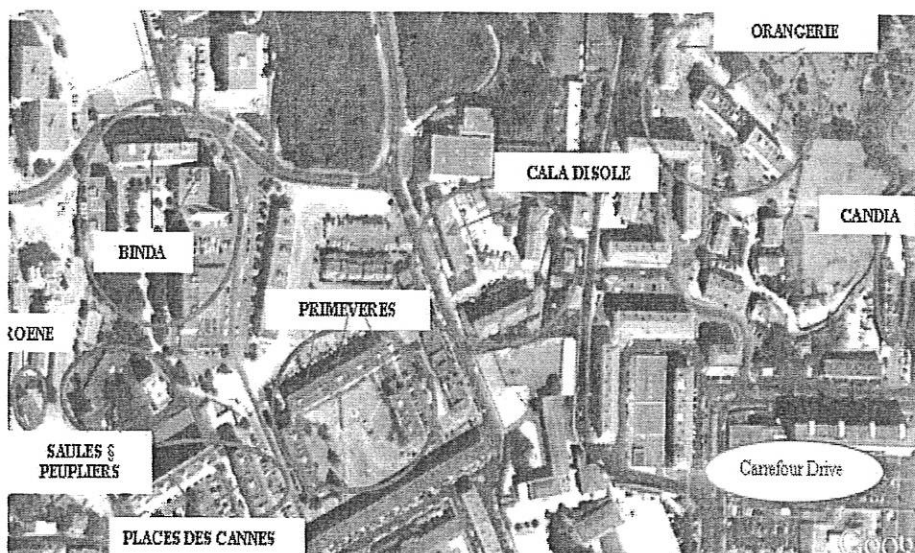
En continuité des opérations de résidentialisation déjà réalisées dans ces quartiers notamment au niveau des parties extérieures, une **opération de réhabilitation et de rénovation du bâti des copropriétés du quartier des Cannes**, s'inscrit de manière cohérente et productive dans le cadre de cette transformation urbaine : la réhabilitation de ces copropriétés est un des objectifs du Programme de Renouvellement Urbain.

Par délibération n°2017/178 en date du 31 juillet 2017, le conseil municipal a approuvé le projet de convention.

Les partenaires institutionnels de la Ville d'Ajaccio ayant délibéré sur leurs participations financières respectives, il incombe à la Ville d'établir une délibération modificative précisant le montant de sa participation et celles de ses partenaires à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat « volet copropriétés dégradées ».

Périmètre retenu :

La Ville d'Ajaccio a missionné plusieurs études permettant de disposer des éléments nécessaires à la mise en œuvre d'une **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)**, opération visant à réhabiliter les parties privatives et communes des bâtiments nécessitant des travaux.



Les 8 copropriétés retenues (720 logements) sont les suivantes :

1. Binda,
2. Place des Cannes,
3. Troènes,
4. Saules et Peupliers,

5. Primevères,
6. Cala di Sole,
7. Candia,
8. Orangerie.

Objectifs et enjeux de l'opération

L'objectif de cette opération est d'apporter aux propriétaires occupants ou bailleurs, ainsi qu'aux copropriétés **des aides financières, techniques et administratives** pour les encourager à réaliser des travaux. Plusieurs enjeux sont identifiés :

- Améliorer la performance énergétique des logements,
- Favoriser l'adaptation des logements au vieillissement et aux handicaps,
- Lutter contre les situations d'indécence et d'insalubrité,
- Développer la mixité sociale dans le quartier,
- Inciter les propriétaires à créer une offre de logements à loyers maîtrisés afin de répondre à la nécessité de loger une population aux ressources modestes,
- Aider les familles modestes à réaliser des travaux d'amélioration de leur logement,
- Améliorer le confort et la sécurité du bâti.

D'un point de vue quantitatif, sur l'ensemble des copropriétés, 34% des occupants sont éligibles au dispositif d'aides de l'ANAH, ce qui représente un potentiel de 245 logements à rénover sur un total de 720. Environ 40% des propriétaires éligibles seront potentiellement amenés à réaliser les travaux **soit près de 100 logements.**

La **Ville d'Ajaccio est pilote de l'opération**, elle veillera au respect de la convention et à la bonne coordination des différents partenaires. Cette mission nécessitera la sous-traitance via les marchés publics, d'un bureau d'étude extérieur qui assurera le volet technique, administratif et le volet d'animation. La phase consultation doit être lancée très prochainement.

Des rapports annuels d'avancement et un rapport final de l'opération seront établis par l'équipe opérationnelle et adressés aux différents partenaires.

Financement de l'opération

Les participations financière des partenaires de la Ville d'Ajaccio sont désormais arrêtées comme suit :

- **L'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH)**, représentée par le Préfet de Corse, Préfet de la Corse-du-Sud, Délégué Territorial de l'ANAH, Monsieur Bernard SCHMELTZ, contribuera à hauteur de 1 201 981 € HT (incluant le programme « Habiter mieux » géré par l'ANAH). (Avis du Délégué de l'ANAH en date du 16 octobre 2017),
- **La Collectivité Territoriale de Corse (CTC)**, représentée par Monsieur Gilles SIMEONI, Président du Conseil exécutif de Corse contribuera à hauteur de 332 718 € HT. (*Délibération 17/AC en date du 26 octobre 2017*),
- **Le Département de la Corse-du-Sud**, représenté par Monsieur Pierre-Jean LUCIANI, Président du Conseil Départemental de Corse-du-Sud, contribuera à hauteur de 156 359 €. (*Délibération 2017-1208 en date du 16 octobre 2017*),
- **La Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien (CAPA)**, représentée par son Président, Monsieur Laurent MARCANGELI contribuera à hauteur de 312 718 €. (*Délibération du Conseil communautaire en date du 16 novembre 2017*).

La Ville d'Ajaccio pour sa part contribuera à hauteur de 698 652 euros HT.

Le montant global prévisionnel de l'opération est inchangé et s'établit à hauteur de 3 227 185 € HT, détaillé comme suit :

	COUTS €	ANAH	Habiter Mieux	CTC	CAPA	CG2A	Ville	% total financé
Coûts travaux	2 627 185 €	973 681 37%	138 300 5,3%	262.718 10%	262 718 10%	131 359 5%	333 652 12,7%	80%
Communication	100 000 €						100.000 100%	100%
bureau d'études suivi technique, administratif et animation*	500 000 €	75 000 15%	15 000 3%	70.000 14%	50 000 10%	25 000 5%	265 000 53%	100%
	3 227 185 €	1 048 681	153 300	332 718	312 718	156 359	698 652	84%

Imputation budgétaire

Cette opération est inscrite en dépenses et en recettes :

En dépense :

-Subventions versées aux propriétaires : Chapitre 204 Article 20422 Fonction 70
 -Dépenses de prestations techniques et de suivi Chapitre 011 Article 611 Fonction 70
 (Dépenses de fonctionnement pour la ville)

En Recettes :

- Remboursements des subventions à la ville
 (Suivant les Co-financeurs)

Subvention ETAT Chapitre 13 Article 1321 Fonction 70
 Subvention ANAH Chapitre 13 Article 1321 Fonction 70
 Subvention CTC Chapitre 13 Article 1322 Fonction 70
 Subvention CAPA Chapitre 13 Article 13251 Fonction 70

NB : Concernant la participation du Département de Corse-du-Sud, avec la constitution de la collectivité unique, l'imputation sera celle de la CTC

Durée de la convention :

La convention est conclue pour une période de 5 ans calendaires. Elle portera ses effets pour les demandes de subventions déposées auprès des services de l'ANAH à compter de la date de la dernière signature et pour une période de 5 ans. La phase opérationnelle de l'opération est prévue au 1^{er} trimestre 2018.

PJ : Convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec volet « copropriétés dégradées ».

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'approuver la Convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec volet « copropriétés dégradées ».

D'autoriser le maire à signer la Convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec volet « copropriétés dégradées » avec les différents partenaires,
à signer tous les documents ou actes administratifs se rapportant à cette opération,
à présenter les demandes de subventions aux différents partenaires.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

Où l'exposé de son président,

Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

APPROUVE

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

La Convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec volet « copropriétés dégradées ».

AUTORISE LE MAIRE

A signer la Convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec volet « copropriétés dégradées » avec les différents partenaires,

A signer tous les documents ou actes administratifs se rapportant à cette opération,

A présenter les demandes de subventions aux différents partenaires.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.

(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

 Laurent MARCANGELI

Page 5 sur 5



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICH, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICH, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_313-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Affichage : 18/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/313

**Acquisition d'une prestation d'étude de faisabilité d'une
chaudière biomasse sur le Groupe Scolaire Saint Jean**

M. le maire expose à l'assemblée :

Les objectifs inscrits dans le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), et repris par la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) pour le développement des énergies renouvelables en Corse, sont d'augmenter le taux de couverture des consommations d'énergie finale à 20% en 2020 et visent l'autonomie énergétique en 2050.

Le développement de la filière énergétique à partir du bois est une priorité régionale. La production annuelle de chaleur à partir du bois énergie est estimée à environ 100 à 120 GWh thermiques par an¹.

Fortement sensibilisée aux enjeux énergétiques futurs et dans l'objectif de favoriser le développement de cette filière énergétique, la Ville d'Ajaccio, souhaite engager une réflexion pour étudier l'opportunité de créer une chaufferie au bois afin d'alimenter un bâtiment d'enseignement de la commune.

Le bâtiment concerné est le groupe scolaire St Jean. La chaudière gaz actuelle représente une puissance installée estimée à 400 kW. Celle-ci arrive en fin de vie puisque la date de premier renouvellement de la chaudière est prévue pour 2019 et celle du brûleur pour l'année 2018.

La Ville d'Ajaccio a décidé de poursuivre cette réflexion relative au bois-énergie en confiant à un bureau d'études spécialisé, la réalisation d'une étude de faisabilité technique, économique, juridique et financière. Cette étude devra permettre l'éligibilité à l'Appel à Projet « Bois-Energie » lancé par la Collectivité Territoriale de Corse.

Objectifs poursuivis :

1/ rechercher une meilleure efficacité énergétique des bâtiments communaux par le développement de sources locales d'énergie, réduire la consommation en combustible fossile de ce bâtiment et contribuer à l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans la consommation de la région Corse et valoriser la filière bois;

2/ engager la commune d'Ajaccio dans une démarche de développement durable et de protection environnementale.

Le Coût total prévisionnel de cette opération s'élève à hauteur de 10 000 € HT (12 000 TTC) et son plan de financement prévisionnel est le suivant :

CPER (ADEME-CTC)	7 000,00	70,00%
Mairie d'Ajaccio	3 000,00	30,0%
	10 000,00	100,0%

L'échéancier de réalisation de la présente opération est prévu comme suit :

¹ Source : SRCAE de Corse page 402 (Document d'Orientation)

DATE PREVISIONNELLE DE LANCEMENT DE L'OPERATION (DEVIS ACCEPTE- COMMANDE.....)	DATE PREVISIONNELLE DE DEBUT DE L'ETUDE DE FAISABILITE	DATE PREVISIONNELLE FIN DE L'ETUDE DE FAISABILITE
15/01/2018	15/02/2018	30/03/2018

Afin de permettre la mise en œuvre de cette opération, l'inscription des crédits nécessaires est proposée dans l'annexe 1 au présent rapport.

IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL

D'autoriser Monsieur le maire à solliciter les subventions auprès des différents co-financeurs selon le plan de financement décliné supra et à signer tous les actes attenants, qui découleraient des demandes de subventions formalisées.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL
Où l'exposé de son Président,
Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 18 décembre 2017 ;

AUTORISE A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

Monsieur le maire à solliciter les subventions auprès des différents co-financeurs selon le plan de financement décliné supra et à signer tous les actes attenants, qui découleraient des demandes de subventions formalisées.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.
(SUIVENT LES SIGNATURES)

MAIRIE D'AJACCIO
POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
LAURENT MARCANGELI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI Adjointes au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICH, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, Conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICH, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-21200046-20171218-2017_314-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Publication : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/314

Création du Centre intercommunal d'action sociale

M. le maire expose à l'assemblée :

Le transfert de la compétence d'action sociale d'intérêt communautaire a été prononcé par un arrêté préfectoral en date du 7 juin 2017. Le conseil de la communauté d'agglomération du pays ajaccien a décidé, par délibération n°2017-191 du 16/11/2017, la création d'un centre intercommunal d'action sociale (CIAS) à la date du 1^{er} janvier 2018.

Le premier janvier 2018, le CIAS va donc se substituer au CCAS préexistant. La mise en œuvre de cette substitution implique pour la commune de délibérer pour autoriser :

1-le transfert des biens et des services appartenant au CCAS vers le CIAS :
les biens immeubles issus de dons et legs (appartements, local commercial, garage) ;
les biens meubles (véhicules frigorifiques, mobiliers, matériels informatiques, ...) et
le personnel (27 titulaires+3 contractuels).

2-la mise en place d'une convention de gestion (jointe en annexe) des locaux mis à disposition du CIAS entre la CAPA et la ville. Cette convention a pour objet de déterminer les conditions générales et les modalités particulières de la prise en charge par la commune d'Ajaccio, dans le cadre d'une convention de gestion relevant de l'article L5216-7-1 du CGCT afférent aux modalités particulières d'intervention applicables à une communauté d'agglomération, de certaines interventions fonctionnelles nécessaires au fonctionnement du CIAS.

3-les modalités de mise à disposition par la ville du foyer Notre Dame au profit du CIAS.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'autoriser le transfert des biens, issus de dons et legs, appartenant au CCAS vers le CIAS

D'approuver la convention de gestion des locaux mis à disposition du centre intercommunal d'action sociale (CIAS) liant la CAPA et la commune d'Ajaccio, telle que figurant en annexe

D'approuver les modalités de la mise à disposition par la ville du foyer Notre Dame au profit du CIAS

D'autoriser le Président à signer tous les documents afférents à la création du CIAS

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

Où l'exposé de Madame Caroline CORTICCHIATO, adjointe déléguée

Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'arrêté du préfet de corse en date du 7 juin 2017 prononçant le transfert de compétence d'action sociale d'intérêt communautaire à la date du 1^{er} janvier 2018 ;

Vu la délibération n°2017-191 du 16 novembre 2017 votée par le conseil de la communauté d'agglomération du pays ajaccien portant intérêt communautaire de la compétence d'action sociale et création du centre intercommunal d'action sociale (CIAS) ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 15 décembre 2017 ;

AUTORISE

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

Le transfert des biens, issus de dons et legs, appartenant au CCAS vers le CIAS.

APPROUVE

La convention de gestion des locaux mis à disposition du centre intercommunal d'action sociale (CIAS) liant la CAPA et la commune d'Ajaccio, telle que figurant en annexe.

Les modalités de la mise à disposition par la ville du foyer Notre Dame au profit du CIAS

AUTORISE

Le Maire à signer tous les documents afférents à la création du CIAS.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

 **Laurent MARCANGELI**




REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, Conseillers municipaux.

Avait donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHI, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_315-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Publication : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/315

Accueil de 8 jeunes en mission de service civique au sein des services municipaux en 2018

M. le maire expose à l'assemblée :

Le service civique créé par la Loi du 10 mars 2010 a pour objet de renforcer la cohésion nationale et la mixité sociale et offre, aux jeunes de 16 à 25 ans (jusqu'à 30 ans dans certains cas), l'opportunité de servir les valeurs de la République et de s'engager en faveur d'un projet collectif, en effectuant une mission d'intérêt général, pour une durée de 6 à 12 mois (24 heures hebdomadaires) auprès d'une personne morale agréée.

Cette plus-value pour la Collectivité constitue également une opportunité au service de la jeunesse de notre territoire qui favorise le ciment social, les expériences de vie collective ainsi que le rapprochement des citoyens.

La ville d'Ajaccio a obtenu le renouvellement de l'agrément délivré par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et Protection des Populations (DDCSPP), et sa prolongation jusqu'au 20 juin 2019, qui permet d'accueillir des jeunes volontaires (décision du 21 juin 2016 modifiée le 24 mars 2017) en service civique.

Chaque volontaire perçoit une indemnité mensuelle de 574,67 euros ; la part versée par l'Etat se monte à 467 Euros et la ville s'engage à verser une somme de 107,67 euros.

Par ailleurs la ville assure aux jeunes volontaires une formation de « Premiers Secours », et mobilise des tuteurs parmi ses cadres pour les accompagner dans leurs missions et formaliser leurs projets d'avenir. Une formation civique citoyenne est également proposée par l'Etat.

Depuis la remise en place du dispositif Service civique au sein des services municipaux, les services de la DGA Développement social, culturel sportif et vie des quartiers ont accueilli quatre missions de service civique (CCAS, Conseil Municipal des jeunes, mission citoyenneté, médiathèque des Jardins de l'Empereur) qui ont concerné sept jeunes volontaires.

Pour l'année 2018, il est proposé le maintien de trois missions préexistantes (celle du CCAS ne pourra plus être financée par la ville en raison du transfert de cet établissement public à la CAPA) qui occupent 3 jeunes et la création de trois missions complémentaires qui vont concerner 5 jeunes, soit un total de 8 jeunes.

Les nouvelles missions sont les suivantes :

1. Une démarche est conduite par la ville qui vise à dynamiser l'action des associations du quartier de Bodiccione pour prévenir les conduites à risques en développant le lien culturel et intergénérationnel en partenariat avec le bailleur social Logirem. Dans ce cadre deux jeunes « services civiques » pourraient être recrutés pour soutenir notre action dans ce quartier populaire en expansion.
2. Une opération de mise en lumière des livres anciens de la Bibliothèque municipale (qui intègre l'inventaire et la numérisation des ouvrages) pour permettre leur découverte par le public grâce à l'organisation d'expositions est menée par le service de la lecture publique de la ville. Un jeune « service civique » pourrait renforcer notre action dans ce domaine.
3. La troisième mission qui pourrait être proposée à deux jeunes volontaires « service civique » consiste à soutenir l'association de quartier de Pietralba dans son action de prévention des conduites à risques chez les enfants et adolescents du quartier.

Sur 12 mois, le montant total des indemnités dues par la ville au titre de l'indemnisation des 8 services civiques se monterait à 10 336.32 euros.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'autoriser M. le Maire à accueillir 8 jeunes en mission de service civique au sein des services municipaux et à leur verser une indemnité mensuelle de 107,67 euros chacun.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL Où l'exposé de son président, Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu la loi du 10 mars 2010 relative au Service Civique ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 15 décembre 2017 ;

Considérant, l'intérêt pour la ville de continuer à accueillir des jeunes en mission de service civique durant l'année 2018,

DECIDE A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

D'autoriser le MAIRE à accueillir 8 jeunes en mission de service civique au sein des services municipaux et à leur verser une indemnité mensuelle de 107,67 euros chacun.

DIT

Que les crédits nécessaires seront portés à l'inscription du BP 2018.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

Laurent MARCANGELI



Page 3 sur 3



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI Adjoint au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, Conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHI, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Visa / Contrôle de légalité
02A-212000046-20171218-2017_316-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Publication : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/316

**Renouvellement de la convention de l'Association des Amis
du Palais Fesch**

M. le maire expose à l'assemblée :

A l'instar des musées nationaux et des autres musées des Beaux-arts français, une association de loi 1901 s'est donnée pour but, sous le terme consacré « amis du musée », de soutenir le Palais Fesch musée des Beaux-arts dans ses activités. Ce soutien existe depuis 2011 et a pour objet, en premier lieu, de permettre des acquisitions et des restaurations, grâce aux cotisations de ses membres.

L'intérêt porté par les Ajacciens et les membres de la société civile doit être encouragé et le soutien promotionnel et financier ne doit pas être négligé.

L'appui des Associations des Amis du musée dans la politique muséale des musées est aujourd'hui primordial ; en effet, les missions premières de l'association des amis du Palais Fesch sont d'enrichir et de promouvoir les collections du Palais, de participer au rayonnement du musée et de faciliter son fonctionnement ainsi que d'acquérir, dans l'intérêt du musée, tous objets ayant une valeur artistique ou historique et jugés dignes d'y prendre place (cf. doc joint).

Il est proposé de renouveler la convention (cf.doc joint) entre la Ville d'Ajaccio et l'Association des *Amis du Palais Fesch*.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

Considérant l'importance de l'aide apportée depuis ces six dernières années au Palais Fesch-musée des beaux-arts et en particulier à sa politique d'enrichissement des collections :

D'approuver le renouvellement de la convention l'association des *Amis du Palais Fesch* présentée en pièce jointe

D'autoriser Monsieur Le maire à signer tous les documents relatifs à ce renouvellement.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

Ouï l'exposé de Mme Simone Guerrini, adjointe déléguée
Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 15 décembre 2017 ;

Considérant, l'importance de l'aide apportée depuis ces six dernières années au Palais Fesch musée des beaux-arts et en particulier à sa politique d'enrichissement des collections

APPROUVE

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

Le renouvellement de la convention l'association des *Amis du Palais Fesch* présentée en pièce jointe ;

AUTORISE

A signer tous les documents relatifs à ce renouvellement.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

Laurent MARCANGELI





REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHİ, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, Conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHİ, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_317-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Publication : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/317

Acceptation du fonds de concours Patinoire 2017

M. le maire expose à l'assemblée :

Par délibération 2017/278 la Ville d'Ajaccio a sollicité la CAPA pour l'octroi d'un fonds de concours d'un montant de 35 000 € au titre de l'année 2017 en appuyant sa demande sur un projet de financement prévisionnel garantissant que :

- L'objet de ce fond de concours est le financement de la réalisation ou du fonctionnement d'un équipement (ne sont pas comprises les dépenses relatives au traitement des animateurs),
- Le montant total du fonds de concours n'excède pas la part du financement assurée hors subventions par la ville,
- Le fonds de concours donnera lieu à délibérations concordantes adoptées à la majorité simple du conseil communautaire et du conseil municipal.

Par délibération 2017/046 la CAPA a validé l'octroi d'un fonds de concours d'un montant de 35 000 € au titre de l'année 2017 à la Ville d'Ajaccio.

Considérant l'intérêt pour la Ville de proposer des animations durant les fêtes de fin d'année à tous les Ajacciens, aux habitants de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien et à ceux du Grand Ajaccio, d'une manière générale.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'autoriser Monsieur le maire à accepter le fonds de concours de la CAPA d'un montant de 35 000€.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

Où l'exposé de **M. Christophe MONDOLONI**, adjoint délégué

Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 15 décembre 2017 ;

Considérant l'intérêt pour la Ville de proposer des animations durant les fêtes de fin d'année à tous les Ajacciens, aux habitants de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien et à ceux du Grand Ajaccio, d'une manière générale.

AUTORISE MONSIEUR LE MAIRE

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

A accepter le fonds de concours de la CAPA d'un montant de 35 000 €

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.

(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE



Laurent MARCANGELI

Page 2 sur 2



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 18 décembre 2017 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 12 décembre 2017 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, Mme PILLOTTI M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, Conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

M. BILLARD à M. DELIPERI, Mme OTTAVY à M. SBRAGGIA, Mme BERNARD à Mme SICHI, Mme SANNA à Mme NADAL, M. KERVELLA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. BASTELICA à M. CIABRINI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI

Etaient absents :

M. CAU, M. HABANI, M. FERRARA, Mme FALCHI, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, M. LEONETTI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	31
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme PILLOTTI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171218-2017_318-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet: 22/12/2017

Affichage: 26/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 18 décembre 2017

Délibération N°2017/318

Complément à la délibération n°2017/277 relative aux festivités de Noël 2017.

M. le maire expose à l'assemblée :

Par délibération n°2017/277, le conseil municipal a approuvé le programme des festivités de Noël 2017. Elle fixe également les tarifs applicables aux différentes occupations du domaine public à cette occasion. Or à des fins de sécurisation juridique des tarifs arrêtés, il convient d'apporter une précision complémentaire, concernant le tarif afférent à la mise à disposition des chalets de Noël en précisant le tarif applicable par jour et par mètre carré en sus du tarif applicable pour la durée de la manifestation.

Ainsi, il est proposé d'apporter les compléments suivants :

Pour les chalets sur la place de Gaulle:

- chalet simple standard : **10,12€/m²/jours soit 1700 euros** pour 28 jours de marché de Noël ;
- chalet simple avec ouverture sur un angle : **11,90€/m²/jours soit 2000€** pour 28 jours de marché de Noël ;
- chalet simple avec ouverture sur deux angles : **13,70€/m²/jours soit 2300€** pour 28 jours de marché de Noël ;

Pour les chalets situés place Miot et autres lieux :

- chalet simple standard : **8,92€/m²/jours soit 1500€** pour 28 jours de marché.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'APPROUVER la modification de la délibération n°2017/277 concernant l'expression des tarifs applicables à la mise à disposition des chalets de Noël telle qu'elle suit :

Pour les chalets sur la place de Gaulle:

- chalet simple standard : **10,12€/m²/jours soit 1700 euros** pour 28 jours de marché de Noël ;
- chalet simple avec ouverture sur un angle : **11,90€/m²/jours soit 2000€** pour 28 jours de marché de Noël ;
- chalet simple avec ouverture sur deux angles : **13,70€/m²/jours soit 2300€** pour 28 jours de marché de Noël ;

Pour les chalets situés place Miot et autres lieux :

- chalet simple standard : **8,92€/m²/jours soit 1500€** pour 28 jours de marché.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

**Où l'exposé de Monsieur Christophe MONDOLONI, adjoint délégué
Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu la délibération n°2017/277 relative aux festivités de Noël 2017 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'apporter un complément à la rédaction de ladite délibération afin de sécuriser juridiquement l'expression des tarifs applicables à la mise à disposition des chalets de Noël,

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 15 décembre 2017 ;

APPROUVE

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

La modification de la délibération n°2017/277 concernant l'expression des tarifs applicables à la mise à disposition des chalets de Noël telle qu'elle suit :

Pour les chalets sur la place de Gaulle:

- chalet simple standard : **10,12€/m²/jours soit 1700 euros** pour 28 jours de marché de Noël ;
- chalet simple avec ouverture sur un angle : **11,90€/m²/jours soit 2000€** pour 28 jours de marché de Noël ;
- chalet simple avec ouverture sur deux angles : **13,70€/m²/jours soit 2300€** pour 28 jours de marché de Noël ;

Pour les chalets situés place Miot et autres lieux :

- chalet simple standard : **8,92€/m²/jours soit 1500€** pour 28 jours de marché.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

Laurent MARCANGELI





DECEMBRE

Décisions
Municipales

VILLE D'AJACCIO
CITÀ D'AJACCIU



Décision N°2017/200



Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Edition d'un catalogue scientifique relatif à l'exposition temporaire hivernale du Palais Fesch en partenariat avec le FRAC de Corse, intitulée : « Naturel pas Naturel »

Suivi éditorial, réalisation et impression d'un ouvrage scientifique relatif à l'exposition temporaire hivernale du Palais Fesch en partenariat avec le FRAC de Corse, intitulée : « Naturel pas Naturel »

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23 ;

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment les articles 25-I.1° et 67 à 68 ;

Vu la délibération n°2016/325 du 19 Décembre 2016 relative à la délégation au Maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant le lancement d'une consultation conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (appel d'offres ouvert) ayant pour objet **l'édition d'un catalogue scientifique relatif à l'exposition temporaire hivernale du Palais Fesch en partenariat avec le FRAC de Corse, intitulée : « Naturel pas Naturel »** - Suivi éditorial, réalisation et impression d'un ouvrage scientifique relatif à l'exposition temporaire hivernale du Palais Fesch en partenariat avec le FRAC de Corse, intitulée : « Naturel pas Naturel »,

Considérant qu'un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé aux organes de publication BOAMP/JOUE, sur le profil acheteur www.achatpublic.com, www.marchesonline.com et mis en ligne sur le site de la Ville le 3 octobre 2017,

Considérant les critères intervenant pour le jugement des offres pondérés de la manière suivante :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
Critère : Valeur technique appréciée au regard de la qualité :	70%
des moyens humains dédiés	20%
des moyens techniques dédiés	10%
de la solution technique, artistique et méthodologique proposée (parti pris éditorial et modalités de mise en œuvre sur les aspects conception, fabrication, production) à l'appui du mémoire technique et des échantillons fournis	30%
de la distribution	10%
Critère : Prix des prestations	30%

Considérant que la durée du marché est de 44 jours,

Considérant que la date limite de remise des offres était fixée au 13 novembre 2017 à 11H00,

Considérant qu'un candidat a remis une offre dans les délais,

Considérant le choix de la commission d'appel d'offres en sa séance du 29 novembre 2017, qui a décidé d'attribuer le marché à l'entreprise qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'analyse des offres, soit celle de l'entreprise SILVANA EDITORIALE S.p.a.

-DECIDE-

Article 1 : De signer et exécuter le marché d'édition d'un catalogue scientifique relatif à l'exposition temporaire hivernale du Palais Fesch en partenariat avec le FRAC de Corse, intitulée : « Naturel pas Naturel » avec l'entreprise SILVANA EDITORIALE S.p.a. :

pour un montant de 9 200,00 € H.T.

Article 2 : Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont précisées dans l'acte d'engagement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

Article 4 : Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171201-2017_200-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/12/2017

Affichage : 01/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Fait à AJACCIO, le 1^{er} décembre 2017

Laurent Marcangeli

Le Maire

VILLE D'AJACCIO
CITÀ D'AJACCIU



Décision N°2017/201



Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ASSURANCE TOUS RISQUES DES ŒUVRES D'ART A DESTINATION DE L'EXPOSITION TEMPORAIRE DU PALAIS FESCH-MUSEE DES BEAUX-ARTS EN PARTENARIAT AVEC LE FRAC DE CORSE Exposition "Naturel pas Naturel" HIVER 2017/2018

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23 ;

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment les articles 25-I.1° et 67 à 68 ;

Vu la délibération n°2016/325 du 19 Décembre 2016 relative à la délégation au Maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant le lancement d'une consultation conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (appel d'offres ouvert) ayant pour objet l'assurance tous risques des œuvres d'art à destination de l'exposition temporaire du Palais Fesch-Musée des Beaux-Arts en partenariat avec le FRAC de Corse exposition « Naturel pas Naturel » - Hiver 2017/2018,

Considérant qu'un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé aux organes de publication BOAMP/JOUE, sur le profil acheteur www.achatpublic.com, www.marchesonline.com et mis en ligne sur le site de la Ville le 3 octobre 2017,

Considérant les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
Critère : Valeur technique appréciée au regard de la qualité :	70%
de la nature et l'étendue de la garantie	50%
du service proposé (modalités et procédure de gestion)	20%
Critère : Prix des prestations	30%

Considérant que la date limite de remise des offres était fixée au 14 novembre 2017 à 11H00,

Considérant que la durée du marché est de 6 mois,

Considérant que 6 candidats ont remis une offre dans les délais,

Considérant le choix de la commission d'appel d'offres en sa séance du 29 novembre 2017, qui a décidé d'attribuer le marché à l'entreprise qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'analyse des offres, soit celle du groupement conjoint GRAS SAVOYE / AXA Art.

-DECIDE-

Article 1 : De signer et exécuter le marché "Assurance tous risques des œuvres d'art à destination de l'exposition temporaire du Palais Fesch-Musée des Beaux-Arts en partenariat avec le FRAC de Corse exposition « Naturel pas Naturel » - Hiver 2017/2018", avec le groupement conjoint GRAS SAVOYE / AXA Art.

pour un montant de 16 350,14 € H.T.

Article 2 : Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont précisées dans l'acte d'engagement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

Article 4 : Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.



Fait à AJACCIO, le 1^{er} décembre 2017

Laurent Marcangeli

Le Maire

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171201-2017_201-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/12/2017

Affichage : 01/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



VILLE D'AJACCIO
CITÀ D'AJACCIU



Décision N°2017/202



Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transport intra et extra muros des enfants des Accueils de loisirs municipaux maternels

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22, 2122-23 ;

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment les articles 25-I.1° et 67 à 68 et 78 ;

Vu la délibération n°2016/325 du 19 Décembre 2016 relative à la délégation au Maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant le lancement d'une consultation conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (appel d'offres ouvert) ayant pour objet le Transport intra et extra muros des enfants des Accueils de loisirs municipaux maternels,

Considérant qu'il s'agit d'un accord cadre à bons de commande avec mini annuel HT de 30 000 € et maxi annuel HT de 70 000 €,

Considérant qu'un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé aux organes de publication BOAMP/JOUE, sur le profil acheteur www.achatpublic.com, www.marchesonline.com et mis en ligne sur le site de la Ville le 4 août 2017,

Considérant les critères intervenant pour le jugement des offres pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
Critère : Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique faisant apparaître :	55%
Les moyens en matériels (véhicules) au regard du mémoire et des fiches techniques consacrés à l'exécution du marché	30%
Les moyens en personnel d'exécution consacrés à l'exécution du marché	20%
Les moyens humains en insertion sociale	5%
Critère : Prix apprécié au regard du BPU: note globale sur 20	45%
Prix trajets	40%
Prix au km	5%

Considérant que la durée du marché est d'un an reconductible 3 fois,

Considérant que la date limite de remise des offres était fixée au 13 septembre 2017 à 11H00,

Considérant qu'un candidat a remis une offre dans les délais,

Considérant le choix de la commission d'appel d'offres en sa séance du 29 novembre 2017, qui a décidé d'attribuer le marché à l'entreprise qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'analyse des offres, soit celle de l'entreprise AUTOCARS CORSE MEDITERRANEE.

-DECIDE-

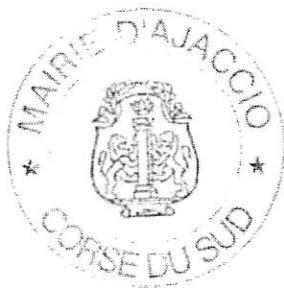
Article 1 : De signer et exécuter le marché de Transport intra et extra muros des enfants des Accueils de loisirs municipaux maternels,

pour un montant mini annuel de 30 000,00 € H.T et un montant maxi annuel de 70 000,00 € H.T.

Article 2 : Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont précisées dans l'acte d'engagement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

Article 4 : Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.



Fait à AJACCIO, le 14 décembre 2017

Laurent Marcangeli

Le Maire

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171201-2017_202-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/12/2017

Affichage : 01/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation





Décision N° 2017-203

Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

MAPA Fourniture, installation, mise en fonctionnement et supervision de bornes digitales tactiles en réseau

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23 ;

Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment les articles 27 et 28 ;

Vu la délibération n°2016/325 du 19 décembre 2016 relative à la délégation au Maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122 du Code Général des collectivités territoriales,

Considérant le lancement d'une consultation selon la présente procédure adaptée ouverte et soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ayant pour objet la Fourniture, l'installation, la mise en fonctionnement et la supervision de bornes digitales tactiles en réseau.

Considérant l'avis d'appel à concurrence envoyé le 20 novembre 2017 aux supports de publication suivants : achatpublic.com, site de la Ville et BOAMP.

Considérant que 3 candidats ont remis une offre dans les délais.

Considérant le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement.

-DECIDE-

Article 1^{er} D'attribuer l'accord-cadre à bons de commande avec un opérateur économique avec un minimum de commande annuel de 45 000,00 euros HT et un maximum annuel de commande de 90 000,00 euros HT Fourniture, installation, mise en fonctionnement et supervision de bornes digitales tactiles en réseau à l'entreprise **SAS CLC DISPLAY**.

Article 2 Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont précisées dans l'acte d'engagement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code Général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du maire.

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Fait à Ajaccio, le : 05/12/2017

4 Le Maire de la Ville d'Ajaccio

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171205-2017_203-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2017

Publication : 05/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Laurent MARCANGELI

Le Directeur Général des Services

Pierre - Paul ROSSINI





Direction Générale Adjointe des Services
Proximité et services à la population
Bureau des Cimetières
Dirizzioni Ghjinirali Aghjunta di i Sirvizii
Prussimità e Sirvizii popolazione
Sirvizii di i campisanti

DECISION N°2017/204

Portant modification de la décision attributive de concession
Contrat n°380 au plan **S-78** d'une superficie de **2m²**
Cimetière communal **Nouveau** d'une durée perpétuelle

Nous, Maire de la commune d'AJACCIO,

Vu, la délibération n°2015-4 du 8 février 2015 par laquelle le conseil municipal a accordé au Maire le bénéfice des dispositions de l'Article L.2122-22.

Vu, la délibération n°2017-114 du 26 avril 2017 par laquelle le conseil municipal autorise le Maire à adopter une tarification de 350€/m² pour la régularisation des concessions perpétuelles au sein des cimetières de la commune d'Ajaccio.

Vu, la décision en date du **21.12.1982**, concédant pour une durée perpétuelle un lot de terrain de **2 m²** à **Mme PLANES Emilienne née RAMI** moyennant la somme de **600 francs**.

Vu, la demande de **Madame GIOVANNI Joséphine**, en date du **06.12.2017**, souhaitant la régularisation de son acte de concession pour obtenir une superficie supplémentaire de **1 m²**, au prix de **350 euros**.

Considérant, qu'aucunes dispositions du code général des collectivités territoriales ne s'opposent à ce qu'il soit fait droit à la requête de qui demande la régularisation de son acte de concession collectif.

DECIDONS

ARTICLE 1. Il est accordé la régularisation de l'acte de concession.

En remplacement de : 2 m², il faut : 3 m²

ARTICLE 2. La concession est accordée moyennant la somme totale de **350 euros** qui a été versée dans la caisse de la trésorerie du grand Ajaccio suivant quittance n° dont celle de **325 euros** au profit de la commune.

ARTICLE 3. Les droits d'enregistrement de **25 euros** de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession et ont été versés dans la caisse de la trésorerie du grand Ajaccio visés à l'article 3 susmentionné.

ARTICLE 4. Un exemplaire de la présente décision sera adressé au titulaire de la concession, à la trésorerie du grand Ajaccio, ainsi qu'à la conservation des cimetières.

ARTICLE 5. Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera inscrite au registre des délibérations du conseil municipal et dont un extrait sera affiché à la porte de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

02A-212000046-20171207-2017_204-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet: 15/12/2017

Affichage : 12/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Ajaccio, le 7 décembre 2017
Ajaccio, u 7 d'indimentu di 2017

Le Maire de la ville d'Ajaccio
U Sgiò Merri di a cità d'Ajaccio



VILLE D'AJACCIO - CITÀ D'AJACCIO
Hôtel de Ville B.P. 412
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

VILLE D'AJACCIO
CITÀ D'AJACCIU



Décision N°2017/205



Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

MISE A DISPOSITION ET GESTION DE GOBELETS RECYCLABLES POUR LE MARCHE DE NOEL DE LA VILLE D'AJACCIO 2017

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23 ;

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 30-I.1°;

Vu la délibération n°2016/325 du 19 Décembre 2016 relative à la délégation au Maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté 2017/246 du 24 janvier 2017 portant délégation de signature à Monsieur Antoine PAOLINI, conseiller municipal, en ce qui concerne les achats, accords cadres et marchés publics passés selon une procédure adaptée.

Considérant le lancement d'une consultation selon la procédure négociée sans mise en concurrence conformément aux dispositions de l'article 30-I.1° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ayant pour objet la mise à disposition et gestion de gobelets recyclables pour le marché de Noël de la Ville d'Ajaccio 2017,

Considérant qu'une lettre de consultation a été envoyée le 16 novembre 2017 à l'entreprise SASU BICHJERU,

Considérant que les critères de jugement des offres étaient les suivants :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
Critère : Valeur technique appréciée au regard de la qualité :	60%
des gobelets appréciée au regard des fiches techniques (matériaux et procédé d'impression)	10%
des échantillons permettant d'appréhender l'esthétique des gobelets proposés	10%
des moyens humains mis en place pour assurer la prestation et notamment le nombre de personnes dédiées à l'exécution du marché	10%
des moyens techniques logistiques mis en œuvre pour mener à bien la mission (nombre de véhicules, conditionnement des gobelets), notamment pour assurer le réapprovisionnement des chalets aux heures indiquées dans le cahier des charges	10%
de l'organisation et la méthodologie mises en œuvre pour nettoyer les gobelets au cours du marché	10%
des mesures que le candidat entend mettre en œuvre pour la gestion de la consigne et des gobelets en lien avec les commerçants	5%
du projet de contrat-type qui sera conclu avec les commerçants tel que mentionné dans le cahier des charges	5%
Critère : Prix des prestations apprécié au regard du pourcentage de bénéfice reversé à la Ville d'Ajaccio	40%

Considérant que la date limite de remise des offres était fixée au 22 novembre 2017 à 11h00,

Considérant que le candidat sollicité a remis une offre dans les délais,

Considérant le choix de l'offre au regard des critères de jugement des offres, celle de l'entreprise suivante : SASU BICHJERU,

-DECIDE-

Article 1 : D'attribuer et d'exécuter le marché de mise à disposition et gestion de gobelets recyclables pour le marché de Noël de la Ville d'Ajaccio 2017, à l'entreprise SASU BICHJERU, pour un pourcentage de rémunération versé à la Ville à hauteur de 5%.

Article 2 : Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont précisées dans l'acte d'engagement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

Article 4 : Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Fait à AJACCIO, le 07 DEC. 2017



Le représentant du pouvoir adjudicateur

Antoine PAOLINI

VILLE D'AJACCIO
CITÀ D'AJACCIU



Décision N°2017/206



**Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal
dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des
Collectivités Territoriales.**

DECISION DE CLASSEMENT SANS SUITE D'UNE PROCEDURE DE MARCHE PUBLIC MARCHE SUBSEQUENT N°1621MS05 RELATIF A L'ACCORD CADRE TRANSPORT DES ŒUVRES D'ART MANUTENTION ET TRANSPORT D'ŒUVRES D'ART DU PALAIS FESCH-MUSEE DES BEAUX-ARTS DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE DE RESTAURATION D'ŒUVRES 2017-2018

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23 ;

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 27 ;

Vu la délibération n°2016/325 du 19 Décembre 2016 relative à la délégation au Maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté 2017/246 du 24 janvier 2017 portant délégation de signature à Monsieur Antoine PAOLINI, conseiller municipal, en ce qui concerne les achats, accords cadres et marchés publics passés selon une procédure adaptée.

Considérant le lancement d'une consultation selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ayant pour objet la manutention et le transport d'œuvres d'art du Palais Fesch-Musée des Beaux-Arts dans le cadre de la campagne de restauration d'œuvres 2017-2018,

Considérant qu'une lettre de consultation a été envoyée aux titulaires de l'accord cadre (AXAL, BOVIS, CHENUE), le 7 juillet 2017,

Considérant que la date limite de remise des offres était fixée au 24 juillet 2017,

Considérant que 2 candidats ont remis une offre dans les délais,

Considérant que le représentant du pouvoir adjudicateur a décidé de déclarer irrégulières les 2 offres déposées et d'inviter les deux candidats à participer à une négociation conformément aux dispositions de l'article 27 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Considérant que la nouvelle date limite de remise des offres était fixée au 7 septembre 2017,

Considérant que 2 candidats ont remis une offre dans les délais,

Considérant le délai de validité des offres de 60 jours à compter de la date limite de réception des offres expiré,

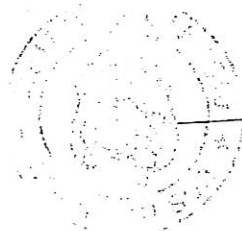
-DECIDE-

Article 1 : De classer sans suite, pour un motif d'intérêt général, la procédure relative au marché subséquent n°1621MS05 ayant pour objet la manutention et le transport d'œuvres d'art du Palais Fesch-Musée des Beaux-Arts dans le cadre de la campagne de restauration d'œuvres 2017-2018.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

Article 3 : Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Fait à AJACCIO, le 07 DEC. 2017



Le Représentant du pouvoir adjudicateur

Antoine PAOLINI



Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171207-2017_207-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/12/2017

Publication : 07/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation

Avenant n°1 au marché 17/003

**Impression du magazine d'information "Ajaccio en Mag' "
et du supplément culture pour la Ville d'Ajaccio**



Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23 ;
Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment ses articles 27 et 78 ;
Vu la délibération n°2016/325 du 19 Décembre 2016 relative à la délégation au Maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu l'arrêté 2017/246 du 24 Janvier 2017 portant délégation de signature à Monsieur Antoine PAOLINI, conseiller municipal, en ce qui concerne les achats, accords cadres et marchés publics passés selon une procédure adaptée.

Considérant que par décision municipale n°2017/017 en date du 09 février 2017 le représentant du pouvoir adjudicateur a décidé d'attribuer le marché concernant l'impression du magazine d'information "Ajaccio en Mag'" et du supplément culture pour la Ville d'Ajaccio

Considérant que le marché 17/003 a été conclu avec l'entreprise ZIMMERMANN pour un montant minimum de 80 000 € HT et un montant maximum de 200 000 € HT et une durée de 24 mois,

Considérant que le présent avenant n°1 a pour objet l'ajout de prix nouveaux au bordereau des prix (Brochure 32 p (28 p + couverture en 115 g) / Format fini : 16x 24 cm / Format ouvert : 32 x 24 cm / Papier : couche ½ mat PEFC 115g/m2 / Impression : Quadri recto verso / Façonnage : 2 points métal),

Considérant que le présent avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché,

Considérant que les autres clauses du marché demeurent inchangées.

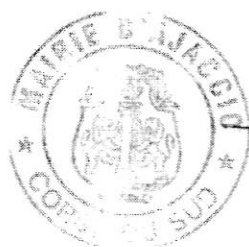
-DECIDE-

Article 1 : De conclure et d'exécuter l'avenant n°1 au marché 17/003 relatif à l'impression du magazine d'information "Ajaccio en Mag'" et du supplément culture pour la Ville d'Ajaccio avec l'entreprise ZIMMERMANN

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

Article 3 : Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Fait à AJACCIO, le 07/12/2017



Le Représentant du pouvoir adjudicateur

Antoine PAOLINI

VILLE D'AJACCIO
CITÀ D'AJACCIU



Décision N°2017/208



Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conception, fourniture et pose de systèmes de mise en lumière extérieure de 3 monuments de la Ville d'Ajaccio : la fontaine du Premier Consul, le monument Napoléon et ses frères et l'église St Roch

Lot n°3 : Conception, location et pose de systèmes de mise en lumière de l'Eglise Saint Roch

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23 ;
Vu l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
Vu la délibération n°2016/325 du 19 Décembre 2016 relative à la délégation au Maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu l'arrêté 2017/246 du 24 janvier 2017 portant délégation de signature à Monsieur Antoine PAOLINI, conseiller municipal, en ce qui concerne les achats, accords cadres et marchés publics passés selon une procédure adaptée.

Considérant le lancement d'une consultation selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ayant pour objet la conception, la fourniture et la pose de systèmes de mise en lumière extérieure de 3 monuments de la Ville d'Ajaccio : la fontaine du Premier Consul, le monument Napoléon et ses frères et l'église St Roch.

Considérant qu'un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé aux organes de publication BOAMP, sur le profil acheteur www.achatpublic.com, www.marchesonline.com et mis en ligne sur le site de la Ville le 30 octobre 2017,

Considérant que la présente consultation a été répartie en 3 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
01	Conception, fourniture et pose de système de mise en lumière de la fontaine du Premier Consul
02	Conception, fourniture et pose de systèmes de mise en lumière du Monument de Napoléon et ses 4 frères
03	Conception, location et pose de systèmes de mise en lumière de l'Eglise Saint Roch

Considérant que les critères de jugement des offres étaient les suivants :

Pour le lot n°3 : Conception, location et pose de systèmes de mise en lumière de l'Eglise Saint Roch

Critères	Pondération
1-Valeur technique appréciée au regard :	60.0
1.1-De la qualité du matériel proposé	20.0
1.2-Du projet de mise en lumière proposé	20.0
1.3-De la méthode d'installation du matériel	20.0
2-Prix apprécié au regard de la DPGF	40.0

Considérant que la date limite de remise des offres était fixée au 15 novembre 2017 à 11h00,

Considérant qu'un seul candidat a remis une offre dans les délais pour le lot 3,

Considérant le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement des offres, celle de l'entreprise suivante : PRESTACOR pour le lot 3,

-DECIDE-

Article 1 : D'attribuer et d'exécuter le marché de la conception, la fourniture et la pose de systèmes de mise en lumière extérieure de 3 monuments de la Ville d'Ajaccio : la fontaine du Premier Consul, le monument Napoléon et ses frères et l'église St Roch :

- Pour le lot 3 " Conception, location et pose de systèmes de mise en lumière de l'Eglise Saint Roch " à l'entreprise PRESTACOR pour un montant de : 7 718€ H.T.

Article 2 : Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont précisées dans l'acte d'engagement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

Article 4 : Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-21200046-20171207-2017_208-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/12/2017

Affichage : 07/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation

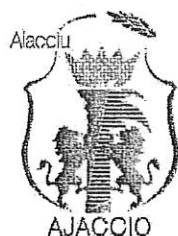


Fait à AJACCIO, le

07 DEC. 2017

Le représentant du pouvoir adjudicateur

Antoine PAOLINI



Décision N° 2017/209

Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal
dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des
Collectivités Territoriales.

Objet : Convention d'occupation de locaux scolaires avec l'Association « FALEP 2A »

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23,

Vu les délibérations n°2014/62 en date du 14 avril 2014, portant délégation en tout ou partie des attributions du conseil municipal, limitativement énumérées par la loi, au Maire,

Vu la demande de **Madame Anastasia RUBINI**, Chef de Service du Service de Prévention Spécialisée, représentant **Monsieur Jean-Michel SIMON**, Directeur Général de l'association « Ligue de l'Enseignement, Fédération Départemental de Corse du Sud », ci après désignée sous le nom « FALEP 2A », relative à l'occupation à titre gratuit de la salle RASED, situés au sein de l'école élémentaire des Cannes, pour du soutien scolaire dans le cadre de leur dispositif « Passerelle cycle 3 », du 5 septembre 2017 au 30 juin 2018, de 16h30 à 17h30, tous les mardis des semaines scolaires.

Vu l'avis favorable du conseil des maitres de l'école élémentaire de Pietralba en date du 7 décembre 2017,

Considérant qu'il convient de donner une réponse favorable à cette demande,

-DECIDE-

Article 1^{er}

Le Maire de la Ville d'Ajaccio est autorisé à signer avec **Madame Anastasia RUBINI**, Chef de Service du Service de Prévention Spécialisée, représentant **Monsieur Jean-Michel SIMON**, Directeur Général de l'association « Ligue de l'Enseignement, Fédération Départemental de Corse du Sud », une convention de mise à disposition des locaux communaux cités ci-dessus à titre gratuit, en vue de l'organisation de séances de soutien scolaire dans le cadre de leur dispositif « Passerelle cycle 3 », du 5 septembre 2017 au 30 juin 2018, de 16h30 à 17h30, tous les mardis des semaines scolaires.

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

Article 3

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171211-2017_209-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/12/2017

Publication : 22/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Fait à AJACCIO, le : **11 DEC. 2017**

Le Maire Le Directeur Général des Services

Pierre - Paul ROSSINI

Laurent MARCANGELI



Décision N° 2017/210

Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal
dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des
Collectivités Territoriales.

Objet : Convention d'occupation de locaux scolaires avec l'ADPEP 2A

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23,

Vu les délibérations n°2014/62 en date du 14 avril 2014, portant délégation en tout ou partie des attributions du conseil municipal, limitativement énumérées par la loi, au Maire,

Vu la demande de **Madame Martine ALLIEZ**, Présidente de l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Corse du Sud (ADPEP 2A), relative à l'occupation à titre gratuit :

- Des salles n°3 et n°5 de l'école élémentaire Jardins de l'Empereur, les lundis, mardis, jeudis et vendredis des semaines scolaires de 16h30 à 17h30 du 02/10/2017 au 01/06/2018,
- Des deux salles de classe du 1^{er} étage de l'école élémentaire Salines VI, les lundis, mardis, jeudis et vendredis des semaines scolaires de 16h30 à 17h30 du 03/10/2017 au 01/06/2018,
- De la classe du CM2b de l'école élémentaire Andria FAZI, de 16h45 à 17h45 du 16/10/2017 au 01/06/2018,
- De la classe du CE2b de l'école élémentaire Jérôme Santarelli, les lundis, mardis, jeudis et vendredis des semaines scolaires de 16h30 à 17h30 du 09/10/2017 au 01/06/2018.

Vu l'avis favorable des conseils des maîtres de l'école élémentaire de Jardins de l'Empereur en date du 9 novembre 2017, de l'école élémentaire Salines VI en date du 9 novembre 2017, de l'école élémentaire Andria FAZI en date du 7 novembre 2017 et de l'école élémentaire Jérôme Santarelli en date du 7 novembre 2017,

Considérant qu'il convient de donner une réponse favorable à cette demande,

-DECIDE-

Article 1^{er}

Le Maire de la Ville d'Ajaccio est autorisé à signer avec **Madame Martine ALLIEZ**, Présidente de l'ADPEP 2A, une convention de mise à disposition des locaux communaux cités ci-dessus à titre gratuit, en vue de l'organisation de séances d'aide aux devoirs et de soutien scolaire, à destination d'élèves repérés par l'équipe enseignante, les lundis, mardis, jeudis et vendredis hors vacances scolaires.

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

Article 3

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171211-2017_210-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Affichage : 12/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Fait à AJACCIO, le : **11 DEC. 2017**



Le Maire

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI

Laurent MARCANGELI



Décision N°2017/211

**Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal
dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des
Collectivités Territoriales.**

Avenant n°2 au marché 15/009

**Achat de denrées alimentaires pour le service de restauration et la direction de la petite enfance de
la Ville d'Ajaccio
Lot 7 : Produits laitiers bio**

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23 ;

Vu le Code des marchés publics ;

Vu la délibération n°2016/325 du 19 Décembre 2016 relative à la délégation au Maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que par délibération n°2015/82 en date du 23 mars 2015 le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer et exécuter le marché concernant l'achat de denrées alimentaires pour le service de restauration et la direction de la petite enfance de la Ville d'Ajaccio Lot 7 : Produits laitiers bio.

Considérant que le marché 15/009 a été conclu avec l'entreprise VIBEL pour un montant sans minimum et sans maximum et une durée d'un an reconductible deux fois,

Considérant que l'avenant n°1, notifié le 23 mars 2017, avait pour objet de rajouter un nouveau site de livraison suite à la création d'une cuisine centrale pour les structures d'accueil satellites des jeunes enfants de la Ville d'Ajaccio,

Considérant que le présent avenant n°2 a pour objet la prise en compte de l'inflation du cours des œufs au 02 novembre 2017, en modifiant les prix unitaires de deux articles du bordereau des prix unitaires (ligne 9 et ligne 10) :

L'omelette nature BIO 60 gr passe de 0,486 € H.T. à 0,52 € H.T.

L'omelette nature BIO 90 gr passe de 0,54 € H.T. à 0,59 € H.T.

S'agissant d'un marché à bons de commande sans montant minimum et sans montant maximum, cet avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171212-2017_211-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/12/2017

Affichage : 12/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation

-DECIDE-



Article 1 : De conclure et d'exécuter l'avenant n°2 au marché 15/009 relatif à l'achat de denrées alimentaires pour le service de restauration et la direction de la petite enfance de la Ville d'Ajaccio Lot 7 : Produits laitiers bio avec l'entreprise VIBEL.

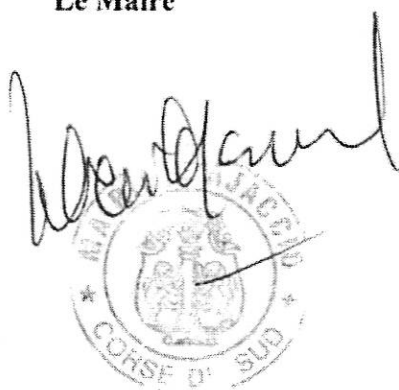
Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

Article 3 : Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Fait à AJACCIO, le 12 DEC. 2017

Laurent Marcangeli

Le Maire



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171212-2017_211-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/12/2017

Affichage : 12/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation





Direction Générale Adjointe des Services
Proximité et services à la population
Bureau des Cimetières
Dirizzioni Ghjinirali Aghjunta di i Sirvizii
Prussimità e Sirvizii popolazione
Sirviziu di i campisanti

DECISION N°2017/212

Portant annulation de la décision attributive de concession
Contrat n°380 au plan S-78 d'une superficie de 2m²
Cimetière communal **Nouveau** d'une durée perpétuelle

Nous, Maire de la commune d'AJACCIO,

Vu, la délibération n°2015-4 du 8 février 2015 par laquelle le conseil municipal a accordé au Maire le bénéfice des dispositions de l'Article L.2122-22.

Vu, la délibération n°2017-114 du 26 avril 2017 par laquelle le conseil municipal autorise le Maire à adopter une tarification de 350€/m² pour la régularisation des concessions perpétuelles au sein des cimetières de la commune d'Ajaccio.

Vu, la décision **2017/204** en date du **07.12.2017**, portant modification de la décision attributive de concession, contrat **380** au plan **S-78** d'une superficie de 2m².

Vu l'erreur lors de la rédaction de l'acte.

DECIDONS

ARTICLE 1. La présente décision annule la décision **2017/204**.

ARTICLE 2. Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera inscrite au registre des délibérations du conseil municipal et dont un extrait sera affiché à la porte de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171219-2017_212-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/01/2018

Affichage : 24/01/2018

Pour l'autorité compétente par délégation



Ajaccio, le 19 décembre 2017
Ajacciu, u 19 di dicembre di 2017

Le Maire de la ville d'Ajaccio
U Sgiò -Merri di a cità d'Ajacciu



Le Maire-Adjoint
AM 2015

Stéphane SBRAGLIA

VILLE D'AJACCIO – CITÀ D'AJACCIU
Hôtel de Ville B.P. 412
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53



Décision N°2017/213

Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ACCORD CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC ET FEUX TRICOLORES

Marché subséquent n°1569MS01 Travaux d'éclairage public - rue des Magnolias

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23 ;

Vu l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;

Vu la délibération n°2016/325 du 19 Décembre 2016 relative à la délégation au Maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté 2017/246 du 24 janvier 2017 portant délégation de signature à Monsieur Antoine PAOLINI, conseiller municipal, en ce qui concerne les achats, accords cadres et marchés publics passés selon une procédure adaptée.

Considérant le lancement d'un marché subséquent selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ayant pour objet les Travaux d'éclairage public - rue des Magnolias.

Considérant qu'une lettre de consultation a été envoyée aux 3 titulaires de l'accord cadre le 11 septembre 2017,

Considérant que la date limite de remise des offres était fixée au 12 octobre 2017 à 11H00,

Considérant que les critères de jugement étaient les suivants :

1-Valeur technique appréciée au regard des moyens humains (10%) moyens matériels (10%), la qualité des dispositions de réalisation des travaux (10%), qualité des fournitures proposées (10%)	40%
2-Prix des prestations	40%
3- Délais d'exécution sans toutefois dépasser 3 mois	20%

Considérant que les 3 candidats ont remis une offre dans les délais,

Considérant le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement des offres, celle de l'entreprise suivante : SARL électricité de Corse.

-DECIDE-

Article 1 : D'attribuer et d'exécuter le marché subséquent n°1569MS01 Travaux d'éclairage public - rue des Magnolias.
à l'entreprise SARL électricité de Corse pour un montant de : 319 274,00 € H.T.

Article 2 : Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont précisées dans l'acte d'engagement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

Article 4 : Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171219-2017_213-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Affichage : 12/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Fait à AJACCIO, le 13/12/2017



Le représentant du pouvoir adjudicateur

Antoine PAOLINI



Décision Municipale N° 17 - 214

Portant fixation des tarifs d'occupation commerciale du domaine public au titre de l'année 2018 prise sur le fondement des dispositions de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU, le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU, la délibération n°2015/04 du conseil municipal en date du 8 février 2015 portant élection du Maire de la commune d'Ajaccio ;

VU, la délibération n°2015/07 du conseil municipal en date du 8 février 2015 portant délégation au Maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales ;

VU, la délibération n°2016/343 du conseil municipal en date du 19 décembre 2016 portant dispositions tarifaires relatives à l'occupation commerciale du domaine public, et notamment son article 3 relatif aux modalités de revalorisation annuelle ;

CONSIDERANT l'indice du coût des loyers commerciaux (108.91), pour le 4^{ème} trimestre de l'année 2016 publié le 21/03/2017 par l'INSEE ;

CONSIDERANT l'indice du coût des loyers commerciaux (110), pour le 2^{ème} trimestre de l'année 2017, publié le 19/09/2017 par l'INSEE ;

CONSIDERANT la progression de 1,00% de l'indice du coût des loyers commerciaux entre le 4^{ème} trimestre de l'année 2016 et le 2^{ème} trimestre de l'année 2017 (trimestre de référence) ;

CONSIDERANT que l'article 3.1 de la délibération n°2016/344 autorise l'autorité municipale à majorer cette progression de l'indice du coût des loyers commerciaux d'un maximum de 3% supplémentaire ;

CONSIDERANT que la revalorisation moyenne des tarifs d'occupation du domaine public résultant de la présente décision s'élève à 1,68% ;

-DECIDE-

Article 1^{er}

Les tarifs d'occupation commerciale du domaine public sont fixés conformément au tableau annexé à la présente décision.

Article 2

Les dispositions de la présente décision sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 3 :

La présente décision est publiée au recueil des actes administratifs de la commune et affichée en Mairie.

Fait à AJACCIO, le : 26 DEC. 2017
Le Maire
Laurent MARCANGELI

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2015-166
Stéphane SBRAGGIA

**ANNEXE à la décision municipale fixation des tarifs d'occupation commerciale
du domaine public au titre de l'année 2018**

Désignation des ouvrages et objets	Mode de calcul	Tarif 2018					
		Zone 1	evol / à 2017	Zone 2	evol / à 2017	Zone 3	evol / à 2017
SECTION I - TERRASSES							
Terrasse libre (tous les matériels sont rangés ou rétractés à chaque fermeture quotidienne)							
sur trottoir	m²/mois	3,80 €	1,5%	2,70 €	0,93%	1,90 €	1,5%
voies piétonnes et places	m²/mois	4,20 €	2,0%	3,00 €	1,95%	2,10 €	2,0%
Terrasse équipée (matériel n'est pas remis à chaque fermeture quotidienne)							
sur trottoir	m²/mois	5,40 €	0,9%	4,30 €	0,47%	3,25 €	1,2%
voies piétonnes et places	m²/mois	5,90 €	0,3%	4,80 €	1,95%	3,60 €	2,0%
Terrasse close (est une terrasse équipée d'un dispositif solide et rigide de protections horizontale et latérale et en façade (type véranda))							
sur trottoir	m²/mois	10,80 €	0,9%	8,60 €	0,47%	6,50 €	1,2%
voies piétonnes et places	m²/mois	11,80 €	0,3%	9,50 €	0,89%	7,10 €	0,5%
Estrades et planchons de sol pour terrasse compensant une forte déclivité ou une mauvaise qualité du revêtement de sol	m²/mois	3,80 €	1,5%	2,70 €	0,93%	1,90 €	1,5%
à l'intérieur de terrasse close	m²/mois	4,10 €	2,5%	3,00 €	1,95%	2,10 €	2,0%
sur place de stationnement	m²/mois	18,30 €	3,3%	13,10 €	3,49%	9,00 €	1,6%
SECTION II - COEFFICIENTS DE MAJORATION - TERRASSES							
Coefficient de majoration de déport (s'applique si au moins l'une des terrasses de l'établissement fait apparaître un déport par rapport à la largeur de la façade commerciale de l'établissement)	% supp. appliqué à l'ensemble des tarifs terrasses + équipements	15%	0,0%	15%	0,00%	15%	0,0%
Coefficient de majoration de largeur (s'applique si la somme de largeur des terrasses excède la moitié de la moyenne des largeurs utiles constatées aux deux extrémités du droit de la façade commerciale de l'établissement)	% supp. appliqué à l'ensemble des tarifs terrasses + équipements	15%	0,0%	15%	0,00%	15%	0,0%
Coefficient de majoration de surface (s'applique si le rapport surface extérieure / surface intérieure est supérieur à 1,5)	% supp. appliqué à l'ensemble des tarifs terrasses + équipements	10%	0,0%	10%	0,00%	10%	0,0%
Coefficient activité saisonnière (s'applique si l'établissement est en activité moins de 9 mois par an)	% supp. appliqué à l'ensemble des tarifs terrasses + équipements	20%	0,0%	20%	0,00%	20%	0,0%
SECTION III- ELEMENTS DE PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC							
Eléments en saillie		- €	0,0%	- €	0,00%	- €	0,0%
Store banne et autre matériel rétractable	m²/mois	- €	0,0%	- €	0,00%	- €	0,0%
Marquise, store banne et autre matériel non rétractable	m²/mois	0,20 €	0,0%	0,15 €	4,00%	0,10 €	0,0%
Semi-protection (latérale ou frontale) sans armature fixée au sol	m²/mois	0,40 €	0,0%	0,30 €	4,00%	0,20 €	0,0%
Semi-protection (latérale ou frontale) avec armatures fixées au sol	m²/mois	5,20 €	4,0%	3,70 €	3,60%	2,60 €	4,0%
Protection (latérale et frontale) sans armature fixée au sol	m²/mois	0,60 €	0,0%	0,45 €	4,00%	0,30 €	0,0%
Protection (latérale et frontale) avec armature fixée au sol	m²/mois	6,20 €	3,3%	4,40 €	2,67%	3,10 €	3,3%

17-214 Désignation des ouvrages et objets	Mode de calcul	Tarif 2018					
		Zone 1	evol / à 2017	Zone 2	evol / à 2017	Zone 3	evol / à 2017
SECTION IV - ETALAGES, EVENTAIRES, DISTRIBUTEUR, COMMERCE ANNEXES							
Etalages et éventaies, vitrines							
sur trottoir	mL/mois	5,40 €	0,9%	5,40 €	0,93%	5,40 €	0,9%
voies piétonnes et places et autres (estrade saisonnière, etc.....)	mL/mois	6,00 €	2,0%	6,00 €	1,95%	6,00 €	2,0%
vitre fixe (tout élément non mobile et remis à chaque fermeture quotidienne du commerce)	mL/mois	26,00 €	4,0%	26,00 €	4,00%	26,00 €	4,0%
Portants, portes cartes-postales, porte cadeaux souvenirs et autres éléments hors étalages, éventaies et vitrines							
sur trottoir	unité/mois	10,70 €	0,0%	10,70 €	0,00%	10,70 €	0,0%
voies piétonnes et places et autres (estrade saisonnière, etc.....)	unité/mois	11,70 €	0,0%	11,70 €	0,00%	11,70 €	0,0%
Distributeurs (bonbons, vitrines réfrigérés, rôtissoire, ou tout autre matériel ne nécessitant pas la présence d'un personnel de l'établissement pour fonctionner)							
sur trottoir	m²/mois	31,00 €	3,3%	22,00 €	2,67%	15,00 €	0,0%
voies piétonnes et places et autres (estrade saisonnière, etc.....)	m²/mois	34,00 €	3,0%	24,00 €	1,82%	16,50 €	0,0%
Commerce extérieur annexe (comptoir extérieur, glace, crêpes, gauffres, ou tout autre élément nécessitant la présence d'un personnel de l'établissement pour fonctionner)							
sur trottoir	m²/mois	61,00 €	1,7%	43,00 €	0,33%	30,00 €	0,0%
voies piétonnes et places et autres (estrade saisonnière, etc.....)	m²/mois	67,00 €	1,5%	48,00 €	1,82%	33,00 €	0,0%
Estrades et planchons de sol pour commerce (autre que terrasse)							
compensant une forte déclivité ou une mauvaise qualité du revêtement de sol	m²/mois	3,80 €	1,5%	2,70 €	0,93%	1,90 €	1,5%
sur place de stationnement	m²/mois	18,30 €	3,3%	13,10 €	3,49%	9,00 €	1,6%
SECTION V - COEFFICIENTS DE MAJORATION - ETALAGES, EVENTAIRES, DISTRIBUTEUR, COMMERCE ANNEXES							
Coefficient de majoration de déport (s'applique si un des éléments commercial est en déport par rapport à la largeur de la façade commerciale de l'établissement)	% supp. appliqué à l'ensemble des tarifs terrasses	15%	0,0%	15%	0,00%	15%	0,0%
Coefficient de majoration de largeur (s'applique si l'ensemble des dispositifs occupe un espace au-delà de la moitié de la moyenne des largeurs utiles constatées aux deux extrémités du droit de la façade commerciale de l'établissement)	% supp. appliqué à l'ensemble des tarifs terrasses	15%	0,0%	15%	0,00%	15%	0,0%
Coefficient de majoration "activité saisonnière" (s'applique si l'établissement est ouvert moins de 9 mois)	% supp. appliqué à l'ensemble des tarifs terrasses	20%	0,0%	25%	0,00%	25%	0,0%
SECTION VI- AUTRES ELEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC							
Panneaux sur pieds, porte menus, chevalets et autres éléments publicitaires	unité/mois	41,00 €	2,5%	29,00 €	1,50%	20,50 €	0,4%
Jardinières, caisses décoratives, tonneaux, vases, etc..... et tout autre éléments	unité/trimestre	101,00 €	1,0%	101,00 €	1,00%	101,00 €	1,0%
Bancs à huitres, coquillages et autres fruits de mers	unité/trimestre	205,00 €	2,5%	205,00 €	2,50%	205,00 €	2,5%
Revêtement de sol autre que planchons en bois	m²/mois	10,50 €	4,0%	10,50 €	4,00%	10,50 €	4,0%
Cendriers; poubelles	unité	- €	0,0%	- €	0,00%	- €	0,0%
Dépôt de matériels ou tout bien à vocation non commerciale sur le domaine public (entreposage)	m²/mois	31,00 €	3,3%	31,00 €	3,33%	31,00 €	3,3%
Eléments situés sur place de stationnement (s'applique à tout matériel situé sur place de stationnement ou voie de circulation)	m²/mois	52,00 €	4,0%	52,00 €	4,00%	52,00 €	4,0%
Charriots, cady de supermarché	m²/mois	3,60 €	2,9%	2,60 €	4,00%	1,50 €	0,0%
Pompes de stations services	hectolitre par an						
	0 à 30 000	1,04 €	4,0%	1,04 €	4,00%	1,04 €	4,0%
	30 001 à 35 000	1,30 €	4,0%	1,30 €	4,00%	1,30 €	4,0%
	35 001 à 40 000	1,55 €	3,3%	1,55 €	3,33%	1,55 €	3,3%
	Au-delà de 40 000	1,80 €	2,9%	1,80 €	2,86%	1,80 €	2,9%

		Zone 1	evol / à 2017	Zone 2	evol / à 2017	Zone 3	evol / à 2017
SECTION VII - STATIONNEMENT COMMERCIAL DE VEHICULES							
Sur place de stationnement							
stationnement de véhicules d'établissements commerciaux (livraison)	m²/mois	18,00 €	1,6%	13,00 €	2,70%	9,00 €	1,6%
stationnement de véhicules de concessionnaire auto moto (vente ou location)	m²/mois	18,00 €	1,6%	13,00 €	2,70%	9,00 €	1,6%
Autres							
exposition de véhicules à la vente (quatre roues)	m²/mois	18,00 €	1,6%	13,00 €	2,70%	9,00 €	1,6%
exposition de véhicule à la vente (deux roues/trois roues)	m²/mois	18,00 €	1,6%	13,00 €	2,70%	9,00 €	1,6%
Transport de fonds							
sur chaussée stationnée	m²/mois	18,40 €	3,8%	13,10 €	3,49%	9,00 €	1,6%
sur chaussée circulante	mL/mois	12,10 €	0,8%	12,10 €	0,83%	6,10 €	1,7%
sur chaussée non stationnée/non circulante (trottoir)	m²/mois	4,50 €	0,0%	4,50 €	0,00%	3,00 €	0,0%
SECTION VIII- COMMERCES NON SEDENTAIRES							
Ventes de fleurs (chrysanthème, sapins, expositions florales)							
de 0 à 50 m²	forfait/j	54,00 €	0,9%	54,00 €	0,93%	54,00 €	0,9%
au-delà de 50m²	m²/j	1,50 €	0,0%	1,50 €	0,00%	1,50 €	0,0%
Ventes de fleurs (1er Mai, Rameaux, Fête des mères, etc....)							
jusqu'à 4mètres linéaires de vente	forfait/j	16,10 €	0,3%	16,10 €	0,31%	16,10 €	0,3%
au-delà de 4mètres linéaires de vente	mL/j	5,00 €	0,0%	5,00 €	0,00%	5,00 €	0,0%
Commerce ambulant alimentaire (crêpes, barbe à papas, bonbons, châtaigne)							
jusqu'à 4mètres linéaires de vente	forfait/0,5j	8,10 €	0,9%	8,10 €	0,93%	8,10 €	0,9%
au-delà de 4mètres linéaires de vente	mL/0,5j	2,50 €	0,0%	2,50 €	0,00%	2,50 €	0,0%
Commerce ambulant non alimentaire (bouquiniste, peintre, artiste, toute activité artistique, rempailleur, etc.....)							
jusqu'à 4m²	forfait/0,5j	8,10 €	0,9%	8,10 €	0,93%	8,10 €	0,9%
au-delà de 4m²	mL/0,5j	2,50 €	0,0%	2,50 €	0,00%	2,50 €	0,0%
Activités commerciales ambulantes à l'occasion de festivités (carnaval, shopping de nuit, 15 août, fêtes religieuses, etc.....)							
jusqu'à 4mètres linéaires de vente	forfait/j	25,20 €	0,8%	25,20 €	0,80%	25,20 €	0,8%
au-delà de 4mètres linéaires de vente	mL/j	7,00 €	0,0%	7,00 €	0,00%	7,00 €	0,0%
Foires (Saint Pancrace,...)							
	mL/j	11,10 €	0,9%	11,10 €	0,91%	11,10 €	0,9%
Ventes au déballage sur le domaine public							
par camion ou véhicule remorque	véhicule/0,5jours	56,00 €	1,8%	56,00 €	1,82%	56,00 €	1,8%
sans véhicule	mL/j	4,00 €	0,0%	4,00 €	0,00%	4,00 €	0,0%
Manège et jeux pour enfants							
de 0 à 50 m²	forfait/0,5j	16,10 €	0,6%	16,10 €	0,63%	16,10 €	0,6%
au-delà de 50m²	mL/0,5j	1,00 €	0,0%	1,00 €	0,00%	1,00 €	0,0%
Grande Roue							
	m²/mois	20,80 €	4,0%	20,80 €	4,00%	20,80 €	4,0%
Camion/véhicule boutique (pizza, sandwich, bonbons, etc.....)							
novembre à mars	unité/mois	135,00 €	0,9%	135,00 €	0,93%	135,00 €	0,9%
avril à octobre	unité/mois	220,00 €	2,8%	220,00 €	2,80%	220,00 €	2,8%
majoration véhicule fixe (ne quittant pas l'emplacement à chaque fermeture quotidienne)	% supp. appliqué au tarif de l'élément	100%	0,0%	100%	0,00%	100%	0,0%
droit de premier emplacement	par emplacement	550,00 €	2,8%	550,00 €	2,80%	550,00 €	2,8%
Triporteur/baladeuse							
	forfait/j	78,00 €	4,0%	78,00 €	4,00%	78,00 €	4,0%
Buvette temporaire sur le domaine public							
sans alcool							
de 0 à 4 mL	forfait/j	54,00 €	0,9%	54,00 €	0,93%	54,00 €	0,9%
au-delà de 4m²	mL/j	15,00 €	0,0%	15,00 €	0,00%	15,00 €	0,0%
avec alcool							
de 0 à 4 mL	forfait/j	104,00 €	4,0%	104,00 €	4,00%	104,00 €	4,0%
au-delà de 4m²	mL/j	55,00 €	0,0%	55,00 €	0,00%	55,00 €	0,0%
SECTION IX - KIOSQUES							
kiosque alimentaire (hors terrasse)							
jusqu'à 25m²	forfait/mois	380,00 €	1,5%	380,00 €	1,47%	380,00 €	1,5%
au-delà de 25m²	m²/mois	17,50 €	2,9%	17,50 €	2,94%	17,50 €	2,9%
kiosque à journaux							
inférieur à 20m²	forfait/mois	325,00 €	1,2%	325,00 €	1,25%	325,00 €	1,2%
au-delà de 20m²	m²/mois	15,50 €	3,3%	15,50 €	3,33%	15,50 €	3,3%
autres kiosques (billetterie, ...)							
inférieur à 8m²	forfait/mois	162,00 €	0,9%	162,00 €	0,93%	162,00 €	0,9%
au-delà de 8m²	m²/mois	21,00 €	0,0%	21,00 €	0,00%	21,00 €	0,0%
SECTION X - CHAPITEAUX ET MANIFESTATIONS							
chapiteaux pour manifestation							
jusqu'à 1000 m²	forfait/jour	430,00 €	0,5%	430,00 €	0,47%	430,00 €	0,5%
entre 1000m² et 3000m²	forfait/jour	660,00 €	2,8%	660,00 €	2,80%	660,00 €	2,8%
au-delà de 3000m²	m²/j	0,31 €	3,3%	0,31 €	3,33%	0,31 €	3,3%
forfait montage/démontage	par unité/jour	54,00 €	0,9%	54,00 €	0,93%	54,00 €	0,9%
petit cirque et animations							
jusqu'à 50 m²	forfait/jour	55,00 €	2,8%	55,00 €	2,80%	55,00 €	2,8%
au-delà de 50m²		2,00 €	0,0%	2,00 €	0,00%	2,00 €	0,0%

17-214

17 - 214 Désignation des ouvrages et objets	Mode de calcul	Tarif 2018					
		Zone 1	evol / à 2017	Zone 2	evol / à 2017	Zone 3	evol / à 2017
SECTION XI - MATERIELS DE CHANTIER ET DE TRAVAUX							
sur voie circulante ou places de stationnement							
échafaudages	m²/j	0,67 €	3,1%	0,67 €	3,08%	0,33 €	1,5%
clôture de chantier (palissades et autres dispositifs de délimitation de la zone chantier interdisant totalement l'accès à la zone	m²/j	0,67 €	3,1%	0,67 €	3,08%	0,33 €	0,0%
délimitation de zone de chantier par chaînes, plots, et autres dispositifs de n' interdisant que partiellement l'accès à la zone	m²/j	0,41 €	2,5%	0,41 €	2,50%	0,20 €	0,0%
benne à gravats, dépôt de matériel, baraque de chantier, WC chimique, ...	m²/j	3,30 €	2,8%	3,30 €	2,80%	1,65 €	2,5%
stationnement véhicule pour chantier (jusqu'à 5m)	unité/jour	8,20 €	2,5%	8,20 €	2,50%	8,20 €	105,0%
stationnement véhicule au-delà de 5m	unité/jour	12,30 €	2,5%	12,30 €	2,50%	12,30 €	105,0%
stationnement temporaire (pose et dépose de matériel)	heures/jours	1,00 €		1,00 €		1,00 €	
			0,0%		0,00%		100,0%
sur trottoir, places ou autre voie non destinée à la circulation							
échafaudages	m²/j	0,27 €	3,8%	0,27 €	3,85%	0,13 €	0,0%
clôture de chantier (palissades et autres dispositifs de délimitation de la zone chantier interdisant totalement l'accès à la zone	m²/j	0,27 €	3,8%	0,27 €	3,85%	0,10 €	-23,1%
délimitation de zone de chantier par chaînes, plots, et autres dispositifs de n' interdisant que partiellement l'accès à la zone	m²/j	0,15 €	0,0%	0,15 €	0,00%	0,10 €	0,0%
benne à gravats, dépôt de matériel, baraque de chantier, WC chimique, ...	m²/j	3,30 €	2,8%	3,30 €	2,80%	3,30 €	105,0%
stationnement véhicule pour chantier (jusqu'à 5m)	unité/jour	5,10 €	2,0%	5,10 €	2,00%	2,60 €	4,0%
stationnement véhicule au-delà de 5m	unité/jour	10,20 €	2,0%	10,20 €	2,00%	2,60 €	4,0%
stationnement temporaire (pose et dépose de matériel)	heures/jours	1,00 €	0,0%	1,00 €	0,00%	0,50 €	0,0%
SECTION XII - DIVERS							
Marquage au sol par peinture ou cloutage	mLinéaire	2,00 €	0,0%	2,00 €	0,00%	2,00 €	0,0%
Occupation domaine public canal de la Gravona	mL /an	103,00 €	3,0%	103,00 €	3,00%	103,00 €	3,0%



DECISION MUNICIPALE

N° 2017/215

**Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire
par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de
L'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales**

**Portant prise à bail par la Ville d'un local
Situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 21 rue Méditerranée,
D'une superficie de 700 m²,
Appartenant à la SCI Pietralba représentée par Monsieur ORAZZI Jean Claude.**

NOUS, Laurent MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, l'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que le Maire peut être chargé en tout ou partie et pour la durée de son mandat du règlement de certaines questions limitativement énumérées par le dit article et qui relevaient précédemment de la compétence exclusive du Conseil Municipal ;

VU, le paragraphe 5 dudit article, plus particulièrement relatif aux pouvoirs éventuels du Maire quand il s'agit de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;

VU, la délibération n°2015/ 07 du 8 février 2015 par laquelle le Conseil Municipal a entendu accorder au Maire et à son premier adjoint, le bénéfice des dispositions de l'article L.2122.22 sus mentionné et a, le cas échéant, précisé les conditions de cet octroi ;

VU, le bail passé le 9 janvier 2016 entre la Ville d'AJACCIO et la SCI Pietralba représentée par Monsieur ORAZZI Jean Claude portant sur la location, au profit de la commune, d'un local d'une superficie de 700 m², situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 21 rue Méditerranée, cadastré section AM n°142.

VU, l'estimation de France Domaine référencée n°2016-004L0501 en date 2 janvier 2017.

CONSIDERANT que ledit bail arrive à échéance le 15 janvier 2018.

CONSIDERANT que ce local est toujours utilisé par la Ville afin de stoker du matériel de festivité.

CONSIDERANT qu'il convient, dès lors, de procéder à la conclusion d'un nouveau bail entre la Ville d'AJACCIO et la SCI Pietralba représentée par Monsieur ORAZZI Jean Claude portant sur la location, au profit de la commune, d'un local d'une superficie de 700 m², situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 21 rue Méditerranée, cadastré section AM n°142.

ARTICLE 1er :

La conclusion d'un bail de location au profit de la Ville d'AJACCIO, portant sur un local d'une superficie de 700 m², situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 21 rue Méditerranée, cadastré section AM n°142.

ARTICLE 2 :

Toutes les clauses et conditions de la présente mise à disposition sont stipulées dans la convention jointe en annexe.

ARTICLE 3

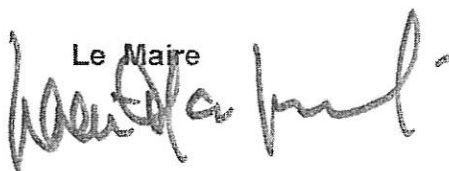
Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

ARTICLE 4

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Fait à AJACCIO, le : 26/12/2017

Le Maire



Laurent MARCANGELI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171226-2017_215-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/01/2018

Affichage : 15/01/2018

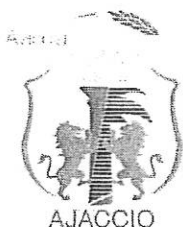
Pour l'autorité compétente par délégation





DECEMBRE

Arrêtés
Municipaux



DEPARTEMENT DE LA CORSE-DU-SUD

COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 2017- 4159

Portant stationnement interdit temporaire,

Les dimanches 03, 10 décembre 2017, à partir de 15h00, et ce, jusqu'à 00h00.

BOULEVARD LOUIS CAMPI
A hauteur de la permanence « En Marche »

DGA Proximité et Service à la Population/Direction Proximité/Pôle circulation et réglementation/SBDLG/TE/11/3247.

NOUS, Laurent MARCANGELI MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions;

VU, la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 à L.2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD ;

VU, la demande de France 3 CORSE VIA STELLA en date du 24 novembre 2017;

CONSIDERANT que dans le cadre des élections territoriales 2017, il appartient à l'autorité Municipale de prendre les mesures en vue d'assurer le bon déroulement de cette manifestation et ce afin d'éviter tout risque d'accident, il est nécessaire d'instituer une interdiction de stationner ;

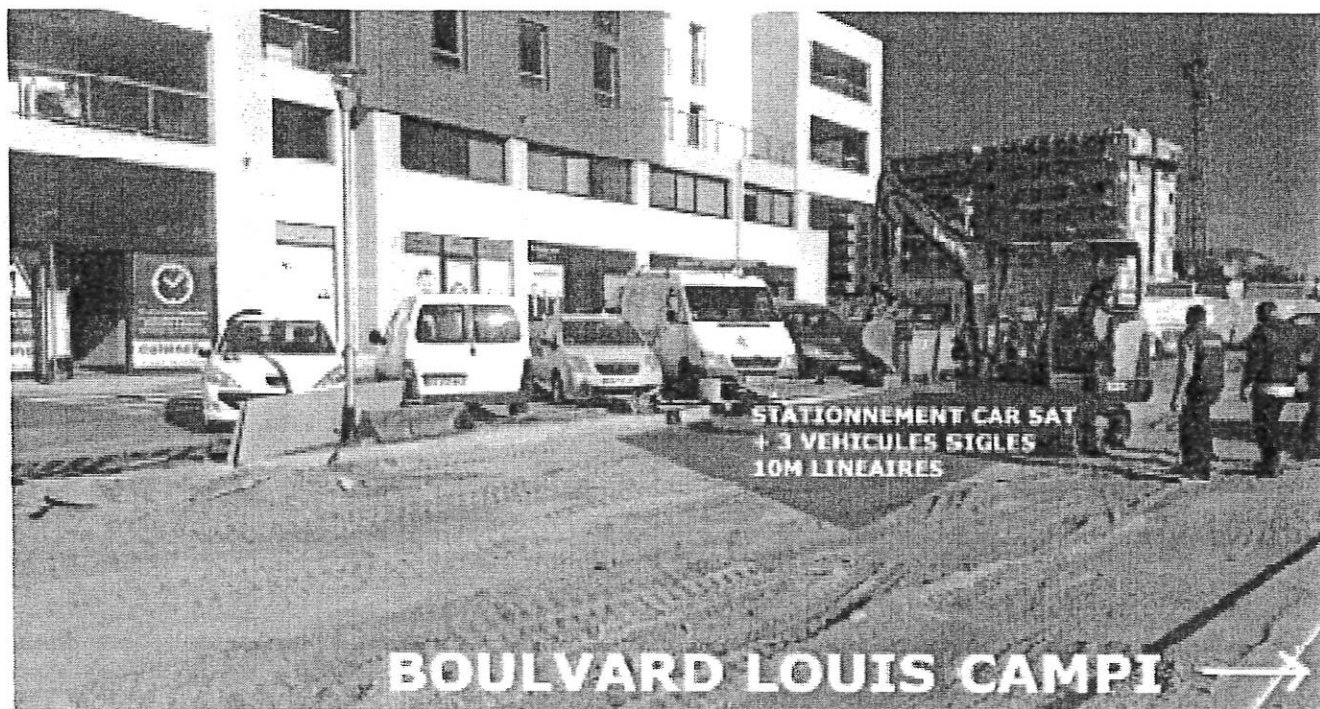
CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre les mesures de police adaptées aux circonstances,

ARTICLE 1 : Les dimanches 03, 10 décembre 2017, à partir de 15h00, et ce, jusqu'à 00h00, le stationnement sera réglementée comme suit dans l'artère ci-après :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

BOULEVARD LOUIS CAMPI
A hauteur de la permanence « En Marche »



DEROGATION

Seuls les véhicules d'intérêt prioritaires, ainsi que les véhicules de FR3 Corse Via Stella, seront autorisés à stationner.

ARTICLE 02 : La police Municipale devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant la manifestation.

ARTICLE 3 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par la police municipale.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 6 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

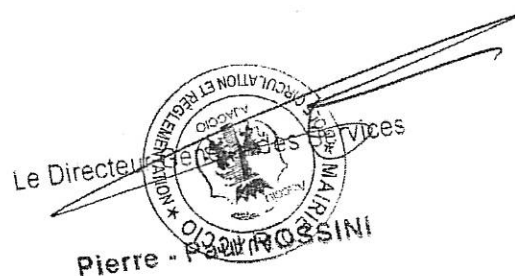
ARTICLE 7 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale des Services Techniques de la Ville, le Directeur de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur de la Police Municipale, France 3 CORSE VIATELLA.

Fait à Ajaccio le 01/12 / 2017

Pour M. Le Maire,
L'Adjoint Délégué,

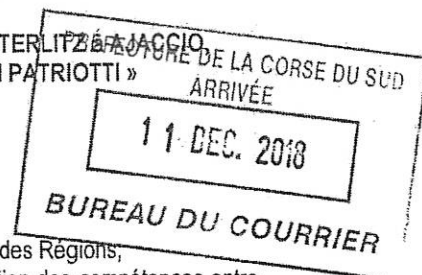
4 Jacques BILLARD.





-ARRETE MUNICIPAL N°17-4161-

Portant ouverture au public des structures installées Place d'AUSTERLITZ à AJACCIO
à l'occasion de la manifestation dénommée « NATALE PA I PATRIOTTI »
du 14 au 18 Décembre 2017.



NOUS, Laurent MARCANGELI, Maire de la Ville d'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions;
VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales;
VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU, le Code de la construction et de l'habitation notamment les articles R.123.1 à R.123.55 R. 152.6 à R.152.7 relatifs à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public;
VU, la circulaire ministérielle n° INTE 9500.199 C du 22 Juin 1995 ;
VU, le Décret N°95-260 du 8 Mars 1995 relatif à la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité ;
VU, l'arrêté ministériel du 25 Juin 1980 portant nouveau règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP dispositions générales) ;
VU, l'arrêté ministériel du 23 Janvier 1985 fixant les dispositions particulières applicables aux établissements de Type CTS ;
VU, l'arrêté Municipal N°2015-192 en date du 11 Février 2015, portant délégation d'une partie des fonctions de M. le Maire à Monsieur Antoine PAOLINI, Conseiller Municipal ;
VU, la délibération N°2015-04 du 8 Février 2015, portant élection du Maire et des Adjoints ;
VU, le Procès Verbal de la réunion en salle en date du 28 Décembre 2017 de la Commission Communale de Sécurité, concernant les structures installées Place d'Austerlitz à AJACCIO, dans le cadre de la manifestation dénommée « NATALE PA I PATRIOTTI » émettant un avis favorable à son ouverture au public;
VU, l'avis favorable de la susdite Commission.

- ARRETONS -

ARTICLE 1. - Est prononcée l'autorisation d'ouverture au public des structures installées Place d'Austerlitz à AJACCIO à l'occasion de la manifestation dénommée « NATALE PA I PATRIOTTI » prévu du 14 au 18 Décembre 2017 (CTS de 3^{ème} Catégorie).

ARTICLE 2. - Les prescriptions indiquées dans le procès Verbal de la CCS en date du 28 novembre 2017 devront être réalisées.

ARTICLE 3. - Le présent arrêté en date du 1^{er} Décembre 2017 sera notifié en la forme administrative à l'Associu Solidarietà (Corsica Libera) ainsi que le Procès Verbal susvisé.

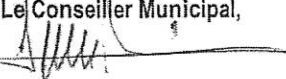
ARTICLE 3. - Délais et voies de recours.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

ARTICLE 4. - MM. Le Directeur Général des services de la Ville d'AJACCIO, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, la Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AJACCIO, le 1^{er} Décembre 2017,



Pour Le Maire,
et par Délégation
Le Conseiller Municipal,

Antoine Paolini.



-ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4162 -



NOUS, Laurent MARCANGELI, Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la Loi n° 04 - 809 du 13 Août 2004 portant Acte II de la Décentralisation ;
VU la Loi n° 82 - 213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
VU la Loi n° 83- 663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83.8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements les Régions et l'Etat ;
VU la Loi du 19 Août 1986 portant dispositions diverses relatives aux Collectivités locales ;
VU la Loi n° 95- 66 du 20 Janvier 1995 relative à l'accès à l'activité du conducteur et à la profession d'exploitant de Taxi ;
VU Loi n° 2014-1104 du 1er Octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur ;
VU le Décret n° 2014 -1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;
VU la lettre de M. MARTINEZ Cédric en date du 01/12/2017 relative au changement de gérant au sein de la SARL TAXI DU GOZZI pour la Licence de Taxi de la Ville d'AJACCIO N° 15 ;
VU la carte professionnelle de conducteur de taxi n° 000127 ;
VU le PV des délibérations de l'assemblée générale ordinaire du 30 Novembre 2017 de la SARL TAXI DU GOZZI ;
VU l'arrêté municipal n° 14 - 4212 en date du 20 Novembre 2014 ;
VU la délibération n° 2015- 04 en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire et des Adjointes ;

-ARRETONS-

ARTICLE 1.- Suite au PV d'assemblée générale ordinaire de la SARL TAXI DU GOZZI en date du 30 Novembre 2017, l'article 2 de l'arrêté municipal n° 14 - 4212 en date du 20 Novembre 2014 est modifié ainsi qu'il suit:
« M. MARTINEZ Cédric né le 07/09/78 à Ajaccio, nouveau gérant de la SARL TAXI DU GOZZI (Piscia Rossa, Haut du Village - 20167 AFA) devient nouveau bénéficiaire de la licence de taxi N° 15 »
(le reste sans changement).

ARTICLE 2. - Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



Fait à AJACCIO, le 1° Décembre 2017

LE MAIRE



COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N° 17-4163

Portant prorogation de l'Arrêté Municipal N°17/3889 en date du 11 Octobre 2017

Portant stationnement interdit,

Dans les artères ci-après :

RUE VINCENT DE MORO GIAFFERI

Portion comprise entre la rue Achille Peretti et la rue Pierre Bonardi

RUE PIERRE BONARDI

Portion comprise entre la rue Jean Chiappe et la rue Vincent De Moro Giafferi

Portant circulation interdite

Dans les artères ci-après :

RUE VINCENT DE MORO GIAFFERI

Portion comprise entre la rue Pierre Bonardi et l'intersection menant à la rue des Primevères

RUE PIERRE BONARDI

Portion comprise entre la rue Jean Chiappe et la rue Vincent De Moro Giafferi

A compter du Jeudi 30 Novembre 2017 et ce jusqu'au Vendredi 22 Décembre 2017 au plus tard,

DGA Proximité et Services à la Population/Direction proximité et Pôle Circulation et Règlementation/SBDLG/SM/12/3258

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu l'arrêté municipal n°2017/3889 en date du 11 Octobre 2017,

Vu la demande de prorogation de la société RAZEL BEC en date du 30 Novembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de requalification urbaine du quartier des Cagnes, phase G2, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation,

Considérant que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent ;

-ARRETONS-

Article 1^{er} : l'arrêté municipal n°2017/3889 en date du 11 Octobre 2017 est prorogé.

Article 2 : A compter du Jeudi 30 Novembre 2017 et ce jusqu'au Vendredi 22 Décembre 2017 au plus tard, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans les artères ci-après :

RUE VINCENT DE MORO GIAFFERI

Portion comprise entre la rue Achille Peretti et la rue Pierre Bonardi

RUE PIERRE BONARDI

Portion comprise entre la rue Jean Chiappe et la rue Vincent De Moro Giafferi

Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant les travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau b6a1.

CIRCULATION INTERDITE

La circulation des véhicules sera interdite avec rue barrée, dans les artères ci-après :

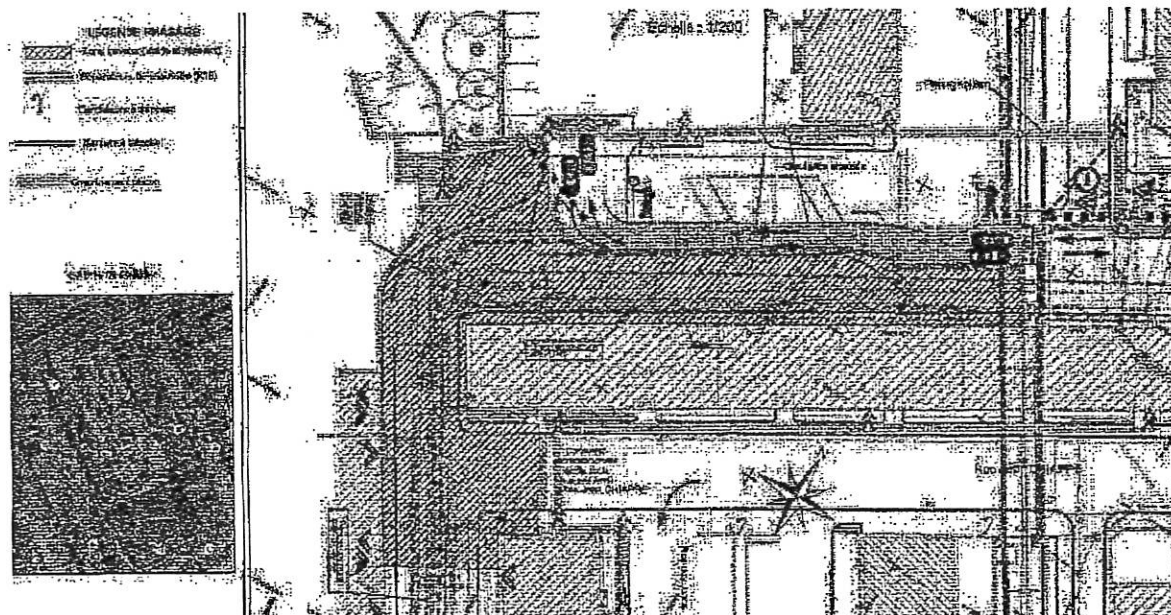
RUE VINCENT DE MORO GIAFFERI

Portion comprise entre la rue Pierre Bonardi et l'intersection menant à la rue des Primevères

RUE PIERRE BONARDI

Portion comprise entre la rue Jean Chiappe et la rue Vincent De Moro Giafferi

Une déviation sera mise en place afin d'inviter les usagers à ne pas emprunter les artères ci-dessus nommées.



Article 3 : La signalisation appropriée sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 6 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

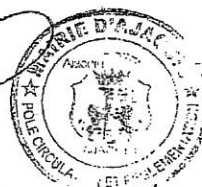
Article 7 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la société RAZEL BEC.

Fait à AJACCIO, le : 4 Décembre 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD





COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N° 17-4164

Portant prorogation de l'Arrêté Municipal n°17-3574 en date du 30 Août 2017

Portant stationnement interdit,
Portant circulation interdite,

A compter du Mercredi 13 Décembre 2017 et ce jusqu'au Vendredi 22 Décembre 2017

Dans l'artère ci-après :

RUE PIERRE BONARDI

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Règlementation/SBDLG/SM/12/3259

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu l'arrêté municipal n°2017-3574 en date du 30 Août 2017 ;

Vu la demande de prorogation de la société RAZEL BEC en date du 30 Novembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de requalification urbaine du quartier des Cannes, phase H, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

Considérant que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent ;

-ARRETONS-

Article 1^{er} : L'arrêté municipal n°17-3574 en date du 30 Août 2017, est prorogé.

Article 2 : A compter du Mercredi 13 Décembre 2017 et ce jusqu'au Vendredi 22 Décembre 2017 au plus tard, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, de part et d'autre de la chaussée et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

RUE PIERRE BONARDI

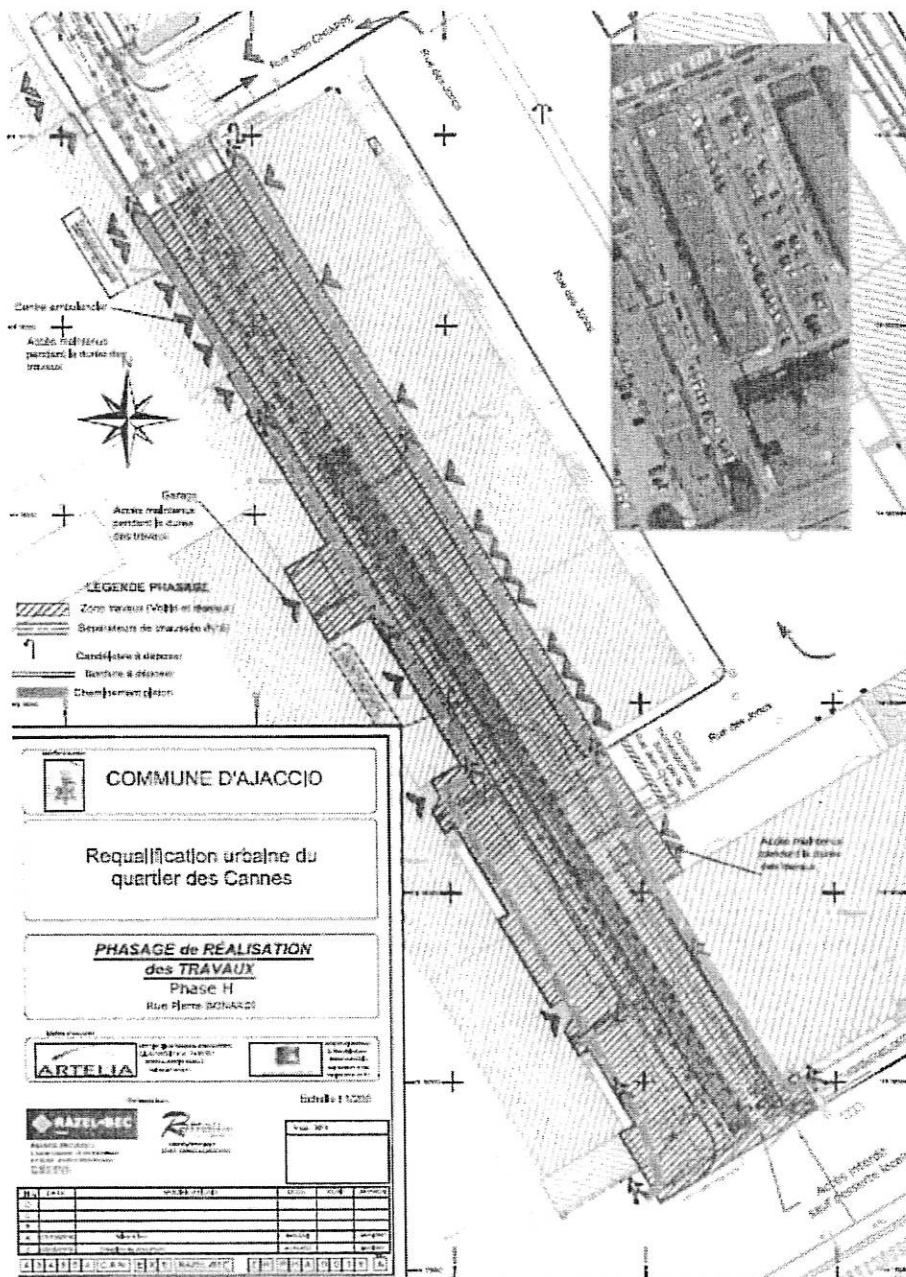
Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant les travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau b6a1.

CIRCULATION INTERDITE

Les deux voies de circulation seront neutralisées pour les besoins des travaux, dans l'artère ci-dessus nommée. La circulation sera interdite dans les deux sens.

Une déviation sera mise en place afin d'inviter les usagers à ne pas l'emprunter.



Article 3 : La signalisation appropriée sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. **L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.**

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 6 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 7 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la société RAZEL BEC.

Fait à AJACCIO, le : 11 Décembre 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD





PRÉFECTURE DE LA CORSE DU SUD
ARRIVÉE

11 DEC. 2018

BUREAU DU COURRIER

Arrêté N°

17 - 4165

**Portant suppression du repos dominical dans les commerces de détails
de la commune d'Ajaccio pour l'année 2018
pris en application des dispositions de l'article L.3132-6 du Code du Travail**

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU, les articles L.3132-26 et L.3132-27 du Code du travail ;

VU, les demandes formulées par des gérants de commerces de détails et des directeurs de grandes surfaces situées à Ajaccio sollicitant une autorisation d'ouverture pour leurs établissements certains dimanche, notamment lors des fêtes de fin d'année,

VU, les courriers adressés aux organisations professionnelles de salariés et d'employeurs en date du 22 septembre 2017 (CFTC, CGC, CGT, CGPME, CFDT, STC) et du 5 octobre 2017 (UPA) ;

VU, les courriers adressés à la chambre des métiers et de l'artisanat de la Corse du sud et de la chambre de commerce et d'industrie d'Ajaccio et de la Corse du Sud en date du 22 septembre 2017 ;

VU, le courrier adressé au Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien en date du 22 septembre 2017 ;

VU, la délibération n°2017-205 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien en date du 16 novembre 2017 portant avis favorable à l'ouverture des commerces, 12 dimanches de l'année 2018, en application de l'article L3132-26 du code du travail ;

VU, la délibération n°2017-2086 du Conseil Municipal en date du 27 novembre 2017 portant avis favorable à l'ouverture des commerces, 12 dimanches de l'année 2018, en application de l'article L3132-26 du code du travail ;

CONSIDERANT que la loi n°2015-348 a renforcé les possibilités de dérogations au repos dominical des commerces à l'initiative du Maire ;

CONSIDERANT que ces mesures permettent de soutenir l'activité économique des entreprises commerciales et qu'il convient que les entreprises ajacciennes puissent en bénéficier ;

CONSIDERANT, qu'à ce titre, il convient de permettre l'ouverture dominicale des commerces dans le nombre maximum fixé par la loi (12) et prioritairement durant la période estivale et en amont des fêtes de Noël

-ARRETE-

Article 1^{er}

Conformément aux dispositions de l'article L. 3132-26 Code du Travail, le repos dominical est supprimé dans les commerces de détails situés sur la commune d'Ajaccio, les 12 dimanches suivants de l'année 2018 :

8 juillet ; 15 juillet ; 22 juillet ; 29 juillet ; 5 août ; 12 août ; 19 août ; 26 août ; 2 décembre ; 9 décembre ; 16 décembre ; 23 décembre.

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article L.3132-27 du Code du Travail, les employés désignés pour assurer le service pendant ces journées percevront une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps. Le repos compensateur sera accordé par roulement dans une période ne pouvant excéder la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos dominical.

Article 3 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 04 DEC. 2017

Le Maire

Laurent MARCANGELI

P/Le Maire

Le Maire-Adjoint

AM 2017-4166

Stéphane SBRAGGIA



ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 1 6 6

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public

Du 09 au 15 décembre 2017

Marché de Noël 2017- espace de vente collectif

Direction Générale Adjointe

Proximité et service à la population

Direction du commerce,

De l'artisanat et du domaine public

04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

CONSIDERANT la demande de Monsieur Sylvain BACCHINI, Gérant de la Société KHUNSHIWA, en date du 27 septembre 2017, afin d'exposer dans l'espace collectif de vente sur le marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Monsieur Sylvain BACCHINI, N° SIRET 499 776 516, ci après appelé le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle – Marché de Noël – espace de vente collectif

Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 15/12/17

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Objet : vente de bijoux artisanaux et produits de bien-être.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **350.00 €**.

Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

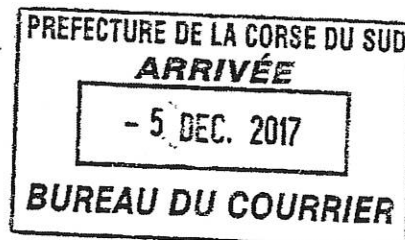


Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

ARRETE MUNICIPAL N°

17 - 4 1 6 6

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 au 15 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif



Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régis par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9. :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

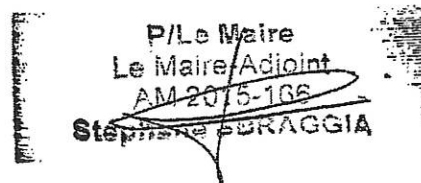
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : **04 / 12 / 2017**



Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire

Stéphane SBRAGGIA





ARRETE MUNICIPAL N°

17 - 4 1 6 7

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public Du 09 au 15 décembre 2017 Marché de Noël 2017- espace de vente collectif

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

CONSIDERANT la demande de Madame Gabrielle TORTI, Exploitante individuelle, en date du 27 septembre 2017, afin d'exposer dans l'espace collectif de vente sur le marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Madame Gabrielle TORTI, N° SIRET 830 270 443, ci après appelée le permissionnaire, est autorisée à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle – Marché de Noël – espace de vente collectif

Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 15/12/17

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Objet : vente de vêtements.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

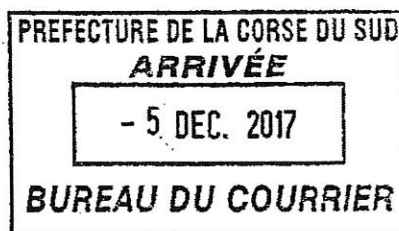
Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **525.00 €**.

Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.





ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 1 6 7

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 au 15 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif**

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régis par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9. :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : **04 / 12 / 2017**



Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire

Stéphane SBRAGGIA

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2017-5-166
Stéphane SBRAGGIA





ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 16 8

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public Du 09 au 15 décembre 2017 Marché de Noël 2017- espace de vente collectif

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

CONSIDERANT la demande de Madame Anne-Marie NAM, Gérante de la Société HYPISICA, en date du 27 septembre 2017, afin d'exposer dans l'espace collectif de vente sur le marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Madame Anne-Marie NAM, N° SIRET 812 338 069, ci après appelée le permissionnaire, est autorisée à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle – Marché de Noël – espace de vente collectif

Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 15/12/17

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Objet : vente d'accessoires de mode

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

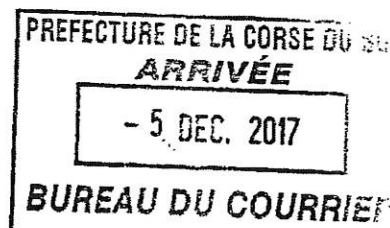
Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **525.00 €**.

Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.





ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 16 8

***Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 au 15 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif***

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régis par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9. :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

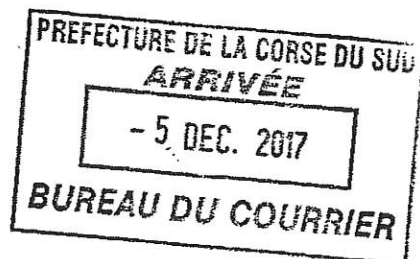
Fait à AJACCIO, le : **04 / 12 / 2017**

Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire



Stéphane SBRAGGIA

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2015-166
Stéphane SBRAGGIA





ARRETE MUNICIPAL N°

17 - 4 169

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public Du 09 au 15 décembre 2017 Marché de Noël 2017- espace de vente collectif

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

CONSIDERANT la demande de Madame Marie-Pierre STOFFEL, Gérante de la Société SARL Marie-Pierre & Jacques, en date du 27 septembre 2017, afin d'exposer dans l'espace collectif de vente sur le marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Madame Marie-Pierre STOFFEL, N° SIRET 530 949 817, ci après appelée le permissionnaire, est autorisée à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle – Marché de Noël – espace de vente collectif

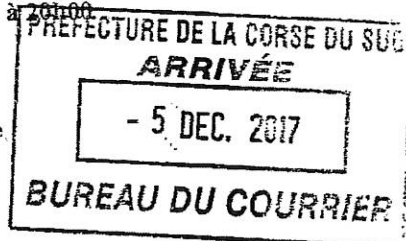
Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 15/12/17

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Objet : vente de produits de bouche pâtisserie et confiserie



Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **350.00 €**.

Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.



ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 1 6 9

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 au 15 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif**

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régis par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

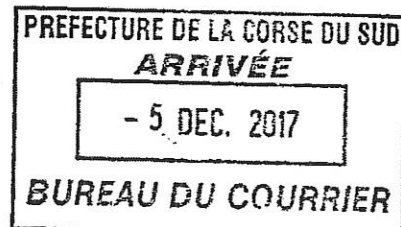
Fait à AJACCIO, le : **04 / 12 / 2017**



Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire

Stéphane SBRAGLIA

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2015.166
Stéphane SBRAGLIA





ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 1 7 0

***Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 au 15 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif***

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

CONSIDERANT la demande de Madame Cécile GRIMALDI, Exploitante individuelle, en date du 27 septembre 2017, afin d'exposer dans l'espace collectif de vente sur le marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Madame Cécile GRIMALDI, N° SIRET 438 988 016, ci après appelée le permissionnaire, est autorisée à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle – Marché de Noël – espace de vente collectif

Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 15/12/17

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Objet : vente et exposition de créations de bijoux

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

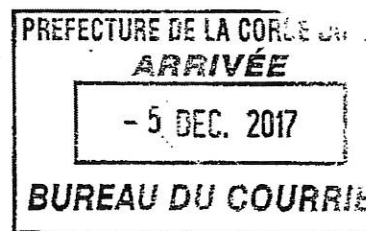
Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **350.00 €**.

Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.





ARRETE MUNICIPAL N°

17 - 4 1 7 0

***Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 au 15 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif***

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régis par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

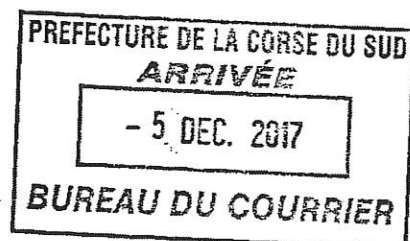
Fait à AJACCIO, le : **04 / 12 / 2017**

Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire



Stéphane SBRAGGIA

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2015 166
~~Stéphane SBRAGGIA~~





ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 1 7 1

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public Du 09 au 15 décembre 2017 Marché de Noël 2017- espace de vente collectif

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

CONSIDERANT la demande de Monsieur Philippe PIERANGELI, Artiste auteur, en date du 27 septembre 2017, afin d'exposer dans l'espace collectif de vente sur le marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Monsieur Philippe PIERANGELI, N° SIRET 419 556 675, ci après appelé le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle – Marché de Noël – espace de vente collectif

Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 15/12/17

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Objet : vente et exposition de tirages d'art

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **525.000€**.

Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.





Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 1 7 1

***Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 au 15 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif***

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régis par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9. :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : **04 / 12 / 2017**

Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire



Stéphane SBRAGGIA

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2017-166
Stéphane SBRAGGIA





ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 1 7 2

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public Du 09 au 15 décembre 2017 Marché de Noël 2017- espace de vente collectif

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

CONSIDERANT la demande de Madame Cécile SEKSAF, Exploitante individuelle, en date du 27 septembre 2017, afin d'exposer dans l'espace collectif de vente sur le marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Madame Cécile SEKSAF, N° SIRET 484 492 525, ci après appelée le permissionnaire, est autorisée à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle – Marché de Noël – espace de vente collectif

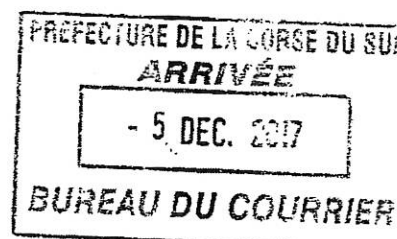
Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 15/12/17

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Objet : vente et exposition de créations de maroquinerie



Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **525.00 €**.

Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.



ARRETE MUNICIPAL N° 17-4172

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 au 15 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif**

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régis par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

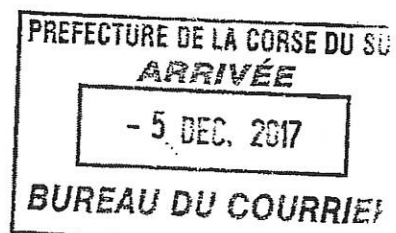
Fait à AJACCIO, le : **04 / 12 / 2017**



Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire

Stéphane SBRAGGIA

P/Le Maire
Le Maire Adjoint
AM 2015-166
Stéphane SBRAGGIA





ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4173

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 au 15 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif**

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

CONSIDERANT la demande de Madame Sylvie SALINI, Artiste auteur, en date du 27 septembre 2017, afin d'exposer dans l'espace collectif de vente sur le marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Madame Sylvie SALINI, N° SIRET 398 524 157, ci après appelée le permissionnaire, est autorisée à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle – Marché de Noël – espace de vente collectif

Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 15/12/17

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Objet : vente et exposition de créations en corail végétal



Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **350€**.

Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.



ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 1 7 3

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public

Du 09 au 15 décembre 2017

Marché de Noël 2017- espace de vente collectif

Direction Générale Adjointe

Proximité et service à la population

Direction du commerce,

De l'artisanat et du domaine public

04.95.51.78.65

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régis par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9. :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

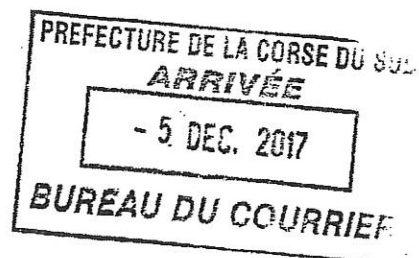
Fait à AJACCIO, le : **04 / 12 / 2017**

Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire



Stéphane SBAGGIA

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2016 166
Stéphane SBAGGIA





ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 1 7 4

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public

Du 09 au 15 décembre 2017

Marché de Noël 2017- espace de vente collectif

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

CONSIDERANT la demande de Madame Donia BIANCUCCI, Gérante de l'établissement Donia Esther, en date du 27 septembre 2017, afin d'exposer dans l'espace collectif de vente sur le marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Madame Donia BIANCUCCI, N° SIRET 490 416 096, ci après appelée le permissionnaire, est autorisée à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle – Marché de Noël – espace de vente collectif

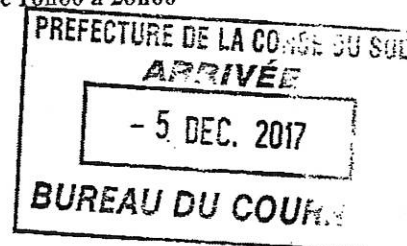
Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 15/12/17

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Objet : vente de produits et accessoires de mode



Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **350.00 €**.

Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.



ARRETE MUNICIPAL N° 17-4174

***Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 au 15 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif***

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régis par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9. :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

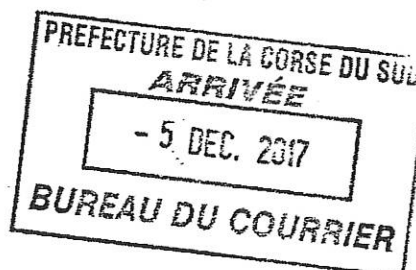
Fait à AJACCIO, le : **04 / 12 / 2017**

Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire

Stéphane SBRAGGIA



P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2015-105
Stéphane SBRAGGIA





ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 1 7 5

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 02 décembre 2017 au 12 janvier 2018**

Direction Générale Adjointe
Proximité et services à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 17/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017 ;

CONSIDERANT la demande en date du 10 novembre 2017, afin d'installer un manège dans le cadre du marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Monsieur Emeric NARELLI, N° SIRET 503057879, ci après appelé le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place Miot

Dates de montage : Du 02/12/17 au 12/01/18 **Horaires :** 07H00 à 19H00

Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 06/01/18

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Les dimanches 24 et 31 décembre de 10h00 à 18h00

Fermeture le lundi 25 décembre 2017 et lundi 1^{er} janvier 2018

Dates de démontage : Du 07/01/18 au 12/01/18 **Horaires :** 07H00 à 19H00

Objet : Pêche aux canards

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

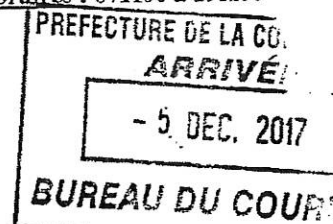
Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

La présente autorisation est délivrée sans réserve de la production par le bénéficiaire exploitant de l'attestation de bon montage de matériel rédigé et signé par ce dernier conformément à la circulaire ministérielle du 14 mars 2011 relative à la réglementation concernant la sécurité des manèges.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération n°2017/277 susvisée. Le paiement d'un montant de 945.00 € est à acquitter auprès du régisseur des halles et marchés, dès réception du présent arrêté.





ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 1 7 5

***Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 02 décembre 2017 au 12 janvier 2018***

Direction Générale Adjointe
Proximité et services à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régis par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

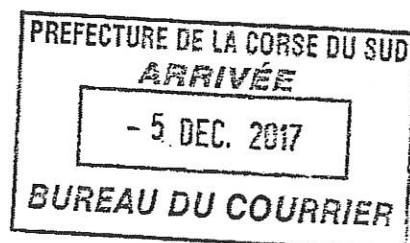
Fait à AJACCIO, le : **04 / 12 / 2017**



Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire

Stéphane SBRAGGIA

P/Le Maire
Le Maire Adjoint
AM 2017-166
Stéphane SBRAGGIA





ARRETE MUNICIPAL N° 17-4176

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 décembre 2017 au 06 janvier 2018**

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

CONSIDERANT la demande de Monsieur Bruno BACCHELLI, auto-entrepreneur, en date du 24 octobre 2017, afin d'organiser la cuisson et la vente de « châtaignes grillées » dans le cadre du marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Monsieur Bruno BACCHELLI, N° SIRET 49277400500028, ci après appelé le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle

Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 06/01/18

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Les dimanches 24 et 31 décembre de 10h00 à 18h00

Fermeture le lundi 25 décembre 2017 et lundi 1^{er} janvier 2018

Objet : Vente et cuisson de châtaignes grillées

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 4 :

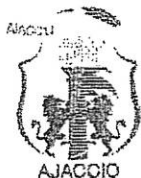
La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **16.00€/jour**.

Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant





ARRETE MUNICIPAL N° 17-4176

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 décembre 2017 au 06 janvier 2018**

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régies par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8.

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9.

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10.

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

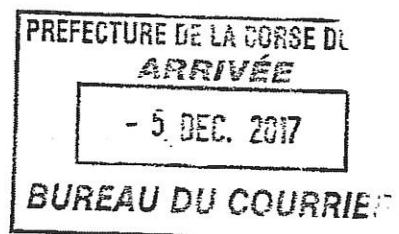
Fait à AJACCIO, le : **04 / 12 / 2017**



Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire

Stéphane SBAGGIA

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2017-166
Stéphane SBAGGIA



**ARRÊTE MUNICIPAL N°2017-4177****Portant modification de la composition
de la Commission Administrative Paritaire de Catégorie C**

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, articles 9 et 9 bis,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, articles 28 à 31,

Vu le décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n°89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2011-2010 du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995 fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n°2014-199 du 28 juillet 2014 portant détermination du nombre de sièges à pourvoir aux commissions administratives paritaires,

Vu la délibération n° 2015/04 portant installation des conseillers municipaux et élection du maire en date du 8 février 2015 ;

Vu la délibération n° 2017/233 datant du 06 novembre 2017 portant élection d'un nouvel adjoint au maire suite à la démission du 11^{ème} adjoint ;

Vu l'arrêté municipal n°2015-0258 du 23 février 2015 portant composition de la commission administrative paritaire de catégorie C,

Considérant que Madame Sandrine BETTI, représentante titulaire des personnels au titre du syndicat STC a démissionné de ses fonctions et qu'il convient par conséquent de pourvoir à son remplacement dans les conditions fixées par le décret n°89-229 du 17 avril 1989 visé ci-dessus,

Considérant que Madame Laure GIUNTINI, représentante suppléante des personnels au titre du syndicat STC a fait valoir ses droits à la retraite et qu'il convient par conséquent de pourvoir à son remplacement dans les conditions fixées par le décret n°89-229 du 17 avril 1989 visé ci-dessus,

Considérant que M. Balzano a démissionné de ses fonctions d'adjoint et qu'il convient par conséquent de pourvoir à son remplacement dans les conditions fixées par le décret n°89-229 du 17 avril 1989 ci-dessus visé ;

- ARRETE -

Article 1 : Sont désignés en qualité de représentants de la collectivité à la commission administrative paritaire de catégorie C les élus dont les noms suivent :

Membres titulaires

M. Laurent MARCANGELI, Maire
M. Stéphane SBRAGGIÀ, Adjoint au maire
Mme Simone GUERRINI, Adjointe au maire
Mme Rose-Marie OTTAVY, Adjointe au maire
Mme Nicole OTTAVY, Adjointe au maire
Mme Danièle FLAMENCOURT, Conseillère municipale
M. Yohann HABANI, Conseiller municipal
M. Charles Noël VOGLIMACCI, Adjoint au Maire

Membres suppléants

M. Jacques BILLARD, Adjoint au maire
M. Christophe MONDOLONI, adjoint au maire
M. Annie COSTA, Adjointe au maire
M. Jean-Pierre ARESU, Adjoint au maire
M. François FILONI, Conseiller municipal
Mme Caroline CORTICCHIATO, Adjointe au maire
M. Philippe KERVELLA, Conseiller municipal
M. Christian BACCI, Conseiller municipal

Article 2 : Sont élus à la commission administrative paritaire de catégorie C les représentants du personnel dont les noms suivent :

Membres titulaires

Groupe hiérarchique supérieur de la catégorie C (groupe hiérarchique 2)

M. Christian MAROSELLI, STC
M. Jean-Diego SERRA, STC
M. Joseph PIERI, UNSA

Groupe hiérarchique de base de la catégorie C (groupe hiérarchique 1)

M. Jacky SANTONI, STC
M. Antoine BORELLI, STC
Mme Marilyne SANTONI-LEONZI, STC
Mme Lucia CULIOLI, STC
Mme Nathalie ZICCHINA, CGT

Membres suppléants

Groupe hiérarchique supérieur de la catégorie C (groupe hiérarchique 2)

M. Dominique FIRROLONI, STC
M. Jean-Louis PIRAS, STC
M. Antoine OTTAVIANI, UNSA

Groupe hiérarchique de base de la catégorie C (groupe hiérarchique 1)

M. Philippe PERFETTINI, STC

M. Didier LANCOT, STC

M. Jean-Toussaint MORETTI, STC

Mme Paule GENTILI, STC

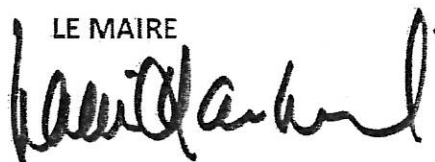
M. Guy CICCADA, CGT

Article 3 : Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir le Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

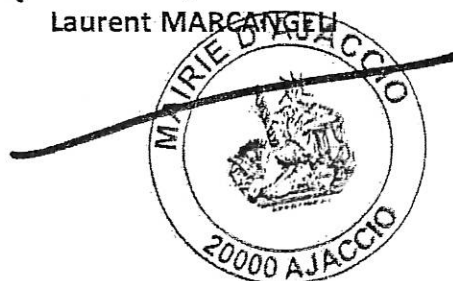
Article 4 : Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio.

Fait à AJACCIO, le 4 décembre 2017

LE MAIRE



Laurent MARCANGELI



**Arrête municipal N°2017-4178****Portant modification de la composition du Comité Technique**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, articles 32, 33 et 33-1 ;
Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
Vu l'arrêté municipal n°2016-1477 du 6 juin 2016 portant composition du Comité Technique ;
Vu l'arrêté municipal n°2017-3787 du 25 septembre 2017 portant modification de la composition du Comité Technique ;
Vu la délibération n° 2017/233 datant du 06 novembre 2017, portant élection d'un nouvel adjoint au maire suite à la démission du 11^{ème} adjoint ;
Considérant que M. Balzano a démissionné de ses fonctions d'adjoint et qu'il convient par conséquent de pourvoir à son remplacement dans les conditions fixées par le décret n°85-565 du 30 mai 1985 ci-dessus visé ;

- ARRETE -

Article 1: Sont désignés en qualité de représentants de la collectivité au comité technique les élus dont les noms suivent :

Membres titulaires

M. Laurent MARCANGELI, Maire
M. Stéphane SBRAGGIA, adjoint au maire
Mme Simone GUERRINI, adjointe au maire
Mme Rose-Marie OTTAVY, adjointe au maire
Mme Nicole OTTAVY, adjointe au Maire
Mme Danièle FLAMENCOURT, conseillère municipale
M. Yohann HABANI, conseiller municipal
M. Charles Noël VOGLIMACCI, adjoint au maire

Membres suppléants

M. Jacques BILLARD, adjoint au maire
M. Christophe MONDOLONI, adjoint au maire
M. Philippe KERVELLA, conseiller municipal
Mme Caroline CORTICCHLATO, adjointe au maire
M. Pierre-Paul ROSSINI, agent de la collectivité
M. Frédéric PETRUCCI, agent de la collectivité

M. Laurent LECA, agent de la collectivité
Mme Betty SANNA, agent de la collectivité

Article 2 : Sont élus au Comité Technique les représentants du personnel dont les noms suivent :

Membres titulaires

M. Ange-Marie BIANCHINI, STC
Mme Murielle AUNEAU, STC
M. Christian PELLEGRINI, STC
Mme Laëtitia MERCURI, STC
M. Jean-Pierre MASSONI, STC
M. Joseph PIERI, UNSA
M. Jean-Michel FERACCI, CGT
Mme Corinne QUASTANA, CFTC

Membres suppléants

M. Antoine CERVETTI, STC
Mme Laurence TRISTANI, STC
Mme Caroline GARAUDEL, STC
Mme Marie-Christine CHAMBON, STC
M. François PISCHEDDA, STC
M. Benoît SIMONELLI, UNSA
M. Simon PIETRI, CGT
M. Thomas BERTOLANI, CFTC.

Article 3 : Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir le Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio.

02A-212000046-20171204-2017_4178-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2017

Affichage : 04/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Fait à Ajaccio, le 4 décembre 2017

LE MAIRE
Laurent Marcangeli
Laurent MARCANGELI

**ARRETE MUNICIPAL N°2017-4179****PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 33-1 ;

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU la délibération n° 2014-198 du 28 juillet 2014 portant détermination du nombre de sièges à pourvoir au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;

VU l'arrêté n°15-267 en date du 24 février 2015 portant composition du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,

VU l'arrêté n°2017-303 portant modification de la composition du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,

VU la délibération n°2017-233 datant du 6 novembre 2017 portant élection d'un nouvel adjoint au maire suite à la démission du 11^{ème} adjoint,

Considérant que Monsieur Christian BALZANO a démissionné de ses fonctions d'adjoint et qu'il convient par conséquent de pourvoir à son remplacement dans les conditions fixées par le décret n°85-565 visé ci-dessus,

ARRETONS

Article 1 : Sont désignés en qualité de représentants de la municipalité au Comité d'hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail les élus dont les noms suivent :

Membres titulaires :

M. Laurent MARCANGELI, Maire

M. Stéphane SBRAGGIA, Adjoint au Maire

Mme Simone GUERRINI, Adjointe au Maire

Mme Rose-Marie OTTAVY, Adjointe au Maire

Mme Nicole OTTAVY, Adjointe au Maire

Mme Danièle FLAMENCOURT, Conseillère Municipale

M. Yohann HABANI, Conseiller Municipal

M. Jean-Jacques FERRARA, Conseiller Municipal

Membres suppléants :

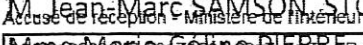
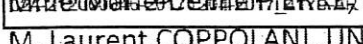
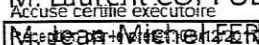
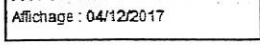
M. Jacques BILLARD, Adjoint au Maire
M. Christophe MONDOLONI, Adjoint au Maire
M. Philippe KERVELLA, Conseiller Municipal
Mme Caroline CORTICCHIATO, Adjointe au Maire
M. Pierre-Paul ROSSINI, agent de la collectivité
M. Frédéric PETRUCCI, agent de la collectivité
M. Laurent LECA, agent de la collectivité
Mme Betty SANNA, agent de la collectivité

Article 2 : Sont désignés au Comité d'hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail les représentants du personnel dont les noms suivent :

Membres titulaires :


Mme Caroline GARAUDEL, STC
M. Dominique BIANCHINI, STC
M. Bruno ALFANO, STC
M. Didier BRANCALEONI, STC
M Jean-Louis PIRAS, STC
Mme Marie-Ange TOMASI, CFTC
M Jean-André MAURIZI, UNSA
M. Simon PIETRI, CGT

Membres suppléants :

M. Ange-Marie BIANCHINI, STC
Mme Murielle AUNEAU, STC
Mme Elodie LEANDRI, STC
M Antoine CERVETTI, STC
M Jean-Marc SAMSON, STC


M. Laurent COPPOLANI, UNSA

M. Jean-Michel FERACCI, CGT


Pour la poste compétente par délégation

Article 3

Monsieur  Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la ville et transmis en Préfecture.

Fait à Ajaccio, le 4 décembre 2017

Le Maire



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Bastia, dans le délai de deux mois suivant sa publication.



ARRETE MUNICIPAL 17-4180

Autorisant M.SPANO PATRICE
REPRESENTANT LEGAL DE LA SARL SAPAYA

A ouvrir un débit de boissons temporaire
A l'occasion d'une manifestation publique
En application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique

DGA Proximité et Services à la Population
Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public
Service des polices administratives

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 du 18 septembre 2012, relatif à la police des débits de boissons

VU l'arrêté préfectoral n° 17-3892 portant règlement particulier de l'édition 2017 du marché de Noël de la Ville d'Ajaccio

CONSIDERANT la demande présentée par M.SPANO PATRICE en date du 06 SEPTEMBRE 2017 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

La société SARL SAPAYA BOUTIQUE YAYOURT sise 6 rue de l'assomption 20000 Ajaccio représentée par M.SPANO PATRICE, Commerçant Restauration demeurant 11 Rue des lauriers roses 20167 ALATA

ARTICLE 2 :

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard aux horaires fixés par le règlement du marché de Noël.

ARTICLE 3 :

A l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

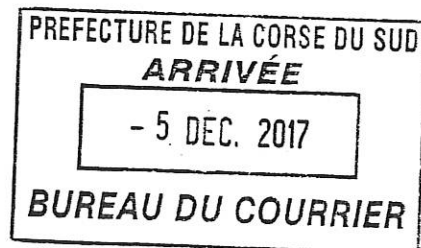
ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à :

- M.SPANO PATRICE représentant légal de LA SARL SAPAYA ;
- Monsieur le Préfet de Corse ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune d'Ajaccio.



Fait à Ajaccio, le

05 DEC. 2017

Le Maire,

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2015-166
Stéphane SPRAGGIA



ARRETE MUNICIPAL **17 - 4181**

Autorisant Mme GIORGI VANINA
REPRESENTANT LEGAL DE LA SARL ANDAGIO

A ouvrir un débit de boissons temporaire
A l'occasion d'une manifestation publique

En application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique

DGA Proximité et Services à la Population
Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public
Service des polices administratives

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 du 18 septembre 2012, relatif à la police des débits de boissons

VU l'arrêté préfectoral n° 17-3892 portant règlement particulier de l'édition 2017 du marché de Noël de la Ville d'Ajaccio

CONSIDERANT la demande présentée par Mme GIORGI VANINA en date du 12 SEPTEMBRE 2017 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

La société SARL ANDAGIO Le Temps DES Oliviers sise 1 rue des Halles représentée par Mme GIORGI VANINA, Commerçante Restauration demeurant 9 Boulevard Pugliesi Conti 20000 AJACCIO

ARTICLE 2 :

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard aux horaires fixés par le règlement du marché de Noël.

ARTICLE 3 :

A l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

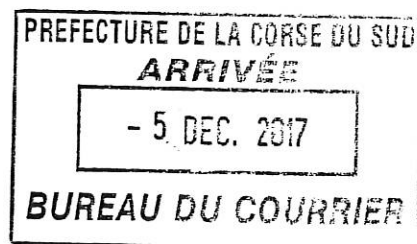
ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à :

- Mme GIORGI VANINA représentant légal de la SARL ANDAGIO ;
- Monsieur le Préfet de Corse ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune d'Ajaccio.



Fait à Ajaccio, le 05 DEC. 2017

Le Maire,

P/Le Maire
Le Maire Adjoint
AM 2015-106
Stéphane SBRAGGIA



ARRETE MUNICIPAL n°

17-4182'

**Autorisant M. MORETTI JEAN-FRANCOIS
REPRESENTANT LEGAL DE FC AFA/PERI ENTREPRISES
A ouvrir un débit de boissons temporaire
A l'occasion d'une manifestation publique
En application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique**

DGA Proximité et Services à la Population
Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public
Service des polices administratives

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 du 18 septembre 2012, relatif à la police des débits de boissons

VU l'arrêté préfectoral n° 17-3892 portant règlement particulier de l'édition 2017 du marché de Noël de la Ville d'Ajaccio

CONSIDERANT la demande présentée par M. MORETTI JEAN - FRANCOIS en date du 08 SEPTEMBRE 2017 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

L'association Football Club AFA/Péri Entreprise sise Lieu-dit Alivarello représenté par M. MORETTI JEAN-FRANCOIS, Employé C.A.P.A Ajaccio demeurant lieu-dit Alivarello 20167 AFA

ARTICLE 2 :

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard aux horaires fixés par le règlement du marché de Noël.

ARTICLE 3 :

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à :

- M. MORETTI JEAN-FRANCOIS représentant légal de FC AFA/PERI ENTRPRISES ;
- Monsieur le Préfet de Corse ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune d'Ajaccio.



Fait à Ajaccio, le 05 DEC. 2017

Le Maire,
P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2015-166
Stéphane SERAGGIA



ARRETE MUNICIPAL 17 - 4183
Autorisant Mme M.GRISCELLI CHRISTOPHE
A ouvrir un débit de boissons temporaire
A l'occasion d'une manifestation publique
en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique

DGA Proximité et Services à la Population
Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public
Service des polices administratives

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 du 18 septembre 2012, relatif à la police des débits de boissons

VU l'arrêté préfectoral n° 17-3892 portant règlement particulier de l'édition 2017 du marché de Noël de la Ville d'Ajaccio

CONSIDERANT la demande présentée par Mme SERRERI AMELIE en date du 15 SEPTEMBRE 2017 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

M.GRISCELLI CHRISTOPHE, Producteur Agricole demeurant chemin D'Aqualonga 20000 AJACCIO

ARTICLE 2 :

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard aux horaires fixés par le règlement du marché de Noël.

ARTICLE 3 :

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

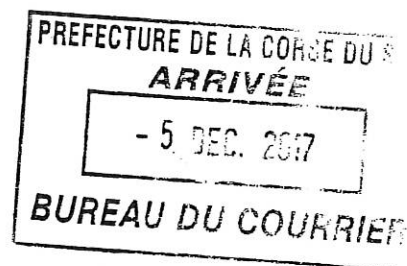
ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à :

- M.GRISCELLI CHRISTOPHE ;
- Monsieur le Préfet de Corse ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune d'Ajaccio.



Fait à Ajaccio, le 05 DEC. 2017

Le Maire,
P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2015-166
Stéphane SBRAGGIA



ARRETE MUNICIPAL n° 17 - 4184

Autorisant Mme NABONNAND MARIE-HELENE
A ouvrir un débit de boissons temporaire
A l'occasion d'une manifestation publique
en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique

DGA Proximité et Services à la Population
Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public
Service des polices administratives

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 du 18 septembre 2012, relatif à la police des débits de boissons

VU l'arrêté préfectoral n° 17-3892 portant règlement particulier de l'édition 2017 du marché de Noël de la Ville d'Ajaccio

CONSIDERANT la demande présentée par *Mme NABONNAND Marie-Hélène* en date du 20 SEPTEMBRE 2017 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

Mme NABONNAND MARIE-HELENE, Artisan, Producteur BP 20502 AJACCIO CEDEX 5

ARTICLE 2 :

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard aux horaires fixés par le règlement du marché de Noël.

ARTICLE 3 :

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

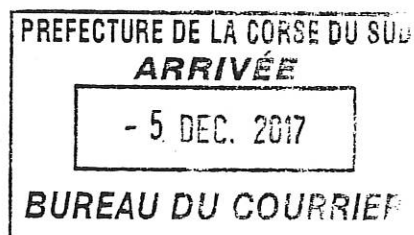
ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à :

- *Mme NABONNAND MARIE-HELENE* ;
- Monsieur le Préfet de Corse ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune d'Ajaccio.



Fait à Ajaccio, le 05 DEC. 2017

Le Maire,

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2017
Stéphane SERAGLIA



ARRETE MUNICIPAL n° 17 - 4185
Autorisant M.PADOVANI FRANCOIS
A ouvrir un débit de boissons temporaire
A l'occasion d'une manifestation publique
En application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique

DGA Proximité et Services à la Population
Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public
Service des polices administratives

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;
VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 du 18 septembre 2012, relatif à la police des débits de boissons
VU l'arrêté préfectoral n° 17-3892 portant règlement particulier de l'édition 2017 du marché de Noël de la Ville d'Ajaccio

CONSIDERANT la demande présentée par *M. PADOVANI FRANCOIS* en date du 25 SEPTEMBRE 2017 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

M.PADOVANI FRANCOIS, Artisan, Producteur demeurant Chemin de la Poterie 20167 PERI

ARTICLE 2 :

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard aux horaires fixés par le règlement du marché de Noël.

ARTICLE 3 :

A l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

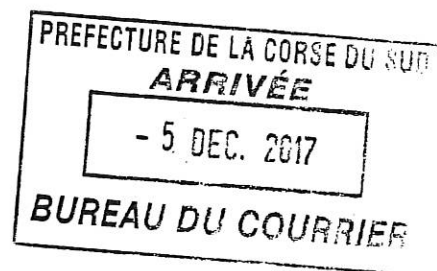
ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à :

- *M. PADOVANI FRANCOIS* ;
- Monsieur le Préfet de Corse ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune d'Ajaccio.



Fait à Ajaccio, le 05 DEC. 2017

Le Maire,

P/Le Maire
~~Le Maire-Adjoint~~
AM 2015-166
Stéphane SERAGGIA



17 - 4186

ARRETE MUNICIPAL n°
Autorisant Mme SANTONI ANGELICA
REPRESENTANT LEGAL DU DOMAINE DE TREMICA
A ouvrir un débit de boissons temporaire
A l'occasion d'une manifestation publique
en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique

DGA Proximité et Services à la Population
Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public
Service des polices administratives

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 du 18 septembre 2012, relatif à la police des débits de boissons

VU l'arrêté préfectoral n° 17-3892 portant règlement particulier de l'édition 2017 du marché de Noël de la Ville d'Ajaccio

CONSIDERANT la demande présentée par *Mme SANTONI ANGELICA* en date du 27 SEPTEMBRE 2017 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

La Société Domaine de Tremica sise Domaine de Tremica 20111 CASAGLIONI représentée par Mme SANTONI ANGELICA demeurant à ACCINTO 20111 CASAGLIONI

ARTICLE 2 :

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard aux horaires fixés par le règlement du marché de Noël.

ARTICLE 3 :

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à :

- *Mme SANTONI ANGELICA* représentant légal du *DOMAINE DE TREMICA* ;
- Monsieur le Préfet de Corse ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;



ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune d'Ajaccio.

Fait à Ajaccio, le 05 DEC. 2017

Le Maire,
P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
A. 115-100
Stéph. DRAGGIA



ARRETE MUNICIPAL 17-4187
Autorisant Mme SERRERI AMELIE
A ouvrir un débit de boissons temporaire
A l'occasion d'une manifestation publique
en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique

DGA Proximité et Services à la Population
Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public
Service des polices administratives

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 du 18 septembre 2012, relatif à la police des débits de boissons

VU l'arrêté préfectoral n° 17-3892 portant règlement particulier de l'édition 2017 du marché de Noël de la Ville d'Ajaccio

CONSIDERANT la demande présentée par *Mme SERRERI AMELIE* en date du 15 SEPTEMBRE 2017 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

Mme SERRERI AMELIE, commerçante demeurant 2 rue François Maglioli 20000 AJACCIO

ARTICLE 2 :

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard aux horaires fixés par le règlement du marché de Noël.

ARTICLE 3 :

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à :

- *Mme SERRERI AMELIE* ;
- Monsieur le Préfet de Corse ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;



ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune d'Ajaccio.

Fait à Ajaccio, le 5 DEC. 2017

Le Maire,

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2017-100
Stéphane SERRAGIA



ARRETE MUNICIPAL n° 17-4188

**Autorisant M.SINAPI CEDRIC
REPRESENTANT LEGAL D'IPANEMA FUTEVOLEI
A ouvrir un débit de boissons temporaire
A l'occasion d'une manifestation publique
en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique**

DGA Proximité et Services à la Population
Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public
Service des polices administratives

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 du 18 septembre 2012, relatif à la police des débits de boissons

VU l'arrêté préfectoral n° 17-3892 portant règlement particulier de l'édition 2017 du marché de Noël de la Ville d'Ajaccio

CONSIDERANT la demande présentée par M.SINAPI CEDRIC en date du 28 SEPTEMBRE 2017 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

L'association Ipanema Futevolei sise chez M..FARINA les horizons 2 route des sanguinaires 20000 AJACCIO représentée par M.SINAPI CEDRIC, demeurant immeuble le Corse, parc San Lazaro avenue Napoléon 3 20000 AJACCIO

ARTICLE 2 :

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard aux horaires fixés par le règlement du marché de Noël.

ARTICLE 3 :

A l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à :

- M.SINAPI CEDRIC représentant légal D'IPANEMA FUTEVOLEI ;
- Monsieur le Préfet de Corse ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune d'Ajaccio.



Fait à Ajaccio, le 05 DEC. 2017

Le Maire,
P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
~~AM 2015-166~~
Stéphane SBRAGGIA



ARRETE MUNICIPAL n° 17-4189

Autorisant M. VALDRIGHI HERVE
REPRESENTANT LEGAL DE LA SARL FLHV

A ouvrir un débit de boissons temporaire
A l'occasion d'une manifestation publique

En application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique

DGA Proximité et Services à la Population
Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public
Service des polices administratives

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 du 18 septembre 2012, relatif à la police des débits de boissons

VU l'arrêté préfectoral n° 17-3892 portant règlement particulier de l'édition 2017 du marché de Noël de la Ville d'Ajaccio

CONSIDERANT la demande présentée par M. VALDRIGHI HERVE en date du 26 SEPTEMBRE 2017 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

La Société SARL FLHV, l'AROME Restaurant sise 6 rue roi de Rome 20000 AJACCIO représentée par M. VALDRIGHI HERVE, commerçant Restauration demeurant 6 rue Roi de Rome 20000 AJACCIO

ARTICLE 2 :

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard aux horaires fixés par le règlement du marché de Noël.

ARTICLE 3 :

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à :

- M. VALDRIGHI HERVE représentant légal de la SARL FLHV ;
- Monsieur le Préfet de Corse ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune d'Ajaccio.



Fait à Ajaccio, le 05 DEC. 2017

Le Maire,

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2045-166
Stéphane SBRAGGIA



ARRETE MUNICIPAL n° 17-4190
Autorisant M.VIVONI CHRISTOPHE
REPRESENTANT LEGAL DE D.O.G.S
A ouvrir un débit de boissons temporaire
A l'occasion d'une manifestation publique
En application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique

DGA Proximité et Services à la Population
Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public
Service des polices administratives

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 du 18 septembre 2012, relatif à la police des débits de boissons

VU l'arrêté préfectoral n° 17-3892 portant règlement particulier de l'édition 2017 du marché de Noël de la Ville d'Ajaccio

CONSIDERANT la demande présentée par *M.VIVONI CHRISTOPHE* en date du 26 SEPTEMBRE 2017 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

La société *D.O.G.S*, sise *VILLA OTTAVI LIEU-DIT FRATI ROUTE DES SANGUINAIRES 20000 AJACCIO* représentée par *M.VIVONI CHRISTOPHE* commerçant restauration demeurant immeuble bruyères Bat A résidence Castel Vecchio 20000 AJACCIO

ARTICLE 2 :

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012262-0002 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard aux horaires fixés par le règlement du marché de Noël.

ARTICLE 3 :

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à :

- *M.VIVONI CHRISTOPHE* représentant légal *DE D.O.G.S* ;
- Monsieur le Préfet de Corse ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune d'Ajaccio.

Fait à Ajaccio, le 05 DEC. 2017

Le Maire,

P/Le Maire

Le Maire-Adjoint

AM 2015-166

Stéphane SBRAGGIA



Portant circulation interdite

Dans l'artère ci-après :

RUE DES TROIS MARIE

Le Samedi 16 Décembre 2017 de 17h20 à fin de l'évènement

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/11/3255

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de la direction des Festivités en date du 30 Novembre 2017,

Considérant que dans le cadre de l'inauguration de la nouvelle boutique de l'ACA au 60, rue Cardinal Fesch, il appartient à l'Autorité Municipale d'interdire la circulation des véhicules rue des trois Marie.

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances,

-ARRETONS-

Article 1 : Le Samedi 16 Décembre 2017 de 17h20 à la fin de l'évènement, la circulation sera réglementée comme suit :

CIRCULATION INTERDITE

La circulation des véhicules sera interdite avec rue barrée dans l'artère ci-après :

RUE DES TROIS MARIE

Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services de la ville.

Article 3 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services de la ville.

Article 4: Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5: Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 6: Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 7: M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la Direction des Festivités.

Fait à AJACCIO, le : 5 décembre 2017

Pour M. le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD





Le Jeudi 14 Décembre 2017 de 12h00 à 17h00

Dans l'artère ci-après :

TRAVERSE DES CANNES

A hauteur de l'Association ATLAS, sur dix mètres linéaires (voir plan)

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité et Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/11/3254

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande Kymolia en date du 30 Novembre 2017,

Considérant que dans le cadre d'un diagnostic pour suspicion d'effondrement de chaussée, il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures afin d'éviter tout risque d'accident, il est nécessaire de réglementer le stationnement.

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances,

-ARRETONS-

Article 1: Le Jeudi 14 Décembre 2017 de 12h00 à 17h00, le stationnement sera réglementé comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière, Article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

TRAVERSE DES CANNES

A hauteur de l'Association ATLAS, sur dix mètres linéaires (voir plan)



Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant l'intervention.
Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau B6a1.

Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par Kymolia.

Article 3: Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4: Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5: Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6: M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, et Kymolia.

Fait à AJACCIO, le : 5 décembre 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD





DEPARTEMENT DE LA CORSE-DU-SUD

COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 17- 4 20 7

Portant stationnement interdit
Portant autorisation temporaire de stationnement

A compter du 12 décembre 2017, 16h00, et ce, jusqu'au 15 décembre 2017, 16h00 inclus,

AVENUE DU DOCTEUR RAMARONI

Voir plan ci-joint

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction de Proximité et Réglementation /SBDLG/TE/11/3267.

NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route ;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande d'ORANGE en date du 05 décembre 2017;

CONSIDERANT que dans le cadre de déménagement des locaux d'ORANGE, il est nécessaire d'instituer un stationnement temporaire,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre les mesures de police adaptées aux circonstances,

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du 12 décembre 2017, 16h00, et ce, jusqu'au 15 décembre 2017, 16h00 inclus, le stationnement sera réglementé comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après:

AVENUE DU DOCTEUR RAMARONI

Voir plan ci-joint



Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant la manifestation.
Le dispositif comportera la disposition suivante : panneaux B6a1 ;

AUTORISATION DE STATIONNEMENT

Les véhicules suivants seront autorisés à stationner sur la chaussée, et ce alternativement :

VEHICULES	IMMATRICULATIONS
RENAULT TRAFIC	EP 490 ZT

AVENUE DU DOCTEUR RAMARONI
Voir plan ci-joint

ARTICLE 2 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

ARTICLE 4 : MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Villa, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur de la Police Municipale, à ORANGE.

Fait à Ajaccio, le 7 Décembre 2017.

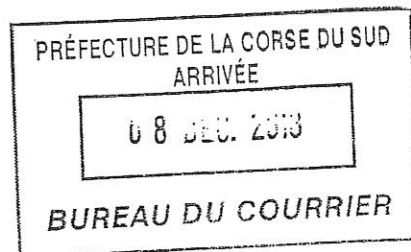


Pour Monsieur le Maire,
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.



COMMUNE D'AJACCIO
ARRETE MUNICIPAL N°2017- 4209



**PORTANT CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES TEMPORAIRE
POUR LA PATINOIRE DU MARCHE DE NOEL**

LE MAIRE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles R.1617-1 à R.1617-18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu la délibération n°2001/244 du conseil municipal du 29 octobre 2001 de Fixation des taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la Commune ;

Vu la délibération n°2015/07 du conseil municipal réuni le 8 février 2015 de Délégation au maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2017/277 du conseil municipal du 6 novembre 2017 Festivités de Noel ;

Vu l'avis conforme du comptable assignataire en date du 28 NOV. 2017

ARRETE

ARTICLE 1 – Il est institué une régie de recettes temporaire pour l'encaissement des recettes de la patinoire du marché de Noel auprès du service halles et marchés de la Direction du commerce, de l'artisanat et du domaine public de la Ville d'Ajaccio.

ARTICLE 2 – Cette régie est installée dans une billetterie édifiée sur la Place de Gaulle, 20000 AJACCIO.

ARTICLE 3 – La régie fonctionne du 9 décembre 2017 au 9 janvier 2018.

ARTICLE 4 - La régie de recettes encaisse les droits d'entrée pour la patinoire du marché de Noel.

ARTICLE 5 – Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées au tarif défini par délibération en numéraire et par chèque, contre remise à l'usager d'un ticket.

ARTICLE 6 – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est 8000 euros.

ARTICLE 7 – Un fond de caisse d'un montant de 150 euros est mis à la disposition du régisseur.

ARTICLE 8 – Le régisseur est tenu de verser au comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et, dans tous les cas, le jour de la clôture de la régie ainsi que la totalité des justificatifs des opérations de recettes.

ARTICLE 9 – Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement car la durée de fonctionnement effective de la régie est inférieure à 6 mois.

ARTICLE 10 – Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité au prorata de la durée de fonctionnement effective de la régie, soit 1/12, qui sera précisée dans l'acte de nomination.

ARTICLE 11 – Le Directeur général des services de la ville d'Ajaccio et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera porté au recueil des actes administratifs de la commune.

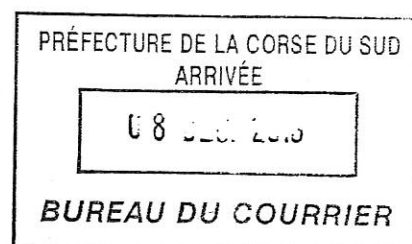
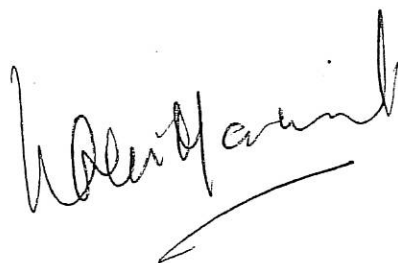
TRÉSORERIE DU GRAND AJACCIO

Résidence Diamant I
Avenue E. Macchini - BP 114
20177 AJACCIO Cedex
Pour avis conforme, tel: 04 95 21 54 14
Le Trésorier du Grand Ajaccio,

Régis BERNARD.

Fait à Ajaccio, en double exemplaire, le 08 DEC. 2017

le Maire,





COMMUNE D'AJACCIO
ARRETE MUNICIPAL N°2017- 4216

**PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR TITULAIRE ET
D'UN MANDATAIRE SUPPLEANT AUPRES DE LA REGIE DE RECETTES TEMPORAIRE
POUR LA PATINOIRE DU MARCHE DE NOEL**

LE MAIRE,

Vu l'arrêté municipal n°2017-4216 portant création d'une régie de recettes temporaire pour la patinoire du marché de Noël ;

Vu la délibération n°2001/244 du conseil municipal du 29 octobre 2001 de Fixation des taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la Commune ;

Vu la délibération n°2017/ 277 du conseil municipal du 6 novembre 2017 Festivités de Noël ;

Vu l'avis conforme du comptable assignataire en date du 28 NOV. 2017

ARRETE

ARTICLE 1 – SALERNO Frédéric est nommé régisseur titulaire de la régie de recettes temporaire pour la patinoire du marché du Noël avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

ARTICLE 2 – En cas d'absence ou en cas d'empêchement, le régisseur titulaire sera remplacé par son mandataire suppléant, COLONNA Michel.

ARTICLE 3 – Le régisseur titulaire n'est pas astreint à constituer un cautionnement.

ARTICLE 4 – Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité au prorata de la durée de fonctionnement effective de la régie, soit 1/12 de 410 euros.

ARTICLE 5 – Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont, conformément au règlement en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent, du maniement des fonds, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

ARTICLE 6 – Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant ne devront pas encaisser des recettes relatives à des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif sous peine d'être institués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et pénales.

ARTICLE 7 – Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôles qualifiés au minimum dès que le montant de l'encaisse est atteint et le jour de la clôture de la régie.

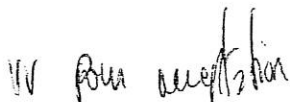
ARTICLE 8 – Le directeur général des services et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune et notifié aux intéressés.

Fait à Ajaccio en double exemplaire, le 08 DEC. 2017

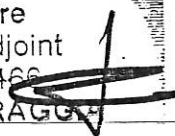
Pour avis conforme,
Le Trésorier du grand ajaccio,


Régis BERNARDI GRAND AJACCIO
TRESORIER DU
Résidence Diamant I
Avenue E. Macchini - BP-114
20177 AJACCIO Cedex
Tél.: 04 95 51 79 50 - Fax: 04 95 21 54 14

Le régisseur titulaire,
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)


Frédéric SALERNO.

Pour le Maire,
Le Premier adjoint au maire,


P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
Stéphane SBRAGLIA
AM 2015
Stéphane SBRAGLIA

Le mandataire suppléant,
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

Vu pour acceptation


Michel COLONNA.



Mairie d'Ajaccio
ARRETE MUNICIPAL N° 2017-0 4242

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal ci-après :

CANAL DE LA GRAVONA,

Lieu dit CARDO,

Parcelles cadastrées section B n° 259, 262, 264, 266, 267, 270, 631, 633, 635, 819, 1134 et 1136.

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO, PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS AJACCIEN

VU, la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

VU, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU, le Code de la Voirie Routière ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU, le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques;

VU, la Délibération Municipale n° 2016/344 du 19 décembre 2016 ;

VU, le courrier en date du 06 novembre 2017 de Monsieur VERDI Jean Noël ;

VU, l'état des lieux ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'autoriser Monsieur VERDI Jean Noël à occuper les parcelles cadastrées section B n° 259, 262, 264, 266, 267, 270, 631, 633, 635, 819, 1134 et 1136, CANAL DE LA GRAVONA, Lieu dit CARDO gratuitement car l'occupation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même.

-ARRETONS-

Article 1 :

Monsieur VERDI Jean Noël est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper les parcelles cadastrées section B n° 259, 262, 264, 266, 267, 270, 631, 633, 635, 819, 1134 et 1136, CANAL DE LA GRAVONA, lieu dit CARDO.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. La présente autorisation est une Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public non constitutive de droits réels au sens de l'article L2122-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. Elle ne peut conférer aucun droit à la propriété commerciale.

Article 3 :

La présente autorisation est consentie pour une durée une durée de 9 ans (neuf ans).

Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite trois mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

Article 4 :

La présente autorisation est consentie à titre précaire et révocable.

Article 5 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance suivant la Délibération Municipale n° 2016/344 du 19 décembre 2016.

Article 6 : DEROGATIONS :

Conformément à l'Article L. 2125-1 du CG3P alinéas 2 l'autorisation d'occupation est délivrée gratuitement car l'occupation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même par des opérations de débroussaillage et d'entretien des parties de parcelles occupées.

Article 7 :

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 9 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 10 :

Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 11 :

M.M. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ajaccio le

- 8 DEC. 2017

Le Maire,

Laurent MARCANGELI



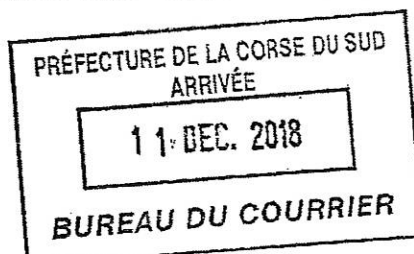


ARRETE MUNICIPAL N°

17 - 4242 - bis

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public Du 16 décembre 2017 au 22 décembre 2017 Marché de Noël 2017- espace de vente collectif

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant règlementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

ARRETE :

Article 1^{er} :

Monsieur Joseph PANTALONI, Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Corse-du-Sud, ci après appelé le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle – Marché de Noël – espace de vente collectif

Dates de la manifestation : Du 16/12/17 au 22/12/17

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Objet : Mise en valeurs des activités artisanales.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. Toutefois, la sous-occupation de tout ou partie de ce domaine, par une ou plusieurs personnes publiques ou privées autres que le permissionnaire, est autorisée uniquement si chaque sous-occupant est lié au permissionnaire et contribue à la réalisation de l'objet visé à l'article 1er. La sous-occupation du domaine public se fait sous l'entière responsabilité du seul permissionnaire

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **3 600 euros**.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.



Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

ARRETE MUNICIPAL N° 17-4242

*Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 16 décembre 2017 au 22 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif*

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régies par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

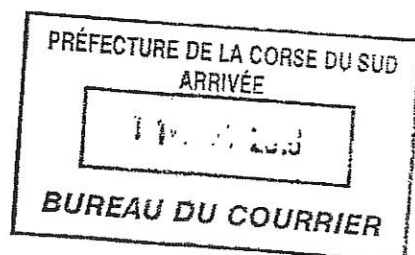
Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : **08 / 12 / 2017**



Pour le Maire, et par délégation,
P/Le Maire 1^{er} adjoint au Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2015-166
Stéphane SBRAGLIA
Stéphane SBRAGLIA





ARRETE MUNICIPAL N°

17 - 4 2 4 3 -

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public Du 09 au 15 décembre 2017 Marché de Noël 2017- espace de vente collectif

Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 2017/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017

CONSIDERANT la demande de Madame Claire CHABROL, Exploitante individuelle, en date du 27 septembre 2017, afin d'exposer dans l'espace collectif de vente sur le marché de Noël 2017.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Madame Claire CHABROL, N° SIRET 810 116 467, ci après appelée le permissionnaire, est autorisée à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle – Marché de Noël – espace de vente collectif

Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 15/12/17

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Objet : Objets divers en bois.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

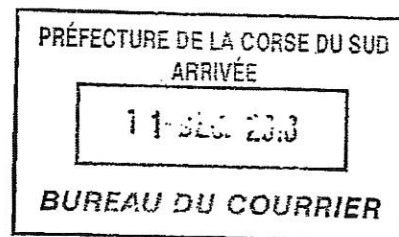
Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal soit **525.00 €**.

Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il s'engage également à disposer de toutes les autorisations techniques et administratives liées à l'exercice de son activité. Il engage seul sa responsabilité. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.





Direction Générale Adjointe
Proximité et service à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4 2 4 3

*Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du 09 au 15 décembre 2017
Marché de Noël 2017- espace de vente collectif*

Article 6 :

La circulation et le stationnement sont régis par les dispositions de l'arrêté municipal N°17-3892 susvisé.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9. :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

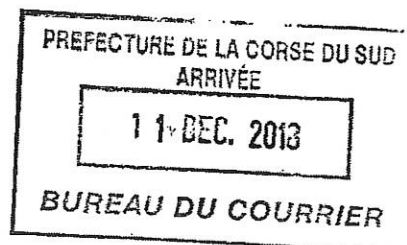
Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : **08 / 12 / 2017**



Pour le Maire, et par délégation,
P/Le Maire 1^{er} adjoint au Maire
Le Maire Adjoint
AM 2015-166
Stéphane SBRAGGIA





Portant abrogation de l'arrêté municipal n°17-3267 en date du 26 Juillet 2017

Portant emplacement réservé temporaire, pour l'hôtel CASTEL-VECCHIO

A compter du 6 Décembre 2017 et ce jusqu'au 31 Décembre 2018

RUE PAUL COLONNA D'ISTRIA

Au droit de l'hôtel Castel-Vecchio, sur trois emplacements

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Règlementation/SBDLG/SM/12/3266

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la délibération n°2015/174 en date du 1^{er} Juin 2015 du Conseil Municipal portant sur la politique tarifaire et l'organisation du stationnement réservé devant les hôtels,

Vu l'arrêté municipal n°2017/2869 en date du 26 Juillet 2017 :

CONSIDERANT que la ville d'Ajaccio souhaite l'essor et la pérennisation des activités hôtelières sur son territoire, il est nécessaire d'instituer des aires de stationnement temporaire afin de permettre la dépose des bagages, ainsi que l'attente des taxis,

CONSIDERANT enfin qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes mesures en vue d'assurer une circulation aussi fluide que possible des véhicules dans les artères de la Ville.

-ARRETONS-

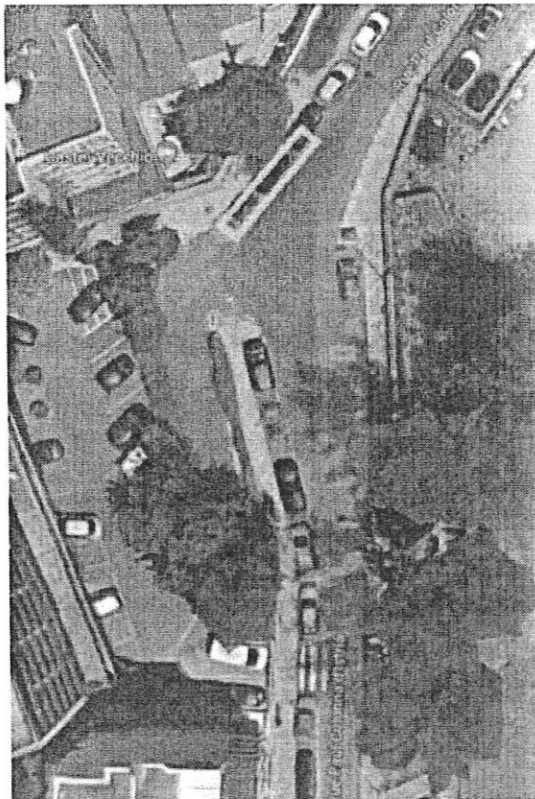
Article 1^{er} : l'arrêté municipal n°2017/3267 en date du 26 Juillet 2017 est abrogé.

Article 2 : A compter du 6 Décembre 2017 et ce jusqu'au 31 Décembre 2018, l'hôtel CASTEL-VECCHIO est autorisé à stationner moyennant le paiement de la redevance prévue par la délibération n°2015/174 en date du 1^{er} Juin 2015, comme suit :

EMPLACEMENT RESERVE TEMPORAIRE

RUE PAUL COLONNA D'ISTRIA

Au droit de l'hôtel Castel-Vecchio, sur trois emplacements



Article 3 : Tout stationnement d'autres véhicules sur ces emplacements sera formellement interdit, qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière Article R-417-10 du code de la route ;

Article 4 : La mise en place de panneaux réglementaires ainsi que la matérialisation de la signalisation horizontale sera faite par les soins des services municipaux de la Ville d'Ajaccio.

Article 5 : Les infractions aux présentes dispositions seront constatées et poursuivies conformément aux Lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 7 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 8 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

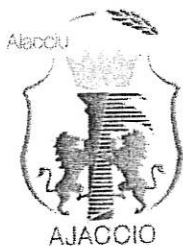
Article 9 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale.

Fait à AJACCIO, le : 11 Décembre 2017

Pour M. le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD





Portant stationnement interdit

Dans les artères ci-après :

AVENUE DE PARIS

A hauteur de l'intersection rue Maréchal Ornano, côté droit sens sortant,
Sur trois emplacements

COURS GRANDVAL

A hauteur de l'intersection rue Maréchal Ornano, côté droit sens sortant,
Sur trois emplacements

A compter du Dimanche 7 Janvier 2018 à 22h00 jusqu'au Mardi 16 Janvier 2018 à 12h00

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/12/3261

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de la direction des Festivités en date du 1^{er} Décembre 2017,

Considérant que dans le cadre du démontage de la patinoire et des chalets de Noël, il appartient à l'Autorité Municipale de réglementer le stationnement pour que les semi remorques puissent accéder à la place De Gaulle.

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances,

-ARRETONS-

Article 1^{er} : A compter du Dimanche 7 Janvier 2018 à 22h00 jusqu'au Mardi 16 Janvier 2018 à 12h00, le stationnement sera réglementé comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans les artères ci-après :

AVENUE DE PARIS

A hauteur de l'intersection rue Maréchal Ornano, côté droit sens sortant,
Sur trois emplacements

COURS GRANDVAL

A hauteur de l'intersection rue Maréchal Ornano, côté droit sens sortant,
Sur trois emplacements

Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant l'intervention.
Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau b6a1.

Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services de la ville.

Article 3 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services de la ville.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 6 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 7 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la Direction des Festivités.

Fait à AJACCIO, le : 11 Décembre 2017

Pour M. le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD





COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N° 17- 4247

"PARADE DES CHARS DE NOEL"

Portant stationnement interdit

Dans l'artère ci-après :

PARKING DE LA GARE

Portant circulation stoppée

Sur le parcours ci-après :

AVENUE JEAN JEROME LEVIE
COURS NAPOLEON
AVENUE DU 1^{ER} CONSUL
AVENUE ANTOINE SERAFINI
QUAI DE LA REPUBLIQUE
AVENUE ANTOINE SERAFINI
RUE CARDINAL FESCH
COURS NAPOLEON
PLACE ABBATUCCI

Le Samedi 16 Décembre 2017

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Règlementation/SBDLG/SM/12/3260

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de la Direction des Festivités en date du 2 Décembre 2017 ;

Considérant qu'à l'occasion de la parade des chars de Noël, il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures en vue de réglementer la circulation afin d'éviter tout risque d'accident,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances,

-ARRETONS-

Article 1^{er} : Le Samedi 16 Décembre 2017, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

De 11h00 à 20h00 :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

PARKING DE LA GARE

- Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant la manifestation.
- Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau b6a1.

De 15h00 à fin de la manifestation :

CIRCULATION STOPPEE

La circulation sera stoppée lors du passage de la parade de Noël sur le parcours ci-après :

AVENUE JEAN JEROME LEVIE
COURS NAPOLEON
AVENUE DU 1^{ER} CONSUL
AVENUE ANTOINE SERAFINI
QUAI DE LA REPUBLIQUE
AVENUE ANTOINE SERAFINI
RUE CARDINAL FESCH
COURS NAPOLEON
PLACE ABBATUCCI

Article 2 : La signalisation appropriée sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services de la ville. L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la Direction des Festivités.

Fait à AJACCIO, le : 11 Décembre 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD



Arrêté Municipal n°2017-4248

Portant la mise en oeuvre de mesures provisoires dans l'intérêt
de la sécurité publique,
relatives à l'interdiction d'accès au littoral et de baignade :

Sur l'ensemble du littoral de la commune

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-17, L. 2212-1 à 5, L. 2213-2 ;
Vu le Code pénal et notamment l'article R610-5 ;
Vu les délibérations n°2015/04 et n°2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints ;

Considérant qu'au vu des circonstances : avis de forte houle et risque de submersion,

Vu l'urgence,

-ARRETE-

Article 1er

Sont interdits :

- Tout accès au littoral de la commune
- Toutes activités de baignade sur l'ensemble des plages de la ville d'Ajaccio.

Le présent arrêté est effectif à compter du **Vendredi 7 Décembre 2017 à 14h et ce jusqu'à nouvel ordre ;**

Article 2

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Article 3

Copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, préfet de la Corse du Sud.

Article 4

Les services techniques de la ville sont chargés de la signalisation et de la publicité de la décision sur site, notamment aux endroits les plus dangereux.

Article 5

Le Directeur général des services de la ville d'Ajaccio, le Directeur général des services techniques de la ville, le Directeur départemental de la sécurité publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AJACCIO, le 11 Décembre 2017

Le Maire,



Laurent MARCANGELI

Le Directeur Général des Services

Pierre - Paul ROSSINI

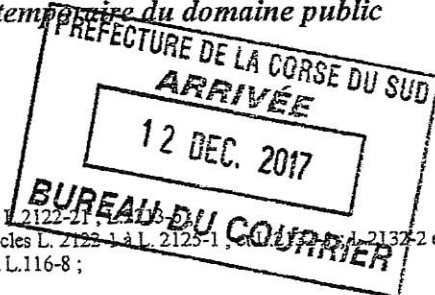


Direction Générale Adjointe
Proximité et services à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4250

**Modifiant l'arrêté municipal N°17-4063
portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-1 ; L.2123-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 /169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU l'arrêté municipal n° 17/3892 portant règlement particulier du marché de Noël 2017 de Ville d'Ajaccio ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU la délibération n° 2017/277 en date du 06 novembre 2017 portant sur la programmation et la tarification relative aux festivités de Noël 2017 ;

CONSIDERANT la demande en date du 10 novembre 2017, afin d'installer un manège dans le cadre du marché de Noël 2017.
CONSIDERANT qu'il convient de rectifier un changement de lieu.

ARRETONS :

Article 1^{er} :

L'article 1^{er} de l'arrêté municipal N°17-4063 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Monsieur Jean-Rolland DEGRAY, N° SIRET 340 507 565, ci après appelé le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place De Gaulle

Dates de montage : Du 02/12/17 au 08/12/17 **Horaires :** 07H00 à 19H00

Dates de la manifestation : Du 09/12/17 au 06/01/18

Horaires de la manifestation :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, dimanches de 10h00 à 20h00

Les vendredis et samedis de 10h00 à 22h00

Les dimanches 24 et 31 décembre de 10h00 à 18h00

Fermeture le lundi 25 décembre 2017 et lundi 1^{er} janvier 2018

Dates de démontage : Du 07/01/18 au 12/01/18 **Horaires :** 07H00 à 19H00

Objet : MAGIC CIRCUS

Propriétaire du manège : Monsieur Bruno DEGRAY

Article 2 :

Le reste de l'arrêté municipal N°17-4063 est sans changement.

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

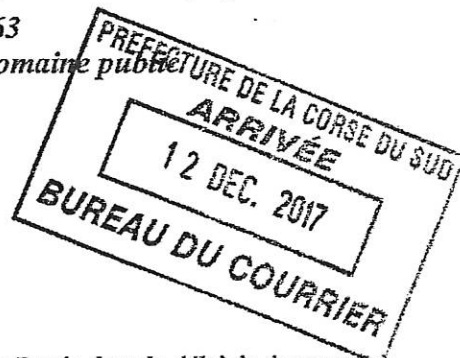


Direction Générale Adjointe
Proximité et services à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4250
Modifiant l'arrêté municipal N°17-4063
portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.



Article 5 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 6 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : **11 / 12 / 2017**



Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire


Stéphane SBRAGLIA



ARRETE MUNICIPAL N° 17-4251

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Le dimanche 17 décembre 2017**

Direction Générale Adjointe
Proximité et services à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;

CONSIDERANT la demande de Monsieur Levi PINSON, Président de l'Association Habad Loubavitch Corse, en date du 29 novembre 2017, afin d'organiser l'allumage public d'un chandelier dans le cadre de la fête de Hannouka.

ARRETONS :

Article 1^{er} :

Monsieur Levi PINSON, Président de l'Association Habad Loubavitch Corse, ci après ~~appelé~~ permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place Foch

Date de la manifestation : Le 17/12/17

Horaires : 16H00 à 20H00

.....
Objet : Fête de Hannouka



Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. Toutefois, la sous-occupation de tout ou partie de ce domaine, par une ou plusieurs personnes publiques ou privés autres que le permissionnaire, est autorisée uniquement si chaque sous-occupant est lié au permissionnaire et contribue à la réalisation de l'objet visé à l'article 1er. La sous-occupation du domaine public se fait sous l'entière responsabilité du seul permissionnaire.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 4 :

La présente autorisation n'est pas soumise au paiement d'une redevance en application de l'article 5 de la délibération n°2016/344 susvisée.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 6 :

La circulation et le stationnement des véhicules sont strictement interdits sur la place. Toute dégradation constatée sera à la charge du permissionnaire.



Direction Générale Adjointe
Proximité et services à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

ARRETE MUNICIPAL N°

17 - 4 2 5 1

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Le dimanche 17 décembre 2017**

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

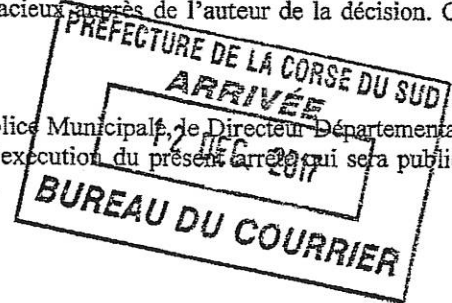
Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.



Fait à AJACCIO le

11 / 12 / 2017



Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire


Stéphane SBRAGLIA



Entre le carrefour de l'Avenue du Maréchal Juin, du Cours Prince Impérial et celui de Castel-Vecchio,
Dans le sens entré de ville

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/11
NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu l'avis de la Collectivité Territoriale de Corse en date du 5 Décembre 2008 ;

Vu l'arrêté municipal n°2008/02279 en date du 10 Décembre 2008 ;

Vu la demande de Maurice PLAISANT, Directeur délégué de la société publique locale de mobilité et de stationnement du pays ajaccien « MUVITARRA » en date du 30 Juin 2017, suite à des modifications importantes depuis l'Arrêté Municipal n°2008/02279 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation dans le cadre des transports urbains, pour le compte de la CAPA et de son délégataire la Société Publique Locale MUVITARRA;

Considérant que la commodité des usagers, ainsi que la fluidité du réseau de transport urbain (tel que prescrit par le PDU) exigent la mise en place d'un couloir bus en site propre.

-ARRETONS-

Article 1^{er} : L'Arrêté Municipal n°2008/02279 en date du 10 Décembre 2008 est abrogé.

Article 2 : A compter de la date du présent Arrêté, la circulation des transports en commun sera réglementée comme suit dans l'artère ci-après :

ROUTE TERRITORIALE N°20

INSTITUTION D'UN COULOIR DE CIRCULATION RESERVE A LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE « MUVITARRA »

Entre le carrefour de l'Avenue du Maréchal Juin, du Cours Prince Impérial et celui de Castel-Vecchio,

Dans le sens entré de ville, côté droit,

Sans porter atteinte au fonctionnement des carrefours

A l'exception des véhicules de la Société Publique Locale MUVITARRA : les autobus, midibus, minibus ou autres véhicules en service (contrôle, sécurité, technique), la circulation des autres véhicules sera formellement interdite.

Article 3 : DEROGATIONS

Par dérogation à l'article 2, les cars assurant les lignes régulières de transport public (transports scolaires, lignes interurbaines ou exceptionnelles) ou des sorties scolaires, les véhicules d'urgences et de secours ainsi que les taxis, seront autorisés à emprunter le couloir bus.

Article 4 : la mise en place des panneaux réglementaires ainsi que la matérialisation horizontale sera faite par les soins des Services Techniques de la Ville.

Article 5 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 7 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 8 : Toutes dispositions contraires à celles du présent Arrêté en matière de réglementation du stationnement pouvant exister dans les Arrêtés antérieurs, sont abrogées.

Article 9 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, le Directeur de la Société Publique Locale MUVITARRA.

Fait à AJACCIO, le : 12 Décembre 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD





Portant stationnement interdit
Portant circulation interdite,
Portant déviation de circulation

Dans l'artère ci-après :

RUE PAUL COLONNA D'ISTRIA

Le Vendredi 18 Mai 2018

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/12/3265

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de prorogation de la direction des Festivités en date du 5 Décembre 2017,

Considérant que dans le cadre de la manifestation sportive « CROSS DU COLLEGE LES PADULES », il appartient à l'Autorité Municipale de réglementer le stationnement et la circulation.

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances,

-ARRETONS-

Article 1er : Le Vendredi 18 Mai 2018, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

De 06h00 à 11h30 :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

RUE PAUL COLONNA D'ISTRIA

Portion comprise entre l'entrée du collège des Padules et le n°14

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement de la manifestation.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

De 08h30 à 11h30 :

CIRCULATION INTERDITE

La circulation des véhicules sera interdite le temps du passage des coureurs dans l'artère ci-après :

RUE PAUL COLONNA D'ISTRIA

DEVIATION DE CIRCULATION

Une déviation des véhicules sera mise en place afin d'inviter les usagers à ne pas emprunter l'artère ci-dessus nommée.

DEROGATION : Seuls les véhicules prioritaires seront autorisés à circuler et stationner.

Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services de la ville.

Article 3 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la Direction des Festivités.

Fait à AJACCIO, le : 12 Décembre 2017

Pour M. le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD



VILLE D'AJACCIO
CITÀ D'AJACCIU



COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N° 17-4260

Portant stationnement interdit
Portant restriction de circulation
Portant limitation de vitesse à 30 Km/h

A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Vendredi 12 Janvier 2018

Dans l'artère ci-après :

AVENUE COLONEL COLONNA D'ORNANO

Au droit des numéros 10 et 14

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité et Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/12/3269

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de l'Entreprise Réseaux Electrique Diffusion Corse en date du 6 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux d'ouverture de tranchée pour la pose de câble EDF, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation,

Considérant que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent ;

-ARRETONS-

Article 1^{er} : A compter du **Lundi 8 Janvier 2018** jusqu'au **Vendredi 12 Janvier 2018**, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans les artères ci-après :

AVENUE COLONEL COLONNA D'ORNANO

Au droit des numéros 10 et 14

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

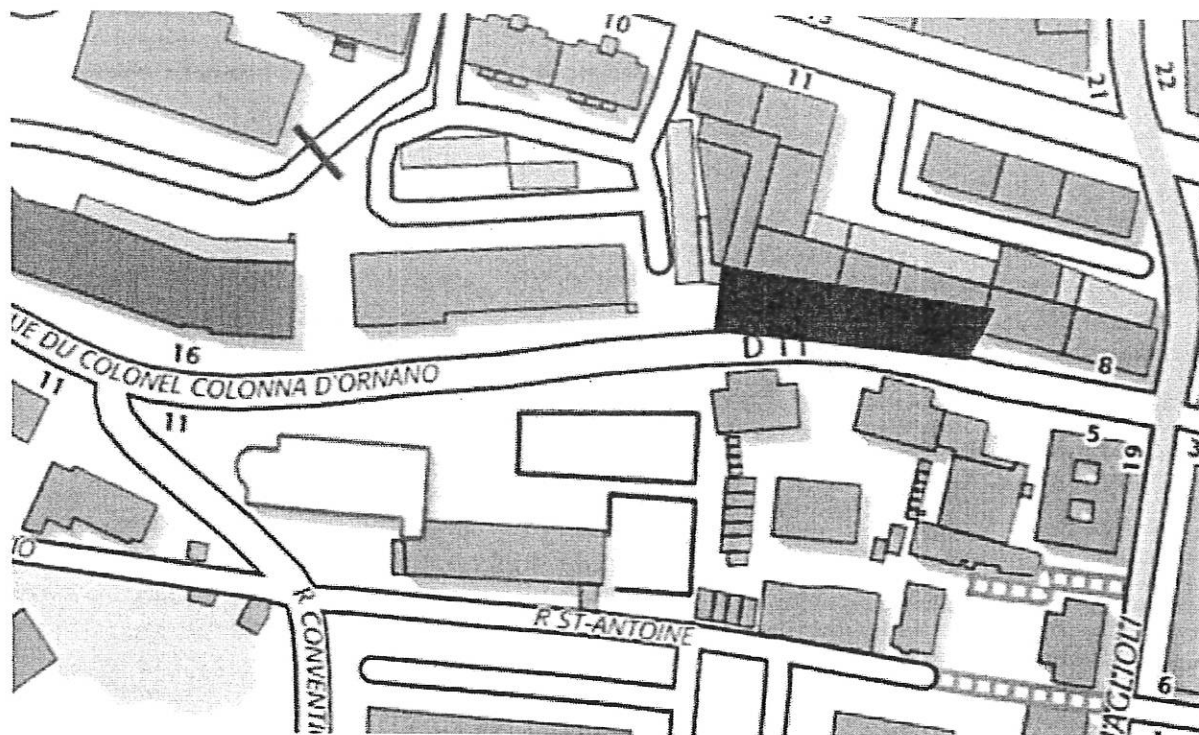
Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

RESTRICTION DE CIRCULATION

La chaussée sera légèrement réduite, la circulation des véhicules continuera à s'effectuer normalement.

LIMITATION DE VITESSE A 30 KM/H

La vitesse sera limitée à 30 km/h dans la zone du chantier.



Article 2 : La signalisation appropriée sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. **L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.**

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, l'Entreprise Réseaux Electrique Diffusion Corse.

Fait à AJACCIO, le : 12 Décembre 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLEARD





DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD

COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE N° 2017 - 4261

Portant interdiction d'accès à la tour de la Parata

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Environnement et Aménagements Paysagers SBDLG/EM/12

NOUS, LAURENT MARANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la commune,

Vu la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions e L'Etat,

Vu la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités Locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.213- 1 à L.2216, L.2121-29, 2122-22, 2122-23, L.2212-2 ;

Vu la délibération n°2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire,

Considérant que la tour de la Parata présente des risques d'effondrements et de chutes de pierres, il appartient à l'Autorité Municipale d'en interdire l'accès ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances.

-ARRETONS-

Article 1^{er} : L'accès piétonnier au site de la Tour de la Parata est interdit pour risques de chutes de pierres et d'effondrements. Le présent arrêté prend effet immédiatement et ce jusqu'à nouvel ordre.

Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services de la ville.

Article 3 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de BASTIA.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Services à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation : le présent arrêté sera adressé à MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale.

Fait à AJACCIO, le 13 Décembre 2017

Le Maire

Laurent MARANGELI



604



Direction Générale Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Service des Halles et Marchés

17 - 4 2 6 2 ,

ARRETE MUNICIPAL N°
Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public
pour l'exercice d'une activité commerciale ambulante.

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 22/11/2017, de M. SPANEDDA Sauveur, gérant de « **CHEZ KALOU ROTISSERIE TRAITEUR** », immatriculé N° 812197465, afin de procéder à la fabrication et la vente de sandwiches, pizzas, crêpes, boissons, confiseries, viennoiseries, glaces, sur le domaine public.

ARRETE :

Article 1^{er} :

M. SPANEDDA Sauveur, gérant de « **CHEZ KALOU ROTISSERIE TRAITEUR** », ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

Localisation : Bd Pascal Rossini Parking Côté Boulevard Marcaggi 20000 Ajaccio

Objet : fabrication et vente de sandwiches, pizzas, crêpes, boissons, confiseries, viennoiseries, glaces

Période : A l'année du lundi au dimanche

Police d'assurance en responsabilité civile N° 171407663

Article 2 :

Le permissionnaire est tenu de respecter la réglementation applicable à l'exercice de son activité commerciale ambulante.

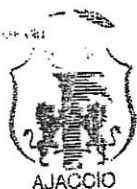
Le non respect de ces obligations fait l'objet de sanction, et le permissionnaire peut se voir retirer son autorisation d'occupation du domaine public.

Article 3 :

Tout aménagement supplémentaire (tables, chaises, bancs, estrades, etc,...) est formellement interdit.

Article 4 :

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.



Direction Général Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Service des Halles et Marchés



Article 5 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 6 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 7 :

La présente autorisation est octroyée pour une durée d'un an. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

Article 8 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

Article 9 :

Le permissionnaire ne devra laisser son emplacement inoccupé pendant plus d'un mois, exception faite toutefois des cas de maladie dûment constatée ou des congés annuels qui ne devront pas se prolonger au-delà d'une durée de trois mois consécutifs. En ce qui concerne les femmes, des aménagements particuliers pourront être envisagés en leur faveur.

En cas de maladie dûment constatée par un certificat médical, l'administration pourra autoriser un remplaçant pour une durée ne dépassant pas trois mois renouvelable. Une autorisation spéciale devra être demandée par écrit, en indiquant le nom, prénom et adresse du remplaçant.

Article 10 :

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 11.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 12.

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 13.

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 14.

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

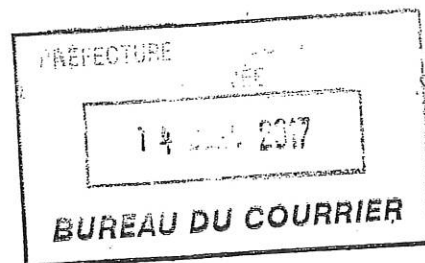
Fait à AJACCIO, le : 13 DEC. 2017

Pour le Maire, et par délégation,
Le Premier Adjoint

Stéphane SBRAGGIA.

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint

AM 2015-66
Stéphane SBRAGGIA



ARRÊTÉ MUNICIPAL n° 2017-4263

Rapportant les mesures provisoires et d'urgence dans l'intérêt de la sécurité publique relatives à l'interdiction d'accès au littoral et de baignade :
Sur l'ensemble du littoral de la commune

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-17, L. 2212-1 à 5, L. 2213-23 ;
Vu le Code pénal et notamment l'article R610-5 ;
Vu les délibérations n°2015/04 et n°2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints ;

Considérant la fin de l'épisode de vent fort et de houle, ainsi que la diminution de risque de submersion ;

-ARRETE-

Article 1er

1°- L'arrêté municipal n° 2017-4248 est rapporté dans son intégralité.
2°- L'accès au littoral et les activités de baignade sont de nouveau autorisées à compter du mercredi 13 décembre à 10h.

Article 2

Copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, préfet de la Corse du Sud.

Article 3

Les services techniques de la ville sont chargés de la signalisation et de la publicité de la décision sur site.

Article 4

Le Directeur général des services de la ville d'Ajaccio, le Directeur général des services techniques de la ville, le Directeur départemental de la sécurité publique, le Chef de la police municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AJACCIO, le 13 Décembre 2017



Le Maire, des Services

Pierre - Paul ROSSINI

Laurent MARCANGELI



Portant restriction de circulation

A compter du 13 Décembre 2017 jusqu'au 15 Février 2018 au plus tard

Dans l'artère ci-après :

RUE FRANCOIS PIETRI,

Portion comprise entre la rue de Candia et l'Avenue Maréchal Juin

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/12/
NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,
Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,
Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,
Vu le Code de la Route,
Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,
Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,
Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,
Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,
Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,
Vu la demande de la société RAZEL BEC en date du 13 Décembre 2017,
Considérant qu'à l'occasion de travaux de requalification urbaine du quartier des Cannes, phase D1 et D2, il est nécessaire d'instituer une restriction de circulation,
Considérant que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent ;

-ARRETONS-

Article 1^{er} : A compter du Mercredi 13 Décembre 2017 jusqu'au Jeudi 15 Février 2018 au plus tard, la circulation sera réglementée comme suit, dans l'artère ci-après :

RESTRICTION DE CIRCULATION

RUE FRANCOIS PIETRI,

Portion comprise entre la rue de Candia et l'Avenue Maréchal Juin

La chaussée sera réduite pour les besoins des travaux, mais le double sens de circulation est maintenu.

Article 2 : La signalisation appropriée sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la société RAZEL BEC.

Fait à AJACCIO, le : 14 Décembre 2017

Pour M. le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD





DEPARTEMENT DE LA CORSE-DU-SUD

COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 2017-4266

Portant stationnement interdit

A compter du Mercredi 13 Décembre 2017, et ce jusqu'au Jeudi 15 Mars 2018 au plus tard,

Dans l'artère ci-après :

RUE JEAN LLUIS

Côté droit, en direction de la rue François Pietri

DGA Proximité et Service à la Population/Direction Proximité/Pôle circulation et réglementation/SBDLG/SM/12/

NOUS, Laurent MARCANGELI MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I - Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation

et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de la RAZEL-BEC en date du 13 Décembre 2017;

CONSIDERANT qu'à l'occasion de travaux de requalification urbaine du quartier des Salines, phase A1, il est nécessaire d'instituer une interdiction de stationnement;

CONSIDERANT que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du Mercredi 13 Décembre 2017, et ce jusqu'au Jeudi 15 Mars 2018 au plus tard, le stationnement sera réglementé comme suit dans l'artère ci-après :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

RUE JEAN LLUIS

Côté droit, en direction de la rue François Pietri

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale des Services Techniques de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à l'entreprise RAZEL-BEC.

Fait à Ajaccio le 14 Décembre 2017

Pour M. le Maire,
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD





Arrêté N° 2017-4269

Portant fermeture provisoire et évacuation de l'appartement 4^{ème} étage porte de gauche, sis 13 rue du Cardinal Fesch, parcelle cadastrée section n° BX 235, 20 000 Ajaccio

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;
Vu la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
Vu la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L. 2122-17 à L.2122-20 et suivants ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L. 2212 et suivants ;
Vu le Code de la construction et de l'habitation notamment les articles L 511-1 et suivants ;
Vu les délibérations n°2015-04 et n°2015-06 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints ;

Vu L'intervention du SDISS 2A consécutive à l'effondrement d'un plafond sur la locataire de l'appartement dans la soirée du 13 décembre 2017 ;

Vu le rapport de l'ingénieur d'astreinte en date du 14 décembre 2017 ;

Vu Le caractère urgent de la situation ;

Considérant que suite au sinistre survenu le 13 décembre 2017, l'appartement susvisé ne permet plus son habitation en l'état notamment en raison des dégâts constatés sur le plafond de celui-ci.

Considérant que cette situation induit une obligation de prononcer une interdiction temporaire d'habitation et de l'évacuation des personnes jusqu'à la réalisation des travaux nécessaires ;

Considérant l'urgence ;

-ARRETE-



Article 1^{er}

Est prononcée la fermeture provisoire et l'évacuation de l'appartement occupé par Mme BOUZAZI Fadhia, propriété de M. GOMEZ DA SOUZA, sis au 4^{ème} étage porte de gauche du n°13 de la rue du Cardinal Fesch à Ajaccio

A compter du : 14 décembre 2017 à 10h00.

Article 2

L'autorisation d'accès et d'occupation du logement est subordonnée à la réalisation des travaux de mise en conformité qui seront décidés par les experts missionnés par les assureurs du bailleur et de l'occupant.

Un accès est permis aux experts susvisés ainsi qu'aux entreprises qui seront mandatées par les compagnies d'assurance.

Un accès est également permis à l'occupant afin de récupérer ses effets personnels.

Article 3

Le présent arrêté sera notifié en la forme administrative à :

- Mme BOUZAZI Fadhia, locataire, 13 rue du Cardinal Fesch, 20 000 Ajaccio.
- M et Mme GOMEZ DA SOUZA José, propriétaires, Mascardaccia, 20 129 Bastelicaccia.
- C2I, syndic de l'immeuble, 1 rue Général Campi, 20 000 Ajaccio.

Article 4

Le présent arrêté sera affiché en mairie d'Ajaccio et sur la façade de l'immeuble.

Article 5

Le présent arrêté est transmis au Préfet de la Corse au titre du contrôle de légalité.

Article 6

Les intéressés disposent, en cas de contestation, d'un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, pour déposer un recours devant le tribunal Administratif de Bastia.

Dans ce même délai, ils peuvent également effectuer un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire.

Article 7

M.M. le Secrétaire Général de la Ville d'Ajaccio, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 14 décembre 2017

/ Le Maire



Laurent MARCANGELI

Le Directeur Général des Services



Pierre - Paul ROSSINI

Annexe :

- Rapport de l'ingénieur d'astreinte en date du 14 décembre 2017



Arrête municipal n°2017-4274

Modification de l'arrête municipal n°2015-194
Portant délégation d'une partie des fonctions du Maire

A M. Stéphane SBRAGGIA, Mme Nathalie RUGGERI-ZANETTACCI,
Mme Simone GUERRINI, M. Pierre PUGLIESI,
Mme Rose- Marie OTTAVY-SARROLA, M. Jacques BILLARD,
Mme Nicole OTTAVY, M. Charles VOGLIMACCI,
Mme Annie COSTA-NIVAGGIOLI,
Mme Marie-Ange BIANCAMARIA, M. Jean-Pierre ARESU, M. Christophe MONDOLONI

PLACEMENT D'OFFICE DES MALADES MENTAUX

Laurent MARCANGELI Maire de la VILLE D'AJACCIO

Vu l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales qui confère au Maire le pouvoir de déléguer une partie des fonctions à un ou plusieurs adjoints, et en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints à des membres du Conseil Municipal.

Vu le Code de la santé publique, article L. 343 modifié par la loi numéro 527 du 27 juin 1990.

Vu les articles L.2122-1 et L.2122.2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que la multiplicité et la diversification des tâches qui incombent au Maire nécessitent pour la bonne marche de l'administration communale, l'octroi de cette délégation d'une part ;

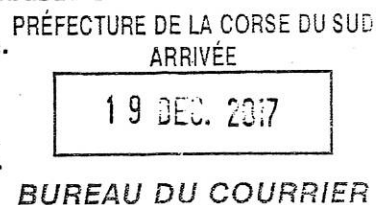
Considérant, d'autre part la nécessité d'agir dans l'urgence quand il s'agit du placement d'office des malades mentaux ;

Considérant que M. Balzano a démissionné de ses fonctions d'adjoint et qu'il convient par conséquent de pourvoir à son remplacement ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée pour prendre toutes mesures provisoires et indispensables à l'égard des malades mentaux à ::

- M. Stéphane SBRAGGIA, adjoint au maire.
- Mme Nathalie RUGGERI-ZANETTACCI, adjointe au maire.
- Mme Simone GUERRINI, adjointe au maire.
- M. Pierre PUGLIESI, adjoint au maire.
- Mme Rose- Marie OTTAVY-SARROLA, adjointe au maire.
- M. Jacques BILLARD, adjoint au maire.



- Mme Nicole OTTAVY, adjointe au maire.
- M. Charles VOGLIMACCI, adjoint au maire.
- Mme Annie COSTA-NIVAGGIOLI, adjointe au maire.
- Mme Marie-Ange BIANCAMARIA, adjointe au maire.
- M. Jean-Pierre ARESU, adjoint au maire.
- M. Christophe Mondoloni, adjoint au maire

ARTICLE 2 : Cette délégation de fonction comporte notamment délégation de signature pour toutes les pièces administratives et tous documents relevant du secteur concerné.

ARTICLE 3 : M. Stéphane SBRAGGIA, Mme Nathalie RUGGERI-ZANETTACCI, Mme Simone GUERRINI, M. Pierre PUGLIESI, Mme Rose- Marie OTTAVY-SARROLA, M. Jacques BILLARD, Mme Nicole OTTAVY, M. Charles VOGLIMACCI, Mme Annie COSTA-NIVAGGIOLI, Mme Marie-Ange BIANCAMARIA, M. Jean-Pierre ARESU, M. Christophe MONDOLONI, adjoints au maire, devront indiquer dans leurs actes qu'ils prennent relativement à l'objet délégué, qu'ils agissent par délégation et mentionner le présent arrêté.

ARTICLE 4 : La présente délégation sera exécutoire dès réception par les services préfectoraux et subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée.

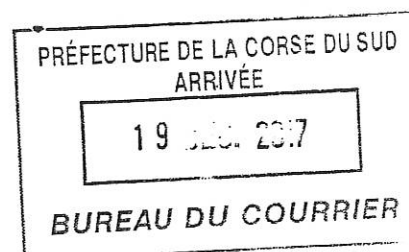
ARTICLE 5 : Cet arrêté sera transcrit sur le recueil des actes administratifs de la Mairie et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Région Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Fait à Ajaccio, le 14 décembre 2017

LE MAIRE



Laurent MARCANGELI





Arrêté municipal N°2017-4275

Modification de l'arrêté municipal N°2015-181
Portant délégation d'une partie des fonctions du Maire

A Monsieur Jean-Pierre ARESU – 12^{ème} Adjoint au Maire

FEDERATION DES CITES NAPOLEONIENNES,
MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE NAPOLEONNIEN DE LA VILLE.



Laurent MARCANGELI Maire de la VILLE D'AJACCIO

Vu l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales

Considérant que la multiplicité et la diversification des tâches qui incombent au Maire nécessitent pour la bonne marche de l'administration communale, l'octroi de ces délégations ;

Considérant que M. Balzano a démissionné de ses fonctions d'adjoint et qu'il convient par conséquent de pourvoir à son remplacement ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Monsieur **Jean-Pierre ARESU**, 12^{ème} adjoint au maire, pour les secteurs suivants :

FEDERATION DES CITES NAPOLEONIENNES,
MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE NAPOLEONNIEN DE LA VILLE.

ARTICLE 2 : Cette délégation de fonction comporte notamment délégation de signature pour toutes les pièces administratives et tous documents relevant du secteur délégué.

ARTICLE 3 : Monsieur **Jean-Pierre ARESU**, 12^{ème} adjoint au maire, devra indiquer dans les actes qu'il prendra relativement à l'objet délégué qu'il agit par délégation et mentionner le présent arrêté de délégation.

ARTICLE 4 : La présente délégation sera exécutoire dès réception par les services préfectoraux et subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée.

ARTICLE 5 : Cet arrêté sera transcrit sur le recueil des actes administratifs de la Mairie et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Région Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Fait à Ajaccio, le 14 décembre 2017

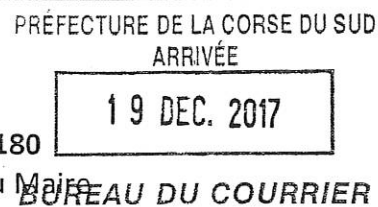


LE MAIRE
Laurent Marcangeli
Laurent MARCANGELI



Arrêté municipal N° 2017-4276

Modification de l'arrêté municipal N°2015-180
Portant délégation d'une partie des fonctions du Maire



A Madame Marie-Ange BIANCAMARIA, 11^{ème} Adjointe au Maire

NAUTISME ET PLAISANCE.

Laurent MARCANGELI Maire de la VILLE D'AJACCIO

Vu l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que la multiplicité et la diversification des tâches qui incombent au Maire nécessitent pour la bonne marche de l'administration communale, l'octroi de ces délégations ;

Considérant que M. Balzano a démissionné de ses fonctions d'adjoint et qu'il convient par conséquent de pourvoir à son remplacement ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Madame Marie-Ange BIANCAMARIA, 11^{ème} adjointe au maire, pour les secteurs suivants :

NAUTISME ET PLAISANCE.

ARTICLE 2 : Cette délégation de fonction comporte notamment délégation de signature pour toutes les pièces administratives et tous documents relevant du secteur délégué.

ARTICLE 3 : Madame Marie-Ange BIANCAMARIA, 11^{ème} adjointe au maire, devra indiquer dans les actes qu'elle prendra relativement à l'objet délégué qu'elle agit par délégation et mentionner le présent arrêté de délégation.

ARTICLE 4 : La présente délégation sera exécutoire dès réception par les services préfectoraux et subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée.

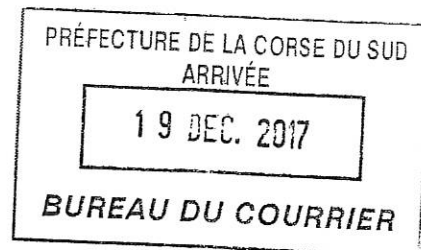
ARTICLE 5 : Cet arrêté sera transcrit sur le recueil des actes administratifs de la Mairie et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Région Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Fait à Ajaccio, le 14 décembre 2017

LE MAIRE

Laurent MARCANGELI





Arrête municipal n°2017-4277

Modifications de l'arrête municipal n°2015-182
Portant délégation d'une partie des fonctions du Maire

A Madame Caroline CORTICCHIATO, 13^{ème} Adjoint au Maire

DEVELOPPEMENT SOCIAL, CIAS

Laurent MARCANGELI Maire de la VILLE D'AJACCIO

Vu l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales

Considérant que la multiplicité et la diversification des tâches qui incombent au Maire nécessitent pour la bonne marche de l'administration communale, l'octroi de ces délégations ;

Considérant que M. Balzano a démissionné de ses fonctions d'adjoint et qu'il convient par conséquent de pourvoir à son remplacement ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Madame Caroline CORTICCHIATO, 13^{ème} adjoint au maire, pour les secteurs suivants :

DEVELOPPEMENT SOCIAL, CCAS.

ARTICLE 2 : Cette délégation de fonction comporte notamment délégation de signature pour toutes les pièces administratives et tous documents relevant du secteur délégué.

ARTICLE 3 : Madame Caroline CORTICCHIATO, 13^{ème} Adjoint au Maire, devra indiquer dans les actes qu'elle prendra relativement à l'objet délégué qu'elle agit par délégation et mentionner le présent arrêté de délégation.

ARTICLE 4 : La présente délégation sera exécutoire dès réception par les services préfectoraux et subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée.

ARTICLE 5 : Cet arrêté sera transcrit sur le recueil des actes administratifs de la Mairie et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Région Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Fait à Ajaccio, le 14 décembre 2017



LE MAIRE

Laurent MARCANGELI
Laurent Marcangeli



17 - 4 2 7 8 ,

Arrêté municipal N°

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
et d'exercice d'une activité commerciale non sédentaire sur le
marché central d'Ajaccio**

Direction Générale Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de l'Artisanat
Service des Halles et Marchés

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;

Vu le Code de Commerce ;

Vu le Code de la Consommation ;

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime,

Vu le Code des relations entre les citoyens et l'administration ;

VU les délibérations du conseil municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal ;

VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;

VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;

VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

VU l'arrêté municipal n°16-1718 portant réglementation générale des halles et marchés d'Ajaccio ;

CONSIDERANT les dispositions de la SECTION IV de l'arrêté municipal n° 16-1718 susvisé relatives aux dispositions transitoires afférentes à l'entrée en vigueur dudit arrêté ;

CONSIDERANT qu'il convient de régulariser les situations individuelles des exposants du marché central d'Ajaccio souhaitant bénéficier d'un emplacement fixe par titularisation ;

CONSIDERANT la demande d'emplacement fixe présentée par **Monsieur ANDREANI Luc**, immatriculé n° 79364063200014.

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur ANDREANI Luc, producteur agricole, domicilié, Résidence les 10 Palmes, Immatriculé au SIRET n° 79364063200014, AJACCIO ci après appelé(e) le titulaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

- **Marché central (Place FOCH) :**

PERIODE HIVERNALE :

Jours de déballage : mardi, mercredi, vendredi, samedi, dimanche

Mois de déballage : novembre, décembre, janvier, février, mars

Année : 2018

PERIODE ESTIVALE :

Jours de déballage : mardi, mercredi, vendredi, samedi, dimanche

Mois de déballage : Avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre

Année : 2018

- **Linéaire de vente en mètres** : 61 x 3L (3 lots)
- **Emplacement des lots** : Allée D
- **Lot(s) n°** : 01, 02, 03

Produits autorisés à la vente : fruits, légumes, huile d'olive.

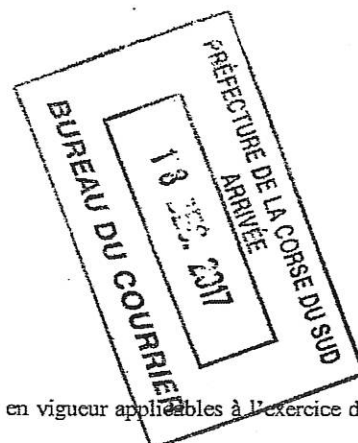
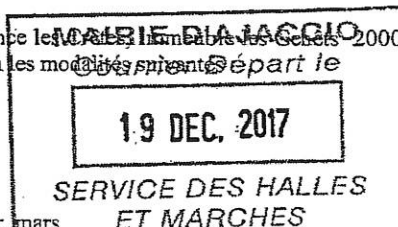
ARTICLE 2:

2.1. Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.

2.2. Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions fixées par le règlement général des halles et marchés.

2.3. Le titulaire est tenu de se conformer aux instructions qui lui sont données par les agents chargés de la gestion des halles et marchés.

2.4. En cas de non respect des dispositions du présent arrêté ou de la réglementation en vigueur, le titulaire s'expose aux sanctions prévues par le règlement général des halles et marchés, sans préjudice des sanctions pénales ou civiles qui pourraient être initiées à son encontre.



ARTICLE 3:

3.1. La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment pour toute raison d'intérêt général.

3.2. La présente autorisation peut être suspendue temporairement ou définitivement en application des sanctions prévues par le règlement général des halles et marchés de la Ville d'Ajaccio.

ARTICLE 4:

4.1. La présente autorisation est valable uniquement pour la période fixée à l'article 1.

4.2. L'autorisation peut être renouvelée selon les modalités prévues par le règlement général des halles et marchés de la ville d'Ajaccio.

ARTICLE 5:

5.1. La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

5.2. Toute occupation irrégulière du domaine public sera sanctionnée selon les formes prévues par le règlement général des halles et marchés de la Ville d'Ajaccio.

ARTICLE 6:

6.1. La présente autorisation donne lieu au paiement d'un droit de place dont le montant est fixé par délibération du conseil municipal.

6.2. Tout dépassement de la superficie indiquée à l'article 1 fera l'objet d'une tarification conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7:

Le titulaire est tenu de respecter les règles d'assiduité fixées par le règlement général des halles et marchés. Les absences supplémentaires doivent être justifiées dans les formes prévues par ledit règlement. Le défaut d'assiduité est sanctionné selon les formes fixées par ledit règlement.

ARTICLE 8:

Le titulaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et de dégradation ou de modifications constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du titulaire.

ARTICLE 9:

Le titulaire est tenu de respecter les horaires fixés par le règlement. Il est notamment tenu de libérer le domaine public aux horaires prévus. Il est tenu de déposer les différents déchets conformément aux instructions qui lui sont données par les services municipaux.

ARTICLE 10:

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

ARTICLE 11:

Le présent arrêté sera notifié au titulaire.

ARTICLE 12:

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

ARTICLE 13:

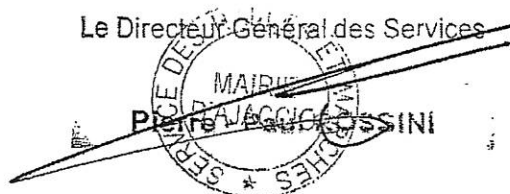
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 15 DEC. 2017

Pour le Maire, et par délégation,
Le Premier Adjoint.

Stéphane SBRAGGIA.

Le Directeur Général des Services





DEPARTEMENT DE LA CORSE-DU-SUD

COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 17- 4279

FERMETURE DU STADE JEAN NICOLI

VIGNETTA

Les 16 et 17 décembre 2017

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction Proximité/Pôle circulation et réglementation/SBDLG/TE/12.

NOUS, Laurent MARCANGELI MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions;

VU, la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 à L.2216;

VU, le Code de la Route;

VU le Code de la Voirie Routière;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I - Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, la demande de la Direction du service des Sports de la ville d'Ajaccio en date du 15 décembre 2017;

CONSIDERANT que les conditions météorologiques ne permettent pas la tenue des manifestations sportives initialement prévues;

CONSIDERANT que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du 16 décembre 2017, et ce, jusqu'au 17 décembre inclus, toutes les manifestations sportives au stade Jean Nicoli - Vignetta sont annulées.

ARTICLE 2: La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4: Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale des Services Techniques de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur de la Police Municipale, la Direction du service des Sports de la ville d'Ajaccio.

Fait à Ajaccio le 15 Décembre 2017

Pour Monsieur Le Maire,
L'Adjoint Délégué,

MAIRIE D'AJACCIO
Jacques BILLARD.
Le Directeur Général des Services
LE CIRCULATION ET REGLEMENTATION
Pierre - Paul ROSSINI



DEPARTEMENT DE LA CORSE-DU-SUD

COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 17-4281

Portant institution d'emplacements réservés « arrêt minutes »
Stationnement limité à 30 minutes sur six emplacements

Dans l'artère ci-après :

BOULEVARD ALBERT 1^{er}

Au droit des enseignes « Thiriet » et « Eden Fleurs », voir plan

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction Proximité/Pôle Circulation et Réglementation /SBDLG/SM/12/3284

NOUS, Laurent MARCANGELI MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU la délibération n°2016/34 en date du 22 février 2016 portant sur de nouvelles modalités de fonctionnement du stationnement sur voirie ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la sécurité et la fluidité de la circulation sur le boulevard Albert 1^{er} ;

CONSIDERANT qu'il convient de répondre aux besoins de stationnements minute pour la zone commerçante et pour les résidents du quartier en instituant six places de stationnement minutes ;

-ARRETONS-

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté municipal n°66-169 en date du 09 novembre 1966, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio est complété comme suit :

INSTITUTION D'EMPLACEMENTS RESERVES « ARRET MINUTE »

La zone arrêt minute est limitée à 30 minutes dans les tranches horaires suivantes : 9h00 – 12h00 et 14h00 – 19h00 tous les jours sauf les dimanches et jours fériés, dans l'artère ci-après :

BOULEVARD ALBERT 1^{er}

Sur six emplacements, au droit des enseignes « Thiriet » et « Eden Fleurs », voir plan



ARTICLE 2 : La mise en place de la signalisation horizontale et verticale sera faite par le pôle voirie de la Direction du patrimoine viaire de la DGA PSP.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux devant le Député Maire de la commune d'Ajaccio et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia, dans un délai de deux mois suivant sa publicité.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, Madame la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale,

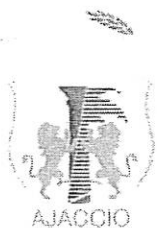
ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ajaccio, le 18 Décembre 2017



Pour M. le Maire,
Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.



COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N° 17-4284

"TRAVAUX DE NUIT"

Portant stationnement interdit,
Portant restriction de circulation,
Portant limitation de vitesse à 30 KM/H

A compter du Lundi 18 Décembre 2017 à 19h00 jusqu'au Samedi 23 Décembre 2017 à 07h00

Dans l'artère ci-après :

RUE ACHILLE PERETTI,

Portion comprise entre la rue Nicolas Péraldi et la rue Vincent De Moro Giafferi

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/12/

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de la société RAZEL BEC en date du 18 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de requalification urbaine du quartier des Canes, et plus précisément des travaux de peinture de signalisation horizontale, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

Considérant que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent ;

-ARRETONS-

Article 1^{er} : A compter du Lundi 18 Décembre 2017 à 19h00 jusqu'au Samedi 23 Décembre 2017 à 07h00, le stationnement sera réglementé comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit (suivant avancement des travaux) et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

RUE ACHILLE PERETTI,

Portion comprise entre la rue Nicolas Péraldi et la rue Vincent De Moro Giafferi

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1

Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04 95 10 45 90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle

RESTRICTION DE CIRCULATION

La chaussée sera réduite pour les besoins des travaux, le double sens de circulation sera réglé par alternat manuel ou par feux tricolores, dans l'artère ci-dessus nommée

LIMITATION DE VITESSE A 30 KM/H

La vitesse sera limitée à 30 Km/h dans la zone du chantier

Article 2 : La signalisation appropriée sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

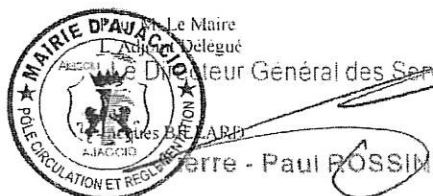
Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs

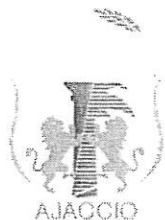
Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté

Article 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la société RAZEL BEC

Fait à AJACCIO, le : 18 Décembre 2017





DEPARTEMENT DE LA CORSE-DU-SUD

COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 2017-4286

Portant stationnement interdit

A compter du 20 décembre 2017 et, ce, jusqu'au 25 décembre 2017 au plus tard,
Ci-après :

RUE COMTE BACCIOCHI

Voir plan ci-joint

DGA Proximité et Service à la Population/Direction Proximité/Pôle circulation et réglementation/SBDLG/TE/12

NOUS, Laurent MARCANGELI MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de la SARL ETS DEBENE en date du 13 décembre 2017;

CONSIDERANT qu'à l'occasion de la mise à niveau de regard, il est nécessaire d'instituer une interdiction de stationnement dans la zone de travaux ;

CONSIDERANT que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du 20 décembre 2017, et ce jusqu'au 25 décembre 2017 au plus tard, le stationnement seront réglementé comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après:

RUE COMTE BACCIOCHI

Voir plan ci-joint



L'entreprise prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et des piétons.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale des Services Techniques de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à l'entreprise DEBENE.

Fait à Ajaccio le 18 Décembre 2017

Pour Le Maire,
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.



Directeur Général des Services

Pierre - Paul ROSSINI



DEPARTEMENT DE LA CORSE-DU-SUD

COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 2017-4287

Portant rue barrée

Le mardi 19 décembre 2017 à partir de 07h30, et ce, jusqu'à 11h00.

Dans l'artère ci-après :

RUE ROI DE ROME

Portion comprise entre la rue Notre Dame et l'Avenue Eugene Macchini.

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction Proximité /Pôle Circulation et Réglementation /SBDLG/TE/12/3287.

NOUS, Laurent MARCANGELI MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route ;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de la Sarl De Petriconi en date du 04 décembre 2017 ;

CONSIDERANT qu'à l'occasion d'un déménagement dans la rue Roi de Rome, il est nécessaire d'instituer, une rue barrée à hauteur de la zone d'intervention.

CONSIDERANT que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent,

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : Le mardi 19 décembre 2017 à partir de 07h30, et ce, jusqu'à 11h00, la circulation sera réglementée comme suit dans les artères ci-après :

RUE BARREE

RUE ROI DE ROME

Portion comprise entre la rue Notre Dame et l'Avenue Eugene Macchini.

PERIMETRE DE SECURITE

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux ;

Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes :

BARRIERAGE, RUBALISE.

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef le la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

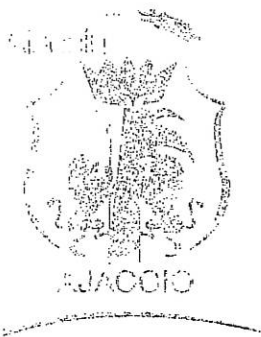
ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur de la Police Municipale, la Sarl De Petriconi.

Fait à Ajaccio, le 19 Décembre 2017.



Pour Monsieur le Maire,
L'Adjoint Délégué,
Jacques BILLARD.

Le Directeur Général des Services



ARRETE MUNICIPAL N° 17 - 4288 -

**PORTANT AUTORISATION D'UNE ENSEIGNE
« CARPE DIEM »**

NOUS, Laurent MARCANGELI, Maire de la Ville d'Ajaccio ;

VU le Code de l'Environnement notamment ses articles L. 581-8 et L. 581-18 ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2213-23 ;
VU la Loi du 4 Aout 2008 portant Modernisation de l'Economie ;
VU le décret N° 2012-18 du 30 Janvier 2012 relatif à la Publicité extérieure, aux enseignes et préenseignes ;
VU l'arrêté N° 11-1528 portant Règlement pour la publicité, les enseignes et les préenseignes ;
VU la délibération N° 08-221 en date du 27 Octobre 2008 portant Rapport sur la Publicité Commerciale ;
VU la délibération n° 15-04 du 8 Février 2015 portant élection du Maire et des adjoints ;
VU la demande d'autorisation préalable N° 02A - 004 -17 - 011 déposée par la SARL BRULERIE DES CAFES RENE en date du 04/12/17 ;

- ARRETONS -

ARTICLE 1. – Est accordée l'autorisation d'installer une enseigne « CARPE DIEM » de 11.22 M² située au 51 Cours Napoléon à AJACCIO pour la SARL BRULERIE DES CAFES RENE (10 rue H. Campiglia – 20000 AJACCIO).

ARTICLE 2.- La présente autorisation est délivrée sous réserve de l'obtention des autres autorisations préalables ou déclarations préalables prévues par la Loi et règlements en vigueur.

ARTICLE 3. – Le Maire soussigné certifie le caractère exécutoire du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 4. – Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, le Directeur Général des Services Techniques, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Corse du Sud, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fait à AJACCIO le 20 Décembre 2017

LE MAIRE
Le Directeur Général des Services

Pierre - Paul ROSSINI



**ARRETE MUNICIPAL N°
2017/4289**

Portant retrait de l'arrêté municipal n° 2017 / 3921 du 18 Octobre 2017.

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu le Code Général de Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-9-2 III,

Vu l'élection du Président de la Communauté de Commune du Pays Ajaccien en date du 1er Juillet 2017,

Vu l'arrêté municipal n° 2017/3921 en date du 18 Octobre 2017 portant interdiction de stationnement des gens du voyage hors aire d'accueil communale aménagée et équipée,

Vu le courrier de Mr le Préfet de Corse, Préfet de la Corse du Sud à Mr le Maire d'Ajaccio, en date du 27 novembre 2017

Considérant qu'à ce jour, aucune commune membre de la CAPA n'a fait connaître son opposition au transfert des pouvoirs de police spéciale, en matière d'accueil des gens du voyage,

Considérant que, de ce fait, la compétence afférente est toujours dévolue au Président dudit EPCI,

Considérant dès lors que l'arrêté municipal n° 2017/ 3921 du 18 octobre 2017 est entaché de nullité par le défaut de compétence de l'autorité signataire,

- **ARRETONS** -

Article 1^{er} :

L'arrêté n° 2017 / 3921 en date du 18 Octobre 2017 est retiré.

Article 2 :

Le présent arrêté sera affiché en mairie d'Ajaccio et dans les mairies annexes. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio.

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Corse, Préfet de la Corse-du-Sud ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Corse-du-Sud.

Article 4 :

Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique de la Ville d'Ajaccio, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur de la Police Municipale d'Ajaccio sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville d'Ajaccio, le 20 Décembre 2017

Le Député-Maire



Laurent MARCANGELI





ARRETE MODIFICATIF DE COMPOSITION DE LA COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE

N°2017-4893

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu, la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée portant droits et libertés des Communes ;

Vu, la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 modifiée complétant la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État ;

Vu, la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 46 modifié ;

Vu, l'ordonnance n°2014-1090 du 26/09/2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Vu la délibération du conseil municipal en date du 21/12/2007, relative à la création et à la composition de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 08/02/015, portant installation des conseillers municipaux et élection du Maire ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 5 avril 2014 portant élection des adjoints ;

Vu la démission de M. Christian BALZANIO de son poste de 14^{ème} adjoint,

Vu la nomination de M. Christophe MONDOLONI en qualité de 14^{ème} adjoint au maire par délibération di conseil municipal en date du 6 ;

Vu les nouvelles attributions confiées à M. François FILONI, conseiller municipal notamment en matière de police municipale ;

Sur proposition de Monsieur le directeur général des services ?

ARRETE

Article 1 : la composition de la commission communale pour l'accessibilité est modifiée comme suit :

Président : M. Laurent MARCANGELI, Maire

Représentants de la Commune :

Mme Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée au handicap et à l'accessibilité

Mme Caroline CORTICCHIATO, adjointe au Développement social et CCAS

Mme Annie COSTA-NIVAGGIOLI, adjointe en charge de la Politique familiale l'Hygiène et santé et la petite enfance

M. Christophe MONDOLONI, Adjoint en charge du domaine public et privé des Travaux de voirie des Halles et marchés du Commerce et artisanat

M. Jacques BILLARD, adjoint en charge de la planification, de la circulation et du stationnement

Hôtel de Ville – B.P 412 – 20304 AJACCIO Cedex

M. Jean-Jacques FERRARA, conseiller municipal, Président de la CAPA

M. Philippe KERVELLA, conseiller municipal délégué aux relations avec les professionnels de santé et délégué spécial de Mezzavia

M. François FILONI, conseiller municipal délégué à la propreté urbaine et à la police municipale

Mme Isabelle FALCHI, conseillère municipale

Associations représentants des personnes handicapées :

- ADMR Corse du Sud
- Association AFFIANCA
- Association ARSEA
- Association Corse des Déficients Visuels
- Association culturelle et sportive des sourds d'Ajaccio (ACSSA)
- Association France Alzheimer 2A
- Association de Paralysés de France (APF),
- Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés (ADAPEI)
- Association ISATIS
- Collectif d'associations Point de Vue sur la Ville
- Association TED et les autres
- Groupe d'Entraide Mutuelle Traumatisés Crâniens Corsica U Scontru (GEM TC Corsica U Scontru)
- Union Nationale des Amis et Familles de Malades psychiques (UNAFAM)

Associations représentants les usagers :

- Association Corse pour les Personnes Agées (ACPA)
- Association l'Age de Diamant
- Union Fédérale des Consommateurs (UCF),

Représentants des acteurs économiques

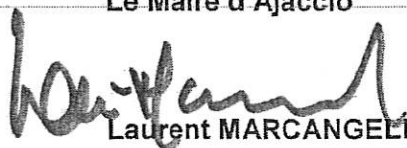
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corse du Sud
- Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Corse du Sud

Article 2 : le présent arrêté annule et remplace toutes dispositions antérieures

Article 3 : Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution et de la notification du présent arrêté.

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs.

Fait à Ajaccio, le 21.12.17
Le Maire d'Ajaccio


Laurent MARCANGELI



**Portant stationnement interdit
Portant restriction de circulation
Portant limitation de vitesse à 30 Km/h**

A compter du Mardi 2 Janvier 2018 jusqu'au Samedi 13 Janvier 2018 au plus tard

Dans l'artère ci-après :

AVENUE COLONEL COLONNA D'ORNANO
A hauteur de la stèle « Erignac »

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité - Pôle Circulation et Règlementation/SBDLG/SM/12/3307

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de l'entreprise DEBENE TPB en date du 14 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de traversée de route pour éclairer la stèle « Erignac », il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures afin d'éviter tout risque d'accident, il convient de réglementer le stationnement et la circulation ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances.

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du Mardi 2 Janvier 2018 jusqu'au Samedi 13 Janvier 2018 au plus tard, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit, de part et d'autre de la chaussée, et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

AVENUE COLONEL COLONNA D'ORNANO
A hauteur de la stèle « Erignac »

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

RESTRICTION DE CIRCULATION

Pour les besoins des travaux, la chaussée sera réduite mais la circulation des véhicules à sens unique sera maintenue dans l'artère ci-dessus nommée.

LIMITATION DE VITESSE A 30 KM/H

La vitesse sera limitée à 30 Km/h dans l'artère ci-dessus nommée.

Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise DEBENE.

Article 3 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, l'entreprise DEBENE TPB.

Fait à AJACCIO, le 21 Décembre 2017

Pour M. le Maire
Adjoint Délégué
des Ressources
et Moyens
Jacques BILLARD
Philippe ARMAND



Portant stationnement interdit
Portant restriction de circulation
Portant limitation de vitesse à 30 Km/h

Dans les artères ci-après :

RUE GABRIEL PERI

BOULEVARD SYLVESTRE MARCAGGI

A hauteur de l'intersection avec la rue Gabriel Peri

RUE MISS CAMPBELL

A hauteur de l'intersection avec la rue Gabriel Peri

BOULEVARD FRED SCAMARONI

A hauteur de l'intersection avec la rue Gabriel Peri

RUE COLOMBA

A hauteur de l'intersection avec la rue Gabriel Peri

A compter du Mardi 2 Janvier 2018 jusqu'au Jeudi 8 Mars 2018 au plus tard

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité - Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/12/3308

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de l'entreprise DEBENE TPB en date du 14 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de trottoirs et de réseaux, il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures afin d'éviter tout risque d'accident, il convient de réglementer le stationnement et la circulation ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances.

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du Mardi 2 Janvier 2018 jusqu'au Jeudi 8 Mars 2018 au plus tard, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit, de part et d'autre de la chaussée, et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans les artères ci-après :

RUE GABRIEL PERI

BOULEVARD SYLVESTRE MARCAGGI

A hauteur de l'intersection avec la rue Gabriel Peri

RUE MISS CAMPBELL

A hauteur de l'intersection avec la rue Gabriel Peri

BOULEVARD FRED SCAMARONI

A hauteur de l'intersection avec la rue Gabriel Peri

RUE COLOMBA

A hauteur de l'intersection avec la rue Gabriel Peri

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

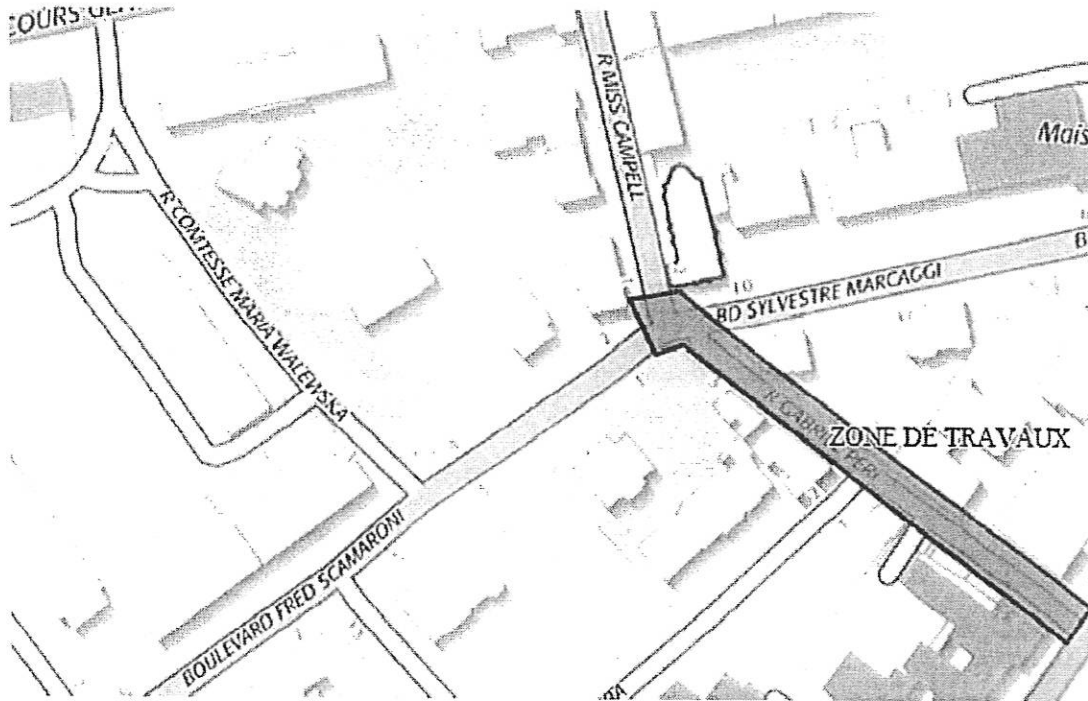
Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

RESTRICTION DE CIRCULATION

Pour les besoins des travaux, la chaussée sera réduite mais la circulation des véhicules sera maintenue dans les artères ci-dessus nommées. Un alternat manuel ou par feux tricolores sera mis en place à l'intersection des rues ci-dessus nommées.

LIMITATION DE VITESSE A 30 KM/H

La vitesse sera limitée à 30 Km/h dans l'artère ci-dessus nommée.



Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise DEBENE.

Article 3: Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4: Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

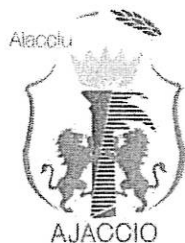
Article 5: Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6: M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, l'entreprise DEBENE TPB.

Fait à AJACCIO, le : 11 Décembre 2017

Pour M. le Maire
L'Adjoint Délégué
Jacques BULLARD
Jean Philippe ARMAND
Maire d'Ajaccio



Portant stationnement interdit
Portant restriction de circulation
Portant limitation de vitesse à 30 Km/h

A compter du Mardi 2 Janvier 2018 jusqu'au Vendredi 23 Mars 2018 au plus tard

Dans les artères ci-après :

CHEMIN DU LORETTO

Au droit du City Stade

RUE DES ROMARINS

Au droit du City Stade

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité - Pôle Circulation et Règlementation/SBDLG/SM/12/3312

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de l'entreprise DEBENE TPB en date du 14 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de création de parking, il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures afin d'éviter tout risque d'accident, il convient de réglementer le stationnement et la circulation ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances.

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du Mardi 2 Janvier 2018 jusqu'au Vendredi 23 Mars 2018 au plus tard, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit, de part et d'autre de la chaussée, et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans les artères ci-après :

CHEMIN DU LORETTO

Au droit du City Stade

RUE DES ROMARINS

Au droit du City Stade

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

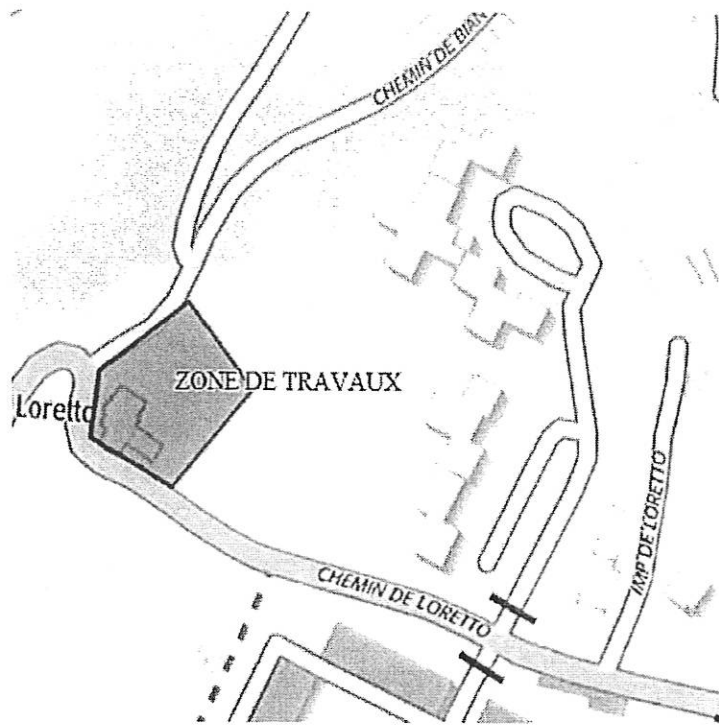
Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

RESTRICTION DE CIRCULATION

Pour les besoins des travaux, la chaussée sera réduite mais la circulation des véhicules sera maintenue dans les artères ci-dessus nommées.

LIMITATION DE VITESSE A 30 KM/H

La vitesse sera limitée à 30 Km/h dans les artères ci-dessus nommées.



Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise DEBENE.

Article 3: Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4: Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5: Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6: M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, l'entreprise DEBENE TPB.

Fait à AJACCIO, le : 21 Décembre 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué
DGA Ressources et Moyens
Jacques BILLARD
Jean P...



**Portant stationnement interdit
Portant restriction de circulation
Portant limitation de vitesse à 30 Km/h**

A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Vendredi 9 Mars 2018 au plus tard

Dans l'artère ci-après :

AVENUE EUGENE MACCHINI

Portion comprise entre la sortie du parking Diamant et le parking des taxis

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité - Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/12/3314

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de l'entreprise DEBENE TPB en date du 14 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de pose de toilette publique et de création de trottoir, il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures afin d'éviter tout risque d'accident, il convient de réglementer le stationnement et la circulation ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances.

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Vendredi 9 Mars 2018 au plus tard, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit, de part et d'autre de la chaussée, et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

AVENUE EUGENE MACCHINI

Portion comprise entre la sortie du parking Diamant et le parking des taxis

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

RESTRICTION DE CIRCULATION

Pour les besoins des travaux, la chaussée sera réduite, la circulation des véhicules sera réglée par alternat manuel ou feux tricolores, dans l'artère ci-dessus nommée.

LIMITATION DE VITESSE A 30 KM/H

La vitesse sera limitée à 30 Km/h dans l'artère ci-dessus nommée.

Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise DEBENE.

Article 3 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, l'entreprise DEBENE TPB.

Fait à AJACCIO, le : 21 Décembre 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

DGA Ressources et Moyens
Jacques BILLARD

Jean Philippe ARMAND





Portant stationnement interdit
Portant restriction de circulation
Portant limitation de vitesse à 30 Km/h

A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Vendredi 9 Mars 2018 au plus tard

Dans l'artère ci-après :

BOULEVARD PASCAL ROSSINI
Côté place Miot, face à la rue François Salini

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité - Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/12/3316

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de l'entreprise DEBENE TPB en date du 14 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de pose de toilette publique et de création de trottoir, il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures afin d'éviter tout risque d'accident, il convient de réglementer le stationnement et la circulation ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances.

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Vendredi 9 Mars 2018 au plus tard, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

BOULEVARD PASCAL ROSSINI

Côté place Miot, face à la rue François Salini, sur quarante mètres linéaires (voir plan)

DEROGATION : Les véhicules de chantier de l'entreprise seront autorisés à stationner sur l'artère ci-dessus nommée.

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

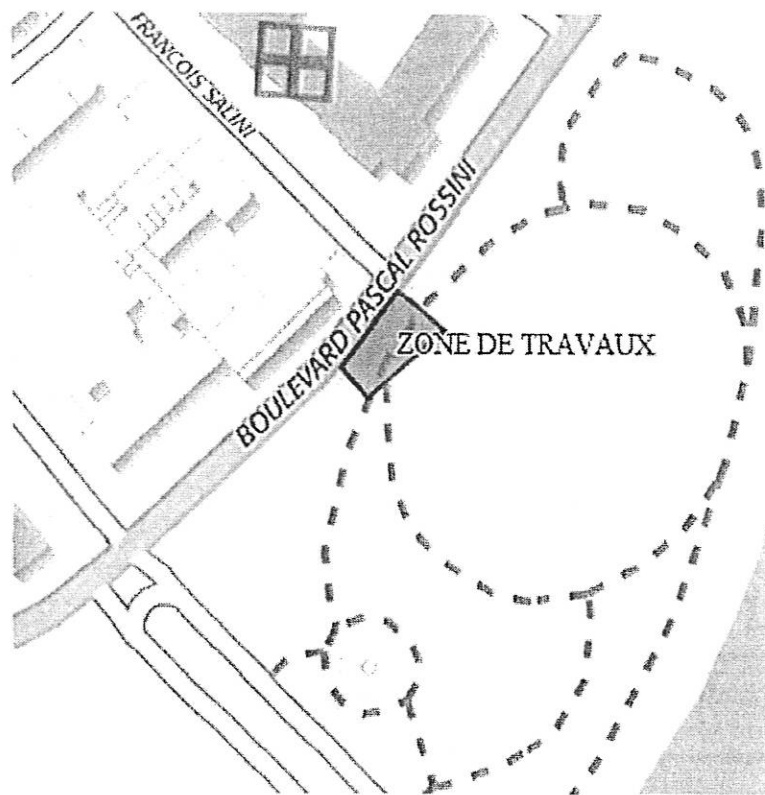
Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

RESTRICTION DE CIRCULATION

Pour les besoins des travaux, la chaussée sera réduite mais la circulation des véhicules sera maintenue dans l'artère ci-dessus nommée.

LIMITATION DE VITESSE A 30 KM/H

La vitesse sera limitée à 30 Km/h dans l'artère ci-dessus nommée.



Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livres I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise DEBENE.

Article 3: Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4: Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5: Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6: M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, l'entreprise DEBENE TPB.

Fait à AJACCIO, le : 21 Décembre 2017


 Pour M. Le Maire
 L'Adjoint Délégué
 DGA Ressources et M
 Jacques BILLARD
 Jean Philippe ARMANO





Portant prorogation de l'Arrêté Municipal n°2017-3938 en date du 20 Octobre 2017

Portant stationnement interdit
Portant neutralisation de deux voies de circulation
Portant restriction de circulation
Portant limitation de vitesse à 30 Km/h

A compter du Jeudi 11 Janvier 2018 et ce jusqu'au Jeudi 15 Mars 2018 au plus tard,

Dans l'artère ci-après :

RUE FRANCOIS PIETRI,

Portion comprise entre la rue Paul Giacobbi et la rue Jacques Gavini
Sens Avenue Maréchal Juin – rue de Candia

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité et Pôle Circulation et Règlementation/SBDLG/SM/12/

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu l'arrêté municipal n°2017-3938 en date du 20 Octobre 2017 ;

Vu la demande de prorogation de la société RAZEL BEC en date du 13 décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de requalification urbaine du quartier des Salines, phase E, pour l'aménagement de la place des salines, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation,

Considérant que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent ;

-ARRETONS-

Article 1^{er} : L'arrêté municipal n°2017-3938 en date du 20 Octobre 2017, est prorogé.

Article 2 : A compter du Jeudi 11 Janvier 2018 et ce jusqu'au Jeudi 15 Mars 2018 au plus tard, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit, dans l'artère ci-après :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

RUE FRANCOIS PIETRI

Portion comprise entre la rue Paul Giacobbi et la rue Jacques Gavini

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

NEUTRALISATION DE DEUX VOIES DE CIRCULATION

RUE FRANCOIS PIETRI

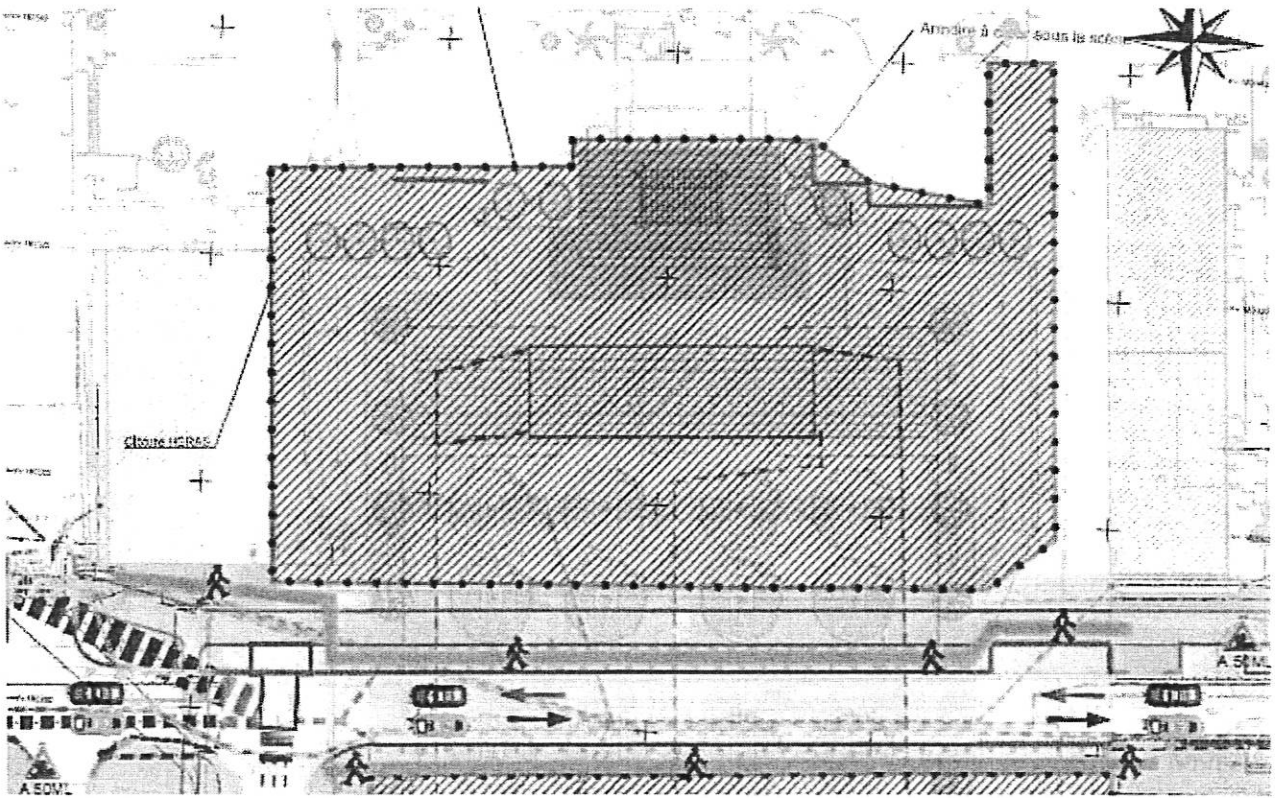
Portion comprise entre la rue Paul Giacobbi et la rue Jacques Gavini
Sens Avenue Maréchal Juin – rue de Candia

RESTRICTION DE CIRCULATION

La circulation basculera sur la chaussée opposée et le double sens de circulation sera maintenu rue François PIETRI, portion comprise entre la rue Paul Giacobbi et la rue Jacques Gavini.

LIMITATION DE VITESSE A 30 KM/H

La vitesse sera limitée à 30 Km/h dans la zone des travaux.



Article 3 : La signalisation appropriée sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. **L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.**

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 6 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 7 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la société RAZEL BEC.

Fait à AJACCIO, le : 21 Décembre 2017

Pour M. le Maire
L'Adjoint Délégué
DGA RAZEL BEC
Jacques BOLLARD
Jean Philippe ARMAND
MAIRIE D'AJACCIO
FOUR CIRCULAIRES
et
Moyens



ARRETE MUNICIPAL N° 17- 4300

Portant stationnement interdit,
Portant neutralisation d'une voie de circulation,
Portant limitation de vitesse à 30 Km/h

Dans l'artère ci-après :

RUE DE CANDIA

Portant route barrée
Portant stationnement interdit
Portant déviation de circulation

Dans l'artère ci-après :

AVENUE MARECHAL LYAUTEY

Portion comprise entre la rue des Tamaris et la rue de Candia

A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Jeudi 15 Février 2018 au plus tard

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/12/

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de la société RAZEL BEC en date du 13 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de requalification urbaine du quartier des Salines, phase C2, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

Considérant que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent ;

-ARRETONS-

Article 1^{er} : A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Jeudi 15 Février 2018 au plus tard, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

RUE DE CANDIA

AVENUE MARECHAL LYAUTEY

Portion comprise entre la rue des Tamaris et la rue de Candia

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

NEUTRALISATION D'UNE VOIE DE CIRCULATION
RUE DE CANDIA

Une voie de circulation sera neutralisée pour les besoins des travaux dans l'artère ci-dessus nommée. Le double sens de circulation sera maintenu.

LIMITATION DE VITESSE A 30 Km/h

La vitesse sera limitée à 30 Km/h dans la zone du chantier.

ROUTE BARREE ET DEVIATION DE CIRCULATION

AVENUE MARECHAL LYAUTEY

Portion comprise entre la rue des Tamaris et la rue de Candia

Pour les besoins du chantier, l'Avenue Maréchal Lyautey, dans sa portion comprise entre la rue des Tamaris et la rue de Candia, sera fermée à la circulation.

Une déviation sera mise en place par la rue des Tamaris.

Par dérogation, seuls les véhicules de la SPL Muvitarra assurant le service de transport en commun, et les véhicules de secours seront autorisés à circuler sur cette portion de voie.



Portant stationnement interdit,
Portant restriction de circulation,
Portant limitation de vitesse à 30 Km/h

Dans l'artère ci-après :

RUE DE CANDIA

A compter du Vendredi 16 Février 2018 jusqu'au Jeudi 8 Mars 2018 au plus tard

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Règlementation/SBDLG/SM/12/

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de la société RAZEL BEC en date du 13 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de requalification urbaine du quartier des Salines, phase C3-1, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

Considérant que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent ;

-ARRETONS-

Article 1^{er} : A compter du Vendredi 16 Février 2018 jusqu'au Jeudi 8 Mars 2018 au plus tard, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

RUE DE CANDIA

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b0a1.

Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

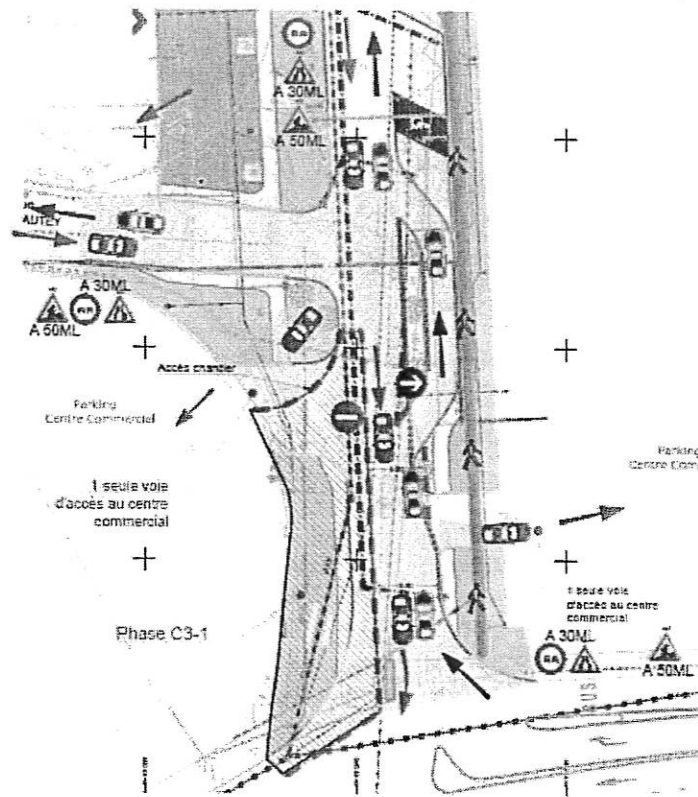
RESTRICTION DE CIRCULATION

La chaussée sera réduite pour les besoins des travaux, mais le double sens de circulation sera maintenu.

LIMITATION DE VITESSE A 30 Km/h

La vitesse sera limitée à 30 Km/h dans la zone du chantier.

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité des usagers et des piétons.



Article 2 : La signalisation appropriée sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. **L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.**

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

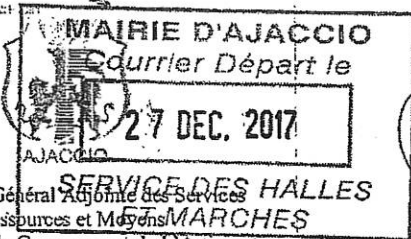
Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

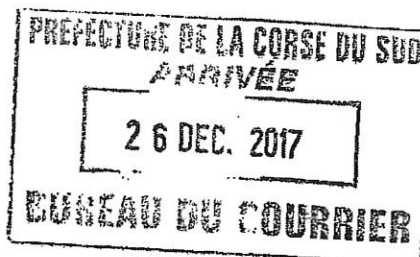
Article 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la société RAZEL BEC.

Fait à AJACCIO, le : 21 Décembre 2017

Pour M. Le Maire
 L'Adjoint Délégué
 DGA Ressources et Moyens
 Jacques BILHARD
 Jean PIERRE



Direction Générale Autonome des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de l'Artisanat
Service des Halles et Marchés



ARRETE MUNICIPAL N°-

17 / 4 3 0 2

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Pour la vente de coquillages.**

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;
VU la délibération n°2016-344, restant dispositions tarifaires relatives à l'occupation commerciales du domaine public.
VU la délibération n° 2015-04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015-06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n° 17-0056 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;

CONSIDERANT la demande, en date du 08 décembre 2017, de Monsieur LUNARDI François, patron pêcheur, immatriculer N° AJ 20171103, afin de procéder à une vente de coquillages sur le domaine public.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Monsieur LUNARDI François, patron pêcheur, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé (e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

Localisation : Port Charles ORNANO AJACCIO
Date(s) : Du 22/12/2017 au 24/12/2017 et du 29/12/2017 au 31/12/2017/2017
Horaires : 08 H 00 à 20 H 00
Police d'assurance en responsabilité civil n°971 0001 10028 B31
Tarifs : 306,30 euros
Emplacements (s) : 11ml

Article 2 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par la délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et Marchés. L'encaissement se fera auprès du placier avant le déballage des produits.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et de dégradations ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 7 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.



Direction Général Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de L'Artisanat
Service des Halles et Marchés

Article 8 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 9 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le :

22 DEC. 2017

Pour le Maire, et par délégation,
Le 1^{er} adjoint au Maire

Stéphane SBRAGGIA

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2015-33
Stéphane SBRAGGIA





MAIRIE D'AJACCIO
Courrier Départ le

27 DEC. 2017

631

Direction Général Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de l'Artisanat
Service des Halles et Marchés

SERVICE DES HALLES
ET MARCHES



17 / 4 3 0 3

ARRETE MUNICIPAL N°-

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Pour la vente de coquillages.**

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;
VU la délibération n°2016-344, restant dispositions tarifaires relatives à l'occupation commerciales du domaine public.
VU la délibération n° 2015-04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015-06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n° 17-0056 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;

CONSIDERANT la demande, en date du 12 décembre 2017, de Monsieur Nicolas SALVINI, patron pêcheur, immatriculer N°392.400.016 R.C.S, afin de procéder à une vente de coquillages, huîtres, moules, oursins, sur le domaine public.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Monsieur Nicolas SALVINI, patron pêcheur, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé (e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

Localisation : sur le marché ABBATUCCI (place habituel)
Date(s) : Du 22/12/2017 au 24/12/2017 et du 29/12/2017 au 31/12/2017/2017
Horaires : 07 H 00 à 20 H 00
Police d'assurance en responsabilité civil n° 4459042604
Tarifs : 246 euros
Emplacements (s) 9ml

Article 2 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par la délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et Marchés. L'encaissement se fera auprès du placier avant le déballage des produits.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 7 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.



Direction Général Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de L'Artisanat
Service des Halles et Marchés

Article 8 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 9 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : **24 DEC. 2017**

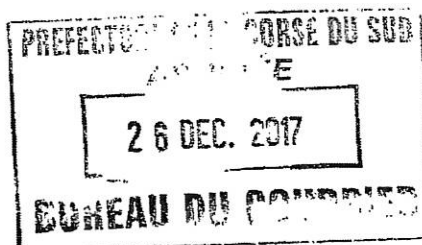
Pour le Maire, et par délégation,
Le 1^{er} adjoint au Maire

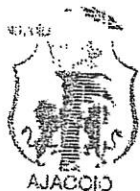
7

Stéphane SBRAGLIA

~~Le Directeur Général des Services~~

Pierre - Paul ROSSINI





Direction Général Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de L'Artisanat
Service des Halles et Marchés



ARRETE MUNICIPAL N°- 17 / 4 3 0 4 -
Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Pour la vente de coquillages.

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;
VU la délibération n°2016-344, restant dispositions tarifaires relatives à l'occupation commerciales du domaine public.
VU la délibération n° 2015-04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015-06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n° 17-0056 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;

CONSIDERANT la demande, en date du 12 décembre 2017, de Monsieur Nicolas SALVINI, patron pêcheur, immatriculer N°392.400.016 R.C.S, afin de procéder à une vente de coquillages, huîtres, moules, oursins, sur le domaine public.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Monsieur Nicolas SALVINI, patron pêcheur, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé (e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

Localisation : à coté de la station PAOLETTI la rocade
Date(s) : Du 22/12/2017 au 24/12/2017 et du 29/12/2017 au 31/12/2017/2017
Horaires : 07 H 00 à 20 H 00
Police d'assurance en responsabilité civil n° 4459042604
Tarifs : 246 euros
Emplacements (s) 9 ml

Article 2 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par la délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et Marchés. L'encaissement se fera auprès du placier avant le déballage des produits.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 7 :



Direction Général Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de L'Artisanat
Service des Halles et Marchés

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 8 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 9 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

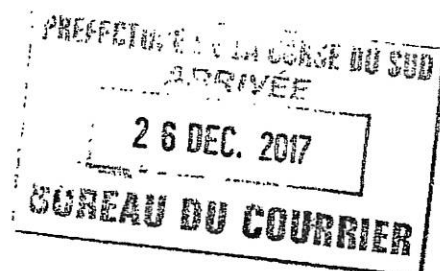
Fait à AJACCIO, le : **22 DEC. 2017**

Pour le Maire, et par délégation,
Le 1^{er} adjoint au Maire

Stéphane SBRAGLIA

Le Directeur Général des Services

Pierre - Paul Biondi





DEPARTEMENT DE LA CORSE-DU-SUD

COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 2017-4305

Portant interdiction de stationnement,

A compter du 09 janvier 2018, 06h30, et ce, jusqu'à 12 janvier 2018, 19h00.

Dans les artères ci-après :

BOULEVARD ROI JEROME

Portion comprise entre la porte cochère du Palais Fesch et l'école Sampiero sur 20m linéaire.

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation /SBDLG/TE/12.

NOUS, Laurent MARCANGELI MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route ;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande du Palais Fesch- musée des Beaux-Arts en date du 15 décembre 2017;

CONSIDERANT que dans le cadre du montage de l'exposition « Naturel pas Naturel », il est nécessaire d'instituer une interdiction de stationnement ;

CONSIDERANT que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent,

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du 09 janvier 2018, 06h30, et ce, jusqu'à 12 janvier 2018, 19h00, le stationnement sera réglementé comme suit dans l'artère ci-après :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après:

BOULEVARD ROI JEROME

Portion comprise entre la porte cochère du Palais Fesch et l'école Sampiero sur 20m linéaire.

Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant la manifestation.

Le dispositif comportera la disposition suivante : panneaux B6a1 ;

ARTICLE 2 : a signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par le Pôle Voirie de la Direction du Patrimoine Viaire de la DGA PSP

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur de la Police Municipale.

Fait à Ajaccio, le 22 Décembre 2017.

Pour Monsieur le Maire,
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.

Le Directeur Départemental des Services

Pierre - Paul ROSSINI



COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N° 17-4306

Portant stationnement interdit
Portant rue barrée
Portant déviation

A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Lundi 12 Novembre 2018

Dans les artères ci-après :

**RUE DES CANNES
TRAVERSE DES CANNES**

A l'intersection de la rue des cannes, sur dix mètres linéaires

RUE JEAN CHIAPPE

A l'intersection avec la rue des Cannes, de chaque côté, sur vingt mètres linéaires

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/12/3317

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de la société RAZEL BEC en date du 19 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de requalification urbaine du quartier des Cannes, phase A, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

Considérant que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent ;

-ARRETONS-

Article 1^{er} : A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Lundi 12 Novembre 2018, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans les artères ci-après :

**RUE DES CANNES
TRAVERSE DES CANNES**

A l'intersection de la rue des cannes, sur dix mètres linéaires

RUE JEAN CHIAPPE

A l'intersection avec la rue des Cannes, de chaque côté, sur vingt mètres linéaires

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

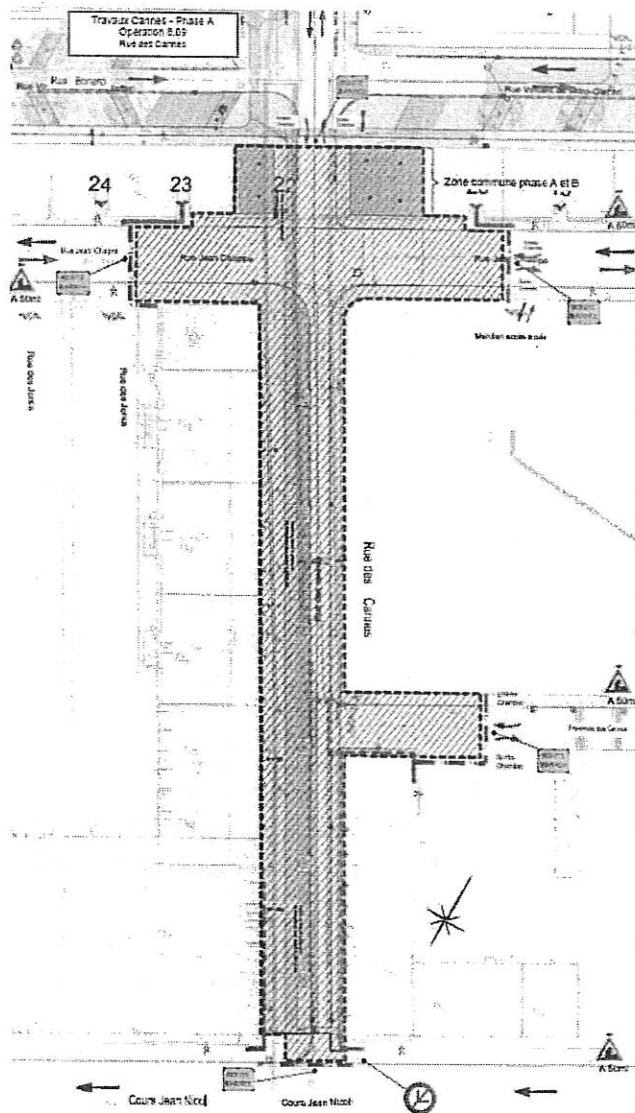
Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

RUE BARREE

La circulation des véhicules sera interdite avec rue barrée dans les artères ci-dessus nommée (voir plan)

DEVIATIONS : des déviations seront mises en place par l'entreprise RAZEL BEC afin d'inviter les usagers à ne pas emprunter les artères ci-dessus nommées.



Article 2 : La signalisation appropriée sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. **L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.**

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la société RAZEL BEC.

Fait à AJACCIO, le : 26 Décembre 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD

Le Directeur Général des Services

Pierre - Paul ROSSINI





COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N° 17-4307

Portant stationnement interdit
Portant rue barrée
Portant déviation

A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Lundi 16 Avril 2018

Dans l'artère ci-après :

RUE PAUL GIACOBBI

Voie desservant l'immeuble au droit des n°6 et 7 (voir plan)

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Règlementation/SBDLG/SM/12/3318

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de la société RAZEL BEC en date du 19 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de requalification urbaine du quartier des Salines, phase E, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

Considérant que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent ;

-ARRETONS-

Article 1^{er} : A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Lundi 16 Avril 2018, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

RUE PAUL GIACOBBI

Voie desservant l'immeuble au droit des n°6 et 7 (voir plan)

Des places de stationnement provisoires seront créées de chaque côté de l'Avenue Maréchal Juin.

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par le pétitionnaire au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins et sous sa seule responsabilité, 48h00 avant le commencement des travaux.

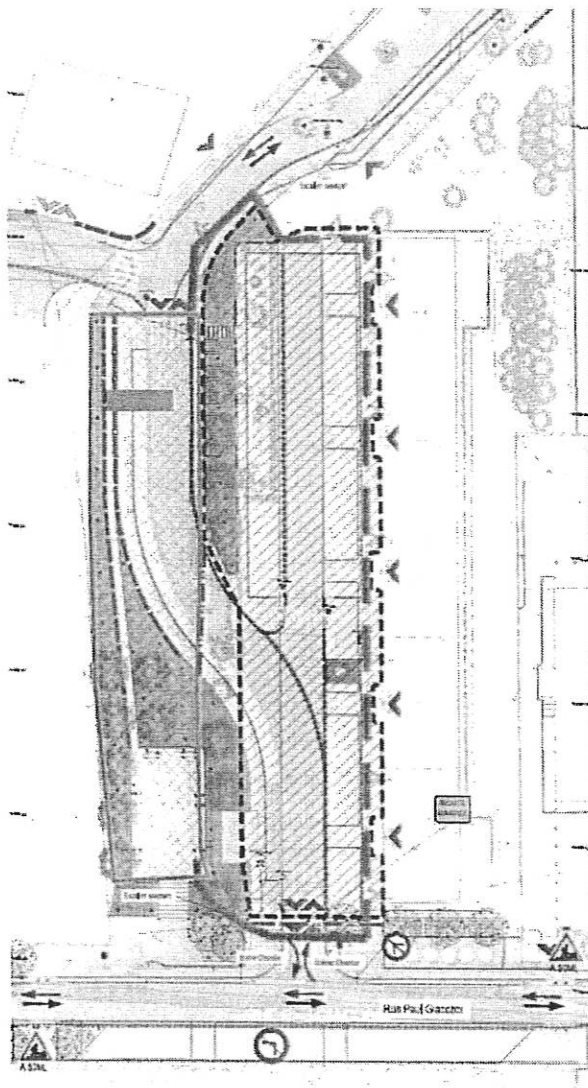
Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

Dès la mise en place de cette signalisation, le pétitionnaire contactera la Police Municipale au 04.95.10.45.90 afin qu'elle puisse procéder à un contrôle.

RUE BARREE

La circulation des véhicules sera interdite avec rue barrée dans l'artère ci-dessus nommée (voir plan)

DEVIATIONS : des déviations seront mises en place par l'entreprise RAZEL BEC afin d'inviter les usagers à ne pas emprunter l'artère ci-dessus nommée.



Article 2 : La signalisation appropriée sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. **L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.**

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la société RAZEL BEC.

Fait à AJACCIO, le : 26 Décembre 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques BILLARD



Le Directeur Général des Services

Pierre - Paul ROSSINI



COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N° 17-4308

Portant neutralisation de deux voies de circulation
Portant création d'emplacements de stationnements provisoires

A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Lundi 16 Avril 2018

Dans l'artère ci-après :

AVENUE MARECHAL JUIN

Portion comprise entre la rue François Pietri et la voie desservant le groupe scolaire Salines VI
(Voir plan)

Sur une voie montante, côté droit et une voie descendante, côté gauche

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité/Pôle Circulation et Règlementation/SBDLG/SM/12/3319

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE d'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de la société RAZEL BEC en date du 19 Décembre 2017,

Considérant qu'à l'occasion de travaux de requalification urbaine du quartier des Salines, et plus précisément ceux de la phase E, rue Paul Giacobbi qui suppriment des places de stationnement, il est nécessaire de neutraliser une voie dans les deux sens de circulation sur l'Avenue Maréchal Juin afin d'en créer de nouvelles provisoirement,

Considérant que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent ;

-ARRETONS-

Article 1^{er} : A compter du Lundi 8 Janvier 2018 jusqu'au Lundi 16 Avril 2018, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit :

NEUTRALISATION DE DEUX VOIES DE CIRCULATION

Une voie montante, côté droit et une voie descendante, côté gauche, seront interdites à la circulation des véhicules dans l'artère ci-après :

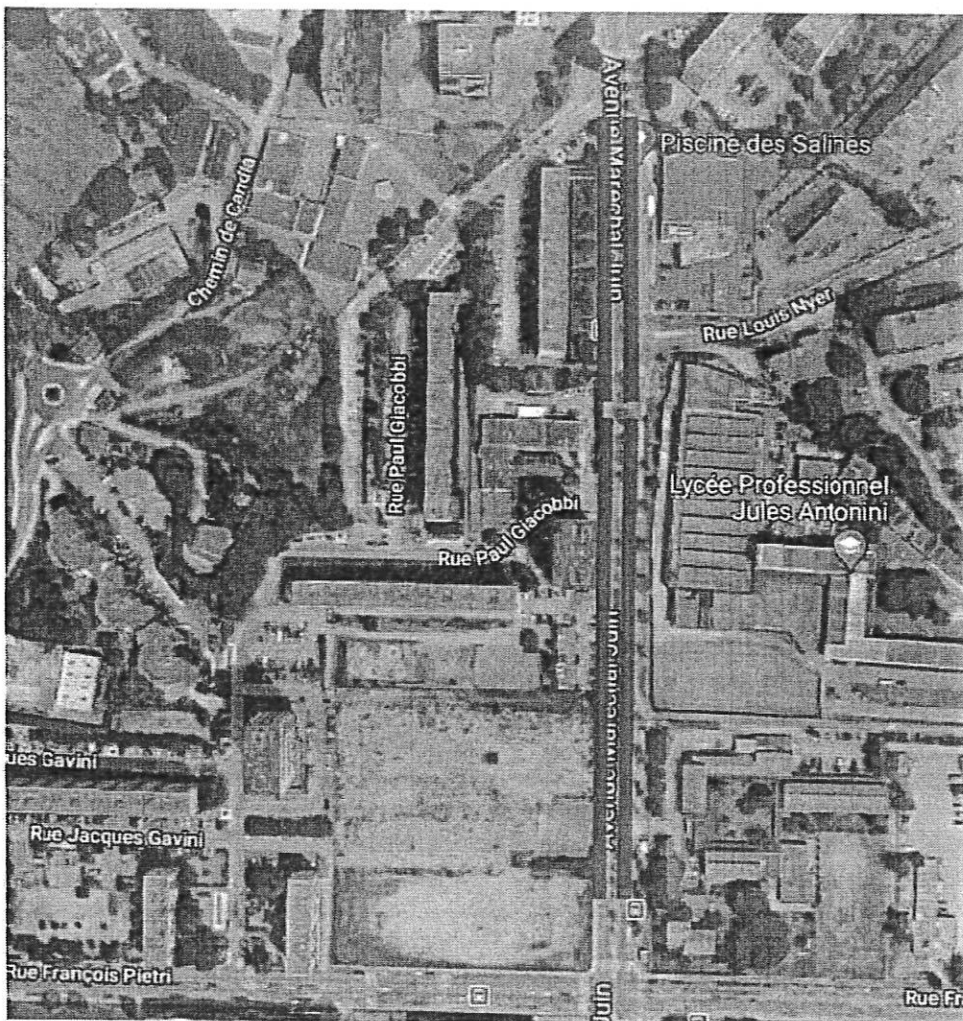
AVENUE MARECHAL JUIN

Portion comprise entre la rue François Pietri et la voie desservant le groupe scolaire Salines VI (voir plan)

La circulation des véhicules sera donc maintenue sur une voie dans les deux sens de circulation.

INSTITUTION D'EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT PROVISOIRES

Il sera institué des emplacements de stationnement provisoires sur la voie montante, côté droit, et sur la voie descendante, côté gauche, de l'artère ci-dessus nommée.



Article 2 : La signalisation appropriée sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. **L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.**

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, la société RAZEL BEC.

Fait à AJACCIO, le : 26 Décembre 2017

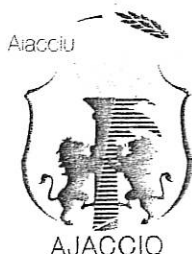
Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

4 Jacques BILLARI

Le Directeur Général des Services

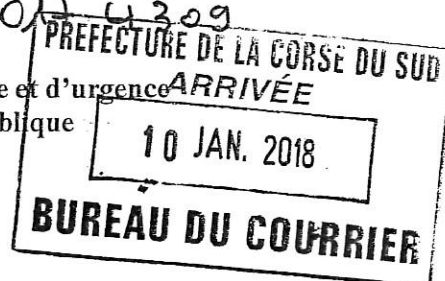
Pierre - Paul ROSSINI





Arrêté N° 2017 4309

Ordonnant l'hébergement provisoire et d'urgence
dans l'intérêt de la sécurité publique



Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;
Vu la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
Vu la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L. 2122-17 à L.2122-20 et suivants ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L. 2212 et suivants ;
Vu le Code de la construction et de l'habitation notamment les articles L 511-1 et suivants ;
Vu les délibérations n°2015-04 et n°2015-06 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints ;
Vu le rapport de l'ingénieur d'astreinte ;
Vu le rapport d'intervention des Services de Secours et d'Incendie ;

Considérant que la sécurité des personnes ne peut être assurée dans l'immeuble sinistré sis
...Résidence... "Les Amandiers" ... BAT A ...
20000 Ajaccio
à Ajaccio ;

Considérant l'urgence que les personnes ci après désignées n'ont pu prendre des mesures pour se reloger dans l'immédiat ;

Considérant qu'il est obligatoire de procéder à un hébergement d'urgence pour une durée limitée ;

Considérant l'urgence ;

-ARRETE-

Article 1^{er}

Il est ordonné l'hébergement provisoire dont les noms suivent :

... M. et Mme VITOR FAUSTO DA COSTA SILVA
... M. Nom FIGUEL MATOS DA SILVA MARTIN
... M. et Mme CAPPAI

Article 2

L'hébergement se fera à l'Hôtel Mercure Ajaccio
À compter du 24/12/17 par M. et Mme CAPPAI et du 25/12/17 par M. DA COSTA et DA SILVA
Pour une durée de 3 nuits
Comprenant la nuitée et le petit déjeuner.

Article 3

Le règlement de cet hébergement sera pris en charge par la Ville sur présentation d'une facture détaillée.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de Corse du Sud.

Article 5

Le présent arrêté est transmis au Préfet au titre du contrôle de légalité.

Article 6

Les intéressés disposent, en cas de contestation, d'un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, pour déposer un recours devant le tribunal Administratif de Bastia.

Dans ce même délai, ils peuvent également effectuer un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire.

Article 7

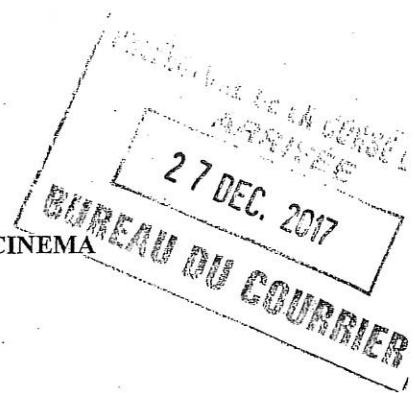
M.M. le Secrétaire Général de la Ville d'Ajaccio, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 29.12.17

Le Maire



COMMUNE D'AJACCIO
ARRETE MUNICIPAL N° 2017-4310



PORTANT CLOTURE DE LA REGIE DE RECETTES BILLETTERIE CINEMA

LE MAIRE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles R.1617-1 à R.1617-18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'avis conforme du Trésorier du grand ajaccio en date du..... 24 NOV. 2017

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'arrêté municipal n°2011/1617 portant annulation de l'arrêté n°2010/1956 et portant création d'une régie de recettes billetterie cinéma est abrogé.

ARTICLE 2 : L'arrêté municipal n°2011/2243 du 21 septembre 2011 portant nomination d'un régisseur de recettes et de ses régisseurs suppléants pour la régie de recettes : billetterie cinéma modifié par l'arrêté municipal 2013/3396 du 21 octobre 2013 est abrogé.

ARTICLE 3 : Le Directeur général des services et le Trésorier du grand ajaccio sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait en double exemplaire à Ajaccio, le 26 DEC. 2017

Pour avis conforme,
Le Trésorier du Grand Ajaccio,
Résidence Diamant I
Avenue E. Macchini - BP 114
20117 AJACCIO Cedex
Régis BERNARD - Tél: 04 95 21 54 13 - Fax: 04 95 21 54 14

Pour le Maire,
Le Premier adjoint,
P/Le Maire
Le Maire Adjoint
AM 2017-166
Stéphane SBRAGGIA.



COMMUNE D'AJACCIO
ARRETE MUNICIPAL N° 2017 - 4311



PORANT CLOTURE DE LA REGIE DE RECETTES RELATIVE A LA BILLETTERIE SPECTACLES,
AJACCIOABONNEMENTS SPECTACLES ET CARTE AJACCIO CULTURE A L'ESPACE DIAMANT

LE MAIRE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles R.1617-1 à R.1617-18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'avis conforme du Trésorier du grand ajaccio en date du..... 24 NOV. 2017

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont abrogés :

- L'arrêté municipal n°2010/1726 portant création d'une régie de recettes relative à la billetterie spectacles, abonnements spectacles et carte ajaccio culture à l'espace diamant,
- L'arrêté municipal n°2010/1851 du 5 octobre 2010 portant modification de l'arrêté n°2010/1726 relative à la billetterie spectacles, abonnements spectacles et carte ajaccio culture à l'espace diamant,
- L'arrêté municipal n°2014/2039 portant modification de l'arrêté n°2010/1726 instituant une régie de recettes relative à la billetterie spectacles, abonnements spectacles et carte ajaccio culture à l'espace diamant.

ARTICLE 2 : Sont abrogés :

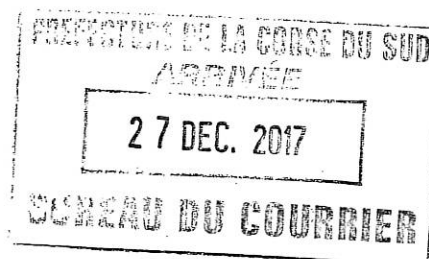
- L'arrêté municipal n°2011/2273 du 23 septembre 2011 portant modification de l'arrêté 2010/1727 portant nomination d'un régisseur de recettes et de ses régisseurs suppléants pour la régie de l'espace diamant concernant la billetterie spectacles, abonnements spectacles et carte ajaccio culture,
- L'arrêté municipal n°2013/3065 du 26 septembre 2013 portant modification de l'arrêté 2011/2273 portant nomination d'un régisseur de recettes et de ses régisseurs suppléants pour la régie de l'espace diamant concernant la billetterie spectacles, abonnements spectacles et carte ajaccio culture modifié par l'arrêté municipal n°2013/3397 du 21 octobre 2013,
- L'arrêté municipal n°2016-637 du 21 mars 2016 portant modification de l'arrêté municipal n°2011/2273 portant nomination d'un régisseur de recettes et de ses régisseurs suppléants pour la régie de l'espace diamant concernant la billetterie spectacles, abonnements spectacles et carte ajaccio culture.

ARTICLE 3 : Le Directeur général des services et le Trésorier du grand ajaccio sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait en double exemplaire à Ajaccio, le 26 DEC. 2017

Pour avis conforme,
Le Trésorier du Grand Ajaccio
TRÉSORERIE DU GRAND AJACCIO
Résidence Diamant I
Avenue E. Macchini - BP 114
Regis BERNARD - AJACCIO Cedex
Tél : 04 95 51 79 50 - Fax : 04 95 21 54 14

Pour le Maire,
Le Premier adjoint,
P/Le Maire
Le Maire Adjoint
Stéphane SBRAGGIA.
Stéphane SBRAGGIA





MAIRIE D'AJACCIO
ARRETE MUNICIPAL N°2017 - 4312

**PORTANT CREATION DE LA REGIE D'AVANCE ET DE RECETTES
DE LA BILLETTERIE DU THEATRE MUNICIPAL**



LE MAIRE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles R.1617-1 à R.1617-18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n°2001/244 du conseil municipal du 29 octobre 2001 de Fixation des taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la Commune ;

Vu la délibération n°2015/07 du conseil municipal réuni le 8 février 2015 de Délégation au maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis conforme du Trésorier du grand Ajaccio le **24 NOV. 2017**

ARRETE

ARTICLE 1 – Il est institué une régie d'avance et de recettes à la billetterie du théâtre municipal.

ARTICLE 2 – Cette régie est installée à l'Espace diamant, boulevard Pascal Rossini, 20000 AJACCIO.

ARTICLE 3 – La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 4 – La régie de recettes encaisse les produits suivants :

- Billetterie des spectacles et séances cinématographiques programmés par le théâtre municipal,
- Abonnements aux spectacles programmés par le théâtre municipal,
- Carte ajaccio culture.

ARTICLE 5 - Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèque,
- Carte bancaire,
- Pass cultura,
- Virement bancaire.

Les recettes sont encaissées contre remise à l'utilisateur d'un ticket ou d'un voucher ou d'un billet de spectacle ou de la carte Ajaccio culture.

A cet effet, il est autorisé toutes les opérations nécessaires à la gestion du compte de dépôt de fonds au Trésor n° 00002000211.

ARTICLE 6 – La régie d'avance paie uniquement le remboursement des billets des spectacles ou séances cinématographiques annulés ou reportés à une date et/ou à un lieu différent que celui initialement prévu, maximum dans les deux mois après la manifestation annulée ou reportée. Seule la valeur faciale du billet est remboursée.

ARTICLE 7 – Les dépenses mentionnées à l'article 6 sont payées en numéraire contre remise par l'utilisateur, au théâtre municipal, du billet du spectacle ou de la séance cinématographique annulé ou reporté.

ARTICLE 8 – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est de 15 000 euros.

ARTICLE 9 – Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est de 300 euros.

ARTICLE 10 – Le montant du fonds de caisse autorisé est de 200 euros.

ARTICLE 11 – Le régisseur verse au comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois et le 31 décembre ainsi que la totalité des justificatifs des opérations de dépenses et de recettes.

ARTICLE 12 – Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 – Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 – Le Directeur général des services de la commune d'Ajaccio et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera porté au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Ajaccio, en double exemplaire, le 26 DEC. 2017

Pour avis conforme,

Le Trésorier du Grand Ajaccio
Régis BERNARD
Résidence Diamant
Avenue E. Macchini - BP 114
20177 AJACCIO Cedex
Tél: 04 95 51 79 58 - Fax: 04 95 51 54 14

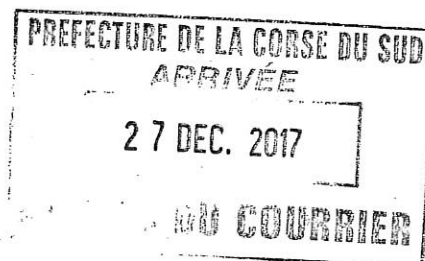
Pour le Maire,

Le Premier adjoint au maire,
P/Le Maire

Le Maire-Adjoint

AM 2015 166

Stéphane SBRAGGIA
Stéphane SBRAGGIA.





MAIRIE D'AJACCIO
ARRETE MUNICIPAL N°2017 - 4313



**PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR TITULAIRE ET DE MANDATAIRES POUR LA REGIE
D'AVANCE ET DE RECETTES DE LA BILLETTERIE DU THEATRE MUNICIPAL**

LE MAIRE,

Vu l'arrêté municipal n°2017 - 4312 portant création d'une régie d'avance et de recettes de la billetterie du théâtre municipal ;

Vu la délibération n°2001/244 du conseil municipal du 29 octobre 2001 de Fixation des taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la Commune ;

Vu l'avis conforme du Trésorier du grand ajaccio le 24 NOV. 2017

ARRETE

ARTICLE 1 – MARTINETTI Prescilia est nommée régisseur titulaire de la régie d'avance et de recettes de la billetterie du théâtre municipal avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

ARTICLE 2 – En cas d'absence pour maladie, congé ou en cas d'empêchement du régisseur titulaire, CECCALDI Ghjuvanna est nommée mandataire suppléant.

ARTICLE 3 – Les agents de guichet suivants sont nommés mandataires : Marielle ZEVACO, Cecilia ORTOLANO.

ARTICLE 4 - Le régisseur titulaire est astreint à constituer un cautionnement de 1220 euros.

ARTICLE 4 – Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 160 euros.

ARTICLE 5 – Le régisseur titulaire percevra une nouvelle bonification indiciaire.

ARTICLE 6 – Le régisseur titulaire et les mandataires sont, conformément au règlement en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés, du maniement des fonds, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

ARTICLE 7 – Le régisseur titulaire et les mandataires ne devront pas payer de dépenses ou encaisser des recettes relatives à des charges ou à des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif sous peine d'être institués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et pénales.

ARTICLE 8 – Le régisseur titulaire et les mandataires sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôles qualifiés.

ARTICLE 9 – Le Directeur général des services de la commune et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Ajaccio, le 26 DEC. 2017

Pour avis conforme,
Le Trésorier du Grand Ajaccio,
TRESORERIE DU GRAND AJACCIO
Résidence Diamant I
Avenue E. Macchini - BP 114
20177 AJACCIO Cedex
Régie BERNARD
Tél. 04 95 51 79 50 - Fax: 04 95 21 54 14

Pour le Maire,
Le Premier Adjoint au maire,
Le Maire-Adjoint
AM 2015-166
Stéphane SBRAGGIA
Stéphane SBRAGGIA.

Le régisseur titulaire
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)
"Vu pour acceptation"

Prescilia MARTINETTI.

Le mandataire suppléant,
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)
vu pour acceptation

Ghjuvanna CECCALDI.

Le mandataire,
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)
"Vu pour acceptation"

Marielle ZEVACO.

Le mandataire,
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

Vu pour acceptation
Cecilia ORTOLANO.





DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité - Pôle Circulation et Réglementation/SBDLG/SM/12/3328

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune,

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat,

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée,

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio,

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande de la Collectivité Territoriale de Corse en date du 22 Décembre 2017 ;

Considérant qu'à l'occasion de l'investiture de la nouvelle mandature de la Collectivité Unique, et des mesures de sécurité pour l'accès à l'hôtel de région, il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures afin de réglementer le stationnement ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances.

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : Le Mardi 2 Janvier 2018 de 06h00 à 23h00, le stationnement sera réglementé comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière, article 417-10 du Code de la Route, dans l'artère ci-après :

COURS GRANDVAL

Au droit de l'Hôtel de Région, entre les n°20 et 22

DEROGATION : Seuls les véhicules arborant le macaron de la Collectivité Unique seront autorisés à stationner sur ces emplacements.

Ces dispositions devront être portées à la connaissance des usagers par la ville au moyen de panneaux de signalisation qui seront mis en place par ses soins 48h00 avant le commencement de l'événement.

Le dispositif comportera la disposition suivante : Panneau b6a1.

Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par la ville.

Article 3 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, l'Hôtel de Région.

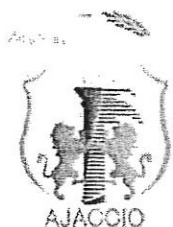
Fait à AJACCIO, le : 22 Décembre 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

DGA Ressources et Moyens
Jacques BILLARD

Jean Philippe ARMAND





Portant rue barrée

A compter du Jeudi 4 Janvier 2018 jusqu'au Vendredi 5 Janvier 2018

Dans l'artère ci-après :

RUE POZZO DI BORGO

Portion comprise entre la rue Bonaparte et la rue des Glacis

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Proximité et Pôle Circulation et Règlementation/SBDLG/SM/12/3329

NOUS, LAURENT MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

Vu, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune.

Vu, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, des Départements, les Régions et l'Etat.

Vu, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L.2216.

Vu le Code de la Route.

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I – Première à huitième partie), du 26 Juillet 1974 modifiée.

Vu l'arrêté municipal n°66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'Ajaccio.

Vu la délibération n°2015/04, en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2015/06, en date du 8 Février 2015 portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°2015-175 en date du 11 Février 2015 portant délégation de M. Jacques BILLARD,

Vu la demande Kymolia en date du 22 Décembre 2017,

Considérant que dans le cadre d'un sondage sur réseau d'eaux usées, suite à des affaissements réguliers de la chaussée, il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures afin de réglementer la circulation.

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de police adaptées aux circonstances.

-ARRETONS-

Article 1: A compter du Jeudi 4 Janvier 2018 jusqu'au Vendredi 5 Janvier 2018, la circulation sera réglementée comme suit :

RUE BARREF

La circulation des véhicules sera interdite avec rue barrée dans l'artère ci-après :

RUE POZZO DI BORGO

Portion comprise entre la rue Bonaparte et la rue des Glacis

Une déviation sera mise en place par l'entreprise afin d'inviter les usagers à ne pas emprunter l'artère ci-dessus nommée.



Article 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par Kyrnolia.

Article 3: Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4: Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Article 5: Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Article 6: M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, et Kyrnolia.

Fait à AJACCIO, le : 27/12 2017

Pour M. Le Maire
L'Adjoint Délégué

~~HA Ressources et Moyens~~
Jacques BILLARD
JEAN PHILIPPE ARMAND





SC/IS



ARRETE MUNICIPAL N° 2017-4341

Portant la mise en œuvre de mesures provisoires et d'urgence dans l'intérêt de la salubrité et santé publique, relatives à l'interdiction de baignade et de pêche :

Sur le littoral entre Saint Joseph et le Ricanto (y compris les plages du Lazaret et de Tahiti – Ricanto)

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

VU, la Directive européenne 2006/7/CE ;

VU, le Code de la Santé Publique ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-17 à L.2122-20, L. 2212-1 à L.2212-5, et L.2213-23 ;

VU, le Code Pénal et notamment l'article R. 610-5 ;

VU, Le Règlement Sanitaire Départemental ;

VU, les délibérations n°2015/04 et 06 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints, et n°2017-233 en date du 6 novembre 2017 portant élection d'un nouvel adjoint ;

Considérant qu'au vu des circonstances : rupture d'une canalisation entraînant une surverse d'eaux usées en mer (postes Ricanto et quartier Est).

VU, l'urgence

-ARRETE-

ARTICLE 1.-

Toutes activités de baignade et de pêche sont interdites sur l'ensemble du littoral entre Saint Joseph et le Ricanto. Le présent arrêté prend effet immédiatement, et ce jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 2.-

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès verbaux et poursuivies conformément aux lois.

ARTICLE 3.-

Copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, préfet de la Corse du Sud.

ARTICLE 4.-

Les services techniques de la ville sont chargés de la signalisation et de la publicité de la décision sur site.

ARTICLE 5.-

M.M. le Directeur Général des Services de la ville d'Ajaccio, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, le Directeur du Service Communal d'Hygiène et de Santé de la ville d'Ajaccio, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AJACCIO, le : 27 Décembre 2017

P/ Le Maire,

DGA Ressources et Moyens
Laurent MARCANGELI
Jean Philippe ARMAND

Arrêté municipal N° 17 - 43423

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public relative à l'installation d'une emprise commerciale



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ;
et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU le code de commerce ;

Direction Générale Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de l'Artisanat

VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;
VU la délibération n° 2016/344 portant disposition tarifaires relatives à l'occupation commerciale du domaine public (hors halles et marchés), et les décisions municipales prises sont fondements ;
VU l'arrêté municipal n° 17-0056 en date du 13 janvier 2017 portant règlement général des emprises commerciales sur le domaine public ;

CONSIDERANT la demande de création ou de modification d'emprise commerciale sur le domaine public enregistrée par les services municipaux le 6 novembre 2017, présentée par Monsieur FAUCONNIER Joël gérant, du bar LA CONCORDE immatriculé 484 883 996 pour l'exercice des activités de débit de boisson, situé 61 Cours NAPOLEON 20000 AJACCIO dont le dossier a été déclaré complet le 6 novembre 2017.

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

1.1. Monsieur FAUCONNIER Joël, gérant du Bar LA CONCORDE, immatriculé 484 883 996, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public pour l'exercice d'une activité commerciale selon les modalités suivantes :

Localisation	Type d'installation autorisée	Situations de l'emprise	Dispositifs de protection	Aménagements spécifiques
Emplacement principal (adresse postale) : 61 Cours NAPOLEON 20000 AJACCIO	<input checked="" type="checkbox"/> Terrasse libre Surface : 9 m² <input type="checkbox"/> Terrasse équipée Surface : m² <input type="checkbox"/> Terrasse close Surface : m²	<input checked="" type="checkbox"/> Accolée à la façade <input checked="" type="checkbox"/> En contre-terrasse <input type="checkbox"/> Avec déport accolé à la façade <input type="checkbox"/> Avec déport en contre-terrasse	<input type="checkbox"/> Parasol <input type="checkbox"/> Store banne sur pied Dispositif fixé en façade <input type="checkbox"/> Store-banne <input type="checkbox"/> Marquise <input type="checkbox"/> Semi-protection sans armature fixée au sol <input type="checkbox"/> Semi-protection avec armature fixée au sol <input type="checkbox"/> Protection sans armature fixée au sol <input type="checkbox"/> Protection sans armature fixée au sol	<input type="checkbox"/> Estrade en bois <input type="checkbox"/> Pose de fourreaux dans le sol <input type="checkbox"/> Goulotte en surface

1.2. L'aménagement de l'emprise commerciale autorisée doit être conforme aux dispositions de l'annexe n°1 du présent arrêté.

1.3. Le mobilier commercial (porte-menu, parasols, etc,...) doit être installé uniquement à l'intérieur du périmètre de l'emprise autorisée.

1.4. Tout aménagement non conforme à ces dispositions expose le permissionnaire aux sanctions prévues à l'article 9 et au recouvrement d'office du tarif afférent.

1.5. Toute modification de l'aménagement doit faire l'objet d'une demande auprès des services municipaux.

ARTICLE 2 :

2.1. L'installation ne doit pas empêcher l'accès des bouches d'égoûts, des regards de VRD, des bouches et des poteaux d'incendie, des passages pour piétons, des accès aux établissements recevant du public et des accès aux entrées particulières. Pour les étalages, les plaques des rues, et les numéros des immeubles devront rester visibles.

2.2. En toute saison, l'occupant veille à laisser libre, de tout obstacle, le passage réglementaire permettant la circulation des personnes à mobilités réduites, et plus généralement des piétons, des poussettes-landaus, et autres usagers du domaine public. La largeur du passage se calcule à partir du premier obstacle : jardinières, mobilier urbain, arbres, etc....

2.3. La circulation des services de secours et de lutte contre les incendies doit être assurée en toutes circonstances.

ARTICLE 3:

3.1. Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.

3.2. Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions des arrêtés préfectoraux et municipaux relatifs d'une part aux horaires d'ouverture des débits de boissons et d'autre part à la lutte contre le bruit.

3.3. Le permissionnaire est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté municipal n°17-0056 portant réglementation générale des emprises commerciales et notamment les dispositions relatives à l'entretien, à la propreté et à la gestion des déchets sur le domaine public

3.4. Le permissionnaire est tenu de disposer des assurances nécessaires à l'exercice de son activité, et notamment à l'exercice d'une activité sur le domaine public. Ce dernier ne pourra exercer aucun recours contre la commune à raison des conséquences des accidents et dommages, quels qu'ils soient, survenus à l'occupant, à son personnel, à ses fournisseurs, prestataires ou tiers quelconques. Il tenu de garantir la commune contre tous les recours, quels qu'ils soient, résultant d'accidents ou dommages causés dans ce cadre.

ARTICLE 4:

4.1. La présente autorisation est accordée à titre précaire. Le bénéficiaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux à l'occupant ou quelque autre droit et notamment des dispositions de l'article L2124-32-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

4.2. Elle est révocable à tout moment, sans indemnité, dans l'intérêt de la conservation du domaine public, pour des considérations de police ou plus généralement pour tous motifs tenant à l'intérêt général.

ARTICLE 5:

5.1. La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

5.2. Tout changement de gérance de l'établissement doit être signalé à l'autorité municipale. Il appartiendra au nouveau gérant de réaliser les formalités nécessaires à l'obtention d'une autorisation temporaire d'occupation du domaine public pour l'exercice de son activité commerciale. Il ne pourra alors se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

ARTICLE 6:

La présente autorisation est octroyée jusqu'au 30 avril 2019. Tout renouvellement à l'identique doit faire l'objet d'une demande via le formulaire prévu à cet effet au moins de 2 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

ARTICLE 7:

7.1. La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est déterminé et actualisé dans les conditions fixées par délibération du conseil municipal.

7.2. En application des dispositions du troisième alinéa de l'article R2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques, toute actualisation du montant de la redevance afférente à la présente autorisation entre en vigueur le premier jour du mois suivant celle de l'acte administratif qui la génère.

7.3. Le paiement de la redevance est effectué d'avance (L.2125-4 du code général de la propriété des personnes publiques) par période mensuelle.

7.4. Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont soumis à la même tarification sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.

7.5. Toute installation constatée sur le domaine public fait l'objet d'une tarification pour l'ensemble de la période de tarification telle que prévue par la délibération du conseil municipal fixant le montant des redevances pour occupation du domaine public.

7.6. Tout permissionnaire qui ne fait pas usage, ou ne fait usage que partiellement, (à la fois dans le temps et dans l'espace) reste redevable de la totalité de la redevance correspondante à l'autorisation qui lui a été délivrée.

7.7. Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune réduction de redevance, indemnité ou autre droit quelconque, dans le cas de réparations, travaux d'intérêt public ou autres, réalisés par la commune sur le domaine public qu'il est autorisé à occuper, et ce, quelle qu'en soit la durée, même s'ils durent plus de trente jours, la commune s'engageant cependant à les exécuter avec diligence et en concertation avec le bénéficiaire, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 8:

8.1. Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution.

8.2. En cas d'arrêt de l'activité, le permissionnaire est tenu de déposer l'ensemble des éléments constitutifs de l'emprise commerciale, qu'ils se trouvent sur le domaine public ou à l'aplomb de celui-ci. Dans le cas contraire, le propriétaire du fonds de commerce reste redevable des redevances correspondants aux aménagements qui perdurent jusqu'à leurs enlèvements.

8.3. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

ARTICLE 9:

En cas de non respect des dispositions de la présente autorisation ou des dispositions réglementaires en vigueur, le permissionnaire s'expose à des sanctions pénales, sans préjudice des sanctions administratives qui pourront être prises par l'autorité municipale et pouvant conduire au retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 10 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

ARTICLE 11 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

ARTICLE 12 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également faire l'objet dans le même délai, d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

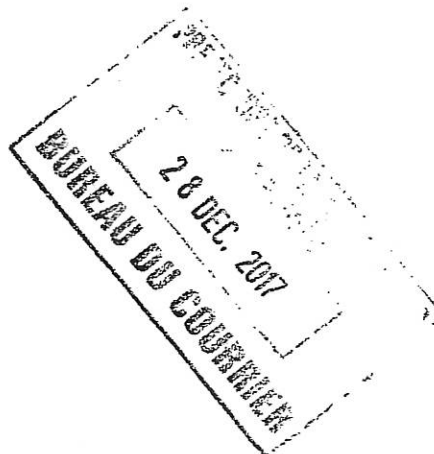
ARTICLE 13 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio.

Fait à AJACCIO, le : 27 DEC. 2017

Pour le Maire,

P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2018-166
Stéphane SBRAGGIA





Direction Générale Adjointe
Proximité et services à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

ARRETE MUNICIPAL N°

17 - 4343 -

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du lundi 29 janvier au mercredi 14 février 2018**



Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2123-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1-1 ; L.2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n°2016/1046 en date du 22 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;
VU l'arrêté municipal n° 2017/0056 en date du 13 janvier 2017 portant réglementation générale des emprises commerciales sur le domaine public,
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU la délibération n°2016/344 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 19 décembre 2016 ;

CONSIDERANT la demande de Monsieur Anghjulamaria NIVAGGIONI, Gérant de la Société HAPPENCOM, en date du 18 décembre 2017, afin d'organiser le salon de l'habillement.

ARRETONS :

Article 1^{er} :

Monsieur Anghjulamaria NIVAGGIONI, Gérant de la Société HAPPENCOM, ci après appelé le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

Localisation : Place Miot

Dates de montage : Du 29/01/18 au 07/02/18 **Horaires :** 07H00 à 19H00

Date de la manifestation : Du 08/02/18 au 11/02/18 **Horaires :** 09H00 à 19H30

Date de démontage : Du 12/02/18 au 14/02/18 **Horaires :** 08H00 à 19H00

Objet : SALON HABILLEMENT

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. Toutefois, la sous-occupation de tout ou partie de ce domaine, par une ou plusieurs personnes publiques ou privés autres que le permissionnaire, est autorisée uniquement si chaque sous-occupant est lié au permissionnaire et contribue à la réalisation de l'objet visé à l'article 1er. La sous-occupation du domaine public se fait sous l'entière responsabilité du seul permissionnaire.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 6 :

La circulation et le stationnement des véhicules sont strictement interdits sur la place. Toute dégradation constatée sera à la charge du permissionnaire.



Direction Générale Adjointe
Proximité et services à la population
Direction du commerce,
De l'artisanat et du domaine public
04.95.51.78.65

ARRETE MUNICIPAL N°

17-4343

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Du lundi 29 janvier au mercredi 14 février 2018**

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Article 9 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : **27 / 12 / 2017**

Pour le Maire, et par délégation,
1^{er} adjoint au Maire

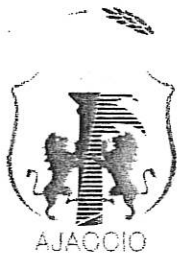


P/Le Maire
Le Maire-Adjoint
AM 2015-166

~~Stéphane SBRAGGIA~~

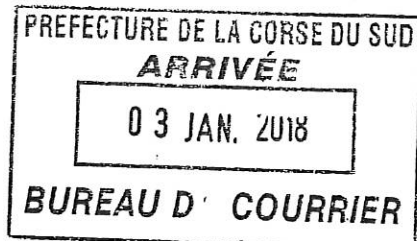
Stéphane SBRAGGIA





Arrêté N° 2017-4344

**Portant fermeture provisoire et évacuation de l'appartement rez de chaussée
porte de gauche, sis résidence les Amandiers Bâtiment A3 avenue du Colonel
Biancamaria, parcelle cadastrée section n° B0 519, 20 090 Ajaccio**



Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;
Vu la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
Vu la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L. 2122-17 à L.2122-20 et suivants ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L. 2212 et suivants ;
Vu le Code de la construction et de l'habitation notamment les articles L 511-1 et suivants ;
Vu les délibérations n°2015-04 et n°2015-06 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints ;

Vu L'intervention du SDISS 2A consécutive à l'incendie du 24 décembre 2017 ;
Vu le rapport de l'ingénieur d'astreinte en date du 24 décembre 2017 ;
Vu Le caractère urgent de la situation ;

Considérant que suite au sinistre survenu le 24 décembre 2017, l'appartement susvisé ne permet plus son habitation en l'état notamment en raison des dégâts constatés ;

Considérant que cette situation induit une obligation de prononcer une interdiction temporaire d'habitation et de l'évacuation des personnes jusqu'à la réalisation des travaux nécessaires ;

Considérant l'urgence ;

-ARRETE-

Article 1^{er}

Est prononcée la fermeture provisoire et l'évacuation de l'appartement occupé par Monsieur et Mme DACOSTA E SILVA Vitor Fausto, propriété de Monsieur .DA SILVA GONCALVES Antonio, sis au Rez de Chaussée porte de gauche Résidence Les Amandiers Bâtiment A3, Avenue Colonel Biancamaria 20090 AJACCIO.

A compter du : 24 décembre 2017 à 18h00.

Article 2

L'autorisation d'accès et d'occupation du logement est subordonnée à la réalisation des travaux de mise en conformité qui seront décidés par les experts missionnés par les assureurs du bailleur et de l'occupant.

Un accès est permis aux experts susvisés ainsi qu'aux entreprises qui seront mandatées par les compagnies d'assurance.

Un accès est également permis à l'occupant afin de récupérer ses effets personnels.

Article 3

Le présent arrêté sera notifié en la forme administrative à :

- Mme M et Mme DACOSTA E SILVA Vitor Fausto, locataire, Résidence Les Amandiers Bâtiment A3, Avenue Colonel Biancamaria 20090 AJACCIO Ajaccio.
- Monsieur DA SILVA GONCALVES Antonio, propriétaire, lieu dit U Muzzu Route des Milleli, 20090 AJACCIO
- Monsieur Antoine MARTELLI, syndic de l'immeuble, Résidence Les Amandiers Bâtiment A3, Avenue Colonel Biancamaria 20090 AJACCIO.

Article 4

Le présent arrêté sera affiché en mairie d'Ajaccio et sur la façade de l'immeuble.

Article 5

Le présent arrêté est transmis au Préfet de la Corse au titre du contrôle de légalité.

Article 6


Les intéressés disposent, en cas de contestation, d'un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, pour déposer un recours devant le tribunal Administratif de Bastia.

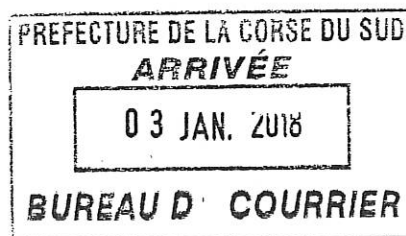
Dans ce même délai, ils peuvent également effectuer un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire.

Article 7

M.M. le Secrétaire Général de la Ville d'Ajaccio, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 27 décembre 2017

Le Maire

DGA Ressources et Moyens
Laurent MARCANGELI
Jean Philippe ARMAND





Arrêté N° 2017- 4345

Portant ouverture au public des structures installées dans le site des jardins de l'Hôtel de Région à Ajaccio à l'occasion de la session d'investiture du Président de la Collectivité Unique le 2 janvier 2018

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

- Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- Vu la loi 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les départements, les régions et l'Etat,
- Vu la loi du 19 août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités territoriales locales,
- Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité de l'Accessibilité,
- Vu l'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu l'arrêté ministériels du 23 janvier 1985 fixant les dispositions particulières applicables aux établissements de type CTS,
- Vu la circulaire ministérielle n°INTE 9500.199 C du 22 juin 1995,
- Vu la délibération n°2015-04 du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints,
- Vu l'arrêté municipal, portant délégation de signature à Monsieur Pierre-Paul ROSSINI, directeur général des services, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu la demande d'autorisation exceptionnelle d'utilisation des jardins de l'Hôtel de Région dans le cadre de la session d'investiture du Président de la nouvelle assemblée Unique reçu par mail le 21/12/2017,
- Vu les documents annexés à cette demande ;

CONSIDERANT le délai tardif de saisine de la Ville ne permettant pas de soumettre le dossier à l'examen de la commission communale de sécurité conformément à la possibilité ouverte au maire par la réglementation applicable en matière de sécurité,

CONSIDERANT l'article CTS 31 du règlement qui prévoit qu'avant toute ouverture au public dans une commune, l'organisateur de la manifestation ou du spectacle doit obtenir l'autorisation du maire et qu'au préalable, il doit faire parvenir au maire huit jours avant la date d'ouverture au public l'extrait du registre de sécurité :

-ARRETE-

Article 1

Est prononcée l'autorisation d'ouverture au public des structures installées sur le jardin de l'Hôtel de Région sis Cours Grandval à Ajaccio à l'occasion de la session d'investiture du Président de la nouvelle assemblée unique prévue le 2 janvier 2018.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée à la transmission dès notification de cet arrêté des attestations de bon montage des structures de type CTS ainsi que le contrôle des installations techniques.

le 3

présent arrêté sera notifié à M. Jean-Louis SANTONI, Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Corse, représentant le président de la Collectivité Territoriale de Corse, demandeur de la présente.

Article 4

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 5

Le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, le Directeur Générale des Services Techniques de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 27/12/17

Pour le Maire,
et par délégation,
Le Directeur Général des Services

DGA Ressources et Moyens
Pierre-Paul ROSSINI

Jean Philippe ARMAND



Direction Général Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de L'Artisanat
Service des Halles et Marchés

ARRETE MUNICIPAL N°- 17 - 4346 -
Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Pour la vente d'oursins.

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;
VU la délibération n°2016-344, restant dispositions tarifaires relatives à l'occupation commerciales du domaine public.
VU la délibération n° 2015-04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015-06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n° 17-0056 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;

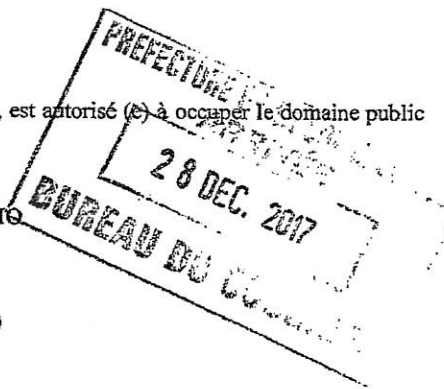
CONSIDERANT la demande, en date du 21 décembre 2017, de Monsieur COLANTONIO Marc, Patron pêcheur, Rôle N° 677122, N° Siret 398 938 130 000 38, afin de procéder à une vente d'oursins, sur le domaine public.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Monsieur COLANTONIO Marc, patron pêcheur, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé (e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

Localisation : rond point croix d'Alexandre bas d'Alata AJACCIO
Date(s) : Du 22/12/2017 au 15/04/2018
Jour (s) : Du vendredi au dimanche
Horaires : 07 H 00 à 14 H 00
Police d'assurance en responsabilité civil n° 980 0013 24271 H 50
Tarifs : 16€30 par jours
Emplacement (s) : 2 ml



Article 2 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par la délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et Marchés. L'encaissement se fera auprès du placier avant le déballage des produits.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 7 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.



Direction Général Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de L'Artisanat
Service des Halles et Marchés

Article 8 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 9 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 27/12/17

Pour le Maire, et par délégation,
Le 1^{er} adjoint au Maire
DGA Ressources et Moyens
Stéphane SBRAGGIA

Jean Philippe ARMAND





Direction Générale Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de l'Artisanat
Service des Halles et Marchés



ARRETE MUNICIPAL N°- 17-4347-
Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
Pour la vente d'oursins.

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;
VU la délibération n°2016-344, restant dispositions tarifaires relatives à l'occupation commerciales du domaine public.
VU la délibération n° 2015-04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;
VU la délibération n° 2015-06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;
VU l'arrêté municipal n° 17-0056 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;

CONSIDERANT la demande, en date du 11 décembre 2017, de Monsieur SANNA Julien, exploitation directe, immatriculer N°819 747 155 R.C.S, afin de procéder à une vente d'oursins, sur le domaine public.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Monsieur SANNA Julien, patron pêcheur, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé (e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

Localisation : rond point de la rocade (à coté du magasin chez Sophie)
Date(s) : Du 15/12/2017 au 15/04/2018
Jour (s) : Du vendredi au dimanche
Horaires : 07 H 00 à 13 H 00
Police d'assurance en responsabilité civil n° 171432205
Tarifs : 16€30 par jours
Emplacement (s) : 4 ml

Article 2 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 4 :

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par la délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et Marchés. L'encaissement se fera auprès du placier avant le déballage des produits.

Article 5 :

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 7 :

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.



Direction Général Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de L'Artisanat
Service des Halles et Marchés

Article 8 :

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 9 :

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 27/12/17

Pour le Maire, et par délégation,
Le 1^{er} adjoint au Maire

~~DGA Ressources Moyens~~
~~Stéphane BRACCA~~

Jean Philippe ARMAND





Direction Générale Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de l'Artisanat
Service des Halles et Marchés

17 - 4 3 4 8 ,

Arrêté municipal N°

Abrogeant l'arrêté municipal N°17-1117 et portant autorisation
d'occupation temporaire du domaine public et d'exercice d'une
activité commerciale non sédentaire sur le marché central
d'Ajaccio

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,
VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et
suivants ;

Vu le Code de Commerce ;

Vu le Code de la Consommation ;

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime,

Vu le Code des relations entre les citoyens et l'administration ;

VU les délibérations du conseil municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du
domaine public communal ;

VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;

VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;

VU l'arrêté municipal n°16-1718 portant réglementation générale des halles et marchés d'Ajaccio ;

Vu l'arrêté municipal N° 17-1117 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public et d'exercice d'une
activité commerciale non sédentaire sur le marché central d'Ajaccio.

CONSIDERANT qu'il convient de rectifier une erreur de rédaction intervenue dans l'arrêté municipal n°17-1117.

CONSIDERANT la demande d'emplacement fixe présentée par Madame **TEXIER Catherine**, gérante de « **SARL A L'ANTICA** »
immatriculé n° 419348289.

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

L'Arrêté Municipal N° 17-1117 susvisé est abrogé.

Madame **TEXIER Catherine**, Commerçant revendeur, gérante de « **SARL A L'ANTICA** » domiciliée, Villa Olivetti, Route des
Milelli 20090 AJACCIO ci après appelé(e) le titulaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

- **Marché central (Place FOCH) :**

PERIODE HIVERNALE :

Jours de débailage : jeudi, vendredi, samedi, dimanche

Mois de débailage : Novembre, décembre, janvier, février, mars

Année : 2017

PERIODE ESTIVALE :

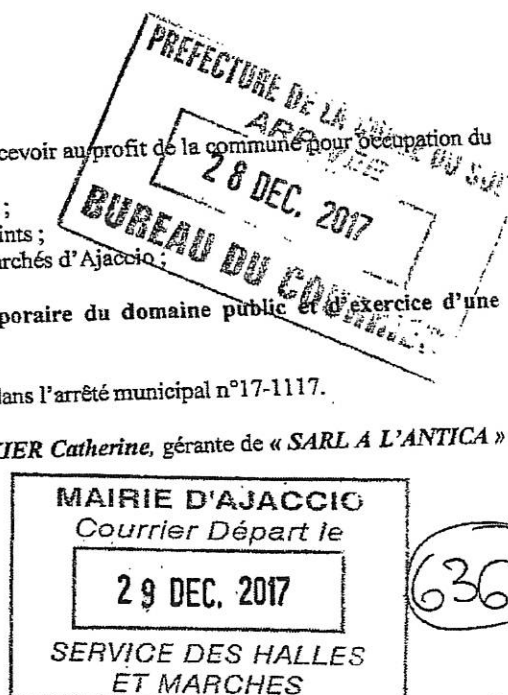
Jours de débailage : lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche

Mois de débailage : Avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre

Année : 2017

- Linéaire de vente en mètres : 10 x 3L (5 lots)
- Emplacement des lots : Allée B
- Lot(s) n° : 05, 06, 07, 08, 09

Produits autorisés à la vente : confitures, biscuiterie, confiserie,
huiles, vins locaux, charcuterie,
boucherie, fromages corses, miel,
produits labellisés, produits origine biologique.



ARTICLE 2:

- 2.1. Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.
- 2.2. Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions fixées par le règlement général des halles et marchés.
- 2.3. Le titulaire est tenu de se conformer aux instructions qui lui sont données par les agents chargés de la gestion des halles et marchés.
- 2.4. En cas de non respect des dispositions du présent arrêté ou de la réglementation en vigueur, le titulaire s'expose aux sanctions prévues par le règlement général des halles et marchés, sans préjudice des sanctions pénales ou civiles qui pourraient être initiées à son encontre.

ARTICLE 3:

- 3.1. La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment pour toute raison d'intérêt général.
- 3.2. La présente autorisation peut être suspendue temporairement ou définitivement en application des sanctions prévues par le règlement général des halles et marchés de la Ville d'Ajaccio.

ARTICLE 4:

- 4.1. La présente autorisation est valable uniquement pour la période fixée à l'article 1.
- 4.2. L'autorisation peut être renouvelée selon les modalités prévues par le règlement général des halles et marchés de la ville d'Ajaccio.

ARTICLE 5:

- 5.1. La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.
- 5.2. Toute occupation irrégulière du domaine public sera sanctionnée selon les formes prévues par le règlement général des halles et marchés de la Ville d'Ajaccio.
- 5.3. Sans préjudice des dispositions de l'article 5.1., dans le cadre de cette autorisation, **M. TEXIER Gaëtan**, **Mme TEXIER Sylvie**, **Melle BORISSOF Martine** et **Mme TEXIER Catherine**, en leur qualité de « salariés » sont également autorisés à exercer une activité commerciale dans les conditions fixées par le présent arrêté. Le titulaire est seul responsable du respect des obligations réglementaires et du respect du présent arrêté.

ARTICLE 6:

- 6.1. La présente autorisation donne lieu au paiement d'un droit de place dont le montant est fixé par délibération du conseil municipal.
- 6.2. Tout dépassement de la superficie indiquée à l'article 1 fera l'objet d'une tarification conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7:

Le titulaire est tenu de respecter les règles d'assiduité fixées par le règlement général des halles et marchés. Les absences supplémentaires doivent être justifiées dans les formes prévues par ledit règlement. Le défaut d'assiduité est sanctionné selon les formes fixées par ledit règlement.

ARTICLE 8:

Le titulaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et de dégradation ou de modifications constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du titulaire.

ARTICLE 9:

Le titulaire est tenu de respecter les horaires fixés par le règlement. Il est notamment tenu de libérer le domaine public aux horaires prévus. Il est tenu de déposer les différents déchets conformément aux instructions qui lui sont données par les services municipaux.

ARTICLE 10:

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

ARTICLE 11:

Le présent arrêté sera notifié au titulaire.

ARTICLE 12:

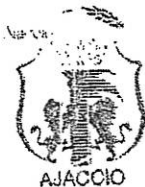
Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

ARTICLE 13:

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le :

22/12/17
Pour le Maire, et par délégation,
Le Premier Adjoint,
DGA Ressources et Moyens
S. BRAGLIA
Jean Philippe ARMAND
Page 2 sur 3



17 - 4 3 4 9

Arrêté municipal N°**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public
et d'exercice d'une activité commerciale non sédentaire sur le
marché central d'Ajaccio**Direction Générale Adjointe des Services
Ressources et Moyens
Direction du Commerce et de l'Artisanat
Service des Halles et Marchés**MAIRIE D'AJACCIO**
Courrier Départ le**29 DEC. 2017****SERVICE DES HALLES
ET MARCHÉS**

637

Le Maire de la Ville d'Ajaccio,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2123-6 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;

Vu le Code de Commerce ;

Vu le Code de la Consommation ;

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime,

Vu le Code des relations entre les citoyens et l'administration ;

VU les délibérations du conseil municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal ;

VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;

VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;

VU l'arrêté municipal n°16-1718 portant réglementation générale des halles et marchés d'Ajaccio ;

CONSIDERANT les dispositions de la SECTION IV de l'arrêté municipal n° 16-1718 susvisé relatives aux dispositions transitoires afférentes à l'entrée en vigueur dudit arrêté ;**CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser les situations individuelles des exposants du marché central d'Ajaccio souhaitant bénéficier d'un emplacement fixe par titularisation ;**CONSIDERANT** la demande d'emplacement fixe présentée par **Monsieur DELL'ABATE Fabrice, Producteur agricole** immatriculé N° 808 392 773 00012.**ARRETE :****ARTICLE 1^{er} :****Monsieur DELL'ABATE Fabrice, Producteur agricole**, domicilié, 8, Aigue Marine Quai Aspretto 20090 AJACCIO ci après appelé(e) le titulaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

- **Marché central (Place FOCH) :**

PERIODE HIVERNALE :**Jours de déballage :** vendredi, samedi, dimanche.**Mois de déballage :** Novembre, décembre, janvier, février, mars**Année :** 2017**PERIODE ESTIVALE :****Jours de déballage :** mardi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche**Mois de déballage :** mai, juin, juillet, août, septembre, octobre**Année :** 2017

- Linéaire de vente en mètres : 4l x 3L (2lots)
- Emplacement des lots : Allée D
- Lot(s) n° : 26, 27

Produits autorisés à la vente : Confitures, miel.**ARTICLE 2:**

2.1. Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.

2.2. Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions fixées par le règlement général des halles et marchés.

2.3. Le titulaire est tenu de se conformer aux instructions qui lui sont données par les agents chargés de la gestion des halles et marchés.

2.4. En cas de non respect des dispositions du présent arrêté ou de la réglementation en vigueur, le titulaire s'expose aux sanctions prévues par le règlement général des halles et marchés, sans préjudice des sanctions pénales ou civiles qui pourraient être initiées à son encontre.



ARTICLE 3:

3.1. La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment pour toute raison d'intérêt général.

3.2. La présente autorisation peut être suspendue temporairement ou définitivement en application des sanctions prévues par le règlement général des halles et marchés de la Ville d'Ajaccio.

ARTICLE 4:

4.1. La présente autorisation est valable uniquement pour la période fixée à l'article 1.

4.2. L'autorisation peut être renouvelée selon les modalités prévues par le règlement général des halles et marchés de la ville d'Ajaccio.

ARTICLE 5:

5.1. La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

5.2. Toute occupation irrégulière du domaine public sera sanctionnée selon les formes prévues par le règlement général des halles et marchés de la Ville d'Ajaccio.

5.3. Sans préjudice des dispositions de l'article 5.1., dans le cadre de cette autorisation, en leur qualité de « salariés » sont également autorisé(s) à exercer une activité commerciale dans les conditions fixées par le présent arrêté. Le titulaire est seul responsable du respect des obligations réglementaires et du respect du présent arrêté.

ARTICLE 6:

6.1. La présente autorisation donne lieu au paiement d'un droit de place dont le montant est fixé par délibération du conseil municipal.

6.2. Tout dépassement de la superficie indiquée à l'article 1 fera l'objet d'une tarification conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7:

Le titulaire est tenu de respecter les règles d'assiduité fixées par le règlement général des halles et marchés. Les absences supplémentaires doivent être justifiées dans les formes prévues par ledit règlement. Le défaut d'assiduité est sanctionné selon les formes fixées par ledit règlement.

ARTICLE 8:

Le titulaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et de dégradation ou de modifications constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du titulaire.

ARTICLE 9:

Le titulaire est tenu de respecter les horaires fixés par le règlement. Il est notamment tenu de libérer le domaine public aux horaires prévus. Il est tenu de déposer les différents déchets conformément aux instructions qui lui sont données par les services municipaux.

ARTICLE 10:

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

ARTICLE 11:

Le présent arrêté sera notifié au titulaire.

ARTICLE 12:

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche protège le délai du recours contentieux.

ARTICLE 13:

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 27/12/17

Pour le Maire, et par délégation,
Le Premier Adjoint,

Les Ressources et Moyens

Stéphane SBRACCA
Jean Philippe ARMAND



DEPARTEMENT DE LA CORSE-DU-SUD

COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 2017-4350

Portant stationnement interdit,
Portant circulation interdite aux véhicules de tonnage supérieur à 3,5 tonnes,
Portant restriction de circulation,
Portant limitation de vitesse à 30Km/h,

A compter du 02 janvier 2018, et ce, jusqu'au 07 janvier 2018 au plus tard,

Dans l'artère ci-après :

RUE FRANCOIS MAGLIOLI

Portion comprise entre la rue Maréchal Ornano et la rue du Général Campi

DGA Proximité et Service à la Population/Direction Proximité /Pôle circulation et réglementation/SBDLG/TE/12

NOUS, Laurent MARCANGELI MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I - Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de la SARL ETS DEBENE en date du 13 décembre 2017;

CONSIDERANT qu'à l'occasion de démolition et reconstruction de trottoir, il est nécessaire d'instituer une interdiction de stationnement ainsi qu'une limitation de vitesse dans la zone de travaux;

CONSIDERANT que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du 02 janvier 2018, et ce, jusqu'au 07 janvier 2018 au plus tard, la circulation et le stationnement seront réglementées comme suit :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

RUE FRANCOIS MAGLIOLI

Portion comprise entre la rue Maréchal Ornano et la rue du Général Campi

Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant la manifestation.

Le dispositif comportera la disposition suivante : panneaux B6a1 :

INSTITUTION D'UNE LIMITATION DE VITESSE DE 30 KM/H

Il sera institué une limitation de vitesse à 30 KM/H, sur l'artère ci-dessus nommée.

RESTRICTION DE LA CIRCULATION

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-dessus nommée

CIRCULATION INTERDITE AUX VEHICULES DE TONNAGE SUPERIEUR A 3.5 TONNES

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-dessus nommée.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia

ARTICLE 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale des Services Techniques de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à l'entreprise DEBENE.

Fait à Ajaccio le 28 Décembre 2017



Pour M. le Maire,
L'Adjoint Délégué
Jacques BILLARD

Jean Philippe ARMAND



Arrêté municipal N°2017/4351

**Portant opposition au transfert de pouvoir de police « spéciale » du maire
au président de la communauté d'agglomération du pays Ajaccien**

Le Maire de la commune d'Ajaccio ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.5211-9-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 07 juin 2017, arrêtant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien ;

Vu la délibération communautaire n° 2017/104 en date du 01 juillet 2017, relative à l'élection du président de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien ;

Vu le courrier en date du 20 décembre 2017, par lequel le maire demande au président de la communauté d'agglomération du pays Ajaccien de prendre acte de son refus de transférer certains pouvoirs de police spéciale, relevant du code de la construction et de l'habitation, à savoir : la police de la sécurité des bâtiments publics (article L123-3), des immeubles collectifs (articles L129-1 à 6) et des édifices menaçant ruine (articles L511-1 à 6).

ARRETE

Article 1^{er} :

Le pouvoir de police administrative spéciale en matière d'habitat ne sera pas transféré au président de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien, Monsieur Laurent Marcangeli, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté sera notifié au président de la dite communauté.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20171228-2017_4351-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/12/2017

Affichage : 18/12/2017

Pour l'autorité compétente par délégation



Fait à Ajaccio, le 28 décembre 2017





Arrêté AT N° 2017-AT-121

Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00417A0101

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A004170101 reçue le 05/10/2017, signée le 03/10/2017 par M. LEANDRI Franz, représentant la SARL MAJE, représentant le cuisinier « Cuisinella » demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 05/10/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu Le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant Avis FAVORABLE à la réalisation du projet susvisé ;

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant un nouvel aménagement d'un établissement recevant du public (magasin cuisinella) à l'intérieur d'un bâtiment type « coque vide » Route du Finosello, Trabbachina, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 16 novembre 2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que :
« L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à M. LEANDRI Franz, représentant SARL MAJE, RN 193 Lot. Panchetta, ZI Baléone, 20167 Sarrola carcopino demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 13/12/2017

Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,



Isabelle FELICIAGGI

Le Directeur Général des Services

Pierre Paul ROSSINI



Arrêté AT N° 2017-AT-122

**Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00417A0099**

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00417A0099 reçue le 29/09/2017 et signée le 27/09/2017 par Mme BORGOMANO Chantal, représentant son cabinet de kinésithérapeute, demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 29/09/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le courrier du Préfet de Corse en date du 24/04/2012; précisant que la sous-commission communale de sécurité n'est pas consultée pour les ERP de la 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil;

- Vu Le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant Avis **FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0287 en date du 23/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0288 en date du 23/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0289 en date du 23 /11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant la mise en accessibilité aux personnes handicapées du cabinet de kinésithérapeute, 1 rue Sébastiani, 20 000 Ajaccio, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que : « L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à Mme BORGOMANO Chantal, 1 rue Sébastiani, 20 000 Ajaccio demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 15/12/2017

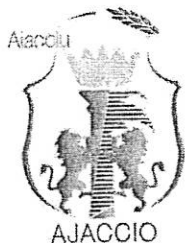
Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,



Isabelle FELICIAGGI

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



Arrêté AT N° 2017-AT-123

Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00417A0097

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant d public e des installations ouvertes au public;
- Vu L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00417A0097 reçue le 28/09/2017 et signée le 27/09/2017 par SAS CAFE BURGER, demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 28/09/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu Le courrier du Préfet de Corse en date du 24/04/2012; précisant que la sous-commission communale de sécurité n'est pas consultée pour les ERP de la 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil;

- Vu Le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant Avis **FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0266 en date du 24/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0273 en date du 23/11/2017, portant approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant la mise en accessibilité aux personnes handicapées du Café Burger, 14 cours Grandval, 20 000 Ajaccio, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que :
« L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à SAS CAFE BURGER, 14 cours Grandval, 20 000 Ajaccio demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 15/12/2017

Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,



Isabelle FELICIAGGI

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



Arrêté AT N° 2017-AT-124

**Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes**

**Handicapées.
AT 02A00417A0100**

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant d public e des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00417A0100 reçue le 03/10/2017 et signée le 01/10/2017 par M. ALEXANDRE Christian, représentant l'agence immobilière « Colomba Immobilier », demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 03/10/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le courrier du Préfet de Corse en date du 24/04/2012; précisant que la sous-commission communale de sécurité n'est pas consultée pour les ERP de la 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil;

- Vu Le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0267 en date du 23/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-acces-2740 en date du 23/11/2017, portant approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant la mise en accessibilité aux personnes handicapées de l'agence immobilière « Colomba Immobilier », 20 000 Ajaccio, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que :
« L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à M. ALEXANDRE Christian, Agence Colomba Immobilier, BP 877, 20 192 Ajaccio Cedex 04, demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 15/12/2017

Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,



Isabelle FELICIAGGI

Pierre Paul ROSSINI



Arrêté AT N° 2017-AT-125

Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00417A0102

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A004170102 reçue le 05/10/2017, signée le 03/10/2017 par M. PARROU Frédéric, représentant le restaurant « Cinécita café » demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 05/10/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu Le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant Avis **FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0277 en date du 23/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0278 en date du 23/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0279 en date du 23/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0280 en date du 23/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-acces-293 en date du 23/11/2017, portant approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant un nouvel aménagement d'un établissement recevant du public (restaurant le cinécita café) 2 avenue Antoine SERAFINI, 20 000 AJACCIO, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 16 novembre 2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que : « L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à M. Parrou Frédéric, 2 avenue Antoine Sérafini, 20 000 Ajaccio, demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 15/12/2017

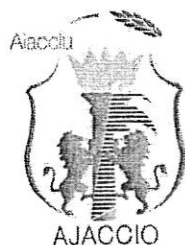


Le Directeur

Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,

Pierre - Paul ROSSINI

Isabelle FELICIAGGI



Arrêté AT N° 2017-AT-126

**Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00417A0096**

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant d public e des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A004170096 reçue le 28/09/2017, signée le 26/08/2017 par M. ORSINI Bernard représentant la SCI CB cabinet médical Centre ORSINI demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 28/09/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu** Le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant Avis **FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu** L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0275 en date du 24/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0290 en date du 23/11/2017, portant approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant la mise en conformité totale aux règles d'Accessibilité du cabinet médical « centre Orsini », chemin d'Acqualonga, 20167 Mezzavia, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 16 novembre 2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que :
« L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à M. ORSINI Bernard représentant Cabinet Médical ORSINI, chemin d'Acqualonga, 20167 Mezzavia demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 15/12/2017

Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,

Isabelle FELICIAGGI



Le Directeur Général des Services

Pierre - Paul ROSSINI



Arrêté AT N° 2017-AT-127

Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00417A0092

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant d public e des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00417A0092 reçue le 30/08/2017 et signée le 28/08/2017 par M. DIAN Cyril, représentant l'ADS JDC représentant le centre de beauté « L'atelier du Sourcil », demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 30/08/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le courrier du Préfet de Corse en date du 24/04/2012; précisant que la sous-commission communale de sécurité n'est pas consultée pour les ERP de la 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil;

- Vu** Le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant Avis **FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu** L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0291 en date du 23/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant la mise en accessibilité aux personnes handicapées du centre de beauté « L'atelier du sourcil », 51 cours Napoléon, 20 000 Ajaccio, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que : « L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à ADS JDC, M. DIAN Cyril, 89 boulevard Sébastopol, 75002 PARIS demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 15/12/2017

Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,



Isabelle FELICIAGGI

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



Arrêté AT N° 2017-AT-128

Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00417A0105

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant d public e des installations ouvertes au public;
- Vu L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A004170105 reçue le 12/10/2017, signée le 10/10/2017 par M. PIETRI Jean Pierre, représentant l'APF, représentant « le Mas d'Albizzia » demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 12/10/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu** le courrier en date du 25/10/2017 de la sous commission Départementale pour la sécurité contre les risques incendie portant un **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé
- Vu** Le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu** L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0285 en date du 23/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0296 en date du 23/11/2017, portant approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission communale de sécurité et de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant la mise en conformité totale aux règles d'Accessibilité de la maison d'accueil spécialisée « l'ALBIZZIA », chemin de Candia, 20 090 AJACCIO, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le courrier du 25/10/2017 de la Sous-Commission Départementale de sécurité annexé au présent acte ;
- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 16 novembre 2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que : « L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à M. PIETRI Jean Pierre, représentant l'APF, représentant « le Mas d'Albizzia », chemin de Candia, 20 090 AJACCIO demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 15/12/2017



Pour le Maire, et par délégation
la conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,

Le Directeur Général des Services

Pierre - Paul ROSSINI

Isabelle FELICIAGGI



Arrêté AT N° 2017-AT-129

**Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00417A0106**

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A004170106 reçue le 17/11/2017, signée le 15/11/2017 par M. PULUHEN Bertrand représentant la boutique de bijoux « le Dolce Vita » demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 17/10/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu** Le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu** L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0282 en date du 24/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0294 en date du 23/11/2017, portant approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant la mise en conformité totale aux règles d'Accessibilité du magasin de bijoux « Le Dolce Vita », 53 rue Fesch, 20 000 AJACCIO, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 16 novembre 2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que :
« L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à M. PUHULEN Bertrand représentant « le Dolce Vita », 53 rue Fesch, 20 000 AJACCIO demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 15/12/2017

Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,



Isabelle FELICIAGGI

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



Arrêté AT N° 2017-AT-130

**Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00417A0098**

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A004170098 reçue le 28/09/2017, signée le 26/09/2017 par M. TOGNI Jean Michel, représentant la SARL JMT SPORT, représentant GO SPORT demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 28/09/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu le procès verbal en date du 28/09/2017 de la sous commission Départementale pour la sécurité contre les risques incendie portant un **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé
- Vu Le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission communale de sécurité et de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant un nouvel aménagement d'un établissement recevant du public (magasin GO SPORT) à l'intérieur d'un bâtiment type « coque vide » centre commercial La Rocade-Mezzavia, 20 167 AJACCIO, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 28/09 2017 de la Sous-Commission Départementale de sécurité annexé au présent acte ;
- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que :
« L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à M. TOGNI Jean Michel, représentant SARL JMT SPORT, route d'Escale, lot N° 12 du Stiletto, 20 090 AJACCIO demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 15/12/2017



Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,

Isabelle FELICIAGGI

Le Directeur Général des Services

299 Pierre-Paul ROSSINI



Arrêté AT N° 2017-AT-131

Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00417A0010

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00417A0010 reçue le 01/02/2017 et signée le 01/02/2017 par M. VIVARELLI Pascal, représentant l'AD PEP 2B demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 01/02/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le courrier du Préfet de Corse en date du 24/04/2012; précisant que la sous-commission communale de sécurité n'est pas consultée pour les ERP de la 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil;

- Vu** Le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu** L'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0281 en date du 24/11/2017 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017-acces-0292 en date du 23/11/2017, portant approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant la mise en accessibilité aux personnes handicapées du CRA Centre Ressource Autisme, Immeuble les Pingouins, résidence Parc Azur, Avenue Maréchal Juin, 20 000 Ajaccio, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 16/11/2017 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que :
« L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à M.VIVARELLI Pascal, AD PEP 2B, Groupe Scolaire F. AMADEI, Rue Thérèse lieu dit Paese novu, 20 600 BASTIA, demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 23/12/2017

Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,



Isabelle FELICIAGGI

Le Directeur Général des Services

Pierre - Paul ROSSINI



Arrêté AT N° 2017-AT-132

**Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00417A0095**

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant d public e des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A004170095 reçue le 19/09/2017, signée le 17/09/2017 par Mme REBOA Michèle, représentant l'indivision Corin Mercialys Cama, demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 19/09/2017, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu le procès verbal en date du 24/11/2017 de la Sous Commission Départementale pour la sécurité contre les risques incendie portant un **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé
- Vu Le procès-verbal de la séance du 17/10/2017 de la Sous Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission communale de sécurité et de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant la modification d'un établissement recevant du public à l'intérieur d'un bâti existant (aménagement de 3 espaces « coque vide ») centre commercial La Rocade-Mezzavia, 20 167 AJACCIO, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 24 novembre 2017 de la Sous Commission Départementale de sécurité annexé au présent acte ;
- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 17 octobre 2017 de la Sous Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que : « L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à Mme REBOA Michèle, représentant l'indivision Corin Mercialys Cama, Centre commercial La Rocade, 20 600 FURIANI demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

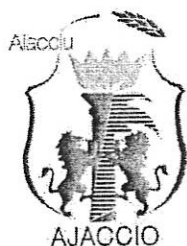
Fait à AJACCIO, le : 29/11/2017

Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,

Isabelle FELICIAGGI

Le Directeur Général des Services

Pierre Paul ROSSINI



Arrêté N° 2017-AT-133

Portant refus d'autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes Handicapées.
AT 02A00415A0158

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public;
- Vu L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00415A0158 reçue le 15/12/2015, signée par M. LUCIANI Pierre Jean, représentant le conseil Départemental de Corse du Sud à Ajaccio , demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 15/12/2015, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu Le procès-verbal de la séance du 4 avril 2016 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant Avis **FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu Les demandes de pièces complémentaires en date du 09/06/2016, 25/07/2016, 19/09/2016, 02/05/2017, 29/05/2017, de la sous commission Départementale pour la sécurité contre les risques incendie afin de permettre l'instruction du dossier.
- Vu que les pièces complémentaires n'ont jamais été produites dans leur totalité par le demandeur du projet et que, de fait, la sous commission Départementale pour la sécurité contre les risques incendie n'a pas pu porter d'avis sur la réalisation du projet susvisé

CONSIDERANT le refus de la sous commission Départementale d'accessibilité et la non instruction du dossier par la sous commission Départementale pour la sécurité contre les risques incendie imputable à la non production des pièces manquantes

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant la mise en accessibilité aux personnes handicapées de l'école Supérieure du Professorat et de l'Education, 1 Boulevard Albert 1er, 20 000 Ajaccio dans le cadre de l'ADAP, sont **REFUSES**.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à M. LUCIANI Pierre-Jean, Président du Conseil Départemental de la Corse du Sud N°1 Cours Napoléon, Palais Lantivy, BP 414, 20183 Ajaccio, représentant le Conseil Départemental de la Corse du Sud demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant cette dernière est chargée de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 3

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 4

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 5

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

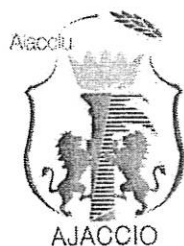
Fait à AJACCIO, le : 29/11/2017

Pour le Maire,
Et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse
du Sud,

Isabelle FELICIAGGI

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



Arrêté N° 2017-AT-134

Portant refus d'autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes Handicapées.
AT 02A00415A0152

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant d public e des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00415A0152 reçue le 17/12/2015, signée par M.LUCIANI Pierre Jean, représentant le conseil Départemental de Corse du Sud à Ajaccio , demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 17/12/2015, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu** Le procès-verbal de la séance du 4 avril 2016 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu** La demande de pièces complémentaires en date du 25/07/2016, 19/09/2016, 02/05/2017, 29/05/2017 de la sous commission Départementale pour la sécurité contre les risques incendie afin de permettre l'instruction du dossier.
- Vu** que les pièces complémentaires n'ont jamais été produites par le demandeur du projet et que, de fait, la sous commission Départementale pour la sécurité contre les risques incendie n'a pas pu porter d'avis sur la réalisation du projet susvisé

CONSIDERANT le refus de la sous commission Départementale d'accessibilité et la non instruction du dossier par la sous commission Départementale pour la sécurité contre les risques incendie imputable à la non production des pièces manquantes

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant la mise en accessibilité aux personnes handicapées de l'école Primaire Bonafedi, 3 Boulevard Alphonse Landry, 20 000 Ajaccio dans le cadre de l'ADAP, sont **refusés**.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à M. LUCIANI Pierre-Jean, Président du Conseil Départemental de la Corse du Sud N°1 Cours Napoléon, Palais Lantivy, BP 414, 20183 Ajaccio, représentant le Conseil Départemental de la Corse du Sud demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant cette dernière est chargée de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 3

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 4

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 5

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 29 / 11 / 2017

Pour le Maire,
Et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse
du Sud,

7 Isabelle FELICIAGGI

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



Arrêté AT N° 2017-AT-135

**Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes
Handicapées.
AT 02A00416A0053**

Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant d public e des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00416A0053 reçue le 03/08/2017, signée le 05/07/2016 par M Alain FICHOU, directeur des bâtiments, représentant le président de la Collectivité territoriale de Corse, demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 03/08/2016, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu** Le Procès verbal de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie du 28/11/2017 portant **AVIS FAVORABLE** aux travaux projetés sous réserve du respect des prescriptions de sécurité à réaliser
- Vu** Le procès-verbal de la séance du 06/09/2016 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;

CONSIDERANT qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission communale de sécurité et de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

-ARRETE-

Article 1

Les travaux concernant le réaménagement de l'Atelier TISEC du LEP Jules ANTONINI sis avenue du Docteur Noël Franchini, 20 090 AJACCIO, sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 28/11/2017 de la Sous-Commission Départementale de sécurité annexé au présent acte ;
- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 06/09/2016 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que :
« L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

Article 3

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à M Alain FICHOU, directeur des bâtiments, représentant le président de la Collectivité territoriale de Corse, demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 7

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 20/12/2017

Pour le Maire, et par délégation
La conseillère municipale déléguée à
l'accessibilité et au handicap,
Conseillère départementale de la Corse du
Sud,

Isabelle FELICIAGGI

Le Directeur Général des Services

Pierre - Paul ROSSINI